

Coup de semonce dans le Golfe

L'Amérique, comme prévu, a donc frappé dans le Golfe. Saut à ruiner leur ordi, les États-Unis ne pouvaient en effet laisser impunie l'attaque par un missile iranien, trois jours plus tôt, dans les eaux koweïtiennes, d'un pétrolier battant leur pavillon. Mais de toutes les ripostes imaginées par le Pentagone, M. Reagan a choisi la plus modérée. Quatre destroyers de l'US Navy ont emporté de leurs mille obus deux plates-formes pétrolières iraniennes reconverties en une base militaire flottante.

Commentés presque en direct par le secrétaire à la défense, M. Weinberger, le spectacle a eu le double avantage de frapper les esprits sans provoquer mort d'homme. Et le président américain a eu beau jeu de présenter presque aussitôt l'opération navale comme une réplique « sage » et « mesurée », entreprise, comme à regret, au nom du droit légitime d'autodéfense. Pour Washington, « l'incident est clos ». Pourtant, la sérénité de M. Reagan relève largement de la méthode Coué, car — c'est l'évidence — le « carton » réussi par la marine américaine marque un tournant inquiétant dans l'affrontement qui oppose depuis bientôt dix ans la République islamique au « Grand Satan ».

Certes, l'Amérique a surpris par sa « modération » en n'abandonnant d'attaquer les batteries de missiles « Silkworm » installées sur la péninsule de Faq. Ce faisant, elle a évité de franchir un pas trop périlleux dans l'escalade militaire. Mais, en s'attaquant à un objectif iranien, elle ajoute à l'affrontement iranien-iranien une dimension supplémentaire, celle d'un duel direct, aux conséquences imprévisibles, avec le régime des ayatollahs.

M. George Bush, le vice-président américain, espère que le « message » de l'US Navy a bien été reçu à Téhéran. Mais comment croire que le régime khoméniste, engagé depuis sept ans dans une guerre sans merci avec son voisin, se laissera intimider par un simple coup de semonce, fût-il américain ? Comment espérer que l'affaire en restera là, quand Téhéran a déjà vaincu et prouvé à son puissant ennemi une « riposte foudroyante » ?

Tout porte à croire au contraire que les dirigeants iraniens, soucieux de ne pas perdre la face à l'égard de leur propre opinion, répliqueront à leur manière à cette nouvelle humiliation. L'Iran pourrait, par exemple, lancer l'un de ses missiles restés intacts contre le vulnérable Koweït, millionnaire des États modérés du Golfe. Paradoxalement, les plus sûrs partenaires de Washington dans la région risquent, au bout du compte, de faire les frais d'une opération initialement destinée à réaffirmer avec éclat à leur profit la protection américaine.

Surtout, l'administration Reagan, qu'elle l'admette ou non, s'est rangée un peu plus, lundi, aux côtés de l'Irak, son allié « de facto ». Il sera désormais de plus en plus difficile aux Américains de prétendre dans la guerre du Golfe, à la neutralité dont ils se réclamaient jusqu'ici, notamment pour parer l'initiative diplomatique du secrétaire général des Nations unies, visant à obtenir un cessez-le-feu des deux belligérants.

Cette évolution de la position américaine n'est pas passée inaperçue à Moscou, où la presse a promptement dénoncé l'« aventurisme » de Washington. Et l'attaque de lundi a été jugée assez grave par l'URSS pour que M. Gorbatchev quitte au bout d'une demi-heure une séance du Soviet suprême. Les entretiens de M. Shultz à Moscou, à partir de jeudi, pourraient bien manquer de la sérénité affichée à Washington.

(Lire nos informations page 2.)

Après la concertation Bonn-Washington Le dollar s'est stabilisé à Paris

Deux grandes banques américaines ont baissé leur taux de base

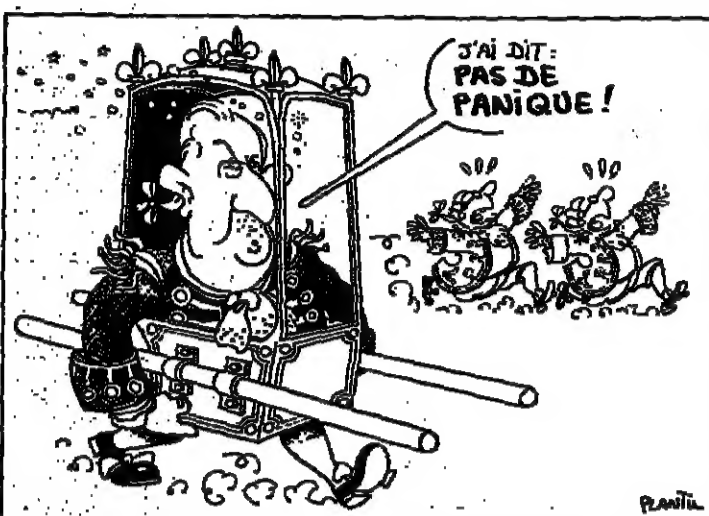
La Réserve fédérale américaine a annoncé, mardi 20 octobre, « être prête à fournir des liquidités pour soutenir le système économique et financier ». La Bourse de Wall Street, qui avait battu un record de chute la veille, repartait en hausse à l'ouverture. Deux grandes

banques américaines ont baissé d'un demi-point leur taux de base.

A Tokyo, les cours ont perdu 10 %. Mais, en Europe, après une chute de près de 10 %, les marchés se reprenaient en début d'après-midi.

M. Baker, secrétaire au Trésor des États-Unis, et M. Stoltenberg, ministre des finances

allemand, ont réaffirmé leur attachement aux accords du Louvre de février dernier. Le dollar s'est raffermi, mardi, passant à Paris de 5,94 F à 6,01 F. De son côté, la Bundesbank a légèrement diminué ses taux d'intervention, laissant percer un espoir de stabilisation pour les prochains jours.



La fin des illusions

Un souvenir historique, fût-il ressassé comme celui des journées noires d'octobre 1929, n'aide pas à prévenir un événement comme celui qui vient de se produire sur les marchés financiers. On oublie toujours l'essentiel, ce dont on a honte et dont on ne veut pas croire la répétition possible : la peur.

Lundi, à New-York, il n'y avait plus qu'un seul mot pour décrire l'incroyable désordre : la panique. Mais il est plus grave que l'annonce de l'effondrement. Il y eut d'abord — c'était le début des années 70 — l'illusion que le retour d'un chômage massif était

impossible. Il y eut ensuite l'illusion que l'inflation ne prendrait jamais fin et que, en conséquence, il était sans danger de s'endetter. Cette illusion fut balayée à son tour par la vague de désinflation, qui prit de court maints chefs d'entreprise et maints financiers réputés experts. Il y eut, jusqu'à une période récente, l'illusion que la hausse quasi indéfinie des actions était le reflet de la santé retrouvée des sociétés.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 39.)

- La folle journée de Wall Street ;
- La situation à Londres, à Tokyo, à Paris ;
- Le débat politique en France ;
- 1929 : l'histoire d'un krach ;
- Eloge des privatisations, par Renaud de La Genière.

Lire pages 37 à 39 et 42-43

La résistance des Tigres à Sri-Lanka

A Jaffna, derrière les lignes indiennes...

Les combats continuent de faire rage autour de Jaffna, où les troupes indiennes sont entrées au cours du week-end. Les renforts indiens afflèrent vers cette ville désertée par ses habitants et devenue le symbole de la résistance des Tigres. Avant que Jaffna ne tombe, Laurent Zecchini s'est rendu derrière les lignes indiennes, dans une zone sous contrôle des Tigres.

CHAVAKACHERI (péninsule de Jaffna) de notre envoyé spécial

La route serpente entre deux bras de mer, dans un paysage resplendissant. L'orage vient de ces-

ser, et la lumière fait miroiter la lagune. Nous laissons derrière nous une foule de réfugiés, qui fuient Jaffna. Ils se sont entassés dans des grandes barques de bois propulsées par un moteur Diesel poussif, dans un enchevêtrement humain de femmes et d'enfants, de vélos, de valises cerclées de bouts de ficelle, de sacs de nourriture, toute leur fortune.

La traversée fut brève, mais à les voir ainsi, ils faisaient penser, l'espace d'un instant, à des « boat people ».

La rumeur court que les hélicoptères indiens font parfois un « carton » sur ces radeaux pour dissuader les Tigres tamouls de quitter la nasse dans laquelle les troupes indiennes croient les avoir enfermés.

Sur la péninsule, une Peugeot envoyée par les Tigres nous attend. La voiture fonce sur la route, klaxon hurlant, plus par enthousiasme que par nécessité. Nous croisons d'autres véhicules des années 40, arborant un drapeau blanc. Les combattants sans uniforme de cette drôle de « résistance » ont les pieds nus dans des sandales de caoutchouc, le fusil d'assaut Kalachnikov en bandoulière, le sourire aux lèvres et les certitudes bien ancrées.

A les entendre, il faudrait partager leur exaltation pour ce combat « historique » en quête d'une patrie mythique, l'Eelam tamoul.

LAURENT ZECCHINI.
(Lire la suite page 4.)

Les relations entre M. Chalandon et la joaillerie Chaumet

La chancellerie a imposé une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire

PAGE 9

La relève au Japon

M. Takeshita succédera à M. Nakasone

PAGE 4

Sécurité sociale

Le rapport des « sages » remis au premier ministre

PAGE 40

Le sommaire complet se trouve page 44

Les conséquences d'un ouragan dévastateur

La Bretagne en état de choc

Plusieurs jours après l'ouragan qui a frappé les côtes ouest de l'Europe, dans la nuit du 15 au 16 octobre, les Bretons, qui étaient au avant-postes de la tempête, sont encore en état de choc. Ils constatent que les dégâts subis constituent non seulement une perte économique considérable, mais un véritable désastre écologique.

Dans les campagnes on croirait être revenu un demi-siècle en arrière. Plus d'électricité, plus de télévision, plus de téléphone, plus d'essence et, souvent, plus d'eau : voilà dans quelles conditions vivent des centaines de milliers de ruraux.

Dans certaines communes où l'on transporte les groupes électrogènes d'un boulanger à l'autre, le pain est rationné : une seule boule par famille. Lundi, on comptait encore, dans l'ensemble des départements bretons, cent dix mille foyers sans courant. Au mieux, l'électricité reviendra jeudi, et dans certains hameaux samedi.

Les fermiers se trouvent soudain devant des problèmes invraisemblables, raconte Jean Le Naour, notre correspondant à Quimper. Comment traire trente, quarante, quatre-vingts vaches sans courant ? Alors, on s'y met, à

la main, toute la nuit, à la lanterne, comme autrefois. Mais comment conserver le lait alors que les bacs de réfrigération ne fonctionnent plus ?

Chez les éleveurs, les porcelets meurent de froid à peine nés et les veaux accoutumés au lait tiède ne veulent plus s'alimenter. Sans parler des hangars abattus par centaines, des bâtiments sans toit, des animaux errant à présent à l'air libre, nuit et jour.

L'agriculture bretonne, parce qu'elle a voulu devenir l'une des plus performantes, est aussi extrêmement fragile. Dans toute

l'Armorique, l'autarcie n'est plus qu'un souvenir.

Heureusement, la solidarité des campagnes a joué. Les congélateurs pleins de victuailles ont été transportés dans les bourgades disposant d'électricité. Des groupes électrogènes passent d'une ferme à l'autre et ronflent sans cesse de l'aube à minuit.

Aucun de ceux qui l'ont vécu n'oublieront cette nuit d'épouvante, raconte Jean Le Naour. Le vent soufflait à l'intérieur des terres, à plus de 200 kilomètres-heure.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Prix Nobel : l'effondrement des dogmes génétiques ; Les travaux sur la supraconductivité ; La chimie « supramoléculaire ».

■ Les mirages du loch Ness. ■ Hausse sur le quotient intellectuel. ■ Aux Pays-Bas : mort douce pour des adolescents.

PAGES 17 à 19

LE MONDE DU VIN

PAGE 8

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکذا من الاجل

Etranger

La destruction d'une plate-forme pétrolière iranienne par la marine américaine Washington espère que ces représailles « mesurées » feront réfléchir Téhéran

WASHINGTON
de notre correspondant

Démonstration de force — presque — tranquille dans le Golfe, panique boursière — presque — catastrophique à Wall Street. Les Américains ont vécu un bien curieux lundi, et les courtiers de New-York ont eu beaucoup plus chaud que les équipages des destroyers au milieu du Golfe. Pour la presse, en tout cas, la chute de quelque 500 points du Stock Exchange a fait bien plus de vacarme que les mille obus lancés sur une plate-forme pétrolière iranienne. Les trois principales chaînes de télévision ont ouvert leur bulletin d'information sur le plongeon des valeurs, avant d'évoquer en contrepoint les représailles lancées contre l'Iran.

Dans un cas comme dans l'autre, le président Reagan a affiché de la sérénité. « Non, nous n'allons pas commencer une guerre avec l'Iran », dit-il. Les Iraniens ne sont pas stupides à ce point », a lancé le président aux journalistes. M. Reagan a reçu un soutien sans faille de M^{me} Margaret Thatcher, de passage à Dallas pour voir son fils, en rentrant du sommet du Commonwealth à Vancouver. Elle a estimé que le président Reagan avait eu « parfaitement raison » d'ordonner l'action de lundi contre l'Iran.

Les représailles américaines, après le tir vendredi d'un missile iranien contre un pétrolier battant pavillon américain, étaient prévisibles, mais elles se sont révélées plus modestes qu'on ne le pensait.

C'est, selon des fonctionnaires de la Maison Blanche, M. Reagan lui-même qui a insisté pour que la réponse à l'Iran reste limitée et ne puisse être interprétée comme une escalade. Le président avait décidé vendredi qu'une action s'imposait. Il a demandé aux responsables du Conseil national de sécurité de lui présenter différentes options. Celle qui fut retenue samedi se situait tout au bas de l'échelle. Mais elle permettait d'éviter dans une

large mesure d'exposer des vies humaines, d'autant que les équipages de la plate-forme furent prévenus vingt minutes avant le début de la canonnade et eurent apparemment tout le temps de quitter les lieux. Au contraire, une attaque contre les rampes de missiles Silkworm aurait été beaucoup plus risquée.

Une parfaite réussite technique

Une fois de plus, comme lors des deux précédents incidents entre Américains et Iraniens, l'action de lundi fut une parfaite réussite technique, assurée par une écrasante disproportion des forces. Quatre destroyers rangés comme à la parade devant une plate-forme en feu sur les eaux calmes du Golfe, les images vues par les télécaméras américaines paraissent d'elles-mêmes, et les canons de 5 pouces des navires s'élevaient tous depuis quinze minutes à peine que déjà le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger apparaissait dans la salle de presse du Pentagone.

M. Weinberger rendait brièvement compte des opérations, soulignant que la plate-forme visée pouvait être considérée comme un objectif militaire puisque, selon lui, les Iraniens l'utilisaient pour lancer des attaques de vedettes contre la navigation commerciale, qu'un important système de radar y était installé et qu'un hélicoptère américain avait essuyé, il y a une dizaine de jours, des tirs dirigés depuis cette même plate-forme.

Un peu plus tard, le porte-parole du président lisait une déclaration de M. Reagan : « Il s'agit d'une réponse prudente et mesurée à l'usage illégal de la force contre les États-Unis et à de nombreuses violations des droits des autres pays non belligères [...], les États-Unis ne souhaitent pas d'affrontement militaire avec l'Iran, mais le gouvernement iranien ne devrait pas se faire d'illusions quant à notre déter-

mination et à notre capacité à protéger nos navires et nos intérêts contre des attaques [iraniennes] non provoquées ».

Les réactions, tant dans la presse qu'au Congrès et parmi les candidats à l'investiture présidentielle, sont plutôt favorables. Les critiques, discrètes émanent plutôt de ceux qui trouvent les représailles un peu timides. Le président avait pris soin de convoquer, tard dimanche soir, les principaux chefs de file du Congrès pour les associer à sa décision. Les congressistes ont noté qu'ils avaient été, non pas consultés, mais « informés » de cette décision, alors que les navires étaient déjà en route. Mais ils n'ont pas soulevé d'objection.

En fait, c'est surtout la suite des événements qui suscite des inquiétudes, s'agissant par les belles déclarations de divers responsables iraniens.

Dans l'immédiat pourtant, M. Reagan semble s'être sorti de cette épreuve à son avantage. Certains, gardant en mémoire le scandale de l'« Irangate », font mine de s'étonner que, après avoir vendu des armes à Téhéran dans l'espoir d'améliorer les relations entre les deux pays, l'administration s'applique aujourd'hui à brûler tous les ponts avec l'Iran. Mais les adversaires de M. Reagan disposent encore de bien d'autres arguments.

La dégringolade de la Bourse vient d'ailleurs de leur en offrir un nouveau : ils ont beau jeu de faire valoir que, si le marché financier vacille, c'est que la prospérité associée au réaganisme n'est que factice. Les républicains fidèles au président rétorqueraient, eux, comme l'a fait par avance le *Wall Street Journal*, que les investisseurs s'inquiètent, c'est précisément parce que M. Reagan n'a plus pour longtemps, et que déjà les démocrates, dépensiers et amateurs d'impôts, attendent au coin du bois. Tout comme les Iraniens.

JAN KRAUZE.

« Nous ne laisserons pas l'attaque sans réponse » affirme le président Khamenei

L'Iran a promis aux États-Unis, le lundi 19 octobre, d'exercer des représailles à la suite de l'attaque menée le même jour par la marine américaine contre deux plates-formes pétrolières dans le Golfe, dont l'une a été détruite, attaque qui a suscité une condamnation de la part de Moscou et des réactions divergentes en Europe occidentale.

« Les États-Unis recevront une réponse violente à leur crime et les militaires américains ne sortiront pas indemnes du Golfe », a affirmé un responsable iranien, tandis que le président Ali Khamenei annonçait lui-même que Téhéran « ne laissera certainement pas l'attaque américaine sans réponse » et « exercera des représailles ». Les déclarations,

toutes plus violentes les unes que les autres, se sont succédé vendredi dans la capitale iranienne pour dénoncer l'action de l'US Navy contre des « objectifs civils ». Jusqu'à un communiqué du ministère des affaires étrangères estimant que « l'attaque américaine a placé la région au seuil d'une guerre totale ».

Selon Radio-Téhéran, les bâtiments de guerre américains ont bombardé deux plates-formes pétrolières situées sur le site de Rehadat (ou Rostam), blessant « plusieurs membres du personnel civil qui y travaillaient », pour y détruire les installations radar et de communication qui s'y trouvaient. Le gouverne-

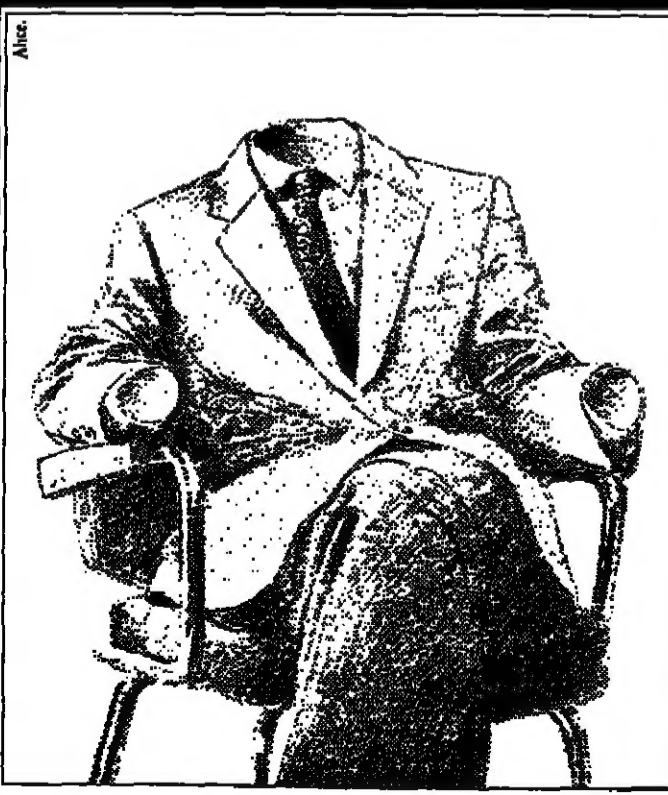
ment américain a souligné que ces plates-formes avaient été transformées par les Iraniens en station d'écoute radar et en base à partir de laquelle ils perturbaient le trafic maritime.

Les Soviétiques ont réagi très rapidement au raid américain, y voyant un « acte d'agression », une « nouvelle aventure » et, comme le déclarait le représentant de l'URSS auprès de l'ONU, M. Belonogov, un « acte de guerre unilatéral », qui constitue un pas « confiant à la guerre entre l'Iran et l'Irak une autre dimension — la dimension américaine ». M. Belonogov a rappelé à cette occasion la proposition de son pays d'envoyer une force navale des Nations unies dans le Golfe.

Parmi les alliés européens des États-Unis, les premières réactions ont été d'appréciation. La Grande-Bretagne a applaudi chaudement la décision du président Ronald Reagan, par la voix de son premier ministre, M^{me} Margaret Thatcher. Approuvant également à Paris et à Bonn, où l'on évoque respectivement le droit de chaque État à agir pour faire cesser les attaques contre ses navires et le « droit d'autodéfense » ainsi que celui de faire respecter la liberté de navigation dans le Golfe.

En revanche, c'est la préoccupation qui domine à Bruxelles, à La Haye et à Rome. Le ministre belge des affaires étrangères, M. Léo Tindemans, a exprimé les « regrets » de son pays devant une situation qui « empire ». Un porte-parole du gouvernement néerlandais a fait état de la préoccupation de La Haye, soulignant les risques d'escalade, tout comme le gouvernement italien, qui a fait part de « ses préoccupations concernant les conséquences éventuelles d'une recrudescence de la tension ».

Du côté des pays arabes, si la Libye s'est déclarée aux côtés de l'Iran, l'Algérie a réagi de façon prudente, « regrettant vivement » aussi bien l'action américaine que le tir, vendredi dernier, d'un missile contre un pétrolier sous pavillon américain dans les eaux territoriales du Koweït. Quant au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadi Kilibi, il a accusé Téhéran de vouloir « élargir l'aire du conflit » en essayant « d'étendre les hostilités à d'autres États arabes de la région ». — (AFP, AP, Reuters.)



La politique dénaturee

Par Chantal Millon-Delol

De Galilée à Lyssenko, du nazisme à l'islam fondamentaliste, la destinée des idéologies soulève cette question : pourquoi nous autres, imparfaits, désirons-nous toujours une société parfaite ?

Collection « Politique d'aujourd'hui », 288 pages - 145 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

UNION SOVIÉTIQUE

Projet de budget 1988 sans surprise pour une période de « transition »

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Le directeur du Gosplan, M. Talyzine, et le ministre des finances, M. Gostev, ont présenté, lundi 19 octobre, leur projet de budget devant le Soviet suprême en définissant l'année 1988 comme un « tournant » décisif dans la restructuration de l'économie nationale. A première vue pourtant, aussi bien le plan que le budget mis au point pour l'année prochaine restent conformes dans leurs grandes lignes à ceux qui les ont précédés. Peut-être parce que, comme l'ont souligné les deux rapporteurs, nous sommes en période de « transition ».

Des soucis d'ordre politique se reflètent cependant à travers ces deux projets. Celui, d'abord, de faire sortir progressivement l'économie soviétique d'une période de relative stagnation. Comparés aux résultats obtenus au cours des neuf premiers mois de l'année (qui viennent tout juste d'être publiés), les indices globaux de croissance visés en 1988 témoignent d'un « ralentissement » de 4,3 % pour le revenu national ; 4,5 % pour la production industrielle (au lieu de 3,6 % de janvier à septembre 1987) ; 3,4 % pour l'agriculture ; 4,2 % pour la productivité du travail.

Deux secteurs sont privilégiés dans les efforts envisagés. Celui du progrès technique et de la modernisation de l'appareil de production, à travers les crédits (33 milliards de roubles) affectés à la recherche scientifique et un « changement radical d'attitude » dans l'industrie des machines-outils, dont les responsables sont sévèrement critiqués, de même que ceux de l'industrie légère.

Le secteur social, d'autre part, est présenté comme prioritaire. Schématiquement, il doit bénéficier de trois ordres de mesures :

« Une amélioration marquée des approvisionnements en produits de consommation, en particulier alimentaires ; une réduction des dépenses sociales ; une amélioration des services destinés aux familles. Le budget de la santé, pour prendre un

exemple particulièrement sensible, augmentera de 13 %.

Aussi bien le directeur du plan que le ministre des finances ont insisté sur les conditions nouvelles créées par l'adoption de la loi sur les entreprises, qui doit entrer en vigueur l'année prochaine. Le temps n'est plus, à les entendre, où chacun peut compter sur l'État. Or une entreprise sur quatre en URSS est endettée envers l'État. Il faut que chaque responsable d'entreprise prenne la mesure des droits et des obligations que lui impose l'autonomie financière dont il va disposer. Vaste programme si l'on retient le chiffre de 20 milliards de roubles avancés par M. Gostev pour le montant des pertes dues chaque année aux gaspillages de toutes sortes. Aussi bien — mais c'est un propos maintes fois entendu en ces mêmes lieux depuis le temps d'Alexis Kosyguine — la croissance doit-elle être avant tout assurée par une meilleure utilisation des ressources, de meilleurs rendements, une élévation de la productivité etc.

Le budget de la défense sera, en 1988, d'une remarquable stabilité, à 20,2 milliards de roubles, mais le ministre des finances a eu la pudeur de noter qu'il couvre « l'entretien des effectifs des forces armées, le versement des pensions de retraite, la construction militaire et d'autres dépenses ». On sait qu'il ne s'agit que d'une petite portion des dépenses militaires de l'URSS, le reste se perdant dans d'autres chapitres du budget.

ALAIN JACOB.

« Manifestation écologiste en Arménie soviétique. — Environ deux mille personnes ont manifesté, samedi 17 octobre, dans les rues d'Erévan, aux cris de : « Sauvez l'Arménie du génocide chimique et radioactif ! », contre la présence de la centrale nucléaire de Metsamor et de l'usine chimique de Norair. Selon des scientifiques de l'Académie des sciences d'Arménie, la pollution atmosphérique et la proportion de cancers dans la République seraient dix fois supérieures à la moyenne. Or le ministre de l'industrie chimique de l'URSS, M. Iouri Bessolov, venait de faire inscrire au Plan d'autres projets d'usines chimiques. Le dimanche 18 octobre, une autre manifestation portant sur des revendications « nationales », avait réuni un millier de personnes, aussitôt dispersées par la police. Ces manifestations protestent contre les expropriations discriminatoires d'Arménie, et Azerbaïdjan, au profit de paysans locaux. — (AFP, AP.)

ROUMANIE

M. Nicu Ceausescu aurait été nommé à la tête d'une des provinces

Le fils du numéro un roumain Nicolae Ceausescu, M. « Nicu » Ceausescu, qui a été relevé, mardi 13 octobre, de ses fonctions de chef de l'Organisation de la jeunesse communiste et de ministre de la jeunesse, aurait été nommé responsable d'une des quarante provinces roumaines, selon des indications concordantes circulant à Bucarest.

Agé de trente-sept ans, M. Nicu Ceausescu a fait jusqu'ici une ascension rapide : entré au comité central à trente-deux ans, il était devenu ministre de la jeunesse à trente-trois ans et membre suppléant du comité politique exécutif (bureau politique) à trente-quatre ans. Il a effectué de nombreux voyages à l'étranger. Sa nomination à la tête d'une province, si elle se révèle exacte, pourrait, selon les observateurs, être considérée comme une étape provisoire lui permettant de se familiariser avec les mécanismes du pouvoir avant d'accéder à de plus hautes fonctions.

Connu à Bucarest pour ses frasques de play boy, Nicu Ceausescu est considéré comme l'héritier potentiel du président Ceausescu, dont la femme, M^{me} Elena Ceausescu, est le véritable numéro deux du régime.

Depuis septembre une série de remaniements ont fait réapparaître au premier plan deux autres membres du « clan » : M. Stefan Andrei, un vétéran fidèle de M. Ceausescu, qui fut ministre des affaires étrangères durant sept ans, nommé vice-premier ministre, comme M^{me} Lina Ciobanu, qu'on dit protégée de M^{me} Ceausescu. Les analystes se gardent de tirer d'autres conclusions de ces remaniements sans logique apparente qui font partie de la traditionnelle valise des responsables à laquelle procède périodiquement le numéro un roumain, pour empêcher la création de fiefs et trouver des boucs émissaires à une situation économique en constante dégradation. — (AFP.)

SUÈDE : après l'évasion de l'espion Stig Bergling

Le ministre de la justice est contraint à la démission

STOCKHOLM
de notre correspondant

En annonçant sa démission, le lundi 19 octobre, M. Wickbom, ministre social-démocrate de la justice, a notamment reconnu qu'il était responsable d'« être resté dans l'ignorance » jusqu'au vendredi 16 octobre d'informations parvenues le mois dernier déjà à son ministère. Ces informations concernaient, d'une part, la permission accordée en juillet dernier à l'espion Stig Bergling et, d'autre part, un projet d'octroi de nouvelles permissions. Selon M. Wickbom, ces renseignements étaient « de nature telle qu'il y avait lieu de soupçonner que la surveillance du prisonnier s'était pas assurée de manière satisfaisante ».

Le premier à le constater fut Stig Bergling en personne, qui saisit l'occasion d'une deuxième sortie pour disparaître. Ancien officier des services de la sûreté civile puis militaire, il avait été condamné en 1979 à la prison à vie pour espionnage au profit des pays du pacte de Varsovie. Toujours considéré comme susceptible de porter atteinte à la sécurité de l'État, il s'était vu refuser une nouvelle demande de grâce au mois d'août dernier. Les autorités s'étaient cependant montrées tolérantes à son égard en lui accordant des permissions « humanitaires » pour rendre visite à la femme qu'il avait épousée en 1986 et qui résidait à Stockholm.

L'administration lui avait aussi généreusement donné le droit de changer d'identité, et délivré un nouveau permis de conduire. Sans remarquer, au passage, que le dénom Wickbom progressivement de physionomie — amincissement, disparition de la moustache, blondissement des cheveux — ce qui devait le rendre méconnaissable.

Ces métamorphoses « officielles » allaient lui permettre de quitter, avec son épouse, le territoire suédois sans être inquiété, avec, en outre, une avance considérable due au fait que, après avoir lâché le couple sans surveillance rapprochée toute une nuit, la police, en constatant sa disparition dans la matinée, du 6 octobre, allait attendre dix heures avant de déclencher l'alerte générale.

La police renouvelait ainsi, dans sa lenteur à réagir, les erreurs de coordination commises dans les

heures qui suivirent l'assassinat du premier ministre, Olof Palme, le 28 février 1986 à Stockholm. M. Sten Wickbom était déjà ministre de la justice.

M. Sten Wickbom, malgré sa longue expérience de juge, devait rapidement se montrer dépassé par l'ampleur des problèmes posés par l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme. Il fut incapable de régler le différend opposant la justice, la police et le parquet. Tout en affirmant la non-intervention du gouvernement dans l'enquête policière, il avait nommé un représentant personnel au sein du groupe entourant le préfet de police. Éprouvé par les interrogatoires de la commission chargée de surveiller l'application de la Constitution, durement critiqué par l'opposition qui réclamait déjà, à l'époque, sa démission, M. Wickbom était assailli de l'orage grâce au soutien indéfectible du chef du gouvernement, M. Ingvar Carlsson.

Le successeur : une femme

La fuite de Stig Bergling allait remettre en question sa compétence. De nouveau, le premier ministre voyait au secours de M. Wickbom, en déclarant que le gouvernement n'était pas responsable de l'évasion de Stig Bergling. Une commission chargée, précisément, d'établir les responsabilités, avait été nommée et devait remettre son rapport le 19 octobre. L'opposition de centre droit avait demandé un débat au Parlement pour le mardi 20 octobre. En annonçant la démission de M. Wickbom, le gouvernement social-démocrate a désamorcé l'offensive politique des conservateurs, centristes et libéraux, qui ont accueilli avec satisfaction la décision du ministre. Ils estiment cependant que « l'ombre retombe aussi sur le premier ministre » et réclament que des sanctions soient prises au sein de l'administration pénitentiaire, ainsi que dans certains services de la police.

Le successeur de M. Wickbom est une femme : M^{me} Anna Greta Leijon, qui était jusqu'ici ministre de l'emploi. Sa seule « compétence juridique », a-t-elle indiqué, est d'avoir eu un père... gardien de prison.

FRANÇOISE NIETO.

« stratégie nucléaire et à lui seul »

La stratégie nucléaire et à lui seul... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

« ne suis pas pour l'histoire »

« ne suis pas pour l'histoire »... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

Le Monde... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

Diplomatie

La visite d'Etat de M. Mitterrand en République fédérale d'Allemagne

« La stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul », affirme le président de la République

M. François Mitterrand a eu, le mardi 20 octobre, à Bonn, un entretien avec le chancelier Kohl. Il devait ensuite se rendre à Aix-la-Chapelle et y prononcer un important discours dans la salle de concert de l'opéra de la ville. Au cours du dîner offert lundi soir par son hôte au château d'Angelsburg, le chef de l'Etat avait souligné que « la stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul ».

BONN
de nos envoyés spéciaux

Dès la première journée de la visite d'Etat du président François Mitterrand en République fédérale d'Allemagne, le ton était donné : entre Français et Allemands, le « parler vrai » est de rigueur. Qu'il s'agisse de la construction européenne, de la défense et de la sécurité, et même des difficultés liées à la mise en œuvre des accords culturels entre les deux pays, le président français et son homologue ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker, se sont franchement et sans détour exprimés sur des sujets qui ont été de nature à rassurer une opinion publique inquiète. M. Mitterrand n'a pas esquivé le sujet, mais il a été bref, sibyllin et grave tout à la fois comme lorsqu'il veut laisser

entendre que de grandes choses se préparent, mais qu'il a choisi de ne pas les dire encore. Les armes nucléaires à courte portée, préfabriquées dans le vocabulaire mitterrandien - inspirent une sainte horreur en RFA : « Plus courte est la portée des armes, plus allemands en sont les effets », est une formule qui résume bien cet état d'esprit. Elle s'applique directement aux missiles Pluton et Hadès français. Elle a été dite par l'un ou plusieurs d'entre eux sur leur sol à un moment où l'Allemagne se réveille de la République fédérale.

« Rien ne permet d'affirmer », a déclaré M. François Mitterrand, que l'ultime avertissement de la France à l'agresseur serait délivré sur le territoire allemand. La tactique est soumise à la stratégie : ce, le répète, la stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul, et pour le dissuader, n'oublions jamais cela. La France, semble dire le président, s'est laissée enfermer dans la logique des Hades et des Pluton qu'elle assume de plus en plus mal. Ce n'est pas une fatalité, on peut en sortir, reste à savoir comment. Il faudra que M. Mitterrand précise sa pensée s'il veut convaincre, sinon rassurer, les Allemands.

Les propos du président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, étaient également destinés à mieux faire comprendre l'état d'esprit qui anime ses compatriotes, et le sens des ouvertures à l'Est. « Il n'y a pas d'incertitudes allemandes », a proclamé en français M. von Weizsäcker. Notre attachement aux valeurs fondamentales de

liberté repose sur une conviction profonde. Nous n'avons pas d'autre option et nous n'en voulons pas d'autre. Nous perdons notre crédibilité si nous ne revendiquons pas aussi pour les Allemands, pour les Polonais, pour les Tchèques, pour les Hongrois et pour tous ceux qui vivent de l'autre côté de ces lignes de séparation tracées par l'arbitraire et qui divisent l'Europe les idéaux que nous défendons pour nous-mêmes. Le président fédéral entendait ainsi apporter des éléments de réponse à ceux qui, en France, s'inquiètent d'une possible dérive allemande vers l'Est. Ces propos recoupent ceux tenus récemment par le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, qui voit dans le « défi » lancé à l'Occident par M. Gorbatchev une chance pour l'Europe.

Comment construire l'Europe ?

Ce thème, qui devait être, mardi, au centre du discours du président français à Aix-la-Chapelle, a déjà largement été évoqué lundi. Du côté allemand, on croit M. François Mitterrand d'un engagement européen incontestable. Avant sa visite, M. Genscher avait rendu hommage au « grand architecte de l'Europe » qui est François Mitterrand. M. von Weizsäcker a, à son tour, salué « l'homme d'Etat qui par une politique courageuse et persévérante a réaffirmé la vocation européenne de la France et n'a cessé de stimuler la construction européenne ».

De son côté le président français n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été personnellement présent aux moments essentiels où se

construisait, sous l'impulsion de Jean Monnet, Robert Schuman et Conrad Adenauer, le projet d'Europe unie. Les deux hommes n'en étaient que plus à l'aise pour prononcer des paroles sévères sur les écueils et les insuffisances de la politique communautaire : « Aussi longtemps que nous aurons des divergences sur les questions budgétaires, sur les prix des céréales, sur les quotas laitiers et les péages autoroutiers, nous ne faciliterons pas la tâche à nos citoyens désireux de s'identifier à l'Europe », a souligné le président ouest-allemand.

Prenant la parole à l'Université de Bonn, lundi matin, M. Mitterrand avait, comme l'année dernière à Francfort, dressé un constat d'insuffisance des échanges culturels franco-allemands. « L'effort est nécessaire, nous ne sommes pas là où nous devrions être. Il a rappelé les quelques objectifs à atteindre pour bâtir l'Europe de la culture : apprentissage de deux langues étrangères par tous les jeunes, création d'une université ouverte européenne, mise en chantier d'un « Euraka audiovisuel ». Toutes choses déjà entendues à Francfort, à Bruges, il y a quelques jours, et ailleurs.

Mais, ayant répété ce qui devait l'être, M. Mitterrand a tenté de briser l'indifférence et l'accoutumance au discours en s'adressant aux intellectuels, aux sceptiques et aux désabusés. A tous ceux qui redoutent que la construction communautaire ne soit « trop sèche, trop bureaucratique, trop égoïste et tournée vers elle-même », il a lancé un appel : « Si la génération qui a aujourd'hui entre 15 et 25 ans veut l'Europe, alors aucun obstacle ne l'empêchera de se faire. L'Europe a besoin de votre fermeté, sans laquelle notre travail resterait un rêve inachevé ». Le président de la République, après avoir cité Goethe en allemand, s'est séparé des étudiants en exprimant qu'un seul souhait : « Que votre formation soit véritablement européenne et que vous puissiez dire, tout en restant fidèle à votre patrie, en valant une autre : c'est l'Europe ».

CLAIRE TRÉAN
et LUC ROSENZWEIG.

Richard von Weizsäcker : une autorité morale incontestée

BONN
de nos envoyés spéciaux

Vieilles d'Etat oblige : l'hôte du président François Mitterrand en RFA n'est pas le chancelier Kohl, mais le président de la République Richard von Weizsäcker. Le public français découvre donc, au fil des images de la télévision la chancelière allemande et l'aristocrate silhouettée du baron sous le drapeau de Berlin. Bien qu'appartenant au même parti que le chancelier, la CDU, M. von Weizsäcker n'a rien de la rusticité provinciale d'Helmut Kohl : il parle plusieurs langues, dont le français, très honorablement, et garde de ses années d'enfance berlinoises un peu de cet esprit, tout à la fois snob et ouvert au monde, qui était de mise dans l'aristocratie et la bourgeoisie de l'ex-capitale du Reich.

L'itinéraire de M. von Weizsäcker, né en 1920, a été profondément marqué par le destin de son père, Ernst von Weizsäcker, diplomate, qui fut de 1938 à 1943 secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du régime hitlérien, et qui eut, après la guerre, à répondre de ses actes devant le tribunal de Nuremberg. Richard, le plus jeune des fils, a peine démobilisé du 9^e régiment d'infanterie de Potsdam, où il servait comme lieutenant pendant les campagnes de France et de Russie, repoussa à plus tard la poursuite de ses études de droit, pour contribuer, comme assistant de l'avocat Helmut Becker, à la défense de son père.

Profondément marqué par cet épisode, découvrant au fil des dossiers toutes les horreurs du régime que son père et lui-même avaient servi avec zèle, il s'attachera tout au long de sa carrière publique à rappeler à ses concitoyens la part de responsabilité portée par toute une génération

allemande dans les horreurs du nazisme.

Aujourd'hui, M. von Weizsäcker est parvenu au faite d'une carrière politique commencée tardivement : ce n'est qu'en 1966, après un passage dans l'industrie qu'à la demande d'Helmut Kohl il rentre au Bundestag : le futur chancelier voyait en lui une personnalité capable d'attirer vers le Parti chrétien-démocrate les électeurs protestants. M. von Weizsäcker fut, dans les années 70, président de l'assemblée des Eglises évangéliques de RFA. Son principal succès consista, en 1981, à devenir le premier bourgmestre chrétien-démocrate de Berlin-Ouest.

Un parcours sans faute

« Peu de pouvoir, mais beaucoup d'autorité ». Ainsi décrit-on le rôle de la République. Elu en 1984 par le Bundestag, le président de la République ne « pèse » pas grand-chose face au chancelier. Ainsi l'avaient voulu les auteurs de la Constitution, qui voulaient éviter les oronèmes du « biophasisme » de la République de Weimar. L'autorité, essentiellement morale, dont dispose le président de la République tient beaucoup à la personnalité du détenteur de la fonction.

M. von Weizsäcker a jusqu'ici effectué un parcours sans faute. Il a, il faut le constater, été aidé dans sa tâche par quelques « gaffes » célèbres du chancelier Kohl, dont la plus récente, la comparaison de M. Gorbatchev avec Goebbels, avait jeté un froid dans les relations soviéto-allemandes jusqu'à ce qu'au mois de juillet dernier, M. von Weizsäcker sille recommander les pots cassés à Moscou.

C. T. et L. R.

Le changement de directeur général à l'UNESCO

« Je ne suis pas amer mais je dois témoigner pour l'histoire », nous déclare M. M'Bow

M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, qui s'est retiré, le samedi 17 octobre, de la course pour le renouvellement de ce poste, a inauguré, le mardi 20 octobre, la vingt-quatrième conférence générale de l'Organisation. Cette instance se prononcera en principe le 7 novembre sur le vote du conseil exécutif en faveur de M. Mayor, comme successeur de M. M'Bow (le Monde du 20 octobre). Le directeur général sortant fait le point avant cette nouvelle étape.

En fonction jusqu'au 14 novembre, M. M'Bow va surtout s'occuper jusqu'à la fin de l'année de faire adopter le budget pour l'exercice 1988-1989, d'un montant de 348 millions de dollars, soit 20 millions de dollars de plus que le biennium 1986-1987. Ensuite, précise-t-il, « sans se détacher pour autant des affaires du monde, notamment dans mon pays, le Sénégal, il sera de mon devoir de témoigner de l'histoire ce que j'ai vu et ressenti à l'UNESCO pour faire réfléchir ». Quant à se remettre dans la course pour un troisième mandat au cas où la conférence générale n'avaliserait la désignation de M. Mayor, M. M'Bow répond : « Non, je pars, je suis décidé à partir ».

Lorsqu'on souligne son aspect détendu, qui contraste avec l'amer-tume perçue dans sa lettre de retrait

(le Monde du 20 octobre), M. M'Bow répond : « Je ne crois pas être amer, mais il faut que, pour l'histoire, je dise, car c'est sans précédent dans le système des Nations unies, comment le processus d'élection démocratique d'un directeur général s'est déroulé ».

Prévu d'indiquer les gouvernements qui, selon lui, ont multiplié « menaces et chantage » pour empêcher sa réélection, M. M'Bow refuse de citer nommément des capitales, mais on peut comprendre qu'il vise en particulier Tokyo, Berne et Copenhague.

Trente mille alphabétiseurs par an

S'il se plaît à souligner que les Etats-Unis ont déclaré que leur opposition allait non pas à sa personne mais au fonctionnement du multilatéralisme, M. M'Bow souligne que « l'observateur américain a participé activement aux réunions du groupe européen pendant la période électorale » et que « le président d'un groupe de pression américain ultra-conservateur, l'Heritage Foundation, M. Feulner, est venu ici même ces jours-ci. Cette fondation est en grande partie à l'origine de l'hostilité de M. Reagan aux Nations unies ».

Evocant les principales étapes de ses douze années passées à l'UNESCO,

M. M'Bow cite « une plus large participation du tiers-monde aux activités scientifiques. Par exemple, à notre programme océanographique, auquel même les Américains ont voulu contribuer à participer après leur départ de l'UNESCO : la constitution de « zones de biosphère pour protéger faune et flore » ; la poursuite de l'établissement d'un corpus du patrimoine mondial commun regroupant aujourd'hui quelque deux cents sites protégés ».

Le directeur met encore à son actif « trente mille alphabétiseurs formés chaque année en moyenne » ; « la popularisation de la notion d'éducation culturelle » ; le programme avec l'Organisation mondiale de la santé pour la prévention du SIDA par l'information, etc. L'avenir de l'UNESCO ? Le directeur sortant pense que, outre « une révision générale du système multilatéral », il passe également par des décisions particulières « comme la restitution du conseil exécutif aux seuls représentants de l'intelligentsia universelle, alors que cet organe - depuis la décision prise en 1954 à la demande notamment des Américains, et au moment où y entraient les Soviétiques - est devenu peu à peu une projection de plus en plus politique des Etats. Il faudrait revenir sur cette dérive. D'autres que moi, j'espère, y parviendront ».

Propos recueillis par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays, for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 40-45 39th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at New York, NY and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes in Le Monde c/o Speedpost USA, INC. 45-46 38th Street, LIC, NY 11104.

ABONNEMENTS

75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 973 F 1 404 F 1 900 F

Par virements : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à renvoyer leur dossier deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Je crois en l'Homme
plus qu'en l'Etat

Edouard BALLADUR

Je crois en l'Homme
plus qu'en l'Etat

Flammarion

سكزاس الاصل

Asie

JAPON : nouveau président du Parti libéral démocrate

M. Takeshita va remplacer M. Nakasone au poste de premier ministre

Ea choisissant M. Takeshita comme son successeur à la présidence du Parti libéral démocrate (PLD), ce qui fera *ipso facto* de lui, à la suite d'un vote à la Diète le 6 novembre, le nouveau premier ministre, M. Nakasone s'est plié à la loi du nombre. M. Takeshita est, en effet, à la tête du plus important groupe du PLD. Ce choix de la « ouzième heure » rend sans objet l'élection par les parlementaires du PLD prévue pour mardi.

Une procédure que beaucoup au sein du PLD cherchaient à éviter, afin de ne pas accroître les divisions internes : les forces des trois candidats à la succession (MM. Abe, Miyazawa et Takeshita) tendant à se neutraliser, de douloureux ren-

versements d'alliance semblaient inévitables. S'il est fréquent qu'un premier ministre soit désigné par consensus entre ses pairs, il est rare que le chef du gouvernement sortant soit appelé à trancher. Dans l'incapacité de se départager, les trois candidats ont fini par donner carte blanche à M. Nakasone. La personnalité effacée de M. Takeshita, son inexpérience en matière internationale et, en revanche, son aptitude de coordinateur en politique intérieure n'ont pas été absentes des arrière-pensées de M. Nakasone, qui aspire à conserver une influence, notamment en matière de relations internationales.

Un manœuvrier au profil bas

TOKYO

de notre correspondant

L'obscur professeur d'anglais dans son village natal perdu dans les montagnes de la préfecture de Shimane, sur la mer du Japon, avait les dents longues. Contrairement à ses rivaux, il n'était pas né pour devenir premier ministre. Ni sa famille (ses parents étaient de modestes marchands de saké) ni son milieu ou ses études ne l'y prédisposaient. Mais il avait un talent : celui de la médiation. Lié à une grande ténacité, ce don de manœuvrier est à l'origine d'une victoire qui confirme sa puissance au sein du PLD.

Une petite silhouette, un peu gauche, l'air effacé d'un rond-de-cuir et la voix nasillarde, mais un regard toujours aux aguets, M. Noboru Takeshita, âgé de soixante-trois ans, est l'antithèse de M. Nakasone. Ce dernier se signait son image internationale, tranchant avec le côté quel-que peu terne de ses prédécesseurs. M. Takeshita affectionne le profil bas.

Ses opinions sur les grands problèmes auxquels le Japon est confronté (le déséquilibre commercial, l'ouverture de ses marchés, en particulier agricole, la défense) sont celles de son parti, qui n'est guère favorable aux changements d'orientation brutaux ou inopinés.

Ses partisans disent de M. Takeshita que ses qualités de médiateur font de lui l'homme capable de faire se mouvoir l'énorme pachyderme qu'est la machine libérale démocrate, ce que souvent M. Nakasone n'avait pas réussi. Ses adversaires, au contraire, font valoir qu'il manque d'indépendance de vue et de sta-



ture pour diriger la deuxième puissance économique du monde, en particulier dans une période de tension avec ses principaux partenaires, à commencer par les Etats-Unis.

M. Takeshita a fait l'apprentissage de la politique dès l'enfance. Elu conseiller de l'assemblée préfectorale de Shimane en 1951, le jeune Takeshita fut présenté quelques années plus tard à M. Sato, l'homme fort du PLD. Puis il devint député en 1958.

M. Takeshita a commencé à tisser sa trame dans l'ombre d'Eisaku Sato. L'habileté de ce dernier pour conserver le pouvoir tint à sa profonde connaissance de la carrière et des aspirations des membres du PLD, afin de leur donner ce qu'ils attendaient en échange de leur soutien.

Celui qui tenait ses « fichiers », n'était autre que M. Takeshita. « En dix ans, il est devenu une encyclopé-

die vivante sur les carrières des hauts fonctionnaires et les clientèles des députés », estime M. Kuranari, actuel ministre des affaires étrangères.

Lorsque le pouvoir de M. Sato toucha à sa fin, M. Takeshita se rallia à M. Tanaka, qui accéda au pouvoir en 1972. Secrétaire adjoint du premier ministre, il était en fait le chef de ce qu'on appelait l'hôpital Tanaka, auquel s'adressaient les politiciens en difficulté. A la chute de Tanaka en 1974, il ne perdit pas pied : ministre de la construction, puis président de la commission budgétaire, il consolida sa position en ayant la haute main sur de nombreux fonds publics, judicieusement distribués à ses alliés.

Par la suite, M. Takeshita alterna des fonctions de ministre des finances, dans le cabinet Ohira (1979), puis jusqu'en 1986 dans quatre cabinets Nakasone (de 1982 à 1986) avec celles de chef de la commission électorale du PLD et, enfin, de secrétaire général du PLD : la voie royale pour accéder à la présidence de la majorité et donc au poste de premier ministre.

M. Takeshita doit sa puissance à Kakuei Tanaka, le « faiseur de roi » de ces treize dernières années. Accusé dans le procès Lockheed, Tanaka ne pouvait agir à visage découvert, et c'est à M. Takeshita qu'il avait délégué cette tâche.

A la suite de l'hémorragie cérébrale dont fut victime en 1985 le « shogun » de l'ombre, M. Takeshita saisit l'occasion pour créer son propre groupe au sein du PLD, « débouchant » la majorité des membres du puissant clan Tanaka.

PHILIPPE PONS.

SRI-LANKA : la résistance des Tigres

A Jaffna, derrière les lignes indiennes...

(Suite de la première page.)

Il faudrait les accompagner sur le champ de bataille tout proche, compter les corps des civils fauchés par la « barbarie » indienne. Et oublier surtout que ces braves garçons, ces « boys » à l'allure juvénile, sont réputés responsables — bien qu'ils s'en défendent — de la plupart des massacres de civils commis il y a moins de quinze jours, dans l'est de l'île, avec, probablement, la même joie de vivre.

Susilan a vingt-deux ans. Il est le « commandant » de la zone. Les combats, ce dimanche 19 octobre, se déroulaient à Navakuli et à Kopal, deux bourgades à moins de 4 kilomètres des limites de Jaffna ville. Le bruit du canon se fait entendre, à intervalles réguliers.

Susilan, rencontré dans une maison confortable, qui sert de quartier général, est torse nu, vêtu de son seul *lungi* (sorte de long pagne). Il est entouré d'une douzaine de combattants, qui prennent un peu de repos. Tous arborent une capote de cyanure retenue autour du cou par un mince cordon noir. Des armes sont entreposées sous la véranda.

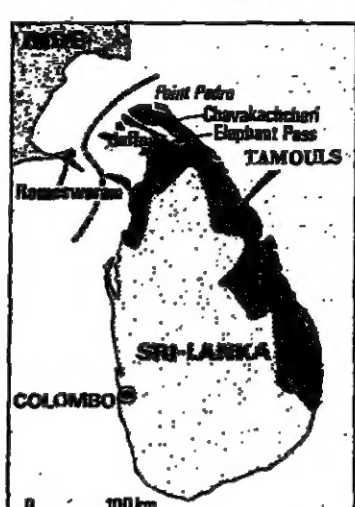
Militants et sympathisants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) se pressent, avides de s'expliquer : « Nous obtiendrons l'Eelam. Les Américains ont dû quitter le Vietnam, les Soviétiques devront quitter l'Afghanistan, et les Indiens devront partir. » « L'armée indienne a commis plus d'atrocités que l'armée sri-lankaise. Nous n'avons plus confiance en Rajiv Gandhi. »

Chacun abonde, comprenant que l'occasion se présente de faire passer, pour la première fois depuis la bataille de Jaffna, un message, pour tenter de dissiper l'image négative de la « cause » tamoule, broyée par trop de meurtres d'innocents. Patrick, l'étudiant, insistera à plusieurs reprises : « Toute la population nous soutient. » Un professeur, un médecin, un boutiquier, qui ont passé l'âge des illusions, confirment qu'ils approuvent les « boys ». Mais pourraient-ils dire haut et fort qu'ils ont payé, dans leur propre famille, un trop lourd tribut à la « lutte », que le « paradis tamoul » ne semble pas de ce monde, qu'ils n'aspirent qu'à la paix ?

La course folle reprend dans « Chava » (Chavakachcheri) « libérée ». L'armée indienne a quitté la ville il y a cinq jours, laissant quelques souvenirs de son passage : impacts de balles dans les rideaux de fer de boutiques,

vitres brisées d'une station-service, poteaux télégraphiques mitraillés et, sous dit-on, deux civils tués.

Rien n'est sûr dans cette guerre trop médiatique, ni les cinq cents Tigres tués selon l'armée indienne (les militants séparatistes reconnaissent « cinquante martyrs »), ni les « massacres » commis par une armée en campagne, qui n'a



pas le temps, et peut-être pas l'envie, de distinguer les guerriers presque en guenilles de leurs doubles, les « civils innocents ». Mais les dizaines de témoignages recueillis disent sans exception qu'il ne s'agit plus de « bavures » isolées, mais de dizaines et probalement de centaines de morts parmi la population civile.

« Nous ne savons plus qui sont nos ennemis »

Les témoignages se recroisent pour parler des bombardements par l'armée de l'air sri-lankaise, pour décrire le ballet d'hélicoptères mitraillant des quartiers, notamment celui de l'université. Ce matin même, à Kopal, des chars seraient entrés en action, précédés par des hélicoptères « indiens et sri-lankais ». La localité, depuis, serait évacuée. La visite guidée se poursuit, avec des haltes successives : un camion militaire indien calciné, un camp de l'armée sri-lankaise en ruine, une maison littéralement soufflée par une explosion. Sur la grande place de « Chava », plusieurs dizaines d'habitants sont atterrés devant un tableau noir. Ils lisent les nouvelles du

« front », de la « résistance » et de l'avance de l'« occupant ».

Dans cette zone, qui se trouve sur l'un des quatre axes par lesquels l'armée indienne progresse vers Jaffna ville, nous visiterons plusieurs bâtiments où des centaines de réfugiés ont été regroupés, quelques-uns légèrement blessés. La « visite guidée » doit prendre fin, faute de temps, et nous n'attendrons pas « Yogi », le chef politique des Tigres, numéro deux du LTTE, qui, prévu de notre présence, a annoncé sa venue. Nous quittons donc « Chava », ce bastion précaire situé derrière les premières « lignes » indiennes, dans une zone officiellement « nettoyée ». Jaffna ville peut bien tomber, l'armée indienne n'en aura pas pour autant fini avec la guérilla.

A Elephant-Pass, dans ce goulet qui commande la seule voie d'accès à la péninsule, un capitaine de l'armée nous confirme, avec amabilité, qu'on ne passe pas. Un camp militaire est situé sur le côté droit de la route, près en fait d'un nid de maitellense. « Nous ne savons plus qui penser de la situation. Nous ne savons plus qui sont nos ennemis. Nous sommes venus ici pour aider les Tamouls, et la situation a complètement changé... » Visiblement désolé, cet officier nous indique qu'au-delà de la position qu'il commande la route est minée.

Le chemin du retour s'effectue lentement, au rythme de « check-points » indiens. Une douzaine de fois, il faudra descendre de voiture, mains en l'air, pour se faire reconnaître et fouiller.

D'Elephant-Pass à Vavuniya, soit sur environ 130 kilomètres, l'armée indienne a pris position dans toutes les localités. L'attitude des soldats indiens et la peur panique qu'ils provoquent au sein de la population renforcent le sentiment de se trouver en pays « occupé ». L'explosion d'une mine, une heure avant notre passage (quatre morts indiens et six blessés) confirmera que les Tigres sont présents et qu'ils peuvent frapper n'importe où.

Si leur détermination semble intacte, en revanche, leurs réponses restent évasives concernant un cessez-le-feu ou une reddition conditionnelle. En nous quittant, Susilan a simplement dit : « Nous lutterons jusqu'à la mort. »

LAURENT ZECCHINI.

Afrique

BURKINA-FASO

Le capitaine Compaoré se dit prêt à « renforcer la coopération avec Paris »

Pour la première fois depuis le coup d'Etat du 15 octobre, le capitaine Blaise Compaoré — le nouvel homme fort du Burkina-Faso — s'est adressé lundi 19 octobre à la nation pour l'inviter à participer au « processus de rectification » de la révolution.

Dans un message radiodiffusé, l'ancien « ami » de Thomas Sankara a expliqué que des divergences fondamentales entre l'ancien chef de l'Etat et les autres membres du Conseil national de la révolution (CNR) étaient à l'origine des événements dont il a déploré l'issue sanglante.

« Je peux affirmer à notre peuple et à la face de l'Afrique et du monde entier qu'il n'a été question à aucun moment ni pour mes camarades ni pour moi d'assouvir des ambitions personnelles encore moins de ceux qui, hier encore, étaient mes camarades, mais avec lesquels notre divergence était devenue fondamentale sur bien des questions », a-t-il déclaré.

Le capitaine Compaoré a également annoncé la publication prochaine d'un programme d'action à partir du bilan critique de quatre années de révolution sous la direction de Thomas Sankara.

S'adressant dimanche à des journalistes, le leader du Front patriotique du 15 octobre a affirmé que l'« incompréhension était devenue totale » entre Thomas Sankara et les « chefs historiques » de la révolution d'août 1983 qui le porta au pouvoir. Thomas Sankara, a-t-il affirmé, avait mis en alerte les troupes autour de la capitale sans le prévenir alors que lui, Compaoré, était commandant de la place. Lors de l'ultime réunion de conciliation, le 8 octobre, au CNR, l'ancien président avait quitté la salle en claquant la porte, abandonnant sans explications ses anciens compagnons d'armes, les capitaines Blaise Compaoré, ministre de la justice, Henri Zongo, ministre de la promotion économique, et Jean-Baptiste Lingani, ministre de la sécurité.

Le capitaine Compaoré a aussi affirmé que Thomas Sankara avait

placé des hommes de main à la tête d'une véritable police politique et qu'il se préparait à faire arrêter tous ses anciens compagnons. Il a enfin souligné qu'il assumait ses responsabilités et a laissé entendre qu'il avait agi en cette sorte en état de légitime défense.

Entretiens à Accra

Se présentant comme le fils adoptif du père de Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaoré s'est déclaré incapable de comprendre l'attitude de son ancien compagnon d'armes. « Quand on voit un homme [Sankara] comme cela pendant des années, on se demande : qu'est-ce que j'ai bien pu lui faire ? pour expliquer la rupture ? (...) Avec Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo [membres du triumvirat qui dirige aujourd'hui le Burkina-Faso] nous nous posons dernièrement la question : « Pourquoi cherche-t-il à se débarrasser de nous ? », a-t-il dit à l'agence Reuters.

Il a rappelé qu'il était très proche de la famille de Sankara, dont il voyait le père « au moins une fois par semaine ». « Je connais ses enfants, sa femme qui me préparait souvent à manger. J'étais dans sa maison comme chez moi (...). Je suis encore ému par cela. Il n'y a personne au Burkina-Faso qui peut dire aujourd'hui qu'il avait des relations comme moi avec Thomas Sankara. »

Le capitaine Compaoré a reçu dimanche le chargé d'affaires français à Ouagadougou pour l'assurer « de toute la disponibilité de son régime à continuer et même à renforcer la coopération avec Paris ».

Une délégation officielle du nouveau régime, dirigée par le chef de bataillon Jean-Baptiste Lingani, ancien ministre de la défense, a eu, lundi à Accra, des entretiens politiques avec des représentants du gouvernement ghanéen. L'agence de presse ghanéenne indique que M. Lingani a quitté Accra pour se rendre « dans d'autres pays d'Afrique occidentale ». — (AFP, Reuters.)

Les deux missionnaires disparus au Sahara sont morts. — Les corps des deux missionnaires, un Belge et un Français, disparus au Sahara depuis plusieurs jours ont été retrouvés, lundi 19 octobre, près de la frontière nigérienne à seulement une trentaine de kilomètres de l'endroit où les équipes de secours algériennes avaient trouvé samedi deux de leurs compagnons de voyage (Le Monde du 20 octobre).

L'un des deux missionnaires est, selon les autorités algériennes, le Père Lucien Bidaud, âgé de cinquante-sept ans, qui avait vécu vingt-cinq ans au Burkina-Faso, dans le village de Dori, la destination des voyageurs. L'identité de l'autre victime n'est pas encore clairement établie. Alors qu'on annonçait dimanche qu'il s'agissait du Père Jacques Valéry, les secouristes ont transmis l'identité de Jacques Valéry. — (AFP)

AFGHANISTAN

M. Najibullah reconnaît que son régime ne contrôle qu'un tiers du pays

M. Najibullah a procédé à un important remaniement à la direction du Parti démocratique du peuple (communiste), il a annoncé samedi 17 octobre Radio-Kaboul.

Quinze proches de l'ancien dirigeant, M. Babrak Karmal, ont été relevés de leurs fonctions au sein du Politburo et du comité central et remplacés par des proches de M. Najibullah. Parmi les partants figurent un très proche parent de M. Karmal, M. Mahmood Barysai, le général Gul Aga, l'un des trois vice-présidents de la République, le ministre de l'Irrigation, M. Mohammad Shah Sorkhahi, celui de l'Agriculture, M. Abdul Ghaffar Lakawal, l'ancien dirigeant militaire

Aslam Watanjar et M. Anahita Ratebzad, qui avait pendant longtemps été la seule femme dans la direction du pays.

A leur place, M. Najibullah a fait entrer quatre nouveaux membres au Politburo et treize au comité central. Parmi ceux-ci, on note le ministre de la santé, M. Sher Bahadur, un des sept vice-premiers ministres, M. Abdul Hamid Mohiat, ainsi que le chef de la commission des relations internationales du PDPA, M. Majmuddin Kayani, M. Niaz Mohammad Momand et M. Haider Massoud, secrétaire du comité central. Le chef d'état-major de l'armée, le général Shahnawaz Tani, devient membre suppléant du Politburo.

Ce remaniement renforce considérablement le camp des partisans de M. Najibullah. Dans un discours prononcé devant la conférence nationale du PDPA, celui-ci a reconnu la persistance des luttes de factions, attribuées aux « éléments petits-bourgeois et à leur idéologie ». Il a précisé que son régime contrôlait désormais « plus d'un tiers » des villages, admettant implicitement que le reste du pays est contrôlé par la résistance.

M. Najibullah a proposé à la résistance d'ouvrir une représentation à Kaboul à condition qu'elle manifeste sa volonté de parvenir à un compromis. Des postes gouvernementaux ont été offerts à des « ministres des régimes précédents » et des contacts ont été pris avec des éléments de droite dans la perspective d'une « seconde étape » qui verrait la formation d'un gouvernement de coalition. Les sept principaux mouvements de la résistance n'en ont pas moins élu à leur tête à la fin de la semaine dernière le chef d'une organisation intégriste musulmane, le Hezb-e-Islami, M. Younis Khalis, qui avait été l'un des premiers à rejeter comme un « piège » l'offre de cessez-le-feu de Kaboul. — (AFP, Reuters.)

Les Français en Afrique noire

de Richelleu à Mitterrand

Pierre Biamès

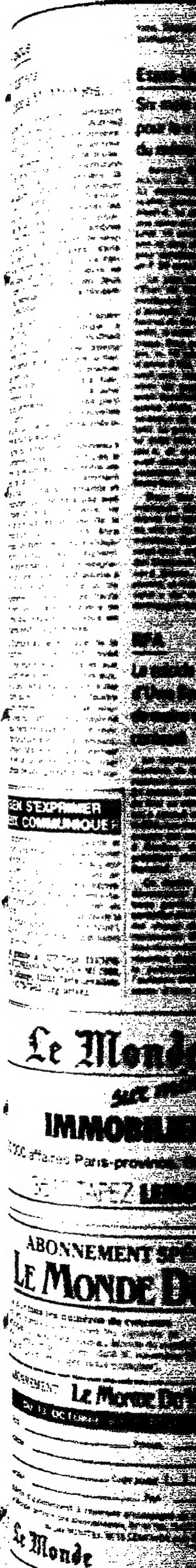
Témoignage et ami de la décolonisation et de la construction des Etats africains d'aujourd'hui, Biamès consacre aussi des pages savoureuses, empreintes de tendresse et de pitié, ou microcosme de ses compatriotes expatriés.

Philippe Gollard

Jeune Afrique

ARMAND COLIN

(Publié)
MEDECINE - PHARMACIE
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C.) ou littéraires (A.B.). Depuis 1967, la première préparation de France. Documentation contre trois timbres.
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.



A travers le monde

Belgique

M. Martens

succède à M. Martens...

Après avoir présenté la démission de son gouvernement, M. Wilfried Martens a été chargé, le 19 octobre, par le roi Baudouin de former un nouveau gouvernement en vue de préparer une révision de la Constitution belge. Avec vraisemblablement la même équipe - libéraux et socialistes, Flamands et francophones - il devra déterminer les articles de la Constitution qui pourront être modifiés. Les Chambres seront ensuite dissoutes et de nouvelles élections organisées, sans doute en décembre prochain. Le Parlement issu de ce scrutin devra, en outre, prononcer - une majorité des deux tiers est nécessaire - sur la révision de la Constitution.

« Je n'ai pas l'intention d'abandonner. Il faut avoir de l'énergie... » C'est ce qu'a déclaré M. Wilfried Martens, qui a été élu à la présidence de la Chambre des députés, après la semaine de crise que la Belgique vient de traverser. Le premier ministre - « démissionnaire » hier, « formateur » aujourd'hui - a ainsi annoncé seriemment qu'il était parti - et partant - pour de nouvelles aventures dans le redoutable imbroglio de la politique belge.

La tâche qui attend le « nouveau » gouvernement, n'est pourtant pas si simple : la tension est telle entre les partis de la majorité, notamment entre socialistes, libéraux et francophones, qu'il ne sera pas aisé de trouver un terrain d'entente. Ce sera-ce que sur les articles de la Constitution qui pourront être amendés. Un exemple : les socialistes francophones craignent qu'une fédéralisation de l'enseignement n'entraîne, dans une Wallonie à majorité socialiste, un recul de l'enseignement chrétien... Les partis vont devoir aussi se « marquer » de très près pour préparer au mieux les prochaines élections générales.

La Chambre actuelle, issue de la consultation d'octobre 1985, avait donné une majorité appréciable aux socialistes et aux libéraux. Même si ces partis réalisent un aussi bon score qu'en 1985, il leur faudra de toute manière trouver de nouveaux alliés pour atteindre la majorité des deux tiers nécessaire à une révision constitutionnelle. En attendant, M. Wilfried Martens reste premier ministre et M. José Happart fait toujours office de bourgmestre des Foulx.

rons. Dédaignant, des « pros » de la politique... (Corresp.)

Etats-Unis

Six mois de prison pour le « justicier » du métro new-yorkais

Bernard Goetz, le « justicier » du métro de New-York, qui, le 22 décembre 1984, avait tiré sur quatre jeunes Noirs qui voulaient, disait-il, lui dérober son argent dans une rame de métro, a été condamné, lundi 19 octobre, à six mois de prison et cinq ans de mise à l'épreuve pour délit d'usage d'arme à feu, un P-38 avec lequel il avait tiré.

Le juge de la Cour suprême de l'Etat de New-York a également condamné Goetz à 5 000 dollars d'amende, deux cent quatre-vingt heures de travail d'utilité publique et, enfin, à subir un traitement psychiatrique. Pour avoir été reconnu coupable, le 18 juin dernier, de délit d'usage d'arme à feu, Bernard Goetz, trente-neuf ans, risquait une peine maximum de sept ans de détention. Il avait toutefois été acquitté de douze autres chefs d'inculpation (dont la tentative de meurtre et les voies de fait). Le geste de Bernard Goetz, qui lui avait valu son surnom de « justicier », et surtout le procès qui en avait résulté avaient suscité un débat passionné sur l'autodéfense aux Etats-Unis.

Deux des quatre jeunes gens impliqués dans cette affaire ont depuis été accusés dans des affaires de viol et de vol à main armée. Un troisième, Darrell Caboy, est resté, à vingt-deux ans, paralysé à la suite des blessures que lui a infligées Bernard Goetz. Sa famille a porté plainte, et réclame à présent au « justicier » du métro 50 millions de dommages-intérêts. (AFP, AP.)

RFA

Le suicide d'Uwe Barschel de moins en moins contesté

La commission d'enquête parlementaire de la Diète du Schleswig-Holstein devait reprendre, le mercredi 21 octobre, ses auditions pour tenter de tirer au clair le scandale politique qui a secoué ces dernières semaines la RFA. Les travaux de la commission avaient été interrompus par la mort, à Genève, de l'ancien ministre-président chrétien-démocrate Uwe Barschel.

Ce dernier avait été obligé de démissionner à la suite des accusations portées contre lui par son conseiller de presse, qui affirmait avoir été chargé de « piéger », par des manœuvres douteuses, le chef de liste des sociaux-démocrates lors des récentes élections régionales. Après la publication des résultats de l'euphorie pratiquée à Genève sur le corps d'Uwe Barschel, qui avaient

révélé que sa mort était due à l'absorption d'un cocktail de tranquillisants, la thèse du suicide de l'homme politique allemand est maintenant de moins en moins mise en doute. Un chauffeur de taxi, qui croit avoir conduit Uwe Barschel la veille de sa mort de l'aéroport de Genève à son hôtel, a été entendu, le dimanche 18 octobre, par la police suisse. Selon l'hebdomadaire ouest-allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ce chauffeur aurait affirmé la thèse selon laquelle Uwe Barschel aurait rencontré un interlocuteur avant de se rendre à son hôtel. L'ensemble de partis politiques du Schleswig-Holstein, qui s'efforcent aujourd'hui d'apaiser la tempête soulevée par cette affaire, se sont mis d'accord pour que de nouvelles élections régionales aient lieu au cours du premier semestre de 1988 dans le Land.

Soudan

Manifestation d'islamistes à Khartoum

Quelques quinze mille personnes, en majorité des barbus et des femmes voilées, ont défilé lundi 19 octobre à Khartoum pour protester contre le récent accord entre le Soudan et le Fonds monétaire international (FMI) et contre le rétablissement du sud du pays.

Répondant à l'appel du Front national islamique (frères musulmans), dont la section étudiante a remporté tous les sièges des conseils d'université de Khartoum et de l'université islamique d'Omdouman, la ville jumelle de la capitale soudanaise, les manifestants ont réclame en outre l'application intégrale et immédiate de la Charia, la loi islamique, dont certaines dispositions, comme les peines corporelles, avaient été suspendues de facto après le renversement du président Némery en 1985.

Les manifestants se sont arrêtés devant le quartier général de l'armée, où un meneur a stigmatisé les activités des rebelles du Sud et appelé à la mobilisation générale. Il a également réclame l'adoption d'une loi permettant de poursuivre les adhérents du MPLS à l'extérieur comme à l'intérieur du Soudan et de les juger pour « haute trahison ».

Les manifestants ont demandé l'annulation immédiate de l'accord conclu avec le FMI. Les prix de l'essence et du sucre avaient été augmentés au début d'octobre dans le cadre d'un plan de réformes de l'économie élaboré en accord avec le FMI, et un taux de change unique avait été institué pour la livre soudanaise par rapport au dollar. (AFP.)

Suisse

La « formule magique » est maintenue

Le nouveau Parlement suisse, issu des élections du 18 octobre, ressemble pour l'essentiel au précédent. Les quatre principaux partis conservent 160 sièges sur 200 au Conseil national (Chambre basse) et probablement 42 sur 46 au Conseil des Etats (Chambre haute).

Dans ces conditions, personne ne songe à remettre en cause la « formule magique », c'est-à-dire la composition actuelle du gouvernement helvétique : 2 radicaux, 2 démocrates-chrétiens, 2 socialistes et 1 démocrate du centre. Avec 41 sièges (— 6), les socialistes régressent pour la troisième fois consécutive. Cette année, sans doute, au profit des écologistes.

Malgré un léger recul de 53 à 50 mandats, les radicaux demeurent la première formation à la Chambre basse. En recouvrant les 3 sièges que ces derniers avaient gagnés en 1983, l'Union démocratique du centre parvient à consolider ses positions, en obtenant 28 députés. De leur côté, les démocrates-chrétiens

disposent de 42 mandats, comme précédemment, et demeurent le groupe le plus important au Conseil des Etats.

En tout cas, ce scrutin aura été marqué par un abstentionnisme croissant, qui inquiète les responsables politiques. Un électeur sur deux a boudé les urnes. Relativement épargnés par les maux que connaissent leurs voisins, les Suisses se distinguent généralement par leur réflexe conservateur. Comme ils viennent de le confirmer, la majorité d'entre eux ne voit pas de raison de changer de politique. (Corresp.)

Turquie

Quinze mille personnes aux obsèques de Béhicé Boran

Près de quinze mille personnes ont assisté dimanche 18 octobre à Istanbul aux obsèques de Béhicé Boran, dirigeante du Parti des travailleurs de Turquie et présidente d'honneur du Parti communiste unifié de Turquie (tous deux interdits). Première femme dirigeante d'un parti politique en Turquie, elle est morte la semaine dernière en exil à Bruxelles à l'âge de soixante-dix-sept ans. De nombreuses personnalités du monde de la culture sont venues rendre un dernier hommage à celle qui avait également été l'une des plus brillantes représentantes d'une génération d'universitaires influencée par le marxisme.

Le gouvernement avait autorisé le retour en Turquie de la dépouille mortelle, drapée dans le drapeau national, et l'organisation d'une cérémonie officielle devant l'Assemblée nationale (Béhicé Boran avait été députée de la ville d'Urfa). Ce geste confirme une volonté d'apaisement illustrée récemment par la nomination sur les listes électorales de l'ANAP - le parti du premier ministre - d'un militant kurde inculpé au

procès du Mouvement de la paix. (Corresp.)

Yugoslavie

Situation économique préoccupante

Parlant devant l'Assemblée nationale à Belgrade, le 19 octobre, M. Lazar Mojsic, président de la direction collégiale de la Yugoslavie, a brossé un sombre tableau de la situation économique du pays. A ses yeux, les problèmes accumulés depuis sept ans, et notamment l'inflation galopante, supérieure à présent à 115 % et considérée comme le « cancer de l'économie nationale », ne sauraient être réglés que par des « méthodes de démocratie autogestionnaire ». Celles-ci sont mises en cause de plus en plus fréquemment par des spécialistes indépendants. L'un d'entre eux, M. Popov, professeur d'université, est allé jusqu'à suggérer au gouvernement de proclamer l'état d'exception et de suspendre le système économique actuel pour permettre la mise en œuvre de mesures d'assainissement efficaces.

Pour sa part, le premier ministre, M. Branko Mikulic, a annoncé, sans donner de détails, une réforme fiscale, une limitation des dépenses publiques et des allègements d'impôts pour les entreprises sociales et privées. En ce qui concerne le remboursement de la dette extérieure yougoslave, qui fait actuellement l'objet de négociations avec le Fonds monétaire international et certaines banques, M. Mikulic a mentionné un plan selon lequel la Yugoslavie ne pourra désormais consacrer que 25 % environ de ses recettes en devises au remboursement de sa dette, évaluée à quelque 20 milliards de dollars. Un remboursement plus rapide conduirait, a-t-il dit, à l'asphyxie de l'économie nationale. Le premier ministre a invité les créanciers de la Yugoslavie à faire preuve de « compréhension ». (Corresp.)

United States of Ascom.



Le groupe Ascom a vu le jour suite à l'association des plus importantes entreprises de télécommunications de Suisse. Avec un chiffre d'affaires de quelque 2 milliards de francs et près de 14'000 collaborateurs ce nouveau groupe prend des dimensions européennes. Ascom développe et fabrique en Suisse,

en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne, en Italie et en Suède des produits, répondant aux besoins du marché, pour les distribuer ensuite par l'intermédiaire de ses propres organisations internationales dans des états européens et d'autres états unis. Nous nous ferons un grand plaisir de vous

accueillir à Télécom '87 de Genève, au Pavillon Suisse. Ascom Holding SA, Belpstrasse 23, CH-3000 Berne 14, Suisse.

ascom

AUTELCA AUTOPHON • Göttinger • Hader • Zellinger

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER
30 000 affaires Paris-province. Garantie
36.15 TAPEZ LEMONDE

ABONNEMENT SPÉCIAL
LE MONDE DU VIN
Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde du vin numéro daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

ABONNEMENT LE MONDE DU VIN
DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde, service des abonnements, BP 50708, 75422 Paris cedex 05
ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO.

Le Monde

Les Français en Afrique noire
de MICHAËL...
à GENÈVE...

ANAND COM

حکومت الامم المتحدة

صكزا من الاجل

6 Le Monde • Mercredi 21 octobre 1987

(Publicité)

MADAME LE MINISTRE, LE CORPS MÉDICAL EST AVEC VOUS

« ...Je rappellerai tout d'abord un chiffre, celui des 250 000 morts par an d'affections cardio-vasculaires. Le constat dramatique est là. Nous nous devons de continuer à tout mettre en œuvre pour faire face à un tel défi. Ce combat, nous le poursuivons essentiellement contre tout ce qui favorise l'apparition des maladies cardio-vasculaires, c'est-à-dire contre l'ensemble des facteurs de risques.

» Chaque Français doit être conscient aujourd'hui que la maladie cardio-vasculaire n'est pas une fatalité. Elle est favorisée par les comportements. C'est pourquoi dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, je suis très attachée à la mise en œuvre d'une action d'information et de prévention.

» Chacun doit comprendre qu'il est responsable de sa santé et qu'il doit connaître les règles élémentaires d'une meilleure hygiène de vie. En ce domaine, l'Etat joue un rôle essentiel. Pour plus d'efficacité, ces règles doivent être apprises dès le plus jeune âge... »

Mme Michèle BARZACH,
ministre délégué auprès du ministre
des affaires sociales et de l'emploi,
chargé de la santé et de la famille.

Extrait de la séance des questions au gouvernement du 8 octobre 1987 au Sénat.
Journal officiel, Sénat, 9 octobre 1987,
pages 3068 et 3069.



IVS

INSTITUT DES VAISSEAUX ET DU SANG

M. Lajoinie se

La déchirure
de Claude L...

Invité de l'Heure de vérité d'Antenne 2

M. Lajoinie se définit comme un « candidat révolutionnaire »

A quelques exceptions près, la totalité des membres du bureau politique du PCF étaient sur le plateau de l'Heure de vérité d'Antenne 2, le lundi 19 octobre, dont l'invité était M. Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle. Trois des quatre anciens ministres communistes étaient présents, ainsi que deux des « dix de Billancourt » dont le gendre de M. Marchais, et le jeune coopérant Pierre-André Albertini, seul non-communiste notable dans l'objectif des caméras.

Les téléspectateurs soupiraient, pour 59 % d'entre eux (selon la SOFRES) connaître le programme du PCF pour les prochaines années. M. Lajoinie a d'abord exposé les trois premières mesures qu'il prendrait en tant que président de la République : « le SIZIC à six mille francs, augmentation des petits et moyens salaires » et amnistie de tous les militants syndicaux constitueraient la première mesure. Comme deuxième mesure, M. Lajoinie réunirait les chefs d'entreprises publiques et privées pour voir comment « créer des emplois, produire français et coopérer en France ou à l'étranger ». Enfin, il prendrait « des mesures pour taxer les revenus financiers » et réduire le budget militaire pour lequel le candidat du PCF préconise quarante milliards d'économies. Affirmant être le seul à avoir un programme, M. Lajoinie a détaillé les « trois grandes mesures » nécessaires, selon lui, pour stopper la baisse de la Bourse : « Dégrèver la France de cette emprise extérieure, l'empêcher d'être envahie par le contrôle des changes et taxer l'exportation des capitaux, encourager la production au lieu de la spéculation (...), arrêter les privatisations (...), envisager quelques renationalisations », dont le système bancaire, et « taxer les revenus du capital à 12 % » en examinant la situation des petits porteurs. « La France devrait sortir

du SME » si ces mesures, en tout ou partie, n'étaient pas prises, a-t-il indiqué.

Abordant les rapports de son parti avec le PS, il a souligné que la différence est « énorme » entre les propositions politiques des deux partis. « En 1981, a-t-il dit, il y avait une plage de convergences (...) et aujourd'hui, il n'y a pas de plage de convergences ». Répondant par la négative à l'éventuelle formation d'un gouvernement avec les socialistes, le président du groupe com-

muniste de l'Assemblée a cependant ajouté : « Nous, nous ne renonçons jamais. Nous disons, l'avenir n'est jamais bouché dans l'histoire et ce qui détermine le tout, c'est l'action des gens ». M. Lajoinie a affirmé qu'il est « un candidat révolutionnaire dans le sens profond du terme ».

En sujet de l'élection présidentielle, il a assuré que « les millions de voix communistes vont peser entre le premier et le deuxième tour et vont peser par la suite », en ajoutant : « Nous pèserons plus qu'en

1981 ». Concernant le soutien de maires communistes à M. Pierre Juquin, il a déclaré : « Je dis qu'ils n'occupent pas les cinq doigts d'une main ». Il a estimé que l'ancien porte-parole du PCF « n'a pas eu l'honnêteté de démissionner » en annonçant sa candidature, car « il a voulu faire preuve de duplicité ».

Après Alain Duhamel, Bernard Pivot a « cuisiné » le candidat communiste sur le plan personnel. M. Lajoinie a indiqué qu'une commission dirigée par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, « a été désignée pour diriger la campagne électorale ». Sur son « look », il a déclaré : « Je suis un homme du peuple et je ne m'habille pas avec beaucoup d'élégance. » Il « aime bien le rock », est un « spectateur émerveillé » de Johnny Hallyday et considère Mademoiselle comme « une artiste de grande qualité » tout en soulignant qu'un homme politique peut se dispenser de « parler de la petite culotte » de cette chanteuse.

Pas fana de tango, M. Lajoinie n'est « pas un carriériste ». Admireur de Saint-Just, il aime bien aussi Henri IV qui « parlait de la poulie au pot pour les dimanches pour les travailleurs ». Estimant qu'il y a « beaucoup d'intellectuels au PCF », il cite l'écrivain Patrick Besson et le physicien Gilles Cohen-Tannoudji. M. Lajoinie « renverrait dos-à-dos » MM. Lang et Léotard avant d'affirmer que la culture « est en train d'être assassinée » et que le pluralisme et vérité ne sont pas respectés à la télévision. En conséquence, il

n'attribuerait aucun sept d'or aux chaînes de télé.

M. Lajoinie indique ensuite que son « adversaire principal, c'est la droite et les forces du capital », il ajoute : « Si les lois anti-racistes étaient renforcées, le parti de la Pen tomberait sous le coup de la loi (...) ». Il est mieux qu'il ne soit pas candidat « souligne-t-il à destination du dirigeant d'extrême droite ».

M. Lajoinie précise que le prochain congrès du PCF verra « un grand renouvellement » de cadres et précise qu'il veut « dépasser le score des législatives » à l'élection présidentielle en prévenant que « beaucoup auront des surprises ».

Six élus de Bourges se rallient à M. Juquin

BOURGES
de notre correspondant

Six conseillers municipaux de Bourges, dont deux adjoints au maire communiste, M. Jacques Rimbault, viennent de rendre public leur soutien au candidat des « renouveaux », M. Pierre Juquin, à l'élection présidentielle. Cette initiative collective regroupe, derrière M. Michel Picard, adjoint au maire chargé de l'urbanisme, considéré comme le chef de file des communistes renouveaux dans le département du Cher, M^{me} Marie-Paule Prot, adjointe aux affaires sociales (apparentée PCF), M^{me} Catherine Emery, conseillère municipale PCF, M^{me} Lucette Eberhardt, conseillère municipale (apparentée PCF), ainsi que deux conseillers municipaux PSU, MM. Michel Grenier et Philippe Douveneau.

M. Picard a annoncé, dans une lettre ouverte adressée à ses camarades, qu'il démissionnait de ses responsabilités au sein du PCF où il était membre du comité et du bureau de la section de Bourges. Il a expliqué sa décision en ces termes : « L'exclusion de Pierre Juquin est le résultat du refus du débat réel (...). Aujourd'hui, le dogmatisme du PCF est aussi néfaste que le sont les renouements du PS ».

Il a précisé, toutefois, que son soutien à M. Juquin ne valait pas condamnation de la politique municipale menée par l'assemblée locale composée de quinze communistes, treize socialistes, deux PSU, huit démocrates et républicains, côté majorité, et de six UDF et cinq RPR, côté opposition.

P. M.

Paradoxe

EN deux tours d'horloge, la petite lucarne a prouvé, une fois de plus, l'extraordinaire pouvoir qui est le sien. Elle a permis à André Lajoinie de briller dans son examen de passage médiatique, tout en reculant politiquement ses réponses. Voilà un joli paradoxe qui, dans sa nudité, révèle le gigantesque problème auquel est confronté le PCF. Ses hommes peuvent passer la rampe — Georges Marchais le montre depuis plus d'une décennie — mais ses idées ont de plus en plus de difficultés à percer le mur de la crédibilité. Cette déconnexion est un des phénomènes expliquant la crise historique du parti.

Il n'en demeure pas moins qu'une nouvelle droite communiste est née sur le petit écran. Avec 14 % de bonnes opinions en début d'émission — le score le plus bas de tous les invités de « L'heure de vérité », — André Lajoinie a terminé à 33 %, soit la sixième meilleure progression de l'histoire de cette émission, selon le baromètre instantané de la SOFRES. Et le candidat communiste de 1988 s'est même payé le luxe de battre celui de 1981, le secrétaire général, dont le pourcentage de jugements positifs est en chute libre : 27 % en 1986 et 20 % en 1987.

En restant simple et en répondant aux questions qui lui étaient posées, en évitant les anathèmes tout en demeurant ferme sur les principes de son parti, M. Lajoinie a convaincu sur sa personne. Mais il n'a pas convaincu sur son programme. Pour sortir de la crise, 16 % des sondés suivent les recettes communistes (64 % n'y croient pas), quant aux solutions politiques du PCF, 57 % s'en détournent (24 % y adhèrent).

Même si André Lajoinie a signé le livre d'or en indiquant que « la vérité finit toujours par se frayer son chemin », sous les mots, il a les actes. Malgré les efforts du candidat communiste, l'équipe de M. Marchais a sans doute lancé la barre trop loin depuis plusieurs années pour tracer une hémorragie tant interne qu'externe.

O. B.

Portrait d'un « rénovateur »

La « déchirure » de Claude Llabrés

TOULOUSE
de notre correspondant

Banquiers de fortune, colonnes de béton, décor presque kitsch, une partie de la jeunesse lycéenne se donne rendez-vous, le mercredi après-midi, dans ce café. A l'abri des arcades, en terrasse, quelques consommateurs courageux tentent de prolonger l'été. Juste en face, l'entrée principale du Capitole, la mairie de Toulouse, où Claude Llabrés siège comme conseiller municipal depuis 1981. « Quand je vais bien, j'aime à me retrouver sur cette place, ou aux pueces, autour de Saint-Sernin. Quand je n'ai pas le moral, je vais sur les berges de la Garonne. » Et pourtant Claude Llabrés est maintenant chômeur. Permanent du PCF depuis 1969, sa démission du comité central, puis son engagement public aux côtés du rénovateur Pierre Juquin l'ont dégoûté à la vindicte du parti. Lors de la dernière réunion extraordinaire du comité central, Claude Llabrés n'a pas été officiellement exclu, mais éliminé, en Haute-Garonne, la fédération a tranché : « Claude Llabrés a choisi d'entrer en lutte contre le PCF », écrit-elle.

« Chez nous, c'est héréditaire »

Ainsi la page est-elle presque tournée pour ce communiste, fils de communiste — son père négocia au nom de la CGT la décentralisation de l'aéronautique —, petit-fils de communiste — le grand-père Llabrés, d'abord socialiste, fonda le parti en 1920 à Toulouse — et lui-même père de deux enfants... communistes également. « Chez nous, c'est comme chez les catholiques, c'est héréditaire », dit-il.

Né en 1938, il adhère aux Jeunes communistes en 1956, quand le département, par le jeu des apparentements, comptait deux députés « rouges ». La début d'une carrière dans l'appareil qui le conduit un an à Moscou, à l'école des cadres, et lui permet dès 1971 de prendre la direction de la fédération de la Haute-Garonne. En 1978, lors du vingt-deuxième congrès, à l'âge de 40 ans, il est élu au comité central, où de 1982 à 1986 il s'occupe de la coordination du secteur des intellectuels. Une expérience unique pour cet homme qui fut dessinateur pendant douze ans aux Ponts et Chaussées. « Avec les Vitez et autres Lefebvre, j'ai appris le doute, dont Marx disait qu'il est la qualité essentielle des révolutionnaires. » Il aurait même

été présenté, ainsi que Felix Damette, pour entrer, avant le vingt-quatrième congrès, au bureau politique.

L'histoire en aura décidé autrement. Retour au pays. Ancien vice-président du conseil général, battu en 1981, il retrouve cependant son siège au Capitole. Mais, à Toulouse, la situation a changé. Il y a une belle lettre que Llabrés n'est plus roi du côté du Mirail, à la maison du parti.

Vierge triangulaire, le cheveu poivre et sel, frisé, comme pour affirmer qu'il y a du Meurs en lui, il promène sa silhouette d'artiste dans ce Toulouse dont il se dit amoureux. « Il rassemble à un anarchisme-révolutionnaire espagnol », raconte Dominique Baudie, qui avoue nourrir son regard estime et sympathie. Il est vrai que le « communiste non conformiste » et « la droite civilisée », pour reprendre leurs expressions, se tutoient en privé et jouent en public avec une courtoisie certaine.

Claude Llabrés aurait pu rester un opposant de l'intérieur, comme son camarade Alain Pécastring, qui a refusé son exclusion du groupe communiste de la mairie de Toulouse, tout en s'affirmant en désaccord avec sa démarche politique. Mais il aura suffi d'un texte du comité central pour que Claude Llabrés saute le pas. « Juquin est la première réponse à une crise politique qui dispose les partis. » Du coup, le voilà membre de la coordination nationale des renouveaux, palmarès avec les gauchistes jadis honnis, et présenté pour assister à la réunion hebdomadaire du « conseil » de l'Unité.

« L'exclusion, c'est une déchirure », disait-il, le nez dans un verre de bière, place du Capitole. Il se veut toujours communiste. La semaine dernière, les renouveaux ont réuni plus de deux cents personnes à Toulouse. Beaucoup d'anciens du PCF, qui pour l'occasion avaient sorti de la naphthalène leurs costumes de militants. Les nouvelles du front sont même bonnes. La section du Thomson vient de rallier avec armes et bagages le camp des renouveaux. Le désarroi gagne les militants les plus ouverts. Pour passer au plus pressé, la fédération a menacé de sanctionner sous ceux qui se commettraient avec les « anti-parti ». Il faut, en effet, arrêter l'hémorragie. Rénouveaux ou pas, la fédération de la Haute-Garonne est en chute libre : plus de dix mille adhérents en 1978, trois mille à peine aujourd'hui.

GÉRARD VALLES.

Nous sommes heureux de vous informer que notre Molière est illustré, pour la première fois dans l'histoire de l'édition, « des suites monumentales » gravées par des artistes prestigieux des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles :

Noël-Nicolas COYPEL (1690-1734) - Membre de l'Académie.
François BOUCHER (1703 - 1770) - Premier peintre du Roi en 1765, Favori du Roi et de Madame de Pompadour.
Jean-Michel MOREAU - le Jeune (1741-1814) - Dessinateur du Roi, Membre de l'Académie.
Henri BUGUET (1761-1833) - Elève-précepteur de DAVID.
Alexandre-Joseph DESENNE (1785-1827) - Salon de 1812 à 1817.
Horace VERNET (1789-1863) - Directeur de l'Ecole de France à Rome.
Tony JOHANNOT (1803-1852) - Chef de file de l'Ecole Romantique.
Edmond HEDOUIN (1820-1889) - Peintre décorateur du Théâtre Français, ainsi que la fameuse suite dite « inconnue », jamais publiée avant notre édition.

De plus, chaque pièce est décorée, en frontispice, de deux gravures d'artistes contemporains de Molière qui ont croqué sur le vif les acteurs lors des créations et dans les décors des premières représentations.

Trois cents ans se sont écoulés depuis que ce génie du théâtre tomba sur scène, tel un soldat fondroyé sur le champ de bataille, au milieu des rires homériques et des applaudissements effrénés d'un public délirant d'enthousiasme qui croyait à un effet de scène.

Philosophe lucide, premier comédien de son temps, poète éloquent, monstre sacré du théâtre, Molière fut tout cela en même temps, malgré des conditions matérielles difficiles. Sa vie sera une longue suite d'événements tragiques, une lutte constante contre les puissants et les hypocrites qu'il fustigea toute sa vie.

Jamais personne n'a dénoncé avec autant d'esprit les éternels travers de l'humanité :

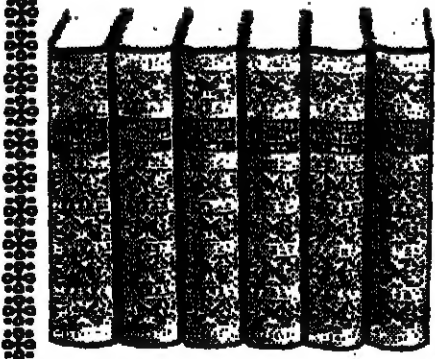
Jean de Bonnot présente :
un très grand
MOLIERE
édition dite
« des huit grands graveurs »
235 illustrations dont
la fameuse « suite inconnue »



ÉDITION MONUMENTALE DE
L'OEUVRE COMPLÈTE

raillé la vanité des beaux esprits, débarrassé les vices et l'intolérance des faux-dévois. Pourtant, on disputera au grand Molière, un petit morceau de terre chrétienne. Pour qu'il soit enterré au cimetière de Saint-Joseph, dans la rue Montmartre, il faudra que l'archevêque de Paris lève son opposition et il n'y consentira que sur les instances de LOUIS XIV lui-même.

PLAN ARTISTIQUE DE L'OUVRAGE



Édition monumentale en 6 volumes de 544 pages chacun, format royal in-octavo 14x21 cm.
Papier vergé chiffon fabriqué à la forme ronde et filigrané « aux canons ».
Impression en Garamond, corps 12.
235 illustrations des huit plus grands graveurs des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.
Gardes aux motifs de Cordoue sur fond or.
Reliure réalisée en plein cuir de mouton ébène, sans aucun joint ni couture apparente au dos.
Tranche supérieure, pièce de titre et dos décorés à la feuille d'or véritable 22 carats, dans une reliure XVII^e siècle, dite « à l'éventail ».

Les typos, imprimeurs, doreurs, relieurs, compagnons en la boutique de Jean de Bonnot, ont réalisé la plus somptueuse édition de celui qui est considéré comme le plus grand génie théâtral de notre temps.

Six forts volumes de 544 pages chacun, format in-octavo (14x21 cm), sur papier spécial vergé chiffon à la forme ronde et filigrané « aux canons ». Reliure en plein cuir de mouton couleur ébène découpé au tranchoir à la main, selon les méthodes anciennes, tranche, pièce de titre et dos frappés « à chaud » à l'or fin 22 carats. Décor de la reliure somptueux et raffiné dit « à l'éventail », œuvre des graveurs du XVII^e siècle, inégalables dans l'art du « burinage » des fers à dorer.

Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, avec un soin extrême et un constant souci de la perfection dans le moindre détail.

Ces livres précieux qui offrent à l'amateur éclairé d'incalculables satisfactions ne peuvent être vendus à vil prix. Mais l'honnête homme d'aujourd'hui, comme celui d'autrefois, sait préférer au nombre des volumes, la richesse de pensée et la beauté formelle de quelques livres exceptionnels.

Garantie

Je garantis que mes livres sont réalisés avec le maximum de soins. Ils sont aussi un peu plus chers que les autres semblables. Mais au contraire de ceux-ci, ils prennent de la valeur avec le temps et constituent de ce fait un bon placement et l'un des meilleurs. Je ne m'engage à rien d'autre, mais j'espère que l'ouvrage sera un plaisir durable pour les yeux et pour l'esprit. Il vaut donc mieux avoir moins de livres, mais les choisir de belle qualité.

Vente exclusive par courrier, chez le seul
Jean de Bonnot
Éditeur de livres d'Art,
7, Faubourg Saint-Honoré, 75382 PARIS CEDEX 08

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser à JEAN DE BONNOT, 7, Faubourg Saint-Honoré, 75382 PARIS CEDEX 08)

Sans engagement de ma part, envoyez-moi le premier des 6 volumes de l'édition dite « des huit grands graveurs ». J'en examinerai la qualité et si je ne suis pas convaincu de son intérêt exceptionnel, je vous le retournerai dans son emballage d'origine, à vos frais, dans les 10 jours suivant sa réception. Si, par contre, il me plaît, je vous en régle le montant soit : 163,50 F (+ 14,60 F de participation aux frais de port). Je recevrai les tomes suivants à la cadence d'un par mois, au même prix, sans avoir à les réclamer.

Nom
Prénom
Adresse
Code Postal
Ville
Signature nécessaire
1

(des parents ou du tuteur en cas de mineur du souscripteur)

هكذا من الاجل

سكنا من الاجل

Politique

M. Le Pen et les « brebis égarées » de M. Chirac

CARPENTRAS
de notre envoyé spécial

« Aux dernières nouvelles, l'indice Dow Jones a perdu 350 points à New-York. Il est un peu plus de 21 h 30 à Carpentras, le lundi 19 octobre. Comment résister aux effets oratoires que ne peut manquer d'inspirer l'actualité la plus brûlante ? M. Jean-Marie Le Pen, devant ses mille six cents auditeurs enthousiastes de la salle polyvalente, ne résiste pas.

« Même si on n'est pas propriétaire d'un portefeuille boursier, la tempête qui balaie le monde financier international ne manquera pas d'avoir des conséquences sur la vie de tout un chacun, avertit solennellement le responsable du Front national.

M. Le Pen tient sa revanche. Ses détracteurs l'ont maintes fois taxé d'être ignare en matière de finances internationales. Les « milieux bourgeois » se font tirer l'oreille : « Oui, c'est intéressant le Front national, mais ils n'ont pas de doctrine économique. » Tout le monde s'est donc trompé : « La tempête du monde international boursier était prévisible depuis longtemps. » « 210 milliards de dollars de dette » pour les États-Unis, plus une balance commerciale déficitaire, ce qui arrive était donc à prévoir, répète M. Le Pen.

Que n'a-t-on écouté le Front national lorsqu'il proposait de distribuer deux tiers du capital des grandes entreprises nationalisées aux familles, au prorata du nombre d'enfants ? Pourquoi n'a-t-on pas compris en temps utile qu'une « grande partie des valeurs françaises sont surcotées » ? Ni mesuré la gravité supplémentaire d'un « autre risque lié : la dette du tiers-monde » ?

Deux heures plus tôt, à Orange, un sympathisant, conseil en Bourse, s'est approché de M. Le Pen. Wall Street n'avait encore dégringolé que de 200 points. Et le cas du palais Brongniart était, pour ce lundi, réglé. L'homme politique et l'homme du métier ont soupesé les chiffres : « Je viendrai vous voir après votre meeting. Je vous dirai des choses que je ne peux pas dire ici, en public », a promis ce dernier, avant de laisser tomber : « Vous allez voir, si cela continue comme ça, les emprunts russes vous paraîtront de la rigolade à côté de ce qui va arriver. »

« En pleine actualité », M. Le Pen n'a pas cessé de s'y remettre de lui-même quand il n'y était pas invité, tout au long de cette journée de tournée qui lui a fait sillonner la Vaucluse, de Cavillon à Carpen-

tras, en passant par un déjeuner-débat (aux chandelles) à Avignon, un arrêt dans une cave coopérative à Beaumont-du-Ventoux, une station à Vaison-la-Romaine et une réunion des conseillers régionaux FN de Provence-Alpes-Côte d'Azur à Orange. Une actualité que lui-même ou les députés de son groupe ont quelquefois largement occupée ces dernières semaines. M. Le Pen en y revient sans cesse : le « détail », la folle nuit de l'Assemblée nationale pour expliquer ou justifier ce que les médias, répète-t-il en toute occasion, n'ont fait qu'exploiter avec hystérie. C'est bien normal puisque « M. Gaudin a bien moins de pouvoir que M. El Kabaché ».

« Ils vont l'épuiser... »

L'actualité, c'est encore, inlassablement reprise de la visite maternelle d'une exploitation agricole au meeting final, le catalogue des évidences que le président du Front national assène en toutes circonstances : SIDA, éducation, ruine économique provoquée par le refus de la « préférence nationale ». Sans oublier l'indépendance cantonale de Tourcoing. Toute la journée, M. Le Pen brocardait M. Chirac sur le thème des brebis égarées dont a usé le premier ministre : « Mon pau-

vre Jacquot, je crains bien qu'une bonne partie de ses brebis ne soient ici bientôt rejointes par les autres. »

Tournée de futur présidentiable ou tournée des papotes vaguement cantonale ? Le déplacement hésite entre ces deux styles. Au grand dam de M. Le Pen qui écarte quelquefois avec agacement des questions un peu microcosmiques pour quelqu'un qui voudrait ne plus se prononcer que sur les grands sujets. Au grand dam aussi de certains élus de son parti qui l'accompagnaient : « Ils vont l'épuiser notre Jean-Marie. (...) Il ne peut plus se consacrer maintenant à d'autres petites choses. »

Petites choses, grandes manœuvres... A l'espace culturel de Vaison-la-Romaine, M. Le Pen se laisse un moment cajoler par la section locale du Front national. Auparavant, il a rendu une discrète visite au maire RPR, M. André Thès. Parle-t-on de signature ou de promesse de signature dans le secret de ce genre d'entretiens ? La question est inconvenante. Car M. Le Pen martèle aussi cette actualité : il les aura, et bien sûr, les fameuses cinq cents signatures. Il avance même une indication : dans trois départements, le chiffre limite de cinquante promesses de paraphe aurait déjà été dépassé.

Lesquels ? Mystère. « Il ne faut pas donner prise à la répression préfectorale », ni décourager les missi dominici du Front qui ont pour mission de démarcher systématiquement un grand nombre de maires.

Dans la Vaucluse, assurent d'une voix concordante plusieurs élus du Front national, dix promesses de signature auraient déjà été obtenues. La perspective de doubler ce nombre ne leur paraît pas irréalisable (la Vaucluse compte cent cinquante et une communes). Plus tard, M. Le Pen dira que si le « détail » lui a fait perdre deux signatures, vingt-sept ont, depuis, afflué de toute part pour les remplacer.

Mais, à l'évidence, M. Le Pen ne veut pas donner l'apparence de s'égayer dans le « détail » de cette comptabilité-là. « Ni tribun ni César » (c'est lui qui le dit), mais pas indigné d'être inscrit dans la généalogie des Bayard, du Guesclin et autres chevaliers de la Table ronde (par le député du Front national du département, M. Jacques Bonperil), la responsabilité du Front national ne veut plus s'attacher qu'à la mission qu'il assigne à ses « compagnons de cordée » du Vaucluse et d'ailleurs : le porter au sommet envers et contre tout.

MICHEL KARMAN.

EN BREF

• M. Jacques Valade, dauphin officiel de M. Chaban-Delmas. — Le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, a explicitement désigné, le 19 octobre à Toulouse, M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, comme son successeur probable à la tête de la municipalité.

• Relaxe de trois appelés mélanésiens : le parquet fait appel. — Le parquet de Strasbourg a fait appel de la relaxe pure et simple dont ont bénéficié, le 15 octobre, trois appelés mélanésiens du contingent devant la chambre militaire du tribunal de Strasbourg (le Monde du 17 octobre).

Ces jeunes canaques du 57^e régiment de transmissions avaient été inculpés de refus d'obéissance après

une grève de la faim entamée le 9 septembre dernier. Ils avaient décidé de ne pas se soumettre aux « pressions » de leurs supérieurs, et de manifester ainsi leur soutien aux consignes de boycottage du FLNKS quelques jours avant le référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie.

• Faux tract en Seine-Saint-Denis. — De faux tracts à l'adresse du conseil général de Seine-Saint-Denis, et signés « les élus communistes du conseil général », ont circulé samedi et dimanche dans le département, appelant les résidents immigrés à assister le mardi 20 octobre à la séance de l'assemblée départementale, à Bobigny, où, leur promettait-on, ils recevraient 500 francs par adulte et 150 francs par mineur. Le

président du conseil général, M. Georges Valbon (PCF), a porté plainte.

• RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au projet d'organisation d'une vaste manifestation contre-révolutionnaire par les milieux catholiques intégristes (le Monde daté 18-19 octobre), une erreur de transmission a déformé un propos tenu par M. François Brigneau. L'une des conséquences de la Révolution de 1789 est le surajoutement de « deux Eglises (...), New-York et Moscou, côté pile et côté face d'une même internationale matérialiste » et non « d'un monde international matérialiste ». D'autre part, Clemenceau a proclamé jadis que toute « la Révolution de 1789 — et non toutes « les » — constituait un bloc...

Picard
supprime la clé!

Parade
La serrure automatique sans clé

- Un code que vous choisissez vous-même.
- Un code que vous pouvez changer instantanément vous-même.
- Un code qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 pièces de votre serrure.
- Pas d'huile, la porte est toujours bien fermée.
- Pas de risque de clé oubliée à l'extérieur.
- Pas de clé perdue ou volée.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Château
Clarke

Edmond de Rothschild
Lecteur Honoraire
Né en Belgique au Château
1983

Baron J. de Breda - 73, Quai de Bercy
Téléphone : 34.50.88 90

ÉPOQUE

Revue trimestrielle d'analyse critique des phénomènes sociaux contemporains
n° 3, octobre 1987

Querelle autour d'une carte d'identité de la France

Le débat sur la nationalité, l'origine de la nation française, 1917 et la mémoire du PCF, Alain Finkielkraut et la culture

Le numéro : 35 F

Abonnements : 1 an (5 numéros) : 150 F - 100 F (étudiant)
Chèque à l'ordre d'ÉPOQUE, tour Capri, 29^e étage, 23, villa d'Este, 75013 PARIS

600 PRIX 2.000.000 F A GAGNER

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 7

Une impressionnante église monolithe comportant trois nefs, des catacombes, le tout creusé dans une formation de calcaire à astéries. S'agit-il :

- de Pauillac ?
- de Pomerol ?
- de Saint-Émilion ?
- de Bourguel ?
- de Beaune ?

QUESTION N° 8

Que signifie, en Champagne, l'expression « retrouver le gâteau » ?

- découper le gâteau traditionnel - au marc de raisin - servi lors de la Fête de la fin des vendanges ?
- recentrer le marc dans le pressoir pour obtenir un meilleur pressurage ?
- recouvrir le pressoir d'une bâche à la fin des vinifications pour le protéger de la poussière ?

POUR VOUS AIDER :
L'INDICE RTL
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER
Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS
Le Monde

RTL

VIGNETTE
avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

Rosé de France

Tavel
APPELLATION TAVEL CONTRÔLÉE
MAISON FONDÉE EN 1820
L'ASSOCIATION DE PRODUCTEURS - LES VIGNOBLES DE TAVEL - 26200 TAVEL, FRANCE

BP 3 - 30126 TAVEL
Tél : 66-50-03-57

TAVEL PREMIER ROSÉ DE FRANCE

1985 Carte or de l'excellence européenne
1986 Carte or de l'excellence européenne
1986 Médaille argent & or Concours national Bordeaux
1986 Médaille or Concours international Bordeaux

A vin prestigieux, présentation de prestige

La nouvelle bouteille aux armes de TAVEL, baptisée le Six Juillet à Tavel par Jean Le Poulain & Claude Winter de la Comédie Française vient d'obtenir l'Oscar de l'emballage. Elle enveloppera délicatement le Tavel médaille d'Or internationale et sera présentée à la presse et aux professionnels le 26 octobre 1987 dans un pavillon du Parc floral de Vincennes par ses créateurs : les Verreries BSN au cours d'une soirée où art et Tavel communiqueront.

Fanny Cottençon et Roger Coggio, parrain et marraine de cette cuvée spéciale, parleront de leur film « le Journal d'un fou ». Le peintre parisien Pierre Scholla exposera une partie de ses œuvres.

Art et Tavel, venez visiter notre cave, sur la rive droite du Rhône en face d'Avignon ou sortie sur l'autoroute A 9 (Roque-maure/Tavel). Vous aurez droit à notre meilleur accueil mais aussi à la gastronomie taveloise.

AUBERGE DE TAVEL
HOSTELLERIE DU SEIGNEUR

Les relations entre M. Chalandon et la joaillerie Chaumet

La chancellerie a imposé une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire

Diffusé mardi 13 octobre, au lendemain des informations du *Monde* sur l'existence chez Chaumet d'un compte courant rémunéré au nom de M. Albin Chalandon, le communiqué de l'administrateur judiciaire de la joaillerie, M. Hubert Lafont, a été modifié par la chancellerie sans que son auteur en soit averti. Les deux versions (lire d'autre part) diffèrent profondément.

Dans celle dictée lundi soir 12 octobre depuis l'étranger par M. Lafont, celui-ci se contente d'une mise en garde générale : il souligne l'imperfection des écritures comptables de la société Chaumet mais ne porte aucun jugement précis sur la situation du ministre de la justice. Dans celle finalement diffusée mardi après-midi 13 octobre, en l'absence de M. Lafont, un jugement catégorique a été ajouté, à la demande du cabinet de M. Chalandon : « En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne M. Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du *Monde*. »

A la chancellerie, la version initiale de M. Lafont, où ne figure pas cette phrase, a circulé dans plusieurs milieux. La modification suggérée par l'entourage de M. Chalandon, qui a pour effet d'orienter et de durcir un communiqué prudent à l'origine, y est connue. Des bouches s'ouvrent, commentant cette nouvelle illustration de la position ambiguë du ministre de la justice : partie, en tant que créancier de Chaumet, n'a-t-il pas abusé de ses prérogatives de garde des sceaux en poussant le bureau de l'administrateur judiciaire à publier un document qui prend position publiquement en sa faveur ?

Interrogé mardi 20 octobre par l'Agence France-Presse sur l'existence de deux communiqués, la chancellerie a déclaré qu'elle n'avait « aucun commentaire à faire ». M. Lafont a pour sa part répondu : « Je laisse au *Monde* le soin de peser les responsabilités. Je n'ai qu'une seule réserve qui s'impose : l'histoire de la modification du communiqué de M. Lafont, à l'insu de son auteur, a pu être reconstituée. Lundi 12 octobre (nos éditions

du 13 octobre), le *Monde* montre que les explications de M. Chalandon sur ses relations d'affaires avec la joaillerie en faillite péchaient jusqu'ici par omission. Le ministre de la justice s'en tenait à un « patrimoine familial » de bijoux et de pierres précieuses qu'il aurait demandé aux frères Chaumet de vendre à partir de 1985, alors qu'il détenait en fait, depuis 1972, un compte courant alimenté par des dépôts de capitaux, servant à des achats et des ventes spéculatives de pierres précieuses, et rémunéré par des intérêts.

A la brigade financière

Dès le lundi soir, la chancellerie annonce, pour le lendemain, une mise au point de M. Lafont. M. Chalandon précise lui-même à France-Solr, dans une interview publiée le 13 octobre, que M. Lafont « démentait point par point toutes les allégations du *Monde* ». La même nouvelle est annoncée au *Figaro* et à *Libération*, auxquels le ministre fait également des déclarations. Mardi matin, le *Monde* obtient de la chancellerie la confirmation de l'existence de ce communiqué. Mais l'Agence France-Presse, qui s'en est enquis elle aussi auprès du cabinet de M. Lafont, n'en obtiendra le texte, après plusieurs réponses dilatoires, que peu avant 14 heures. Or M. Lafont, en déplacement à l'étranger jusqu'au mercredi, a dicté son communiqué depuis le lundi soir.

Que s'est-il passé entre-temps ? La réponse figure dans la comparaison des deux versions. Officiellement, il n'y en a qu'une, diffusée sur papier à sa tête par les collaborateurs de M. Lafont en son absence. Mais l'administrateur judiciaire n'a pas été consulté sur les modifications de dernière minute qui y ont été apportées et qui changent le sens et la portée de sa mise au point, sur l'insistance du ministre de la justice.

Le texte initial souligne simplement le caractère provisoire des constatations comptables effectuées chez Chaumet par les enquêteurs dans le cadre de l'instruction judiciaire, en l'attente du rapport qu'il transmettra prochainement au tribunal de commerce et au procureur de la République. La phrase rajoutée dans l'intention de lever de tous soupçons M. Chalandon est d'autant plus surprenante que le garde des sceaux, dans ses diverses déclarations publiques, avait finalement reconnu la véracité de l'information du *Monde* : il possédait bien un compte courant rémunéré chez Chaumet.

Elle l'était encore plus sous la signature de M. Lafont si l'on se réfère à la déclaration qu'il avait faite, durant l'été, à la brigade financière, venue l'entendre à son cabinet. « Des intérêts ont été versés et déclarés sur des comptes courants alimentés par des remises de pierres qui figurent en comptabilité », précisait alors l'administrateur judiciaire, qui ajoutait : « Il apparaît que les opérations effectuées sur les bijoux et pierres sont de nature spéculative. »

Dans ce procès-verbal, M. Lafont dissociait les activités de spéculation sur les pierres — activités commer-

ciales, qui lui semblaient cependant quelque peu anormales pour une joaillerie — de la perception de fonds auprès de clients, relevant de l'exercice légal de la profession de banquier — activités financières qui lui semblaient, elles, tomber sous le coup de la loi. « Il est certain, déclarait-il en effet, que les activités de spéculation sur les pierres au profit des particuliers peuvent apparaître comme sortant du domaine normal d'une activité de joaillerie. Si les opérations financières, c'est-à-dire la perception de fonds près de tiers, se révèlent comme ayant été habituelles, elles peuvent être qualifiées de délictueuses. » Autant de nuances et de

précisions que reflétait encore la prudence du texte initial de M. Lafont et qui sont oubliées par la version finale, beaucoup plus « musclée ».

En demandant à son insu une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire, la chancellerie a pris le risque d'accroître le trouble de la majorité à propos de cette affaire, trouble ressenti jusqu'à dans les rangs du gouvernement et illustré par le silence, persistant à ce jour, du premier ministre lui-même.

BERTRAND LE GENDRE,
GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

La métamorphose d'un texte

Le 13 octobre, après les articles du *Monde* indiquant que M. Chalandon est titulaire d'un compte courant chez Chaumet, M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire de la joaillerie, a rendu public un communiqué. La fin de celui-ci prend, en ces termes, la défense du ministre de la justice : « En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne Monsieur Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du *Monde*. »

Or il apparaît que cette phrase essentielle ne figure pas dans le texte rédigé la veille au soir par M. Lafont, de l'étranger où il se trouve pour des raisons professionnelles. Entre-temps, sans que M. Lafont en soit averti, la chancellerie est intervenue au près du cabinet de l'administrateur judiciaire pour faire valoir une version plus conforme aux vœux du ministre.

La version initiale de M. Lafont...

« Désigné en qualité d'administrateur judiciaire de la société Chaumet et Cie, par un jugement

du tribunal de commerce de Paris du 11 juin 1987, j'ai pris connaissance des allégations contenues dans l'article du *Monde* paru le 12 octobre 1987.

« Je dois indiquer ma surprise devant les informations ainsi publiées mettant en cause des clients de la société, parmi lesquels figure Monsieur Albin Chalandon. Les sondages effectués dans le cadre des opérations d'expertise en cours et, notamment, les investigations plus poussées qui ont eu lieu à ma requête concernant les comptes des principaux clients, laissent apparaître que les écritures comptables de la société Chaumet et Cie ne sont pas représentatives de la réalité.

« Ainsi il n'est pas possible d'affirmer à ce jour que tel ou tel créancier du débiteur est réellement dans la situation reflétée par les comptes que j'ai appréhendés.

« Il est donc anormal que des organismes de presse puissent se faire l'écho de prétendues constatations alors qu'aucun rapport n'a pu encore être établi par mes soins et transmis, conformément

à la loi, au tribunal de commerce et au procureur de la République. »

...et ce qu'elle est devenue

« Désigné en qualité d'administrateur judiciaire de la société Chaumet et Cie, par un jugement du tribunal de commerce de Paris du 11 juin 1987, j'ai pris connaissance des allégations contenues dans l'article du *Monde* paru le 12 octobre 1987.

« Il est pour le moins surprenant que des organismes de presse puissent se faire l'écho de prétendues constatations comptables alors que des opérations d'expertise sont actuellement en cours et que les sondages effectués dans le cadre des opérations d'expertise en cours et, notamment, les investigations plus poussées qui ont eu lieu à ma requête concernant les comptes des principaux clients, laissent apparaître que les écritures de la société Chaumet et Cie ne sont pas représentatives de la réalité.

« En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne Monsieur Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du *Monde*. »

Une plainte des douanes contre les joailliers

L'administration des douanes a déposé, le 30 juillet, une plainte pour fraude fiscale contre les frères Chaumet, auprès du parquet de Paris, a-t-on appris, lundi 19 octobre, du ministère du budget. Cette plainte, appelée « acte introductif d'instance fiscale », n'a pas encore été suivie de l'ouverture d'une information judiciaire.

Les douanes ont agi après avoir constaté un déficit de bijoux en entrepôt sous douane, lors d'un inventaire effectué au mois de mai, a-t-on indiqué au ministère du budget, sans toutefois préciser le montant de ce déficit.

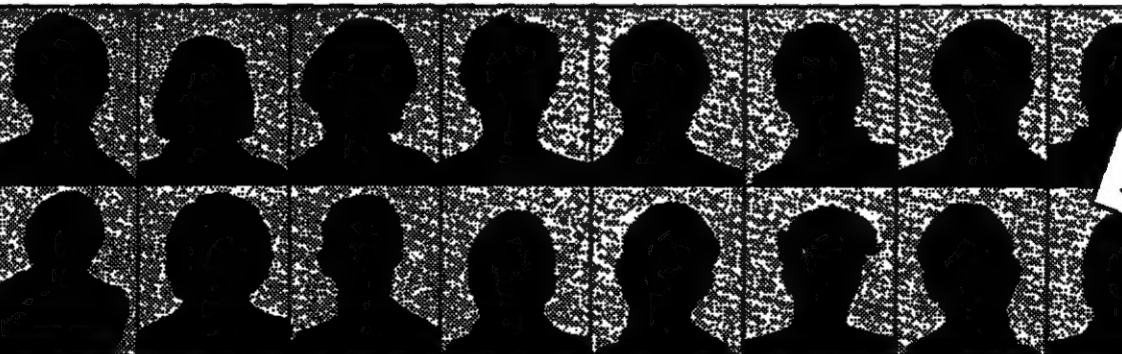
Celui-ci correspond à la différence entre les bijoux dont l'achat a été déclaré, et ceux pour lesquels une taxe a été acquittée à la sortie de l'entrepôt ou restant effective-ment entreposés.

Une précédente enquête de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED), effectuée de décembre 1984 à fin 1986 et portant notamment sur des transferts de fonds entre la maison Chaumet à Paris et sa filiale genevoise, avait été classée sans suite le 21 octobre 1986.

Qui sont les Barristes ?

LEURS 200 PORTRAITS A VISAGE DÉCOUVERT.

Le guide de la Maison Barre
A LIRE ABSOLUMENT AVANT MAI 88.



Le rôle de l'administrateur judiciaire

Chargés d'apporter leur concours au redressement judiciaire des entreprises en danger ou d'aider à résoudre leurs difficultés intimes, les administrateurs judiciaires sont désignés par le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance, selon les cas.

La loi de 1985, qui a réorganisé la profession de syndic de faillite, impose aux administrateurs judiciaires, pour exercer, un diplôme de droit et un stage minimum de cinq ans sanctionné par un examen professionnel. Une commission nationale où le parquet joue le rôle de commissaire du gouvernement procède à l'inscription obligatoire sur une liste nationale des administrateurs judiciaires.

Le Fabuleux DÉFI

FOURRURES DU NORD

115 à 119 Rue La Fayette
Près Gare du Nord, PARIS.10^e

Du Mardi - 20 Oct. au samedi 24 Oct. inclus

la semaine de folie sur tous les visons

cet escompte sera effectué à nos caisses.

N°1 - 30%

DE LA FOURRURE

108 Av. Paul Doumer
Place de la Mairie, PARIS.16^e

هكذا من الاجل

Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Questions politiques sur une escroquerie

« A qui, peut-être, profite le crime ? » Cette question a été posée, lundi 19 octobre, devant la troisième chambre correctionnelle de Paris, par M. Jean-Yves Laborde, avocat de M. Georges Alet, ancien président de la SAPO (Société anonyme de publications officielles), inculpé dans une affaire d'escroquerie en compagnie de dix-huit autres personnes.

Il s'agissait, pour l'avocat, d'obtenir que tous les aspects de l'affaire soient examinés par le tribunal et, notamment, ce qui concerne une éventuelle implication des partis politiques, bénéficiaires, à ses yeux, d'une partie des fonds drainés illégalement.

La SAPO avait trouvé un procédé efficace pour convaincre les annonceurs de la nécessité de faire une insertion publicitaire dans des revues qu'elle avait souvent elle-même créées. Conformément à sa raison sociale, la SAPO gérait les espaces publicitaires de publications telles que le Progrès de la Gendarmerie et de la Garde républicaine ou des bulletins édités par les services fiscaux, un syndicat de policiers ou un parti politique comme le Rassemblement pour la République (RPR) ou le Parti républicain (PR). Ensuite, les démarcheurs téléphoniques ou se rendaient chez les commerçants et les industriels en se présentant, selon le cas, comme officier de gendarmerie, membre du RPR ou du personnel de la préfecture ou encore « à la demande du secrétaire départemental du PR ».

Les clients espéraient-ils ajouter à l'impact publicitaire un investissement de nature à leur attirer la reconnaissance de ces organismes ? En tout cas, le chiffre d'affaires de la SAPO et des sociétés affiliées a atteint, entre 1982 et 1984, près de 23 millions de francs, dont une grande partie a été transformée en espèces par un jeu de fausses factures afin de rémunérer discrètement les courtiers, les

gérants de l'entreprise et certains intermédiaires poursuivis pour recel. Mais une partie non négligeable des fonds aurait été, selon M. Yves Laborde, reversée aux organismes qui étaient les revues, sans qu'il soit établi qu'ils aient eu connaissance de leur origine frauduleuse.

Cependant, le défenseur de M. Georges Alet a demandé le renvoi de l'affaire afin que des responsables du PR et du RPR, dont MM. Jean-François Deniau, Charles Scaillet et Gérard Lorget, soient cités comme témoins. En s'appuyant sur les écoutes téléphoniques ordonnées lors de l'instruction, l'avocat s'est étonné des rapports privilégiés constatés entre son client et des partis politiques dont il suivait les responsables : « Ce n'est pas une escroquerie ordinaire, plaide M. Laborde, ne la réduisez pas à une affaire banale. » Tout en se demandant si les « victimes » ne pouvaient pas être considérées éventuellement comme « coauteurs », l'avocat rappelle au tribunal qu'une juridiction « plus grande que la vôtre » était saisie d'une affaire concernant le financement de partis politiques.

Si plusieurs avocats se sont associés, pour d'autres raisons, à la demande de renvoi, le substitut du procureur de la République s'y est opposé en considérant qu'il ne fallait pas « s'écarter de la saisine du tribunal » limitée à une escroquerie par fausses quittances, en concluant : « Il convient de rester sur ces faits. »

Après une longue délibération, le tribunal, présidé par M. Philippe Cheminthe, a rejeté la demande présentée par M. Laborde en déclarant notamment : « L'audition de ces personnes n'apporterait vraisemblablement pas au tribunal d'éléments nouveaux sur des faits dont il n'est d'ailleurs pas saisi. »

MAURICE PEYROT.

A la dix-septième chambre

M. Charles Pasqua perd son procès en diffamation contre « le Matin »

Le directeur de publication du Matin de Paris, M. François Peruch, et le journaliste Pierre Feydel ont été relaxés, lundi 19 octobre, par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris des poursuites engagées par le parquet pour « diffamation publique envers un membre du ministère » à la demande du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, après la diffusion, le 20 janvier 1987, d'un éditorial évoquant « le secret-défense » dans l'affaire du Carrefour du développement.

Le tribunal, présidé par M. Jacqueline Clavery, observe dans son jugement que le journaliste « a essentiellement en vue de présenter Charles Pasqua comme un homme dans l'ombre, secret, dont les méthodes lui apparaissent ne pas pouvoir être taxées de transparentes, d'où le titre « Drôle de jeu ».

L'éditorialiste se demandait si Charles Pasqua serait « le jour un brave docteur Jekyll, sécuritaire, et la nuit, une sorte de M. Hyde s'agitant dans l'ombre qui sépare les lumineux défenseurs de l'ordre des sombres menées de la pègre ». Les juges notent sur ce propos : « Certes, le fait de poser une telle interrogation est déplaisant pour la parole civile, et démontre que Pierre Feydel ne nourrit pas à son égard des sentiments de sympathie. Mais on ne peut y voir pour autant l'imputation d'allégations précises diffamatoires (...). Cet article doit s'analy-

ser en une critique pour des activités du ministre des méthodes employées par lui ou par ses services. » M. P.

FAITS DIVERS

■ Vaines recherches après la fusillade du péage de Viry. — Malgré l'importance des moyens mis en œuvre pour tenter de retrouver les deux hommes qui, dimanche après-midi, lors d'un contrôle de douane au poste de péage de Viry (Haute-Savoie), avaient tué un gendarme et un douanier, blessant grièvement un second douanier (Le Monde du 20 octobre), les recherches sont restées vaines. Les enquêteurs de la gendarmerie ne possèdent que peu d'éléments sur le signalement des deux tueurs, dont ils ignorent encore s'il s'agit de malfaiteurs ou, éventuellement, de terroristes.

M. Christian Joly, trente-deux ans, le douanier grièvement blessé, dimanche, lors de la fusillade, serait, selon les médecins de l'hôpital cantonal de Genève, maintenant hors de danger, même si, précise-t-on, son état reste grave.

ENVIRONNEMENT

En mer du Nord

Les chalutiers danois endommagent un navire incinérateur

Une flottille de chalutiers danois accourue en mer du Nord sur les lieux où un navire incinérateur, *Vulcanus-II*, brûlait 3 000 tonnes de déchets toxiques, est parvenue à empêcher, le dimanche 18 octobre, le déroulement des opérations. L'hélice de *Vulcanus-II* s'est prise dans un filet et a été endommagée. Le capitaine du navire, incapable de manœuvrer, a dû se faire remorquer jusqu'à Rotterdam.

Une trentaine de pêcheurs danois s'étaient portés en avant de deux navires incinérateurs, *Vesta* et *Vulcanus-II*, le jeudi 15 octobre, pour s'opposer à l'incinération de déchets chimiques dans la zone de Dogger Bank, à 300 kilomètres des côtes danoises.

COPENHAGUE
de notre correspondant

Il y a eu dans le passé en différents points du globe la « guerre » de la morue, la « guerre » du hareng, la « guerre » de la langouste, etc. Aujourd'hui, la « guerre » des déchets est ouverte en mer du Nord.

Les pêcheurs danois s'inquiètent : leurs prises diminuent constamment dans cette région et les poissons qu'ils ramènent sont de plus en plus nombreux à présenter des anomalies (tumeurs, plaies, malformations), qui les rendent impropres à la consommation. Ils en rejettent la responsabilité sur les bâtiments qui, régulièrement, incinèrent, en mer du Nord, des déchets industriels que l'on n'est pas sûr d'enterrer sur le continent.

Cet « assainissement » au large d'une zone de pêche danoise depuis près de vingt ans et avec l'accord des autorités, qui affirment surveiller de très près les opérations. Des ordinateurs installés à bord permettent de contrôler à distance les 100 000 tonnes de déchets divers détruits chaque année en mer du Nord. Mais, aujourd'hui, les écologistes et les pêcheurs trouvent cette pratique dangereuse et s'organisent pour y mettre rapidement un terme.

Une conférence des Etats riverains de la mer du Nord se tiendra à Londres du 23 octobre au 25 novembre.

bre. A cette occasion, le ministre danois de l'environnement, M. Christian Christensen, a promis d'évoquer en priorité ce problème et de tout faire pour obtenir de ses collègues des autres pays l'interdiction totale et immédiate des incinérations chimiques en mer du Nord.

Toutefois, M. Christensen, s'appuyant sur les avis des médecins, a mis en garde les pêcheurs danois contre le danger auquel ils s'exposaient en s'approchant trop près des deux navires incinérateurs. Déjà vendredi 16 octobre, plusieurs d'entre eux, pris dans le nuage de fumée nauséabonde qui s'échappait du *Vesta*, ont ressenti des maux de tête, des nausées, des vomissements. Ce qui ne les a pas empêchés de poursuivre leur croisade. En manifestant leur colère de façon aussi spectaculaire, ils parviendront peut-être à leurs fins plus tôt que prévu. Dans cette perspective, ils se sont alliés avec un groupe danois et néerlandais de Greenpeace et ont fait appel à leurs homologues pêcheurs du Royaume-Uni de Belgique et des Pays-Bas.

Ce qui les a sans doute le plus indignés est d'apprendre que les 3 000 tonnes de déchets qu'a tenté d'incinérer le *Vulcanus* étaient d'origine espagnole. Or le gouvernement de Madrid a interdit leur destruction le long des côtes atlantiques de l'Espagne.

CAMILLE OLSEN.

CATASTROPHES

La Bretagne en état de choc

(Suite de la première page.)

Cela a duré de 22 heures à 2 heures du matin. Le vacarme était assourdissant. Les ardoises, les tôles, les milles faitières, volaient. A chaque rafale, les charpentes gémissaient et parfois cédaient. Beaucoup de fermiers sortaient pour tenter de consolider une étable, un poulailler. Mais le danger était tel qu'ils devaient vite renoncer.

A Ergué-Gaberic, le maraîcher Joseph Cozhan et son épouse ont lutté jusqu'à minuit à l'aide de cordages pour conserver leurs serres. Un talus planté de chénes et de peupliers formait un rempart efficace. Brusquement, celui-ci a cédé. Les serres d'une superficie de 1 500 mètres carrés n'ont pas résisté dix minutes.

La chaleur était étouffante : des informateurs dignes de foi assurent que le thermomètre est monté à 30 degrés. La plupart des animaux meurent en folle n'arrivant pas à respirer.

Puis, subitement, tout s'est apaisé et le silence est tombé sur le Finistère. Au petit matin, pas un oiseau ne chantait. Partout des arbres abattus, fracassés, des toitures éventrées, des poteaux électriques à terre, des camions renversés sur les parkings, des talus rasés.

Dans les Côtes-du-Nord, département que l'on croyait moins touché, les dégâts étaient moins spectaculaires mais inévitables. Selon notre correspondant à Saint-Brieuc, Jean Vidou, cent soixante mille foyers ont été privés d'eau et des centaines d'élevages — dont les étables, les porcheries et les poulaillers — ont été détruits — sont à la dérive. Dans les champs, le maïs fourrager destiné à nourrir les bêtes cet hiver est couché sur 80 000 hectares. « Si la pluie s'y met, tout est perdu », disent les paysans. De toute manière, la récolte est compromise malgré le renfort des centaines de machines que l'on a fait venir des départements voisins.

Mais c'est la forêt bretonne qui semble avoir le plus souffert. Un véritable désastre écologique dont les départements de l'Ouest ont-tout de même à se réjouir. Selon Michel Le Hébel, notre correspondant à Vannes, le célèbre massif boisé de Lanvaux, vaste de 1 500 hectares, n'est plus qu'un temps d'évacuation des plaisanciers qui dormaient ce soir-là à bord de leurs voiliers. Puis la tempête a commencé à entasser les bateaux au pied des remparts comme de vulgaires galets. Cent cinquante embarcations en quelques heures. « Il n'y avait rien à faire », raconte M. Folgoe, secrétaire de mairie. C'était une force qui dépassait tout ce que nous avions connu jusqu'alors. »

gigantesque chablis où, à perte de vue, les arbres déracinés mêlent leurs ramures.

De Quimper à Pontorson (Morbihan), sur une bande de 30 à 40 kilomètres de large, les forêts ont été comme balayées. Entre le tiers et les trois quarts de la surface boisée (350 000 hectares) est atteinte des degrés divers, estime la Coopérative des agriculteurs bretons qui regroupe deux mille propriétaires. « C'est l'effacement des efforts faits depuis trente ans par des milliers de propriétaires qui ont bénéficié du fond forestier national », explique M. Tanguy de Kernier, leur président. De 2 à 3 milliards de francs de pertes. Quant au feuillage des arbres survivants, il s'est éparpillé en un jour, brulé par le vent chargé de sel, jusqu'à plus de cinquante kilomètres de la côte.

Curieusement, c'est la Bretagne maritime qui a le moins souffert. Les marins-pêcheurs du Sud-Finistère avaient pu se mettre à l'abri avant le coup de vent, tandis que les unités restées en mer se trouvaient loin de la, au sud de l'Irlande. En outre, explique Gabriel Simon, notre correspondant à Brest, quand la tempête a fait exploser les anémomètres de la pointe du Raz, la marée était l'une des plus basses de l'année. Grâce à cette circonstance heureuse, sur les cent bateaux qui étaient à l'abri dans le port de Guillemin, six chalutiers seulement ont été projetés contre les digues, et deux autres se sont échoués.

En revanche, la navigation de plaisance a beaucoup souffert. A Port-la-Forêt, dix-huit sept cents embarcations, dix des treize pontons se sont décrochés. Dressés les uns contre les autres, des dizaines de voiliers et de vedettes se sont couverts comme des noix.

A Concarneau aussi, les pontons ont cédé et deux cent cinquante embarcations sont parties à la dérive. Les pompiers n'ont en que le

Premiers secours

Cinq départements — Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine et Manche — ont été particulièrement éprouvés par ce que les spécialistes de la sécurité civile comparent à un ouragan. Heureusement, les services de la météorologie ont bien fonctionné puisqu'ils avaient prévu la tempête et qu'ils ont donné l'alerte, jeudi soir 15 octobre, incitant ainsi les navigateurs à rentrer au port avant le coup de tabac.

Ensuite, les secours ont été prompts à intervenir.

Dès vendredi, la sécurité civile s'est mise en branle : un arrêté établissant la liste des communes sinistrées, le titre d'une catastrophe naturelle, une déclaration de calamité agricole, ou une procédure de calamité publique.

Les pouvoirs publics ont le choc entre plusieurs mesures : un arrêté établissant la liste des communes sinistrées, le titre d'une catastrophe naturelle, une déclaration de calamité agricole, ou une procédure de calamité publique.

Cinq morts en Grande-Bretagne après l'effondrement d'un pont

Le mauvais temps, qui sévit en diverses parties du monde, a fait de nombreuses victimes. En Grande-Bretagne, où l'on se remet à peine de la tempête de la semaine dernière, un pont miné par les pluies qui commencent à tomber s'est effondré lundi 19 octobre sous le poids d'un convoi.

La locomotive et plusieurs wagons sont tombés dans la Tyne, une rivière du pays de Galles gonflée par les crues. Malgré l'intervention des plongeurs, le conducteur et quatre voyageurs, probablement entraînés par les flots, n'ont pu être retrouvés.

En Afrique du Sud, des pluies torrentielles se sont abattues sur le Lesotho, entraînant une quinzaine de bergers, décimant le bétail et coupant les voies de communication.

Lundi à l'aube, c'est en Egypte, dans le secteur du Sinaï, que les hélicoptères de secours ont dû également intervenir. Plusieurs dizaines de touristes ouest-allemands étaient en perdition sur le toit de leur car, au milieu d'un fleuve de boue. La crue des oueds et les avalanches de sable qui se sont produites ont isolé des centaines de personnes et en ont tué une douzaine.

HAUTE-PARLÉUR

20

MAGNETOSCOPES AU BANC D'ESSAI

A PARTIR DU 15 OCTOBRE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOTRE GUIDE D'ACHAT

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente après liquidation des biens au palais de justice de Nanterre le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h, EN UN SEUL LOT :

UN APPARTEMENT à PARIS 12^e

69 à 73, bd Saint et 61 à 67, rue du Sabot à l'angle de ces 2 voies de 4 pièces principales au 5^e étage du bâtiment A, escalier 3

MISE A PRIX : 350 000 F

Avec faculté, faute d'enchères, de baies immédiates de la moitié et du quart ARRIÈRE 15 667 F à la charge de l'adjudicataire en sus de son prix, chiffre à parfaire en four de l'adjudication.

LES BIENS VENDUS SONT LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION

M^{re} WISLIN, avocat, 1, avenue de Madrid 92200, Neuilly-sur-Seine

M^{re} Gustave Johann, avocat, ancien avocat, associé de la SCP Y. Neveu et autres 43, avenue Hoche, Paris 75008

Tél. : 47-66-03-40 poste 416.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE DE CRÉTEIL le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 9 h 30

TERRAIN de 1 ha 89 a 75 ca

FLEURY-MEROGIS (91)

au bordure des chemins du port et de St-Gervais

MISE A PRIX : 300 000 F

M^{re} Bernard MALANGEAL, avocat à Chilly-Mazarin (94)

M^{re} Marie-Hélène, Tél. : 42-60-46-79 - M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris, 48, rue de Cléry, Tél. : 48-74-45-83

M^{re} J.-Y. GUILLEMONAT, syndic à Paris, 7, rue de Turbigo

LA VILLE DE PARIS VEND LIBRES

En la chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet

4 APPART. - 1 STUDIO - 1 CHAMBRE

(dont APPTS 2 p. 57 et 65 m² env. 3 p. 71 m² env. et APPT 5 p. 117 m² env. avec terrasse 128 m² env. et une pièce sur le champ de courses)

à PARIS (16^e)

Entre le boulevard Suet et le champ de courses d'Auteuil

M^{re} Mahet de La Querantonnais, Déléguée, Libère, notaires associés 14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 42-97-56-86

VISITES à place 41, av. du Maréchal-Leynaud les 26 et 31 oct., 2, 5, 7, et 9 novembre 1987, de 10 à 13 heures.

Vente au Palais de Justice de Nanterre, le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h

APPARTEMENT à ASNIÈRES (92)

5, rue de Strasbourg

et une cave - **MISE A PRIX : 100 000 F**

S'ad. à M^{re} Michel POUCHEUR, avocat au barreau des Hauts-de-Seine 9, rue Robert-Lavigne, 92600 ASNIÈRES - Tél. : 47-89-94-14 - A tous avocats près le tribunal de grande instance de Nanterre - Sur les lieux pour visiter le jeudi 22 octobre 1987 de 10 h à 11 h.

Vente au palais de justice de Paris le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h 30

UNE PROPRIÉTÉ à LIVRY-GARGAN

(Seine-Saint-Denis)

114, avenue Voltaire 94 et 26, avenue de la Poudrerie

contenant

MAISON OCCUPÉE ET UN PAVILLON LIBRE

MISE A PRIX : 300 000 F

plus le paiement d'une rente viagère de l'indemnité de cession de la somme de 120 000 F

M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9, 48, rue de Cléry, Tél. : 48-74-45-83

M^{re} Antoine CHEVREUIL, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée

Visites les 21 et 26 octobre 1987 de 15 h à 16 h.

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice d'Évry Rue des Mazures le MARDI 27 OCTOBRE 1987 à 14 h

PARCELLE DE TERRE à BRUNOY (91)

Cadastre section AC N° 72 pour 2 ha 22 a 60 m

Rue des Bessières et AC N° 233 pour 137 m² rue des Coris

ensemble et constructions y édifiées

MISE A PRIX : 8 000 000 F

Possibilité de baies en cas de non enchère du quart puis du tiers ou même de moitié.

Consignation indispensable. Pour tous renseignements

SCP AROUN TRUXILLÉ, avocats, 4, boulevard de l'Europe à ÉVRY

Tél. : 60-39-39-45 au greffe du trib. de gde inst. d'Évry

Vente sur saisie immobilière au palais de justice à Paris le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h 30 - UN LOT

UN APPARTEMENT DE 2 p. PRINC. à PARIS (8^e)

230-230 A, 232, rue du Fg-Saint-Honoré

au 1^{er} ét. cage d'accès n° 5 - CAVES et EMPLAC. de PARKING

MISE A PRIX : 500 000 F

S'ad. M^{re} Bailly, Guillot, Delmas, avocats associés à Paris (1^{er}), 18, rue Dufout

Tél. : 42-60-39-13 - Ts avocats pr. trib. de gde inst. de Paris

Sur les lieux pour visiter.

SI VOTRE IDÉE FIXE EST DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE VOICI DE QUOI AGGRAVER VOTRE CAS.

1 - Un réseau de 400 Points-Chances vous attend.

L'Opération Chances, c'est une mobilisation sans précédent de toutes les énergies, de toutes les compétences, pour vous aider à créer ou à reprendre une entreprise (Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres de Métiers, Comités d'Expansion Economique, Boutique de Gestion, réseau E.G.E.E, clubs des créateurs, plates-formes Initiatives, etc.).

Un exemple: l'Ordre des Experts Comptables met des comptables et des experts comptables volontaires et bénévoles à la disposition des candidats repreneurs ou créateurs d'entreprises.

2 - Maintenant, en moins de 5 jours, on peut créer son entreprise.

Les formalités sont simplifiées, les formulaires considérablement réduits. L'inscription administrative peut être bouclée en moins de 2 heures, et l'entreprise être créée juridiquement et administrativement en moins de cinq jours.

3 - Trouver les premiers capitaux, c'est aujourd'hui plus facile.

Deux mesures vous aident à mobiliser l'épargne pour la création de votre entreprise: depuis le 1^{er} Janvier, le particulier qui investit dans une société nouvelle peut déduire de ses revenus la perte subie en cas d'échec. Cette déduction est plafonnée à 200.000 francs par an pour les couples, à 100.000 francs pour les contribuables seuls.

Vos proches, vos parents, vos amis, pourront déduire jusqu'à 2.500 francs de leurs impôts sur le revenu s'ils investissent dans votre entreprise, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un club local d'investissement.

4 - Reprendre une entreprise, c'est aujourd'hui possible pour tous les entrepreneurs, même s'il n'en ont pas personnellement les moyens financiers.

Les prêts consentis pour la reprise d'une entreprise sont désormais traités fiscalement comme des dettes de l'entreprise, ils donnent donc lieu à des crédits d'impôts, qui couvrent jusqu'à 42 % des frais financiers de l'emprunt.

CHANCE
POUR ENTREPRENDRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES P & T ET DU TOURISME. MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES.
AGENCE NATIONALE POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES.

LISTE
DES POINTS CHANCES

MINITEL:
3615 CHANCESTEL
TÉL: 47.87.45.45

سكزا من الاجل

EXPOSITIONS

Au Centre Georges-Pompidou

Fontana, l'explorateur de l'espace

Un classique du vingtième siècle en une rétrospective bien faite, qui développe les aspects méconnus de l'œuvre.

On ne sait pas souvent grand-chose de Lucio Fontana sinon qu'il fut un pourfendeur de toiles à coups de cutter (et non de hache). Telle est sans doute la rançon d'un succès de scandale : oubliant la motivation du geste qui, en son temps, passa pour une nouvelle manifestation du désir d'en finir avec l'art, on ne retint souvent que la forme déconstruite de ce geste. On put alors lui trouver de l'élegance et pas tant de violence.

Ce qui est déjà bien, et ce qui est mieux, on lui attribua mille connotations sexuelles. Celles-ci sont apparues d'autant plus justifiées que la pratique de l'entaille chez Fontana était précédée d'autres violences : les perforations au poinçon. Entailles et perforations — fentes et trous — autorisent, on l'admettra en effet, bien des lectures perverses des grands monochromes rouges, blancs ou noirs aux dessous de gaze noire enl'aperçus dans l'entre-deux, et réductibles seulement à distance à un tracé de crayon, de plume ou de pinceau : quant à certaines béantes ententes à la surface splendide des tableaux tour à tour résistants et fondants, octueuse et froide, métallique et charnelle, on les trouvera encore moins ambiguës.

Mais qu'en est-il alors de cette insistance de l'artiste à placer systématiquement toute œuvre sous le label de « concept spatial », qu'il annonce à coups de manifestes autour de 1950 ? Si l'on admet la toile incisée comme simulacre d'un espace de conquête, ne peut-on l'admettre aussi et d'abord comme la célébration par le corps du tableau, d'une nouvelle conquête de l'espace, à la mesure de l'homme moderne ?

Ce sont les étapes de cette aventure artistique hors du commun, que se propose de montrer la rétrospective du Musée national d'art moderne. Elle aurait dû avoir lieu au

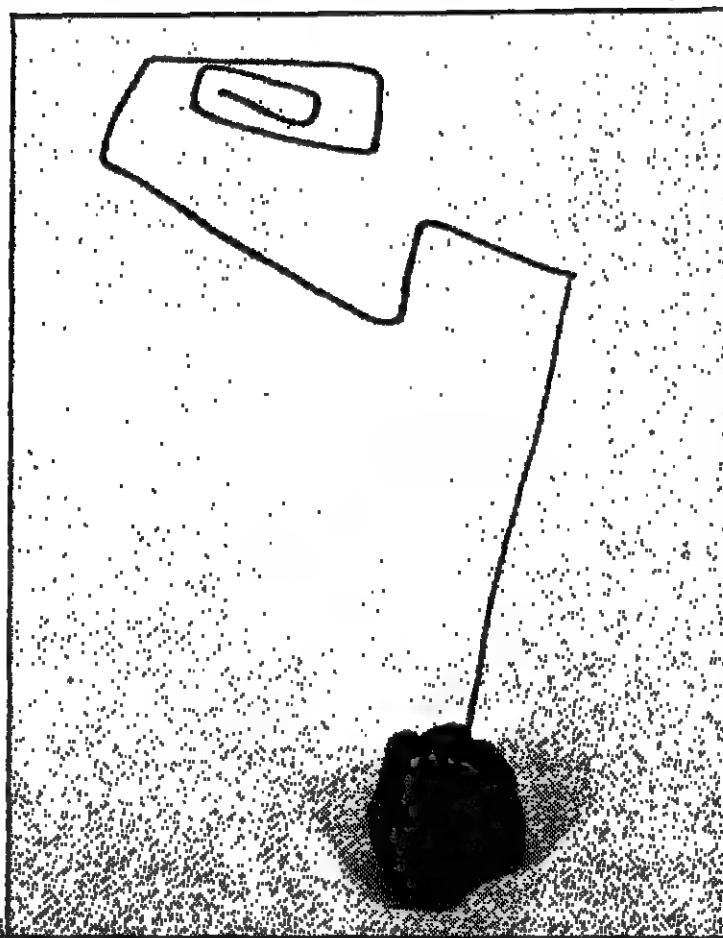
cinquième étage du Centre, là où les autres classiques du vingtième siècle — tels De Kooning, Matta, Pollock ou Klein, un voisin d'ambition de Fontana — ont été présentés, s'il n'y avait eu Le Corbusier pour l'occuper tout entier. Et Fontana de se retrouver, d'ailleurs fort bien installé, au troisième étage du musée, au lieu et place de la collection d'art contemporain, qu'on ne verra donc pas pendant trois mois. Les espaces sont chers à Beaubourg !

Une enfance argentine

Cette belle exposition, qui réunit quelques cent cinquante œuvres, peintures, sculptures, dessins et environnements, aurait du aussi avoir lieu plus tôt, si l'on avait tenu compte d'embûches de la donation de Teresa Fontana, la veuve de l'artiste, au musée en 1977 (sept tableaux et une quarantaine de dessins). Mais il est fort probable qu'on n'a rien perdu pour attendre, car il y a huit ou dix ans aurait-on osé montrer tous les aspects de l'œuvre comme on le fait aujourd'hui ? Aurait-on évoqué aussi largement la Fontana de l'entre-deux-guerres où tout se joue dans d'allégres passages de la statuette académique à la production de céramiques polychromes, de l'alimentaire à la recherche, et dans une Italie fortement marquée par les effets d'un retour à l'ordre, dans l'accumulation d'influences compliquées par les séjours en Argentine.

Car Fontana, issu de père italien émigré à Rosario, est né là-bas en 1899, y a vécu sa petite enfance, y est retourné pour y tenter sa chance en tant que sculpteur (formé à l'atelier paternel — une entreprise de monuments commémoratifs et funéraires), en est reparti n'y trouvant pas courtoisie à sa mesure, y est revenu encore pendant la seconde guerre mondiale, avant de se fixer définitivement en Italie où il est mort en 1968.

De ces années-là, on n'a souvent retenu que l'apparence de la modernité : l'adhésion de l'artiste au début des années 30 au mouvement abstrait, ses petites sculptures et ses tablettes de plâtre incisées et peintes, où il s'exerce à la construc-



«Sculptura Astrata» (1934)

tion dans l'espace de formes libres qui échappent comme celles de Arp, à la géométrie. Où il cherche à réduire les volumes à des feuilletés, à des sculptures bifaces dont l'une justement déjà est fendue.

Pourtant, en parallèle à cette production accompagnée de nombreux dessins — le papier sera toujours le lieu premier de la recherche — Fontana s'adonne à la céramique et à travers elle au modelage, s'y plait, trébuchant et déchiquetant les formes statées en assiettes de fruits, de papillons, de coquillages qui servent à peine habiles s'ils n'étaient signalés par la couleur et quelques traits gravés. C'est son côté Médardo Rosso klitch avec lequel il creuse le potentiel d'une matière en devenir.

reprend en main le matériau premier du sculpteur : la terre qu'il soumet à cuisson, à l'épreuve du feu.

On est surpris, comme on l'a été d'embellie par la grande statuette proposée en une première salle où règne l'esprit de la commande propre à satisfaire tout à la fois plusieurs maîtres comme Arturo Martini, Ernesto de Fiori ou Adolfo Wildt, dont Fontana suit les cours à l'academia Brera. Donc aucun.

Fontana a le goût des influences, il l'a reconnu, amassé. C'est un ludo qui cherche à s'insérer systématiquement dans la production de son temps, pour mieux s'en débarrasser, et qui s'essaye publiquement dans l'éclectisme figuratif de l'époque, quand en privé, sous le couvert de bibelots sans importance apparente, il approche un mode d'expression que l'on qualifiera après guerre d'informel, cela en toute connaissance de cause : et du baroque et de Boccioni le futuriste.

Manquer cette traversée, ce serait manquer en fait la moitié de l'œuvre et le suc qui alimente les multiples propositions du spatialiste avoué de l'après-guerre, après plusieurs années passées en Argentine à entretenir la flamme en compagnie de jeunes artistes revoltés des

contraintes culturelles apportées par le nouveau régime de Peron. Rien n'est montré de cette période, mais le retour est net : un pavé dans la mare, un bloc de magma noir pétrifié, posé au sol, une couronne de boules de plâtre peintes en noir, une figurine grumleuse, celle de l'«homme atomique». Elle sera bientôt suivie des premières perforations de papier, puis de toiles, nées d'une écriture automatique, génératrice de mouvement, de spectacles cosmiques, de constellations, d'événements sidéraux. Le champ de la prospection s'est élargi. Les trous sont là pour qu'on saisisse cette ouverture de l'espace au-delà du tableau, de la surface, à l'infini.

Complétant le travail entrepris jusqu'alors obscurément, Fontana s'adapte aux nouvelles mesures du monde en puisant l'énergie de la matière dans des moyens nouveaux. Le néon est un, les «ambiances spatiales» à la lumière noire en sont d'autres dont plusieurs, «historiques», ont été reconstituées. Le tableau de métal, ou de toile, perforé, encore un autre, où Fontana cultive des brillantes pluies cosmiques comme des diamants au milieu d'un noir de charbon ou les inscriptions dans les plaques d'argent des iconostases byzantines.

Il devient aussi magiste pour ses premières entailles, béantes celles-là. Matérialiste, il demeure pour continuer son investigation d'un lieu originel, du chaos initial, en de grands tableaux couleur de glaise, au moment où il balance au sol boules fendues et crevées. Avant de passer aux monochromes chargés de l'énergie de son «zip» et à l'affirmation d'un principe de vie sous la forme de toiles ovoïdales en plâtre rose ou verte de patisserie, trouées comme du gruyère, où l'ouverture sur le mur cette fois ne dit rien que «Fins de Dio» : la fin de Dieu, rappelle avec joie par ce matérialisme impénitent. Qui laisse derrière lui une œuvre d'explorateur assez ouverte pour permettre à d'autres de s'y engager.

GENEVÈVE BREERETTE.

* Centre Georges-Pompidou, entrée du musée, 3^e étage. Jusqu'au 11 janvier. Catalogue 416 pages.

ORCHESTRE AMADEUS

Roland DAUGAREIL

violin

Dir. : Manuel GREY

MOZART

Salle Gaveau

22 octobre à 20 h 30

Rens. : 45-63-20-30

FESTIVAL D'ART SACRÉ

MARDI 22 OCTOBRE, à 20 h 30

Église des Billettes

Musique religieuse du Togo

CHORALE DE L'UNIVERSITÉ DU BÉNIN

Places 75 F - Renseignements : 42-77-19-90

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

DES CONCERTOS ET SYMPHONIES DE

BEETHOVEN

DIRECTION : RUDOLF BARSHA

JEUDI 22 OCTOBRE 20 h 30

LYON 26 OCTOBRE 20 h 30

JEUDI 27 OCTOBRE 20 h 30

Symphonies n° 1 et 2 - Concerto n° 4
BRUNO LEONARDO GELBER, piano

Concerto n° 1 - Symphonie n° 3
JEREMY MENUJIN, piano

"Triple Concerto" op. 56 - Symphonie n° 5
JEAN-JACQUES KANTOROW, violon
MISHA MAISKY, violoncelle

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

SAMEDI 24 OCTOBRE 20 h 30

Concert sous l'égide de l'O.N.U.

PETER DONOHOE, piano

DIRECTION : MAREK JANOWSKI
HINDEMITH - RACHMANINOV - R. STRAUSS

MUSIQUE DE CHAMBRE

SAMEDI 31 OCTOBRE 15 h 00

DEZSO RANKI, piano - QUATUOR TAKACS
MOZART - CHOPIN - HAYDN - DURKÓ

LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE

RADIO FRANCE 42 30 15 16

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47 23 47 47

Radio France

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

| | | | |
|--|---|---|--|
| <p>PORT D'ORQUE</p> <p>Salle Pleyel</p> <p>19/20/21/22 et 23 octobre 87</p> <p>à 18 heures</p> <p>Entrée libre</p> <p>(45-63-20-30)</p> <p>(p.a. Mondial Musique)</p> | <p>CONCERT DE MUSIQUE ENREGISTRÉE</p> <p>GLENN GOULD</p> <p>BACH Variations Goldberg</p> <p>Piano YAMAHA</p> | <p>CONCERTS LA MOUREUX BERNEDE</p> <p>Dir. : Jean-Claude DUMAY</p> <p>Sol : Augustin MOUSSORSKY-RAVEL TCHAIKOWSKY</p> | <p>CONCERTS LA MOUREUX BERNEDE</p> <p>Dir. : Jean-Claude DUMAY</p> <p>Sol : Augustin MOUSSORSKY-RAVEL TCHAIKOWSKY</p> |
| <p>THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA</p> <p>SALLE FAVART</p> | <p>SEMAINE DE MUSIQUE DE CHAMBRE</p> <p>EN HOMMAGE AU QUATUOR AMADEUS</p> | <p>FREDERIC LODEON</p> <p>Violoncelle</p> <p>JOSE C. CORARELLI</p> <p>1^{er} Prix Concours PIANO LONG THBAUD 88 TCHAIKOWSKY, CHOPIN PROKOFIEV, BEETHOVEN</p> | <p>CONCERT MOZART</p> <p>avec les artistes de l'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA</p> <p>Dir. LOTHAR ZAGROSEK</p> |
| <p>Mardi 20 octobre 21 heures</p> <p>Mercredi 21 octobre 21 heures</p> <p>Vendredi 23 octobre 20 heures</p> <p>Samedi 24 octobre 21 heures</p> <p>(p.a. Valmécia)</p> <p>WERNER</p> | <p>QUATUOR CARMINA MOZART, BERG, HAYDN</p> <p>ENSEMBLE SQUENZA REGIS PASQUER HATTO BEYERLE JULIUS BENDER MEYHOVEN, SCHUBERT, MOZART</p> <p>QUATUOR ALBAN BERG ENSEMBLE AMADEUS BEETHOVEN, BRAHMS</p> <p>ENSEMBLE AMADEUS et G. PLUDERMACHER MOZART, BEETHOVEN, BRAHMS</p> | <p>THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA SALLE FAVART</p> <p>26 octobre à 20 heures (p.a. Valmécia)</p> <p>CHATELLET</p> <p>26 octobre à 20 h 30 (p.a. Valmécia)</p> <p>COMÉDIE des Champs-Élysées</p> <p>26 octobre à 20 h 30 (p.a. Valmécia)</p> <p>THÉÂTRE de l'ATHÉNÉE LOUIS JOUVET</p> <p>26 octobre à 20 h 30 (p.a. Valmécia)</p> <p>26 octobre à 20 h 30 (p.a. Valmécia)</p> <p>26 octobre à 20 h 30 (p.a. Valmécia)</p> | <p>26 octobre</p> <p>Andras Schiff, piano</p> <p>Bach</p> <p>28, 29 octobre</p> <p>Zubin Mehta, direction</p> <p>Roger Woodward, piano</p> <p>Messiaen, Xenakis, Mahler</p> <p>31 octobre à 16 h 30</p> <p>Zubin Mehta, direction</p> <p>Ivry Gitis, violon</p> <p>Bartok, Mahler</p> <p>4, 5 novembre</p> <p>Daniel Barenboim, direction</p> <p>Radu Lupu, piano</p> <p>Chœur de l'Orchestre de Paris</p> <p>Arthur Oldham, Chef de Chœur</p> <p>Beethoven, Schumann, Stravinsky</p> <p>6 novembre</p> <p>Daniel Barenboim, direction</p> <p>Chœur de l'Orchestre de Paris</p> <p>Arthur Oldham, Chef de Chœur</p> <p>Stravinsky, Tchaikovsky</p> <p>RENSEIGNEMENTS - LOCATION : SALLE PLEYEL - 45 63 07 96</p> |
| <p>CENTRE CULTUREL PORTUGAIS</p> <p>51, avenue des Nations</p> <p>T. : 47-20-56-54</p> <p>Jusq'</p> <p>22 OCTOBRE 20 h 45</p> <p>(p.a. Valmécia)</p> <p>ÉGLISE DES BILLETES</p> <p>24, rue des Archives</p> <p>Dimanche 25 octobre 17 heures</p> <p>(p.a. Kluge)</p> | <p>MARIA JOSE FALCAO</p> <p>Violoncelle</p> <p>PIERRE AEGERTER</p> <p>Piano</p> <p>PROKOFIEV, BEETHOVEN LOPEZ GRACA, BRAHMS</p> <p>Pierre ROULLIER</p> <p>Flûte</p> <p>Laurence CABEL</p> <p>Harpe</p> <p>Schubert - Chopin Spohr - Engelbrecht</p> | <p>LAGRANGE</p> <p>Soprano</p> <p>DALTON BALDWIN</p> <p>Piano</p> <p>FAURE, DUPARC BELLINI, STRAUSS</p> <p>SIEBE HENSTRA THIERRY SCHORR</p> <p>Clavier</p> <p>COUPERIN, J.-S. BACH</p> | |

THÉÂTRE

«L'Hurluberlu»
au Théâtre du Palais-Royal

Haine et conspiration

Jean Anouilh.
que l'on présente comme l'un de nos nouveaux «classiques».
a écrit cet Hurluberlu à la fin de la Quatrième République pour dire tout haut le mal qu'il pensait d'un système, d'une société, qu'il exérait manifestement.

Écoutons-le : Paris ? Des peintres abstraits, des péteristes, des communistes [...], tout cela très progressiste évidemment, tout ce que Paris a de charmant ; le débat ? Des idées sans penser, de l'argent sans suer, c'est une morale de ver [...]. Vous avez attrapé l'esprit du siècle. C'est une des rares maladies que les antibiotiques ne soignent pas : comment réagir ? La France est véreuse, je conspire. Tout cela et bien d'autres choses encore que l'on découvrirait tout au long de l'Hurluberlu — attaques contre le cinéma, le théâtre moderne (conversations abstruses autour d'un bidet), la nature humaine, les économistes, les politiciens (le conseiller général de gauche fait entrer là où il se trouve un «coursant d'air pur») est en soi difficilement supportable. Cela devient franchement odieux quand l'on s'aperçoit que ces invectives ne diffèrent en rien du discours gestualitaire de l'extrême droite française actuelle.

Une échappée vers l'enfance

Car Jean Anouilh qui, on l'a vu, ne fait pas ici dans la dentelle, ne manque pourtant pas toujours de finesse et habille son propos des artifices que lui permet sa parfaite maîtrise des ficelles de l'art dramatique. L'émotion, l'humour, quelques rares instants de tendresse, une échappée vers l'enfance et un peu de poésie sont autant d'instruments du grimoire de son texte. Enfin, en bon auteur, il a écrit un rôle principal énorme, même s'il est monstrueux, propre à faire vaciller n'importe quel comédien d'envergure qui sait bien, en le choisissant, qu'on ne verra que lui sur scène.

Après Paul Meurisse lors de la création en 1959, Michel Galabru n'a pas pu résister à incarner l'imbécile malheureux sous la direction de Gérard Vergez dont on ne comprend pas le plaisir qu'il confesse avoir pris à la lecture du texte. Comment ces deux-là se sont-ils laissés convaincre par le directeur du Palais-Royal, M. Jean-Michel Rouzière ? C'est un mystère dont on ne veut rien savoir.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre du Palais-Royal : à 20 h 30, du mardi au vendredi. Samedi à 17 h 30 et 21 heures. Matinée dimanche 15 heures. Tél. : 42-97-59-81.

ORCHESTRE SYMPHONIQUE NATIONAL

PAR LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

NATIONAL

D'ILE DE FRANCE

LE RÉGION ÎLE DE FRANCE

CONCERT D'OUVERTURE DE LA SAISON 1987-1988

Salle Pleyel

JEUDI 22 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 1 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 2 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 3 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 4 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 5 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 6 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 7 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 8 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 9 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 10 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 11 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 12 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 13 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 14 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 15 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 16 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 17 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 18 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 19 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 20 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 21 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 22 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 23 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 24 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 25 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 26 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 27 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 28 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 29 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 30 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 31 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 32 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 33 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 34 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 35 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 36 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 37 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 38 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 39 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 40 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 41 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 42 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 43 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 44 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 45 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 46 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 47 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 48 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 49 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 50 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 51 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 52 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 53 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 54 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 55 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 56 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 57 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 58 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : JACQUES MEUNIER

CHOPIN n° 59 - BEETHOVEN SYMPHONIE EN FA MAJEUR

JEUDI 27 OCTOBRE à 20 h 30

avec ALAN PLANES et ANNE-CHRISTINE DE LA MONTAGNE

Direction musicale : J

Culture

THÉÂTRE

« La petite chatte est morte », d'André Roussin

Arnolphe amoureux jusqu'au meurtre

La nouvelle pièce d'André Roussin sonne un peu comme un adieu à ses amours : le théâtre et Molière.

Les multitudes qui applaudissent, depuis près d'un demi-siècle, les pièces d'André Roussin, de la *Fetie Haute à la vie est courte*, en passant par *Nina, Bobosse* ou *Lorsque l'enfant parait*, espèrent de pied ferme que l'un de leurs auteurs préférés leur donnera encore de beaux spectacles. Et pourtant, comme s'il voulait tirer un trait sous toutes les œuvres qu'il a écrites, sous tous les succès qu'elles lui ont donnés, André Roussin nous présente aujourd'hui une pièce très étrange, qui sonne un peu comme un adieu au théâtre, parce qu'elle a le ton d'un « grand bonjour » au patron, à l'éternel fantôme. Celui de Molière. La pièce s'appelle *La petite chatte est morte*. Roussin imagine tout simplement qu'Arnolphe a assassiné Agnès, en l'étranglant de ses mains.

André Roussin voit dans *l'École des femmes*, entre autres choses, un avant tout, le portrait d'un jaloux. Mais d'un jaloux vraiment attentif, qui souffre affreusement. Il pense que l'instinct de meurtre est venu à Arnolphe à l'instant où Agnès lui a dit une chose particulièrement cruelle. Arnolphe venait de lui tenir un long discours de supplication pour essayer de la « reprendre », et Agnès lui a simplement répondu : « Tenez, tous vos discours ne me touchent point l'âme. Horace avec deux mots en ferait plus que vous. »

L'un des symptômes de la psychologie de la jalousie est le sentiment de dégradation. D'où l'opprobre : « Elle n'a pu fuir sans me couvrir de honte », dit Arnolphe. Autre symptôme : le séducteur est un diable (un « Satan », dit Arnolphe), qui ne cherche que son plaisir, qui va faire le malheur de la victime.

François Périer raconte qu'il assistait un jour, des coulisses, juste sur le côté de la scène, à *l'École des femmes*, jouée par Louis Jouvet. A son côté était assis le chien de Jouvet, qui était toujours là pendant les représentations, ne quittant pas son maître des yeux. Quand Jouvet sortait à la fin de l'acte V, en Arnolphe, le chien a tout perdu, il dit à son chien : « Je ne dors pas cher de ce petit couple-là. »

Arnolphe, c'est vrai, tout à sa jalousie, voit l'avenir d'Agnès sous un jour qui ne peut plus être. Il le dit dans la pièce, et Jouvet ne faisait que prolonger le texte même de Molière. « Je sais que pour punir son amour libéral, je n'ai qu'à laisser faire à son mauvais destin », dit Arnolphe, qui ajoute qu'il sera vengé d'Agnès « par elle-même ». Et Arnolphe a sans doute raison, puisque Molière a pris soin, dès le premier acte, de montrer le séducteur, Horace, sous un aspect peu attachant. « C'est un joli bijou », dit-il d'Agnès, et il emprunte de l'argent à Arnolphe d'une façon très cynique, disant que « le doux métal avance les conquêtes ». Il ne parle pas d'Agnès en amoureux sincère, mais en amoureux à la mode.

L'idée d'André Roussin est que Molière, écrivant des comédies, respectait jusqu'à la fin de ses derniers

actes le *sine qua non* de la comédie : la fin heureuse, c'est-à-dire, le plus souvent, un mariage. Mais que, pour ce faire, il coupait court au développement normal des événements qu'il met en jeu, et qui aurait conduit à des fins plus tragiques. Pourquoi Arnolphe, orienté par son délire de jalousie, ne tuerait-il pas Agnès, comme cela se produit parfois, ou souvent, dans le monde réel, non seulement afin d'arracher la femme qu'il aime aux bras d'un autre, mais aussi pour la soustraire à un avenir raté, sinistre ?

André Roussin fait passer Arnolphe aux Assises. Par l'entremise des interventions du procureur et de l'avocat de la défense, comme par une déclaration finale d'Arnolphe, il s'emploie à éclaircir plusieurs recoins de la pièce de Molière. C'est une seconde *Critique de l'école des femmes*, intelligente, claire, affectueuse.

Jean-Laurent Cochet est le meneur de jeu : il est à la fois Molière, l'avocat général, celui de la défense, il est aussi André Roussin ; il mime tout cela avec une parfaite aisance, à la fois avec son auditoire. Dominique Patruel est très bien en Arnolphe.

Cette pièce est sans prétention. Elle s'avoue un dérivatif, un amusement. Mais de beaucoup de tenue. Au Théâtre du Châtelet, pendant la nuit de Molière, tous les chefs de file du « grand » théâtre étaient là, et cependant cette soirée volait assez vite. Et puis il y eut un texte sobre, beau, vrai, enfin digne de Molière, et bien dit : c'était André Roussin.

MICHEL COURNOT.
* Salle Gaveau, 19 heures.

« La Mission », de Heiner Müller, à Créteil

Le grand cirque des révolutions

Par le Théâtre Varia de Bruxelles, un corps à corps violent et forain avec la Mission, de Heiner Müller. Souvenir d'une révolution trahie.

Un marin apporte une lettre, espérée par deux les uns et les autres par des révolutionnaires morts pour une mission trahie. L'histoire leur a fait des ennemis dans le des, Bonaparte/Napoléon a jugé la Convention, leur mandataire. Ainsi débute la pièce de Heiner Müller, *La Mission*. Puis les fantômes de cette mission trahie se présentent. Ils étaient trois : Galloude, le paysan de Bretagne ; Saporata, le Noir qui se bat pour les noirs ; Debousson, le riche héritier d'un propriétaire esclavagiste de la Jamaïque.

La Mission est complexe. Heiner Müller tresse un échec de sang, d'utopies, de trahisons. Il parle de la Révolution française, de toutes les révolutions. Écrite en 1979, inspirée d'une nouvelle d'Anna Seghers, *Lumière sur le globe*, la pièce parle en son titre. Souvenir d'une révolution. Elle est, comme le souvenir, faite de bribes et fragments, entrecoupée de dialogues, monologues.

Pas plus que Heiner Müller n'a écrit une œuvre, le grand cirque des révolutions, une parade menée sur un rythme haletant. D'où l'absence avec laquelle les personnages endossent leurs changements de peau. Bribes avec les anachronismes et les flash-back.

Il faut un tour de piste, puis partent se reposer dans leur loge. Héros impuissants, mais acteurs sans avies : quand vient leur tour de rentrer dans l'arène, ils se donnent avec violence au jeu de l'acteur. La boue glisse du formidable match qui oppose Galloude et Saporata. Danton (Robespierre). Elle n'écaboussera que les murs ; pas le smoking blanc impeccable de Debousson, le maître, l'ennemi d'une Marianne révolutionnaire alcoolique. Elle aux seins nus, mère réactionnaire, bref, tous les deux rôles d'ordinaire attribués aux femmes.

Les images sont fortes et directes : on sent le champagne sur une table de verre où semble se lever avec raffinement un Noir agitant, une blouse de cinéma à l'épave. Le long monologue où Heiner Müller donne soudain la parole à un « soi blanc » en lutte avec un assassin, le temps détraqué, une mission improbable confiée par un chef non moins improbable, est traité comme un mauvais rêve éveillé très réaliste. Les comédiens, Bernard Verbeke/Saporata, Marcel Delval/Galloude, fort comme un taureau, Debousson, le fin et ironique Luc Van Grundenbeck, et tous les autres, ne nous laissent pas une minute de répit. Avec arrogance, et défi, le théâtre fait un enfant dans le dos de l'histoire et des révolutions trahies. Mais celui-ci se souvient. Il est formidable et, bien sûr, étonnant.

ODILE QUIROT.
* La Mission à la Maison des arts de Créteil. Jusqu'au 6 novembre. Tél. : 48-99-94-50.

MAISON DES CULTURES DU MONDE

Pleins Feux sur le Japon

21 AU 24 OCTOBRE 20 H 30
25 OCTOBRE 17 H

THEATRE TENKEI GOKUJO
COMITE DE RELATIONS PUBLIQUES
MITSUI

101 BD RASPAIL 6°
TEL. 45 44 72 38 LOC. 45 44 41 42

OCTOBRE/NOVEMBRE

CARTÉ SPECTATEUR PERMANENT

3 SPECTACLES 150 F

MARIVAUX du 13 octobre au 29 novembre
LES ACTEURS DE BONNE FOI... LA MÉPRISE
ATELIER DE RECHERCHE ET DE RÉALISATION THÉÂTRALES
FONDATION DU THÉÂTRE - JACQUES TOJA JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

JOUVET du 20 octobre au 5 décembre
ELVIRE JOUVET 40
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JACQUES
AVEC PHILIPPE CLEVENOT, MOLÈRE 87 DU MEILLEUR COMÉDIEN
ET MARGA DE MEDEIROS...
PAR LA COMPAGNIE PARADIA
"UNE PRODUCTION THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG"

BECKETT du 13 octobre au 28 novembre
FRAGMENTS DE THÉÂTRE I et II
PAR JEAN-YVES CHATELAIN ET JEAN-CLAUDE LEGUAY...
COMPAGNIE LA BOÎTE À IMAGES

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE LOUIS JOUVET avec la participation de Alpha-FRAC
47.42.87.27

MUSIQUES

« Don Giovanni », par Anne Delbée, à Nantes

Tendresse et cruauté

Pour un metteur en scène, donner son interprétation de Don Giovanni est souvent une tentation irrésistible. Beaucoup s'y sont brûlés les ailes. A son tour, la claudélienne Anne Delbée s'y essaye à l'Opéra de Nantes.

Le sculpteur Jean-Pierre Regnaud a créé incontestablement pour ces représentations une juste atmosphère avec ce décor de structures transparentes suspendues et de parois réfléchissant les lumières des bougies, dans lequel trois éléments condensent l'esprit de l'œuvre : à gauche, un clavecin symbolise Mozart et les réticents qui font avancer le drame ; au centre, un vaste escalier à trois ressauts s'enfonce loin dans les palais du Commandeur et de Don Giovanni, où dans les dédales psychologiques ; à droite, la sculpture d'un géant, image de la mort qui ouvre et referme l'opéra, dominée par un cheval cabré.

Curieusement ce monument funéraire ne sera l'objet d'aucun respect, ni de la part de Don Giovanni, bien sûr, ni des autres : Elvire se suspend aux jambes du cheval et Ottavio chante *Il mio tesoro* debout sur le sommet ! Par ailleurs, ce superbe décor de sculpteur ne permet guère d'identifier les lieux divers de l'action, qui ne sont pas toujours une antichambre ou un cimetière, mais peu importe après tout pour une histoire si connue.

On ne s'étonne pas que les deux dominantes de ce spectacle soient en

scène par une femme soient la tendresse... et la cruauté. Anne Delbée a inventé maints gestes délicieux pour l'amour et la sensualité, ne craignant pas d'aller souvent fort loin, mais elle a outrepassé parfois les limites de la « perversité », dans les attitudes provocantes de Zerline vis-à-vis de Masetto, et surtout lorsqu'après la volée de coups de crosse qu'il a reçue, le jeune homme est obligé de ramper jusqu'à sa fiancée qui ne le regarde ni ne l'aide.

Il y a des invraisemblances plus graves et qui vont à l'encontre du livret ; c'est ainsi qu'Elvire, qui vient d'embrasser Don Giovanni à visage ouvert, sait parfaitement ce qu'elle fait en embrassant Leporello, sans chapeau, couché dans son lit... Ce qui rend absurde tant la scène de reconnaissance du sexteur que les manifestations violentes de son amour pour le libérin.

Les hurlements de Zerline

Bien d'autres jeux de scène sont incompréhensibles, en particulier dans le final : les cris d'effroi d'Elvire et de Leporello à la vue d'un pauvre éclair qui ne ressemble guère à la marche terrifiante de « l'homme de pierre » ; l'escalier qui s'illumine et Don Giovanni qui gravit les marches pour accueillir son bête, lequel arrive tout tranquillement par la coulisse côté jardin ! On le man de glace par laquelle le commandeur délègue son pouvoir atroce à un petit garçon à perruque poudrée. Citons encore, pour faire bonne mesure, pendant la fête, les hurlements de Zerline, bien en vue en haut de l'escalier, que Don Giovanni, disparu dans ses appartements, n'a nullement cherché à voir.

On se perd en conjectures sur tant de « notes à côté », tant d'erreurs évidentes et volontaires, qui n'ont pas l'excuse du surréalisme ou de la dérision. Tout cela est fort dommage dans une réalisation par ailleurs soignée, souvent pleine de charme et de subtilité.

D'autant que la distribution ne manque pas de qualité, avec un Don Giovanni jeune, très pressant avec toutes les dames, et assez satanique, à la voix joliment timbrée, enjouée ou brutale (Boris Martinovic), un Leporello surprenant, assez distancé, gominé, très Al Capone (Michele Pertusa), le parfait Ottavio de Jérôme Frénet, le délicieux Masetto de Jean-François Gardel, qui ne méritait pas tant d'avanies, enfin le Commandeur de Jean-Jacques Cubaynes à la voix de marbre comme on n'en entend plus guère.

Côté dames, Mariette Kemmer incarnait une Elvire déchirée et fort ardente, belle voix frémissante et tendue, dans de somptueuses robes d'Érik Mortensen, un peu ridicules, tandis que Colette Alliot-Lagaz décollait de grâce et de velours rieur son personnage de Zerline quelques peu sadique.

Toujours très sûr, Marc Soustrot dirige fort bien la représentation avec l'Orchestre des Pays de la Loire, d'une qualité tout à fait honorable, même si l'interprétation un peu trop calme et prévue pénalisait parfois à retrouver son souffle. Mais le deuxième acte s'élevait progressivement à une vérité dramatique digne de Mozart.

JACQUES LONGCHAMPT.

MODE

Le carrosse et la citrouille

« Hier, j'avais soixante-cinq ans ; aujourd'hui, j'en ai soixante-dix. » Cette semaine, le pré-Portier des couturiers a bien du mal à s'imposer auprès des rédactrices de mode. Ah ! qu'il est mornie le paysage du vieux chic parisien. Car, après les fastes des collections de haute couture, les « grands » semblent très fatigués. En juillet, ils ouvraient les portes de l'exception, drapant la soie, le taffetas, « orlévaient » les velours d'arabesques et de dorures. Trois mois plus tard, on mange les restes, ce qui, paré-il, se fait beaucoup chez les gens très snobs. En attendant, le carrosse est redevenu citrouille.

Que découvrez-vous ? Des bouts de rêve éparpillés ici et là, des écussons des fanions, des volants de coton, des couleurs de bonbons sucrés, bref des amuse-gueule congelés. « Le charme se voit », annonce le texte de presse de Balmain. On est d'accord. Alors, pourquoi ces années 70 ?

Les couturiers affinent leur stratégie commerciale : à l'image des Italiens comme Armani, ils multi-

plient les lignes diffusion (Givenchy Life) ou haut de gamme (Ivoire de Balmain, Balenciaga, Cardin Prestige). La force semble désormais appartenir à ceux qui évoluent sans se recopier ni proposer une version abâtardie haute couture. Le stylistes de Dior donne une leçon magistrale d'élégance avec ses tailleurs masculin-féminin, ses robes portefeuille drapées : ses trench, rien à redire. Là, c'était du Bohem bohémisme.

Chez Chanel, Karl Lagerfeld ruse avec les « separates », les jolies blouses de lin blanc à dentelle croquet, la maille aux couleurs de tranchée napolitaine, les chemisiers de soie cravatés, les tee-shirts à sigle, les accessoires en vieux-tu, en voilà : mini-sacs coco transparents, clips-cœur, ceinturons à boucles carrées et dorées, broches camélia. « Pour-quoi tant de fleurs ? », lui demandait une journaliste américaine après le défilé. « Parce que c'est la saison », répondit-il.

LAURENCE RENAIH.

18h30

MAURANE

27.30.31 octobre

DEDÉ SAINT-PIERRE

AVEC AVAN VAN MAILLIQUE

28.29 octobre

MINT JULEPS

grande-bretagne
6 VOIX A CAPELLA

PRIX 52 F
2 PL DU CHATELET
42 74 22 77

THEATRE

Y-A BON TILLY. LE MATIN

Un nouveau ton de théâtre
acide, voyeur, cruel et rigolo.

LE NOUVEL OBS

J.P. Roussillon étourdissant
de férocité et de cocasserie.

FIGARO MAGAZINE

PARIS VILLETTE 42 02 02 98

Christian Lacroix

Il y a les bouillonnés inimitables, incroyablement nets de lignes, qui dégagent haut les longues jambes. Les jupes boules rayées, striées noir et blanc. Il y a celles à pois, à fleurs, à roses. Du rose plein de gaieté, et des soies lisses. Avec de la chantilly et des nœuds tourmentés.

Et puis les robes encore plus courtes parce qu'évasées, avec des formes à paniers Marie-Antoinette, accompagnées de corsets. Quand les bustes ne sont pas très ajustés, la taille se cache derrière des pans qui font comme un châte croisé sur les épaules nues. Des robes pour songeuses, languides, aliénées. Douceur d'aimer plus le piquant d'un sourire ambigu.

C'est la première collection prêt-à-porter Christian Lacroix placée sous le signe du luxe. Adaptation de la haute couture à un rêve : et si j'étais prête à porter du Christian Lacroix ?

C. G.

سكزا من الامل

Communication

Télévisions privées

Le krach du « mieux-disant culturel »

Que sont devenues les promesses des télévisions privées à la CNCL ? Sociétés d'auteurs, producteurs, syndicats d'artistes-interprètes ont réclamé la mise en œuvre de la loi relative à l'audiovisuel n'a pas relâché la création.

« Moi, je n'ai pas peur de dire que la télévision française est en train de devenir une des meilleures d'Europe », vient d'affirmer M. François Léotard au Journal du dimanche. Profession de foi d'autant plus courageuse que l'actualité récente s'acharne à démentir l'optimisme du ministre de la culture et de la communication.

Interrogé par BVA fin septembre, 51 % des téléspectateurs considèrent que la qualité de la télévision a plutôt baissé. Les professionnels de cinéma partent en guerre contre l'inflation de films sur le petit écran, qui masque la pénurie des programmes et vide les salles. Les producteurs de séries et de feuilletons attendent toujours la relance, tant de fois promise, de la création. La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) dénonce « le malaise général et la crise profonde » qui sévit dans l'audiovisuel. L'ensemble des producteurs d'artistes-interprètes tirent la sonnette d'alarme et mobilisent leurs adhérents pour la fin du mois. Les deux professionnels de la télévision qui siègent à la CNCL, M. Daisy de Galard et M. Pierre Sabbagh, ne se privent pas de souligner la pauvreté du petit écran. Même le nouveau ministre délégué à la communication, M. André Santini, avoue, à Cannes, que « la France n'a pas encore développé une véritable politique de programmes de télévision ».

Peut-on avoir raison contre toute une profession ? Un an après la promulgation de la loi sur l'audiovisuel, force est de constater que la « révolution audiovisuelle française » de M. Léotard tarde à porter ses fruits. Le pari du ministre de la culture et de la communication était simple : la teneur publique avait approuvé la télévision ; l'initiative privée, caudée par les cahiers des charges, allait dynamiser la production. Hélas ! la logique libérale n'a pas fait bon ménage avec le « mieux-disant culturel ».

Une crise de la création

Pour obtenir leurs chaînes, les nouveaux propriétaires de TF 1, de la 5 et de M 6 ont beaucoup promis : diffusion majoritaire d'œuvres originales françaises, effort financier pour la production d'œuvres de fiction, de documents de création ou de dessins animés. Certes, il est trop tôt pour faire un bilan : les opérateurs ont encore plus de deux mois pour faire leurs preuves. Mais il semble déjà que les cahiers des charges auront du mal à être respectés. Juste avant que l'ordinateur de la CNCL chargé de compiler les programmes ne tombe malencontreusement en panne, la 5 avait diffusé, pour les six premiers mois de sa nouvelle existence, 114 séries étrangères sur 135, 40 téléfilms américains sur 58 et 35 dessins animés « made in Hollywood » sur 37. Il est vrai que la chaîne de M. Robert Hersant a un peu rétabli depuis l'équilibre en programmation... les vieux feuilletons du service public.

La situation est à peine plus glorieuse sur TF 1 et sur M 6. On dénombre, en septembre, sur la Une, 12 séries américaines contre 10 feuilletons ou téléfilms européens. Le même mois, la sixième chaîne affichait 14 séries américaines et 2 feuilletons européens. Même dérive sur le cinéma : d'après les calculs de la SACD, la nouvelle 5 n'a programmé que 39 % de films français et M 6, 37 %. Seule TF 1, avec 73 % de films nationaux, respecte largement ses obligations depuis le mois d'avril.

« La phase de transition est difficile, plaident en chœur les chaînes privées, laissez-nous le temps de produire pour remplir nos grilles de programmes originaux. » L'année, c'est que les producteurs d'œuvres de fiction ne voient pas venir la manne promise. La 5 a suspendu ses commandes à l'annonce de ses difficultés financières. M 6 se manifeste à peine et TF 1 travaille en priorité avec la Société française de production, sa filiale, qui accuse pourtant une baisse de 30 % de ses activités.

Le personnel de RMC suspend sa grève... Le personnel de Radio Monte-Carlo (RMC) a suspendu, le lundi 19 octobre, en assemblée générale, son mot d'ordre de grève prévu pour le lendemain. Mais les salariés de l'entreprise ont décidé de maintenir leur grève, selon un communiqué de l'intersyndicale, tant que « dureront les discussions et les négociations (...) avec la direction sur les plans de relance et de restructuration du groupe RMC-TMC » (Le Monde du 16 octobre).

L'essentiel des commandes provient des chaînes publiques, d'Antenne 2 en particulier.

La direction des programmes audiovisuels du Centre national du cinéma note aussi un tassement alarmant des activités de production. Le compte de sociétés, qui accorde une aide automatique à tous les producteurs, n'a enregistré depuis le début de l'année que vingt-cinq demandes portant sur une centaine d'heures de fiction, contre 344 heures pour l'année 1986.

On est donc loin des promesses faites au printemps devant la CNCL. A tel point que son président, M. Gabriel de Broglie, a récemment rendu une visite discrète au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. La haute juridiction administrative serait-elle prête, comme le loi ly autorise, à agir en référé contre les chaînes fautive et à les mettre à l'amende ? Au Conseil d'Etat, on juge l'affaire embarrassante, et on hésite à s'engager dans des procédures habituellement réservées au pouvoir judiciaire.

Surescènes politiques

C'est toute la construction libérale de M. Léotard qui se lézarde. La concurrence entre les chaînes, qui devait stimuler la création, a surtout déclenché l'inflation galopante

du salaire des stars, du prix des films ou du coût des manifestations sportives. Une inflation qui laisse aux opérateurs peu de ressources pour financer la production de séries, de feuilletons ou de téléfilms. La CNCL, qui devait servir d'arbitre entre les lois du marché et les objectifs du « mieux-disant culturel », est trop contesté de l'intérieur comme de l'extérieur pour assurer son autorité. Enfin, les sanctions judiciaires, garde-fou essentiel de tout libéralisme, risquent de rester fort symboliques.

Pour le téléspectateur, la « révolution » annoncée par le ministre de la culture et de la communication se trouve réduite à peu de chose : l'avalanche de messages publicitaires interrompant les émissions, l'éviction brutale de Michel Polac et l'étrange vœu-cient des vedettes entre les six chaînes.

L'échec est trop sensible pour ne pas avoir de conséquences politiques. Les dirigeants du Parti socialiste ont déjà fait savoir que la crise de l'audiovisuel serait un des thèmes de leur campagne pour l'élection présidentielle. Les barbares, plus discrets, songent aussi à remanier la législation. Même s'ils sont les des changements répétés de réglementation, une grande partie des professionnels du petit écran souhaitent aujourd'hui qu'on remette de l'ordre dans la maison.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Contre la concurrence québécoise

Les entreprises de doublage en grève illimitée

La télévision sans Dallas ou Dynastie ? « JR », privé de la voix de Dominique Paturel et Columbo de celle de Serge Sauvion ? Ce n'est pas de la politique-fiction ! Les deux mille professionnels français du doublage et de la post-synchronisation sont en grève illimitée depuis le lundi 19 octobre. Un mouvement lancé par le Syndicat français des artistes-interprètes CGT, aussitôt rejoint par le Sydas-CDFT, le SNLA-FO ainsi que par la chambre syndicale patronale. Par solidarité, cette dernière refuse de livrer les versions déjà doublées aux chaînes de télévision qui n'ont en moyenne qu'une petite dizaine de jours de stocks d'avance.

Un mouvement exceptionnel donc. La profession prospère jusqu'ici, à l'abri d'une réglementation particulièrement protectionniste tant pour le cinéma que pour la télévision. Un décret du 18 janvier 1961 interdit d'abord à tout film doublé en dehors de la Communauté européenne d'être diffusé sur les écrans français (en lui refusant la délivrance d'un visa d'exploitation). Et un accord parallèle — obtenu après dix-sept jours de grève — existe pour la télévision depuis le 1^{er} janvier 1978, qui interdit aux trois pro-

mières chaînes de diffuser plus de quarante-deux heures d'émissions doublées au Québec, grand concurrent des entreprises françaises sur ce marché. Accord reconduit jusqu'à la fin de l'année par TFI privatisée, mais que ni Canal Plus, la 5, M 6 et la future SEPT n'ont encore ratifié.

Ce sont ces deux verrous que la profession craint de voir sauter. Le 2 septembre dernier, en effet, lors du dernier sommet des pays francophones, M. François Léotard acceptait d'ouvrir 20 % du marché français à l'industrie québécoise du doublage. Fureur des professionnels de l'Hexagone qui n'avaient pas été consultés et qui se sont sentis, selon l'un des grands du secteur, M. Michel Gast, « indirectement livrés à la concurrence américaine ». Fureur et premier recul du ministre de la culture et de la communication puisque, le 14 octobre dernier, celui-ci propose de limiter l'ouverture du marché français à 10 % pendant la période « probatoire » de deux ans. La concession n'y change rien, c'est la grève.

« Méfions-nous des législations trop protectionnistes qui nous empêcheraient de bénéficier d'une réciprocité utile pour

conquérir le marché nord-américain », dit-on au ministère de la culture et de la communication. Une profession de foi libérale qui rencontre le scepticisme des professionnels. « Réciprocité ? Cela ne veut rien dire », réplique ainsi M. Gast. Les seuls films français à avoir du succès aux Etats-Unis, sont en... version originale ! Et cet adhérent de la chambre syndicale patronale de dénoncer, comme ses pairs, l'incoherence d'une politique gouvernementale qui a subventionné leurs investissements ces dernières années pour ensuite, leur retirer leurs débouchés.

« Pour nous, c'est une question de survie », renchérit le comédien Daniel Gall. Le cinéma va mal, le théâtre aussi. Quant à la fiction télévisée, elle s'effondre. Le doublage est notre seule garantie contre le chômage. Les artistes-interprètes n'ont-ils pas perdu 50 % de leurs journées de travail en cinq ans (60 000 journées en 1981 contre 32 000 en 1986) ?

Une entrevue à la CNCL n'ayant débouché sur rien — le conflit n'entre pas dans les compétences de la commission — la balle est donc dans le camp de M. Léotard.

PIERRE-ANGEL GAY.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Un but à zéro

1 Les vieux P.P.

Un soir, je ne me souviens plus très bien si c'était à la Mutualité ou chez Françoise Sagan, Michel Polac me dit d'un air goguenard, en tirant sur sa bouffarde : « Au fond, je crois que vous ne m'aimez pas, Frank ? » — « Qu'alliez-vous donc chercher, mon ami ! ». Sans parler d'amour là où il n'a vraiment que faire, et me prêtant des sentiments qui étaient peut-être les siens, Michel Polac n'avait pas tout à fait tort. Je ne l'appréciais pas autant que sa réputation, la force de ses convictions l'auraient exigé. Depuis le samedi 10 octobre, où j'ai lu dans le Fig. Mag. l'entretien capital qu'il a eu avec le directeur de cette publication dans la belle propriété qu'il possède à la fin de la rue de la République, je crois savoir le pourquoi de cette réticence. J'aimais mieux Polac, s'il ne ressemblait pas tant à Pauwels et — qui sait ? — davantage Pauwels s'il n'était pas le frère jumeau de Polac !

Ces cinq pages de châtiments et de mamours que se font nos deux braves P.P. avec photos à l'appui — tasses de café, candeur, fautes de plume, superbes tapissures, livres d'art, tout de propriétaire, rien ne manquait pour donner de la chaleur à ces retrouvailles — m'ont convaincu d'une chose : de l'extraordinaire générosité de Robert Hersant envers son personnel. Tant de papier gaspillé, d'arbres abattus, pour célébrer cette réconciliation, certes intéressante, mais qui n'a tout de même pas la dimension historique de la rencontre entre Begin et Sadate, Nixon et Mao, Chamberlain et Hitler, montrant à quel point le patron du Figaro et de la 5^e chaîne est soucieux du confort intellectuel de ses employés.

Le dialogue étant au niveau des prestations auxquelles nos deux chefs Popos nous avaient habitués. Je sais que vous en avez déjà lu des extraits, mais, avec le temps, leur saveur me semble encore plus forte : Po 1 : « Maintenant on se voit (en silence). Cela prouve que les hommes ne sont pas si simples qu'ils paraissent en public. » Po 2 : « Moi aussi. » Po 1 : « Nous sommes des copains autruche (beaucoup de choses nous ont séparés). C'est la réalité de la vie. Tu te reconnais dans l'image que tu es donnée de toi ? » Po 2 : « Tout entier, sûrement pas. » Po 1 : « J'ai été consterné par l'image que les journalistes (...) donnaient d'eux et de leur profession : agités, excessifs, partieux, méchants, brailards et légers... Hors du cadre de ton émission, ils valaient mieux que ça... » Po 2 : « Je ne me connais pas beaucoup avant de les inviter à mon émission. » Po 1 : « On ne vient pas dire qu'on est innocent quand on a été accusé devant des millions de téléspectateurs d'avoir volé la tour Eiffel. » Po 2 (sur un ton de plus en plus lamentable) : « (...) Pour ce qui est de l'injure, où commence-t-elle, où s'arrête-t-elle ? Je ne sais pas. Je n'ai jamais eu le sentiment d'injurier quiconque. Certains ont pu penser le contraire. »

Po 1 : « (...) Pour beaucoup, dont moi, tu étais attractif par répulsion (...), tu m'as profondément maltraité. » Po 2, relevant la tête : « C'était le cri des sans-paroles. Toute ma vie, j'ai été choqué par le double langage du jeu social, le respect des apparences. » En toute franchise, il m'est difficile de vous dire lequel des deux Po, pour reprendre un dada qui est cher au Fig. Mag., a le quotient intellectuel le plus élevé. Pauwels m'est apparu le plus à l'aise, mais c'est normal. Il est chez lui, dans sa maison, dans son journal, il a un bon poste de direction, et, si jamais il était, à Dieu ne plaise, renvoyé à ses chères études, il toucherait des indemnités que je préfère ne pas chif-

frer. Ses livres sont des best-sellers. Ses idées sont au pouvoir. Il est calme, dominant, il a la revanche seraine.

Il pardonne à Polac ses outrances passées. Il se souvient avec émotion, tendresse, du petit Michel d'autrefois qui s'entretenait avec Pierre Sheffer de philosophie, de vie intérieure et de Gurdjieff, « qui fut, nous dit Pauwels, un Socrate barbare et dont l'enseignement de possession de soi a influencé toute mon existence ». C'est extraordinaire, la réalité dépasse la fiction, justement ce soir-là quand Polac parlait de vie intérieure, vous n'avez pas le croire, il pensait précisément à son ami Pauwels et que ça serait tout plein chouette si celui-ci l'écoutait, le regardait.

Dans la nouvelle télévision qui s'ébauche à tisons, celle de Bouyges et de Berlusconi, où M. H. Han, le PDG de la 3^e chaîne, me fait l'effet, par contraste, d'un singe, cette télévision avec son mieux — disant — culturel, son toujours-plus-de-pensée-des-profondeurs, Polac, avec le soutien de son pote Pauwels, voudrait réaliser des émissions sur les questions essentielles, « celles qui concernent le fond de l'être », déplorant que l'on se contente trop souvent d'un subterfuge et de l'entendement. A la fin de ces cinq pages d'entretiens serrés, il est clair que Pauwels est l'ange céleste dans sa plénitude et son harmonie et Polac, dans sa malfacon de Pauwels, l'ange déchu. Ces deux frères ennemis en apparence sont les deux pôles d'un même sismant ! Aux dernières nouvelles, Louis Pauwels dans sa bêtise aurait engagé Michel Polac comme jardinier et garde-chasse de sa propriété normande, en attendant des jours meilleurs, mais il aurait sûrement offensé Marie-Claire Pauwels, directrice de la rédaction du Magazine des valeurs sûres, de trop s'approcher de Michel quand il taillait les arbres ou les buissons.

2 Sont-ils sympas ?

Ne voulant pas être tenu à l'écart de ce concert océanique, j'ai lu avec beaucoup de sympathie dans le dernier numéro de l'Événement du jeudi, consacré à l'antisémitisme en France, ce que disait Pauwels sur cette question. Pour Pauwels, qui s'en félicite, jamais l'antisémitisme dans notre pays n'a été aussi flagrant. Tel est bien mon avis. Et Pauwels d'ajouter qu'il subsiste les traces d'un antisémitisme populaire et, citant son ami juif disparu, Bergier, « que toute population contient 5 % de cons défectifs ». J'ajouterais que cet antisémitisme a du mérite d'être si mou, tant il est sollicité, questionné avec une ardeur qu'il ne mérite pourtant pas.

Si l'on me demandait pour un oui ou pour un non si je ne suis pas antisémite, ce que cachent mes dénégations, si l'on me disait qu'il n'y a pas de honte à avouer ce que l'on est, que l'antisémitisme est certes une plaie mais si naturelle, qu'un peu de franchise est le premier pas vers la guérison, à la fin je ne sais pas si, pour contenter les instituteurs de sondage, je ne répondrais pas, de guerre lasse : « Oui, oui, je le suis un peu... »

Il faut bien tout le sérieux du sujet pour oublier la bouffonnerie des questions. Imagine-t-on une personne à table, en train de taper sa soupe, et qui se voit demander à brûle-pourpoint : « Votre voisin de droite est juif. Est-ce que cela suscite en vous de la sympathie, de l'antipathie ou rien du tout ? » Tant qu'on y était, on pouvait pousser le ridicule jusqu'à demander à notre homme s'il préférait

un juif sympathique à un juif antipathique, un juif basé à un juif, un riche à un pauvre ! Dans l'épreuve n° 2 il y a beaucoup d'injustes. Les sondés doivent dire s'ils considèrent comme aussi français qu'eux : un Alsacien, un Breton, un Antillais, un juif, un Corse, un pied-noir et un protestant. Et dans quel ordre ? Hélas, on fait-on alors des Tourangeaux, des Lorrains, des Picards et des orthodoxes ? J'aurais souhaité aussi que dans ce sondage exclusif l'on ait demandé aux intéressés en personne, c'est-à-dire aux juifs, s'ils se considéraient comme aussi français que leurs compatriotes. Ou moins. Ou plus. S'ils avaient de la sympathie les uns pour les autres (je veux dire, les juifs pour les juifs).

S'ils trouvaient (la question est posée) qu'ils étaient particulièrement nombreux dans telle ou telle profession. Et si c'était une bonne ou une mauvaise chose qu'ils le soient. Après tout, comme je l'ai souvent dit, les vraies personnes qui pourraient être antisémites, ce sont, à la rigueur, les juifs, puisque ce sont les seuls à avoir subi les inconvénients de l'être. Je parle sérieusement. Aucun de nos partis politiques représentés au Parlement n'ayant inscrit la question juive ou un statut des juifs à son programme, je vois mal pourquoi nous devrions nous inquiéter de l'antisémitisme en France, l'antisémitisme ou ce qui tourne autour relève aujourd'hui de l'imaginaire ou de l'histoire.

C'est une source d'inspiration qui veut ce que valent ceux qui en sont possédés et qui ve du graffiti des pistolets à d'éventuels chefs d'œuvre. M. Le Pen, qui ne bénéficie d'aucune lumière sur la question, qui n'est — cela va de soi, mais il est bon de le répéter — pas plus ni moins français que vous et moi, qui fait seulement commerce et bénéfices de l'être, de ce qui n'est pas la même chose, n'a jamais proposé, à ma connaissance, de rétablir un commissariat aux questions juives s'il arrivait démocratiquement au pouvoir. A l'écouter, dans les années 40, il aurait même en Bretagne lutté contre l'occupant nazi. Il tend aujourd'hui une main fraternelle aux juifs français : libre à eux de ne pas la lui serrer !

3 Barbara Skelton.

Nos éditeurs, qui sont des hommes intrépides, n'hésitent pas, malgré les dangers qu'ils encourrent, à se rendre chaque année au mois d'octobre à la Foire du livre de Francfort pour tenter de vendre nos renseignements et acheter, sans léser sur la dépense, les livres étrangers qu'ils auraient refusés s'ils avaient été écrits en français. A force de manger dans la ville qui vit mieux les premiers Rothschild des choses innombrables recouvertes d'une saucisse brune, les malheureux ont perdu le peu de goût qu'ils avaient. Je suis heureux de leur signaler que, sans prendre des risques inutiles, ils peuvent acheter les yeux fermés sans se tromper, de Barbara Skelton (Hamish Hamilton, 130 F).

C'est le premier tome des Mémoires d'une des femmes les plus drôles que je connaisse. Qu'elle parle de Farouk, de son mari Cyril Connolly, de ses séjours en Inde, de l'espion Maclean, d'Italia, d'une visite d'Evelyn Waugh, de sa vie dans un « cottage » anglais, de M. Georges Boris, qui fut l'émancipation grise, le directeur du cabinet de Blum, de de Gaulle et de Mendès France, c'est avec tant de naturel, de franchise et de réserve que nous nous détendons. La critique anglaise ne s'y est pas trompée, qui a transformé par ses louanges en best-seller ce livre d'un amateur.

Télévisions locales

Quatre projets pour la Martinique

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Le vice-président du conseil régional de la Martinique, M. Camille Tardieu (Union de la gauche) a ouvert, le 13 octobre, en présence de la presse, le pli adressé par la CNCL et contenant les quatre dossiers de candidature pour la création d'une télévision privée en Martinique. Le conseil régional doit donner un avis consultatif avant le 7 novembre.

Le premier dossier, mince, peu détaillé et anonyme, semble être là pour faire nombre. Il prévoit, à partir d'un capital de 10 000 francs un investissement de 9,6 millions de francs. Il n'a pour lui que son accord avec TDF pour la diffusion du programme et un nom séduisant aux relents épiques : Canal TV.

Le deuxième émane d'une société Scetau au capital de 5 millions de francs, domiciliée à Paris. Elle est dirigée par M. Claude Genest et M. Corinne Posteyan qui, avec MM. Bourdin et Porcher et « des investisseurs institutionnels » détient 50 % du capital. Pour 48 % il serait fait appel à l'épargne populaire, le reste étant « offert à des associations humanitaires ». La SETEM se présente comme une initiative fondamentalement martiniquaise.

Le projet « Télé 86 Kay » (« Télé chez nous », traduit du créole) est présenté par la société locale Electro Gib déjà sous-traitante de TDF et des télécommunications. Pour la réalisation de ses programmes, elle s'appuierait sur le service municipal d'action culturelle de Fort-de-France, dirigé par Jean-Paul Césaire, fils d'Aimé Césaire, député-maire de Fort-de-France et président du conseil régional. C'est donc, des quatre candidats, l'enfant chéri de la région, le plus proche de sa politique de promotion culturelle.

Les auteurs du quatrième projet, Télé-Sud (Société caribéenne de télécommunication) assurent réunir dans le capital de celle-ci des chefs d'entreprise et des personnalités socioprofessionnelles « qui représentent plus de 75 % des chiffres d'affaires réalisés en Martinique ». On trouve en effet dans ce projet un capital de 5 millions de francs bon nombre de « gros patrons » de l'île — généralement blancs, créoles ou « upper middle class », proches de la majorité. Deux des actionnaires sont à la tête de la fédération départementale du RPR, M. Van Mompalair et son frère, Ralph, directeur général.

DOMINIQUE ETIENNE.

30 septembre - 14 novembre

Francis Bacon

Peintures

Galerie Lelong
13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e

théât

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA LOCANDIERA, Ambroise, Théâtre de la Commune (48-34-67-67), 20 h 30.
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR, Molière, Théâtre 71 (46-35-43-45), 20 h 30.
DERNIERS CHIAGRINS, Amadeus, Paris (46-46-42-17), 20 h 30.
LE RAISER DE LA FEMME ARABE, Studio des Champs-Élysées (47-23-35-10), 21 h.
PIANO PIANISSIMO, Palais des glaces (46-07-46-93), 19 h.
Y A BON BAMBINO, Paris-Villeto (42-02-02-68), 21 h.
BRUMMEL A CAEN, TBR (46-03-60-44), 20 h 30.
CYTEMESTRE, Bastille (43-57-44-16), 20 h 30.
CHIMES DE CŒUR, Poitiers (42-61-44-16), 20 h 30.
SEMAINE DU JEUNE THÉÂTRE, Théâtre d'Orge, CC (60-84-38-68), 19 h 25.
LA DESPUTÉ, Rancière (42-58-64-4), 19 h.
ELVIRE/TOUVET, Athénée (47-42-67-81), 18 h 30.

Les salles subventionnées

CONJUGES FRANÇAIS (40-15-00-15), 20 h 30 : Dialogues des Comédiens ; à la salle Richelieu ; 20 h 30 : Polytechnique ; Théâtre Montparnasse, Grande Salle ; 21 h : Antirrhin horizons ; Paris-Montparnasse, 21 h, C'est hier.
CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Glanville 20 h 30 : le Chat botté (spectacle de marionnettes indiennes pour tout public).
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Brève d'amour d'un baltique ; 20 h 30 : UGC Odéon, 19 h : Entre passions et prière.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Réclat Barbara ; 20 h 30 : Réclat 4 scènes de tradition populaire en langue bretonne (concerts).
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45, Bast : Dans la jungle des villes.
CARRÉ SILVIA, Montfort (43-51-28-34), 20 h 30, Iphigénie.

Les autres salles

AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 30 : Dernier chagrin.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 45 : le Temps.
ARCANÉ (43-38-19-70), 20 h 30 : Vous avez dit Offenbach.
ARTISTIC ATHEVAUD (40-78-06-18), 20 h 30 : Elzévir direct (comédie).
ARTS-HÉBERTOT (47-57-53-23), 21 h : Un chœur sur la Dordogne.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : le Rêve de la servante Zerkine (comédie).
ATHÉNÉE (47-42-67-81), 21 h : les Acteurs de la rue 11 : 18 h 30 : Fragments de théâtre I et II.
BASTILLE (43-57-44-16), 20 h : Trépan ; 21 h : Cylindres.
BOUFFES DU NORD (48-04-74-77), 20 h 30 : Don Juan.
BOUFFES-PARISIENS (43-66-60-34), 20 h 45 : Paris contre Paris.
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-45), 20 h : Rumba Rumba.
CAFÉ DE LA GARE (43-78-52-51), 20 h 15 : Rien d'autre que des trilles ; 22 h : Dances.
CENTRE MANDARA (45-89-01-60), 20 h 30 : Marchés/La semaine.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-36-69), Gala 20 h 30 : Rêve et Cécile.
COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revue d'actualité à l'Élysée.
COMÉDIE DE PARIS (48-01-00-11), 21 h : Les diables de la furie tranquille.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-32-32), 20 h 30 : Casanova.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : Fier de l'œuvre.
CRYPTÉE SAINT-AGNES (47-20-18-31), 20 h 30 : le Misanthrope.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Monsieur Mame.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Calice ; 22 h 15 : Maman.

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Babes cadets ; 22 h : Non on fait ce qu'on nous dit de faire.

ÉDOUARD VI-SACHA GUTYER (47-42-57-49), 20 h 30 : le Jeu de l'amour et du hasard.

ESPACE CORDON (42-66-17-81), 20 h 30 : Normal Heart.

ESSAÏON (42-78-46-42), 19 h : Éliminations ; 21 h : Poésie et alcool.

FONTAINE (46-74-74-40), 21 h : Au second, nous ne leur les sommes.

GARTE-MONTMARTRE (43-22-16-18), 21 h : l'Éloignement.

GALERIE 55 (43-26-43-51), 21 h : Bratyl (en anglais).

GAUVAU (45-43-20-30), 19 h : La petite chaste est morte.

GRAND EDGAR (43-20-90-90), 19 h 15 : Palais de cènes ; (D) 22 h : Carmen Cru.

GRÉVY (46-44-64-47), 21 h : les Trois chaises ont des dents.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-88-51), 20 h 30 : le Lutin aux rubans ; 22 h 15 : Rêgarnement.

GYNASE (42-66-79-79), 20 h 30 : Madame Sans-Gêne.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : le Léon ; 21 h 30 : Lettre d'une inconnue.

KIRON (43-75-50-25), 19 h : Les mots des ravins ont des dents ; 20 h 30 : la Bruyère (48-74-76-99), 21 h : Première jeunesse.

LIÈRE - THÉÂTRE (43-86-55-83), 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes ; 21 h : Antirrhin horizons ; Paris-Montparnasse, 21 h, C'est hier.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Miroir fantôme (dér. le 17) ; 21 h 15 : le Petit Prince.

MADELEINE (43-65-07-09), 21 h : les Mantes.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53), 20 h 30 : l'Épave d'appelle Dromedaire.

MARAI (43-78-03-53), 20 h 30 : En famille on s'arrange toujours.

MARIE-STUART (45-50-37-80), 20 h 15 : Lady Strass ; 22 h : Scandal.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Koon ; 21 h 15 : le Miroir fantôme ; 21 h 15 : le Miroir fantôme.

MATHEURIS (43-65-90-07), 20 h 30 : l'Idée.

MENAGIE DE VIERGE (43-06-37-44), 21 h 15 : R. Furieux.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.

MICHOURE (47-43-95-22), 20 h 30 : Double salire.

MODERNE (48-74-64-62), 18 h 30 : Hamlet ; 21 h : J. Mailhot.

MOGADOR (43-65-45-30), 20 h 30 : Calice.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

MONTMARTRE (43-22-74-74), 20 h 30 : le 45 : Avenue Wilson.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Réservez vos prix préférentiels avec le Carte Club.

Mardi 20 octobre

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) 20 h 30 : Mais qui est qui ?
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99) 20 h 45 : Hello and good-bye.
ŒUVRE (48-74-47-36) 21 h : Léopold le Nordiste.
PAIS DES GLACES (46-07-49-93) 20 h 30 : Manon ; 18 h 30 : Kiens.
PAIS ROYAL (42-97-59-81) 20 h 30 : l'Éthérée.
PAIS DES SPORTS (48-26-40-10) 20 h 30 : l'Affaire du coureur de Lyon.
PARIS-VILLETO (43-03-02-68) 21 h : Y'a bon bonbon.
POCHE MONTMARTRE (45-49-92-77) 19 h : Variations sur le canard ; 20 h 45 : Rémo marte.
POITIÈRE (42-61-44-16) 19 h : Cécile de cœur.
RANGLAGE (42-88-44-44) 20 h 30 : Buffo ; 19 h : L'Indien cherche le Bronx.
RENAISSANCE (42-08-18-50) 20 h 45 : Un jardin en désordre.
ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20) 20 h 30 : L. Williams (dér. le 20).
SAINT-GERMÉS (46-78-63-47) 20 h 45 : les Seins de Lola.
SENTIER DES HALLES (46-34-37-27) 20 h 30 : J'ai tout mon temps, et deux-vingt.
SPLENDID SAINT-MARTIN (43-08-21-93) 20 h 30 : Jango Edwards.

AL-DELA DU SOUVENIR (Fr.) : Utopie, 9 (43-36-04-63).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Hantefuille, 3^e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 4^e (45-25-59-43) ; 14-Juillet Parnasse, 5^e (43-26-58-00) ; Pagode, 6^e (47-05-12-13) ; Ambassade, 7^e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 9^e (43-87-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 10^e (43-57-90-81) ; Nations, 11^e (43-43-04-67) ; Faurville, 12^e (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 13^e (43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beauregard, 16^e (45-75-79-99) ; Maillet, 17^e (47-48-06-06) ; Pathe Wepler, 18^e (45-22-46-01).
ATOUT DE MINUIT (A. v.a.) : Temples, 9 (42-72-94-36).

LES FILMS NOUVEAUX

LES DEUX CROCODILES, Film français de J. S. Form Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 3^e (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 4^e (45-25-59-43) ; Colisée, 5^e (43-59-20-40) ; UGC Bastille, 6^e (43-62-20-40) ; Paramount Opéra, 7^e (47-42-56-31) ; UGC gare de Lyon, 8^e (43-43-01-59) ; Faurville, 9^e (43-31-60-74) ; 14-Juillet Parnasse, 10^e (43-26-58-00) ; Miramar, 11^e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 12^e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beauregard, 13^e (45-75-79-99) ; Maillet, 14^e (47-48-06-06) ; Pathe Wepler, 15^e (45-22-46-01).
ET LA FEMME CREA L'HOMME, P. P. P. Film américain de J. S. Form Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 3^e (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 4^e (45-25-59-43) ; Colisée, 5^e (43-59-20-40) ; UGC Bastille, 6^e (43-62-20-40) ; Paramount Opéra, 7^e (47-42-56-31) ; UGC gare de Lyon, 8^e (43-43-01-59) ; Faurville, 9^e (43-31-60-74) ; 14-Juillet Parnasse, 10^e (43-26-58-00) ; Miramar, 11^e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 12^e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beauregard, 13^e (45-75-79-99) ; Maillet, 14^e (47-48-06-06) ; Pathe Wepler, 15^e (45-22-46-01).
LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE, Film américain de Mel Brooks, V.a. : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-53-74) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 3^e (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 4^e (45-25-59-43) ; Colisée, 5^e (43-59-20-40) ; UGC Bastille, 6^e (43-62-20-40) ; Paramount Opéra, 7^e (47-42-56-31) ; UGC gare de Lyon, 8^e (43-43-01-59) ; Faurville, 9^e (43-31-60-74) ; 14-Juillet Parnasse, 10^e (43-26-58-00) ; Miramar, 1

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision. □ Film à éviter. ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 20 octobre

TF 1

20.30 Cinq-à-cinq : la bataille de Midway. Film américain de Jack Smith (1975). Avec Charlton Heston, Henry Fonda, James Coburn, Glenn Ford, Robert Mitchum. 23.00 Crise à la Bourse, spécial TF 1. Émission présentée par Christine Ockrent en direct de Cognac-Jay. 0.05 Journal et Bourse. 0.30 Persécution de saint. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcia. La Chine.

A 2

20.30 Les dossiers de l'écran : le Coup de sirocco. Film français d'Alexandre Arcady (1978). Avec Roger Hanin, Marthe Villalonga, Michel Aucclair, Patrick Bruel. 22.15 Dérive : Les pieds-noirs, ça va ? Avec Alexandre Arcady, Roger Hanin, Robert Castel, Pierre Georges Dhamar, professeur Gougnard, Paul Amar, Marie Elbe, Pascale Schenbert, Paul Meffert, Louis Acard, Michel Acard, Frédéric Musso, Enrico Macias, Branne Sadouni, Jacques Roscau. 23.45 Informations : 24 h sur FA 2. 0.15 Série : Brigade criminelle. Épitaphe pour un fils (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ. Film français de Jean Yvane (1982). Avec Jean Yvane, Coluche, Michel Serrault, Mimi Cocteau, Françoise Fabian, Michel Aucclair. 22.20 Journal. 23.45 Magazine : Décibels. Avec Stéphanie Elcker, Bérurier Noir, Wallenberg, Les Satellites, The Silencers, Tom Petty and The Heartbreakers. 23.50 En direct des régions.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : SOS Fantômes. Film américain d'Ivan Reitman (1984). Avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver. 22.10 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Nuit d'ivresse. Film français de Bernard Nauer (1986). Avec Thierry Lhermitte, Joaquin Balaguer, France Roche, Marc Didiérou, Jean-Michel Dupuis, Jean-Claude Dauphin. 23.45 Cinéma : Le Combat dans l'île. Film français

d'Alain Cavalier (1961). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant, Henri Serre, Pierre Asso, Diane Lepvrier. 1.25 Documentaire : L'ABC de la 3D. La fabrication des images en trois dimensions. 2.20 Série : Les épiques de feu (2^e épisode).

LA 5

20.30 Cinéma : Hibernatus. Film français d'Édouard Molinaro (1969). Avec Louis de Funès, Claude Gensac, Olivier de Funès, Bernard Alane. 22.00 Série : Spenser. Le dix de Tolède. 22.50 Série : Baretta. La bavure (rediff.). 23.45 Série : Max la Menace (rediff.). 0.10 Série : Les chevaliers du ciel. 1.40 Feuilleton : Le temps des copains. 2.10 Les cinq dernières minutes. Sur la piste (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Sept hommes pour Tobrouk. Film franco-italien de Mino Loy (1969). Avec Robert Hossein, Georges Hilton, Franck Wolf. 22.05 Série : Maîtres et valets. Un secret de famille (rediff.). 22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 23.55 Météo : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips. Jeanne Mas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences. Les grands programmes astronomiques. 22.20 Rencontre franco-allemande, à Sarcelles (1^{re} partie). 22.40 Naïfs magiques. Les scènes de ménage. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 octobre à Londres) : le Freischütz, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 3, en ré mineur, op. 30, de Rachmaninov ; Pelléas et Mélisande, suite op. 80, de Fauré ; Till Eulenspiegel, poème symphonique, op. 28, de R. Strauss, par le Nœvvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski ; sol. Peter Donohoe, piano. 23.07 Club d'archives. Les pêcheurs de perles ; Le Mozart des années 30 ; Hommage au Quatuor Amadeus.

Mercredi 21 octobre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passion. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée. Goldorak : Le mot mystère. Les Minipou : Le Top junior. G.I. Joe : Les sports. Bioman : Les Bioniques : On pense à toi : Les aventures de Dorothée. 17.30 Variétés : Jacky Show. Émission animée par Jacky. Des chansons, des interviews. 17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mami. Trois pou dans le temps. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.27 Tapis vert. 20.28 Tirage du Loto. 20.30 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Annie Cordy, Jean Lelievre, le groupe Image, Frédéric Chateau, Phil Barney, Boy George, Coolio, The Gang, Loop the loop. ► 21.45 Les Oscars de la mode. En direct de l'Opéra de Paris. Émission présentée par Yves Mourouli. Avec Stéphanie de Monaco, Carole Bouquet, Philippine Leroy-Beaulieu, Cecily Naudi, Arielle Dombasle, Carole, Mylène Farmer, Jill Jones, Nalla Rissotto, Annie Lennox. 23.20 Journal. 23.35 La Bourse. 23.55 Persécution de saint. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcia. Les stylistes japonais.

A 2

13.45 Feuilleton : L'aigle et le vautour. Dernière épisode. 14.35 Récré A2. Tchou et Grodo : Les Poupées : Zorro : Quick et Flupke : L'empire des cinq : La comédie de Récré A2 : Ric Puello : Heidi : Les mystérieux sites d'or : Les Papyrus : Galaxy Rangers. 17.30 Magazine : Mami. De Billy Bourne. Au sommaire : Les enfants de la guerre (Le Liban) : Timothé : La passion selon Saint-Lazare : Les écuries couture : Mirapolls : Cine mambo. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. Cendrillon aux grands pieds. 18.25 Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 18.50 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Enrico Macias, Touré Kunda, Dixie Stompers, Nilda Fernandez. 19.10 JNC : Les mini chauffeurs. 19.15 Actualités régionales. 19.40 JNC : Le bon sens d'A2. 20.00 Journal. 20.30 Magazine : La marche du siècle. De Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Bertrand. La vie interrompue. 22.00 Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Toulouse-Leverkusen (en différé de Toulouse). 23.30 Informations : 24 h sur FA 2. 0.00 Histoires courtes : L'ombre de Marie, de Martin Poirier.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Spécial jeunes. Présenté par Pierre Nicolas. 14.00 Magazine : Décibels (rediff.). 14.30 Feuilleton : Les naufragés de l'île perdue. 7^e épisode. 15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites. 7^e épisode. 17.30 Des chiffres et des lettres. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Cinq-à-cinq. Présenté par Vincent Perrot et Caroline Tresca. 18.00 Des chiffres et des lettres. 18.05 Feuilleton : Le bébé indésirable. 18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie. De Georges Coulonges. Réal. : Mariette Bertin. Avec Agnès Tarent, Philippe Jutreau, Charlotte Bonnet (8^e épisode). 19.00 Le 19-20 d'informations. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Des chiffres et des lettres. 20.00 Journal. 20.05 Jeu : Le bon sens d'A2. 20.40 Journal. 20.35 Théâtre : Le malade imaginaire. Comédie en trois actes de Molière ; mise en scène de Jean-Laurent Cochet. Avec Jacques Charron, Georges Desrivières, Jean-Noël Sissia, Bérangère Dautun, Jacques Toga, Françoise Seigner, Jacques Eyser. 22.20 Journal. 22.45 Commission nationale de réflexion sur le Code de la nationalité. En direct du Palais des congrès.

CANAL PLUS

14.00 Série : Batman. 14.25 Série : Le retour de Mike Hammer. Chantage à l'accusation. 15.10 Documentaire : Les

allemands du sport. Trois hommes et des patins. La traversée des États-Unis, de l'Alaska, du Brésil en patins à roulettes. 15.55 Téléfilm : Le casse du troisième âge. De Lou Antonio, avec George C. Scott, Don Ameche, Sylvia Sydney. Les mémoires de deux patineurs professionnels. 17.20 Série : Max Headroom. 17.50 Football, en direct d'Oslo. Coupe d'Europe des clubs champions. Bordeaux-Lille. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Top 30. Présenté par Marc Tesson. 20.20 Football : Les couilles. 20.30 Football, en direct de Toulouse. Coupe d'Europe (UEFA). Toulouse-Bayern de Leverkusen. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Je suis les acteurs. Film français de Gérard Krawczyk (1986). Avec Jean Poirier, Michel Blanc, Bernard Blier, Michel Galabru, Pauline Lafont, Dominique Lavanant. 0.00 Cinéma : Les Jeux de Satan. Film américain de Sidney Lumet (1973). Avec James Mason, Robert Preston, Beau Bridges, Ronald Weyand. 1.35 Série : Rawlaid. 2.25 Documentaire : Hawaii, côte ouest.

LA 5

13.30 Série : Insiders. L'art des armes. 14.30 Série : Shérif, fais-moi peur. Rien que la vérité. 15.20 Série : Jaisine. L'aspirant fait cavalier seul. 16.10 Série : Buck Rogers. Les aventures du puits d'enfer. 16.55 Dessin animé : Les magiciens d'Oz. 17.20 Dessin animé : Dans les Alpes avec Amette. 17.45 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.10 Série : Hôtel. Une seconde chance. 19.00 Jeu : La partie magique. Animé par Michel Robbe. 19.30 5, rue du Théâtre. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collarissimo. Émission de Stéphane Collaro. Avec Carlos, Ciccolina, David Hasselhoff, Martin Lamotte. 21.45 Série : La loi de Los Angeles. 22.35 Série : Arabesque. Rose blanche pour un tueur. 23.25 Série : Le renard. Service entre amis. 0.30 Série : Max la menace. L'aplat. 1.00 Série : Les chevaliers du ciel. 1.25 Feuilleton : Le temps des copains. 1.55 Série : La cloche tibétaine. Les chemins de l'espérance (rediff.).

M 6

13.00 Série : Cher oncle Bill. Jour de neige (rediff.). 13.30 Série : Le frelon vert. Laissez-leur assez de corde. 14.00 Magazine : Club 6 première. L'actualité des films de la semaine. 14.35 Musique : Clip fréquenté FM. 15.30 Magazine : Starline. Magazine musical. 16.05 Hic, hic, hurra ! 17.05 Série : Hawaii police d'Etat. Le piège. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. Tricherie. 19.05 Série : Cher oncle Bill. Une maison à la campagne. 19.30 Série : Daktari. Judy et le vautour. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Dynastie. Une ancienne histoire d'amour (1^{re} partie). 21.20 Série : Falcon Crest. Propos délibérés. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : Les espions. Rêves de gloire. 23.15 Club 6. Magazine de Pierre Bouteiller. 0.00 Série : Les rétro rétro. Porté disparu. 0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips. Jeanne Mas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire la langue. Voix de poète : Pierre Jean Jouve. Débat : Peut-on, doit-on intervenir sur la langue ? Texte : Marcel Proust. 21.30 Communauté des radios publiques de langue française. Société Radio-Canada. 22.00 Correspondance. 22.40 Naïfs magiques. Les scènes de ménage. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 octobre à Angers) : Chakram, de Scialzi ; Kassandra, de Maché ; Phonic-Design A+B, de Tosi, par le Nœvvel Orchestre philharmonique, dir. Yves Prin ; 1^{er} violon : Roland Dargacil, 23.07 Jazz club. En direct du Petit Opéra : le trio du pianiste Jaki Byard.

Audience TV du 19 octobre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (%) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|--------------------------------|------|------|------|---------|------|-----|
| 19 h 22 | 47,2 | 24,6 | 7,7 | 5,1 | 0,5 | 7,2 | 2,1 |
| 19 h 45 | 33,3 | 29,7 | 2,6 | 6,2 | 3,1 | 8,7 | 2,1 |
| 20 h 16 | 63,1 | 27,7 | 14,9 | 2,7 | 1,5 | 8,2 | 3,1 |
| 20 h 55 | 67,2 | 20,0 | 12,3 | 8,5 | 1,5 | 10,8 | 5,1 |
| 22 h 08 | 59,0 | 18,5 | 11,3 | 16,3 | 1,0 | 10,8 | 2,1 |
| 22 h 44 | 39,3 | 11,8 | 5,6 | 5,1 | 0,0 | 6,7 | 3,6 |

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Mercredi, pluie à l'est, plus variable à l'ouest. Sur les régions méditerranéennes, le Massif Central, l'ensemble du Sud-Ouest, la Corse, la Bourgogne, la France-Centre et le Nord-Est, le ciel sera gris avec des pluies, qui pourront être orageuses sur les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse. En fin de journée, une amélioration commencera à se produire sur l'ouest de ces régions.

Sur le Sud-Ouest, les résidus pluvieux du matin laisseront la place à de belles éclaircies l'après-midi.

Sur le Poitou-Charentes, les Pays de Loire, la Bretagne et la Normandie, le temps sera changeant avec des averses, moins fréquentes au Sud de la Loire.

Sur le Bassin Parisien et le Nord, la pluie sera encore grise et accompagnée de petites pluies éparpillées. L'après-midi, le temps deviendra plus variable avec quelques courtes averses.

Les températures seront encore douces : Les minimales seront en effet, comprises entre 10 et 13 degrés en général, et même 15 à 18 degrés sur l'extrême Sud du pays ; les maximales comprises entre 14 et 16 degrés sur la moitié nord atteindront 20 à 21 degrés sur le Languedoc-Roussillon.

Les vents seront d'ouest assez forts sur les côtes Atlantiques, de Sud-Ouest à Ouest forts en Manche. La tramontane s'établira sur le Languedoc-Roussillon. Ailleurs, ils seront modérés, de Sud-Ouest à Sud en général.

Evolution générale jusqu'à la fin de la semaine.

Une zone de temps nuageux et pluvieux traversera la France d'ouest en Est, dans les quarante-huit heures à venir.

Jour une amélioration se produira et la journée sera relativement agréable.

Vendredi une aggravation pluvieuse se produira sur la façade ouest du pays, cette aggravation se confirmera samedi par l'arrivée de deux autres zones de

mauvais temps. L'une arrivera en Méditerranée et gagnera le sud du pays, l'autre se rabattra sur le Nord et le Nord-Est du pays, ce temps couvert et pluvieux tendra à se généraliser dimanche à l'ensemble du pays.

Le temps jeudi 22 :

De la Bretagne à la Normandie au Bassin Parisien et au Nord du Pays les passages nuageux persisteront au cours de la journée. Ailleurs après dissipation des brumes et brouillards matinaux la journée sera dans l'ensemble ensoleillée. Cependant le ciel restera nuageux sur la côte méditerranéenne avec des passages plus nombreux de la Corse aux Alpes où des ondées pourront encore se produire.

Le temps vendredi 23 :

Aggravation par le Sud-Ouest.

Le matin, après dissipation des brumes et brouillards le temps sera généralement ensoleillé sur la plupart des régions. Toutefois les passages ma-

goux persisteront dès la Corse aux Alpes et pourront s'étendre à la côte méditerranéenne.

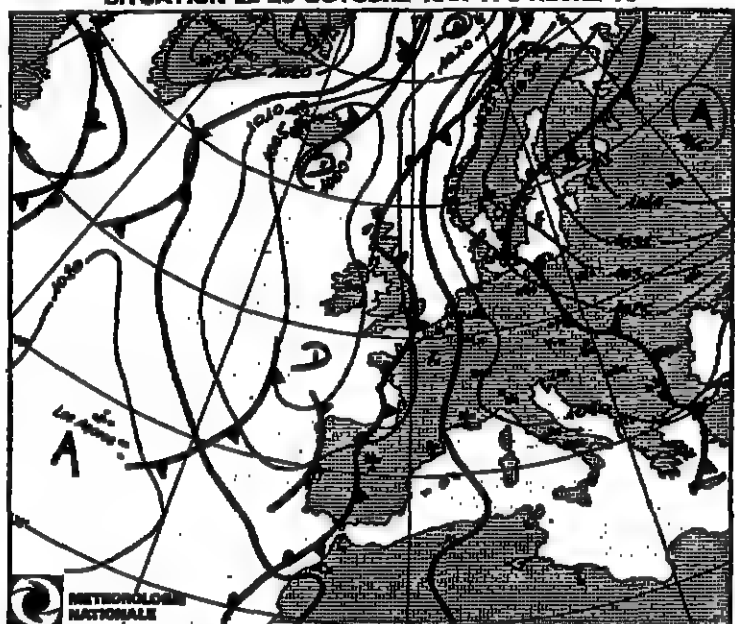
En cours de journée, une zone de temps nuageux et pluvieux s'étendra du Sud de la Bretagne à la Vendée et à l'Aquitaine, et le ciel se couvrira sur l'Est.

Le temps samedi 24 et dimanche 25 : Extension du mauvais temps sur le sud samedi se généralisant sur la France dimanche.

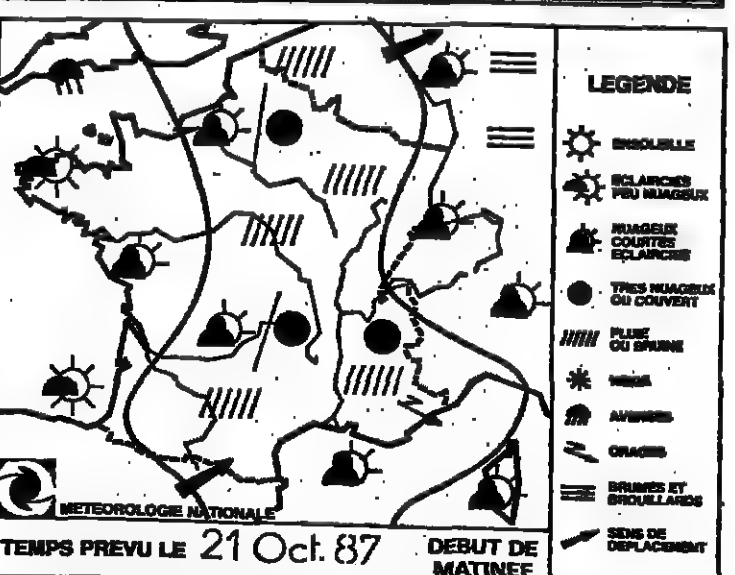
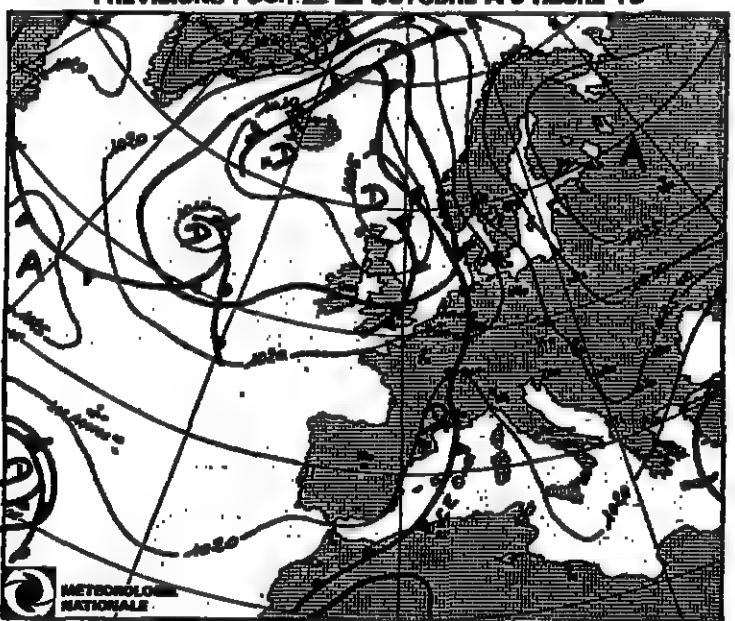
Samedi, de la Bretagne à la Vendée à l'Aquitaine aux Pyrénées et au porteur méditerranéen. Le temps sera très nuageux à couvert avec des pluies pouvant être orageuses. Des nuages s'étendront également des régions de l'Est au Nord du pays.

Dimanche le mauvais temps se généralisera à toute la France et les pluies seront plus nombreuses sur la moitié sud.

SITUATION LE 20 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 OCTOBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 19-10 à 8 heures TU et le 20-10-1987 à 6 heures TU

| FRANCE | | | | TOURS | | | | LOS ANGELES | | | | | |
|------------------|----|----|---|-----------|----|----|---|-------------|---|----------------|----|----|---|
| JACCO | 23 | 10 | | YOUNG | 17 | 12 | A | N | | 20 | 16 | D | |
| MARITZ | 24 | 10 | | TOLSON | 22 | 17 | | | | 15 | 7 | D | |
| BORDEAUX | 20 | 15 | C | PORTER | | | | | | 18 | 12 | P | |
| BREST | 17 | 10 | C | ÉTRANGER | | | | | | | | | |
| CARL | 15 | 12 | P | ALGER | 13 | 22 | N | | | MADRID | 25 | 16 | D |
| CHERBOURG | 15 | 12 | P | AUSTERDAM | 15 | 10 | | | | MARSEILLE | 18 | 7 | D |
| CLERMONT-FERRAND | 21 | 12 | C | ATHENS | 23 | 15 | N | | | MEXICO | 25 | 16 | D |
| DIJON | 18 | 7 | D | BANGKOK | 34 | 27 | | | | MILAN | 20 | 8 | D |
| GRENOBLE | 19 | 7 | D | BARCELONE | 21 | 17 | B | | | MONTREAL | 15 | 10 | N |
| LILLE | 16 | 10 | N | BELIN | 17 | 7 | N | | | MOSCOW | 0 | -1 | P |
| LIMOGES | 18 | 12 | N | BREKIDLES | 18 | 10 | | | | NADIRU | 29 | 11 | D |
| LYON | 21 | 11 | N | LE CAIRE | 27 | 16 | D | | | NEW YORK | 19 | 18 | P |
| MARSEILLE | 23 | 14 | N | CHICAGO | 11 | 10 | C | | | OSLO | 19 | 11 | D |
| NANCY | 18 | 10 | B | CHENAI | | | | | | PALM JERAM | 16 | 16 | N |
| NANTES | 17 | 14 | P | DELHI | 31 | 17 | C | | | PEKIN | 12 | 2 | C |
| NICE | 22 | 14 | N | REKHA | 14 | 7 | C | | | RIO DE JANEIRO | 24 | 22 | C |
| PARIS-MONTAIGNE | 16 | 12 | C | GENEVE | 14 | 9 | D | | | ROME | 24 | 12 | C |
| PAU | 20 | 11 | C | BONGKONG | 28 | 24 | A | | | SINGAPORE | 34 | 27 | C |
| PERPIGNAN | 22 | 16 | C | STAMBUL | 19 | 13 | N | | | STOCKHOLM | 12 | 7 | C |
| RENNES | 17 | 13 | P | TEHRAN | 22 | 17 | D | | | STONY | 18 | 15 | N |
| STRASBOURG | 14 | 6 | B | LONDON | 39 | 32 | D | | | TAIPEI | 25 | 16 | N |
| | | | | LYONS | 17 | 11 | N | | | VALENCIA | 12 | 5 | D |
| | | | | | | | | | | VENISE | 20 | 8 | D |
| | | | | | | | | | | Vienne | 13 | 11 | C |
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N |

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE

Supplément gratuit numéro daté samedi

Le Monde AFFAIRES

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France à heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

USSE SUR

LES PROGRES DE LA SCIENCE
CONCEPTS
LE FACTEUR HUMAIN ET LA
TECHNOLOGIE
L'ÉNERGIE ET L'ÉCONOMIE
L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ
LES PROGRES DE LA SCIENCE
CONCEPTS
LE FACTEUR HUMAIN ET LA
TECHNOLOGIE
L'ÉNERGIE ET L'ÉCONOMIE
L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

UAP LA MAIR

LES PROGRES DE LA SCIENCE
CONCEPTS
LE FACTEUR HUMAIN ET LA
TECHNOLOGIE
L'ÉNERGIE ET L'ÉCONOMIE
L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ
LES PROGRES DE LA SCIENCE
CONCEPTS
LE FACTEUR HUMAIN ET LA
TECHNOLOGIE
L'ÉNERGIE ET L'ÉCONOMIE
L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

Échecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
SÉVILLE
1987

On en était au neuvième coup des Blancs : f3. Alors, dans un même mouvement, Kasparov et Karpov levèrent la tête et se fixèrent dans le blanc des yeux. La salle était muette et attendait. Karpov allait-il relever le défi lancé par Kasparov : oser rejouer 9...e3, coup qui lui avait ouvert les portes de la victoire dans la deuxième partie ? Alors, le regard du challenger s'abaissa : il saisit le pion e4... et prit sur f3. Il avait cédé.

Ainsi commença la quatrième partie, le lundi 19 octobre, la fameuse « centième » en championnat du monde entre les deux joueurs. Kasparov ne l'a pas ratée. S'il lui a fallu trente minutes de réflexion pour répondre à 11...Cf5, une autre innovation de Karpov dans l'anglaise, ce fut pour trouver 12.Cd4, qui offrait un pion. Karpov le refusa. Trois coups plus tard, le champion du monde avait doublé ses tours sur la colonne f, et faisait planer la menace d'un sacrifice de qualité (Txf6). Karpov eut beau échanger les dames, il ne put empêcher l'entrée d'une tour blanche sur la septième rangée, tour qui allait gagner un pion, puis deux.

L'avantage était énorme. Il restait à Kasparov à le concrétiser. Prudent, le champion du monde mettait son quarante et unième coup sous enveloppe (Fg2), et ajournait la partie. Mais dans la nuit, Karpov et ses seconds jugèrent la position

Quatrième partie

Le défi gagnant de Kasparov

désespérée et, mardi en fin de journée, le challenger s'avouait vaincu sans reprendre le jeu. Cette superbe victoire permet à Kasparov de revenir à deux partout. Cinquième partie, le mercredi 21 octobre.

Bl. de C.

Blancs : KASPAROV

Noirs : KARPOV

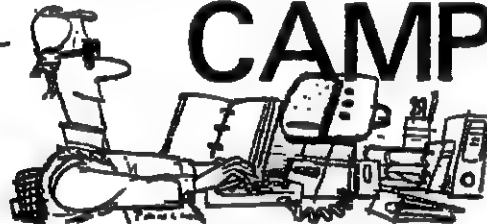
Partie anglaise

| | | | |
|----------|------|-----------|------|
| 1. e4 | Cf6 | 2. f3 | Cb8 |
| 2. Cc3 | d5 | 3. Td3 | Dd5 |
| 3. Cf3 | Cg6 | 4. d4 | Dd4 |
| 4. g3 | Fd8 | 5. Dxd4 | Txd4 |
| 5. Fg2 | e6 | 6. Txf7 | Txd8 |
| 6. e4 | e5 | 7. e5 | e4 |
| 7. Cg5 | Fg3 | 8. Txd7 | gxd5 |
| 8. bxc3 | Tf8 | 9. cxd5 | Tb3 |
| 9. f3 | axf3 | 10. Tbf1 | h5 |
| 10. Cxf3 | Dd7 | 11. e4 | g5 |
| 11. e3 | Cd5 | 12. Ff5 | Rg7 |
| 12. Cd4 | Cd3 | 13. e5 | Rf6 |
| 13. Dd2 | Cxg1 | 14. Fd3 | Txd7 |
| 14. Txe3 | e6 | 15. Txd7 | Tb3 |
| 15. Td1 | d6 | 16. Ff5 | Txd3 |
| 16. Td7 | d5 | 17. Txd7 | Cg6 |
| 17. Dd3 | Fd7 | 18. Td7 | Cd5 |
| 18. Cb5 | Fxd5 | 19. Txd6+ | Rd5 |
| 19. Txd5 | Dd6 | 20. a6 | Td3 |
| 20. Dd4 | Td7 | 21. Af5 | Alé |
| 21. Dd4 | Cd7 | | |

Position à l'ajournement

BLANCS : Rg1, Td6, Ff5, Pa6, d5, g3 et h2.

NOIRS : Rf5, Td3, Cb5, Pg5 et h5.



CAMPUS

On revote pour le CNOUS

L'ELECTION des représentants étudiants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) est fixée au vendredi 23 octobre. Le scrutin du mois de mai dernier, en effet, fut annulé par le tribunal administratif de Paris, après un recours du CELF (Collectif des étudiants libéraux de France). Cette élection avait donné trois sièges à l'UNEF (indépendante et démocratique), deux à l'UNI (Union nationale interuniversitaire) et un au CELF, à l'UNEF-solidarité étudiante et à une liste indépendante. Le second siège de l'UNI avait été accordé au bénéfice de l'âge. Le CELF, l'UNI et l'UNEF-SE ayant obtenu chacun 24 voix. Or le CELF a fait valoir que, du fait d'un malentendu administratif, l'un de ses élus au CROUS de Versailles n'avait pu participer au vote, faussant ainsi son résultat.

Le CNOUS coordonne notamment la gestion des restaurants et des cités universitaires. Une réforme de ses structures, modifiant en particulier la composition de son conseil d'administration, a été adoptée en mars dernier par le conseil des ministres, mais n'a pu être complètement mise en place, du fait de l'invalidation de l'élection des représentants étudiants. Ceux-ci sont choisis au deuxième degré par les 185 élus des centres régionaux (CROUS) qui ont été renouvelés lors des élections d'avril. Ce scrutin avait vu l'UNEF-ID l'emporter avec 69 sièges devant l'UNEF-SE (30), les listes indépendantes (47), le CELF (25) et l'UNI (24).

G. C.

« L'Indépendant »
de Sciences-Po

Une équipe d'étudiants de Sciences-Po (Institut d'études politiques de Paris) vient de créer le journal de l'école : l'Indépendant de la rue Saint-Guillaume. Cet hebdomadaire doit « faire le point sur tout ce qui se passe à l'Institut. Au menu : entretiens, actualités, humeurs et « libres opinions »...

(Bureau des élèves, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

« Le sein
et la psychanalyse »

Les cycles de conférences organisés par le collège des Hautes Etudes psychanalytiques reprendront le 27 novembre avec « Psychanalyse du lien social ». En 1988, trois conférences auront lieu en janvier et février sur « Le sein et la psychanalyse ».

(Collège des Hautes Etudes psychanalytiques, secrétariat des cycles, BP 233, 75284 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 46-87-41-04.)

La NASA ouvre ses carnets de commande. — La NASA et le département américain du commerce ont présélectionné la société General Dynamics et son lanceur Atlas Centaur pour mettre en orbite trois satellites météorologiques (GOES-1 en mars 1990, GOES-2 en décembre 1990, GOES-3 en mai 1992). S'y ajoutent deux options pour des tirés dont la date n'est pas encore fixée.

Le prix de la mise en orbite des cinq satellites en orbite géostationnaire est de 315 millions de dollars. General Dynamics, comme les autres fournisseurs de la NASA que sont Martin Marietta (lanceurs Titan) et McDonnell-Douglas (lanceurs Delta) s'est lancée à l'assaut du marché des satellites commerciaux depuis que la navette a été réservée aux missions

militaires et scientifiques. Elle n'avait encore reçu qu'une commande ferme, pour le lancement d'un satellite de télécommunications de l'organisation européenne Eutelsat.

SPORTS

● AUTO : rallye des Pharaons. — Le pilote kényan Shekhar Mehta a été accidenté, lundi 19 octobre, lors de la deuxième étape du rallye entre Le Caire et Bahariya. L'accident s'est produit à moins de 60 kilomètres de l'arrivée d'une épreuve spéciale alors que le 205 turbo 16 Peugeot de l'épaveur des rallyes africains était en tête de l'épreuve. Mehta souffrait de fractures aux deux pieds et de blessures au sternum, et devait être transporté à Paris.

Naissances

— M. et M^{me} Roland RUAU ont la joie de faire part de la naissance de leurs petits-enfants.

Etienne DELCROIX,

le 3 octobre 1987,

et

Nicolas SIMONNET,

le 7 octobre 1987.

Mariages

— Florence NOUVILLE

et Martin HIRSCH

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. et M^{me} Philippe NOUVILLE,

M. et M^{me} Bernard HIRSCH.

Paris, le 10 octobre 1987.

Décès

— Loguivy-de-la-Mer (Côtes-du-Nord).

M^{me} Louis Poudrier,

M^{me} Marie-Françoise Avril,

M^{me} Michel Romestain,

Jean et Suzanne,

ont la douleur de faire part de décès de leur petit-fils, fils et frère,

Henri AVRIL,

à l'âge de treize et un an.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 octobre 1987, en l'église de Loguivy-de-la-Mer, à 15 heures.

54, rue des Entrepreneurs,

75015 Paris.

Loguivy-de-la-Mer, 22620 Ploubazanne.

— Grégoire et Chantal Decoudré et leurs enfants Bastien, Lucie et Marc, Horatia Guillemin,

ses enfants Julien, Vincent et Romain, Et Saïd Amadi,

Véronique Decoudré et Jean-Claude Karsenty,

ont la tristesse de faire part de décès de

M^{me} Jean DECOUDRE,

née Marie-Denise-Denouette,

leur mère, grand-mère et belle-mère.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

— Ses fidèles amis,

Son proche entourage,

font part de décès, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

M. Jean-Marie DULUC.

Il a été inhumé le 19 septembre 1987, à Villandry (Gironde), son village natal.

(Avec un attaché parlementaire de nombreux députés ministériels, M. Jean-Marie Duluc avait assuré la fonction de directeur du service des députés à l'Assemblée, après plusieurs années en Gironde.)

— Eugène Enriquet,

son épouse,

Gilles et Rosy Enriquet,

Isabelle Enriquet et Jean-Luc Pannier,

Emmanuel Enriquet,

ses enfants,

Pauline et Antoine,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part de décès accidentel de

Michelle ENRIQUEZ,

survenue le 18 octobre 1987.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le jeudi 22 octobre 1987.

On se réunira à 9 h 30, à la porte principale.

On avis tient lieu de faire part.

31, avenue Théophile-Gautier,

75016 Paris.

— Le Quatrième Groupe, organisation psychanalytique de langue française.

Et chacun de ses membres ont la douleur d'apprendre la mort accidentelle de leur amie et collègue

Michelle ENRIQUEZ.

Son rayonnement, ses responsabilités, ses travaux, nous laissent avec notre dette, notre gratitude et notre chagrin.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 octobre 1987, au cimetière de Bagneux.

On se réunira à 9 h 30 à la porte principale.

Le Carnet du Monde

— Louise Fuchs,

sa belle-fille,

Catherine et Victor Fuchs,

Martine et Michel Fuchs,

Carl Fuchs,

ses petits-enfants,

Olivier, Karine et Vanessa,

ont la douleur de faire part de décès de

Fanny FUCHS,

Nancy,

le 18 octobre 1987.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux, le jeudi 22 octobre, à 10 h 45.

Elle reposera auprès de son fils

Zohma FUCHS,

décédé le 5 août 1964.

54, avenue Philippe-Auguste,

75011 Paris.

— M^{me} Jean Hablot,

M^{me} Odile Hablot,

Aurélien et Julie,

Elle reposera de vaisseau (s.r.)

Jacques Hablot,

officier de la Légion d'honneur, et M^{me}, M^{me} Marcelle Ramon,

Françoise et Michèle Hablot,

les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part de décès de

M. Jean, Paul HABLOT,

général de division aérienne (s.r.),

promotion 1937

« commandant Moussorgues »

de l'Ecole de l'air,

commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945

avec palmes et citations,

chevalier de l'Ordre national

des Palmes académiques,

médaille de l'Aéronautique,

médaille commémorative 1939-1945,

survenue le 17 octobre 1987, dans un

soixante-dixième année.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 22 octobre, à 9 h 30, en l'église

Saint-Louis-des-Invalides, Paris-7^e. Une

obédience sera célébrée le même jour

à Clairvaux-les-Lacs (Jura), à 16 heures.

41, avenue des Hameaux,

Les Hameaux de la Roche,

91130 Ris-Orangis.

Déjà le 19 décembre 1917, à Epinal (Vosges),

Jean Hablot a servi durant la seconde guerre

mondiale comme pilote de bombardement au

sein des forces aériennes françaises basées en

Grande-Bretagne. Porté disparu en octobre

1944, au cours d'une mission de bombardement

de l'Alsace, il avait été fait, en rétro, prison-

nier, en 1945, et avait été remis en France.

Après plusieurs années d'attente, il

avait été réintégré dans le service militaire à

Bordeaux-Mérignac en 1948.

Avec le grade de colonel, Jean Hablot com-

mande en 1960, la base aérienne et l'escadre

de transport de Bourges, et, en 1962, il est

directeur de l'Ecole supérieure de guerre

aérienne à Paris. En 1966, le général Hablot est

nommé directeur adjoint du personnel militaire à

l'état-major de l'Armée de l'air.

— M^{me} André Hugues,

son épouse,

Marie-Françoise et Lucien Schemoul,

ses enfants,

Elena, Bruno, Marie, Denis et

Véronique,

ont la tristesse de faire part de décès, le

10 octobre 1987, au terme d'une longue

maladie de

M. André HUGUES,

diplômé HEC,

des Forces armées de l'intérieur,

député de Paris de 1948 à 1958.

Selon son désir, les obsèques ont été

célébrées dans l'intimité familiale, en

l'église Sainte-Marguerite, sa paroisse,

suivies de l'inhumation dans le caveau

de famille, au cimetière du Père-

Lachaise.

167, boulevard Voltaire,

75011 Paris.

— M. et M^{me} René Roulet,

ses grands-parents,

M. et M^{me} René Jacques,

ses parents,

Sophie, Frédéric, François, Khéroux,

Pascal,

ses frères et sœurs,

Marcelle,

sa fiancée,

Ainsi que tous ses oncles, tantes et

cousins

ont la douleur de faire part de décès

accidentel de

Emmanuel JACQUES,

appelé auprès du Seigneur dans sa

vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 21 octobre 1987, à

15 heures, en l'église Saint-Etienne du

Blanc (Indre).

Joignez vos prières aux nôtres.

— Le personnel du Club Epicure,

Le personnel de Citycard SARL,

Thierry Millet, trésorier-fondateur du

Club Epicure et gérant-fondateur de

Citycard SARL,

ont la douleur de faire part de décès sur-

venus accidentellement, le samedi

17 octobre, de

M. Emmanuel JACQUES,

président-fondateur du Club Epicure

et cofondateur de Citycard SARL,

dans sa vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 21 octobre, à 15 heures, en

« Informatisation de l'industrie »



MATRA AUTOMOBILE développe son informatique industrielle. Elle recherche pour son usine de Romorantin (Loir et Cher)

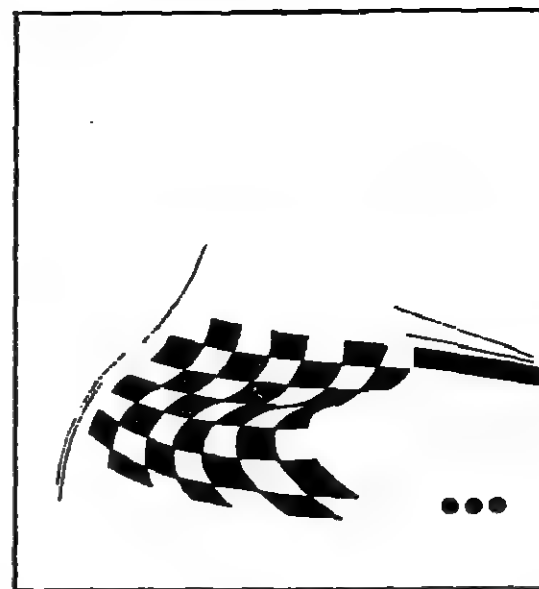
Ingénieur Informaticien

4-5 ans d'expérience, capable de gérer l'exploitation d'un IBM 9375, d'un réseau local d'IBM PC et les développements consécutifs.

Bonnes connaissances de fabrication moyenne série et de l'environnement IBM 370 (CICS, DL1, etc.) souhaitées.

Veuillez envoyer CV et prétentions à Madame SOULAT - MATRA AUTOMOBILE
1, Fg St Roch - 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY

MATRA AUTOMOBILE



Jeune ingénieur X, ECP, SUPELEC...

160.000 F +

ALSTHOM

Pour rejoindre notre équipe de recherche et développement - Notre établissement (600 personnes, 400 millions de francs de chiffre d'affaires) basé à Rouen, conçoit, fabrique et commercialise des transformateurs de distribution. Afin de renforcer nos services techniques et industriels, nous créons une cellule de recherche à laquelle nous souhaitons adjoindre un jeune ingénieur de haut niveau. Participer à la conception générale des produits, son rôle consistera à mener à bien la coordination des études, essais, recherches permettant d'accroître le savoir-faire de l'entreprise et d'optimiser ses investissements, en particulier en automatisation et robotique. Ce poste implique de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. La pratique de l'anglais, la compétence en informatique sont des atouts supplémentaires. La rémunération ne sera pas inférieure à 160.000 francs. Réelles perspectives d'évolution à moyen terme. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2894M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

NOTRE MISSION : L'IMAGE ET L'ORDINATEUR

TDI

Leader européen de l'image de synthèse, nous recherchons

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

Dans un environnement informatique de pointe allant de l'ordinateur individuel aux supercalculateurs vectoriels, vous serez chargé des développements de logiciels liés à la production de films en images de synthèse : publicité, télévision, cinéma...

Bien sûr, vous êtes réellement motivé par les domaines de l'image et de la communication. Vous possédez si possible une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre candidature à
M.C. DRUGE - TDI - 20/22, rue
Hégésippe Moreau - 75018 PARIS

THOMSON



Contrôle technique en région parisienne.

Le Groupe SOCOTEC (2400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie. Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à recruter pour notre Direction Technique, au sein de l'équipe pluridisciplinaire "équipements"

Un ingénieur automaticien

Réf. 67.16

Vous avez acquis une compétence dans les applications de l'automatisme et notamment la gestion technique centralisée. Des connaissances dans le domaine de la protection contre la vol et l'effraction seraient appréciées et vous vous intéressez à l'évolution de ces technologies. Vous assurez des missions d'assistance technique et de contrôle dans ce domaine et intervenez en soutien auprès des unités opérationnelles du groupe.

Un ingénieur mécanicien

Réf. 67.17

Vous avez une compétence dans le domaine de la mécanique et de l'électromécanique appliquée notamment aux appareils de levage. Vous êtes curieux aux technologies nouvelles et prêt à élargir votre champ d'action. Vous participerez au développement de nouvelles activités ainsi qu'à des actions de formation. Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre candidature en précisant la réf. du poste choisi à P. CANDES - SOCOTEC - Département du Personnel - 3, avenue du Centre 78182 St Quentin EN YVELLINES.

Entre vos projets et votre évolution professionnelle et nous, les intérêts sont communs.

Notre IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, de dimension internationale (20.000 personnes - CA 14 Milliards) renforce sa Direction Organisation et Informatique, basée à LYON, pour accélérer l'évolution de nos systèmes d'information.

Dans un contexte dynamique et motivant, associé à un environnement technique de haut niveau : systèmes IBM 3090 et AMDAHL, matériels DIGITAL, logiciels de base MVS XA, IMS, et un réseau international de plus de 2000 terminaux, votre potentiel, vos compétences trouveront un terrain propice à leur développement.

CHEF DE PROJET

Réf. CP

Vous managez une équipe chargée d'étudier et de réaliser des projets importants en production, finances, comptabilité ou commercial. Ingénieur grande école ou MIAGE, vous êtes âgé(e) par 2 à 5 ans d'expérience ou débutez avec nous. La connaissance d'outils de développement et la pratique d'une méthode d'analyse seraient appréciées.

ASSOCIEZ VOS PROJETS ET VOTRE ÉVOLUTION AUX NÔTRES!

INGENIEUR RESEAU

Réf. IR

Issu d'une grande école, débutant ou presque, venez acquies vos compétences dans le domaine des Télécommunications, de la Télé-informatique et du système. En participant à la mise en œuvre et au suivi des logiciels "réseau", en collaborant aux études nouvelles, évoluez avec les technologies et devenez vite un spécialiste de haut niveau.

INGENIEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION

Réf. AE

Avec votre équipe, vous travaillez en liaison avec la production, le système et les Chefs de projet auprès de qui vous jouez un rôle de Conseil. Dans un contexte d'exploitation déjà fortement automatisée, vous participez à l'optimisation des méthodes de gestion des applications par l'apport de solutions techniques innovatrices. Ingénieur ou MIAGE, vous avez 2 à 5 ans d'expérience, si possible dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature en précisant la référence du poste choisi à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

Concevoir et organiser notre nouvelle informatique.

Filiale industrielle (900 personnes) d'un groupe international, la création récente d'un nouveau Département Informatique équipé d'un matériel IBM 38 nous conduit à reformer progressivement l'ensemble de notre système d'information. Nous recherchons un

Responsable informatique

Réf. RI 824

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous prenez en charge toutes les étapes de cette réorganisation : de l'établissement du cahier des charges au choix et à l'installation de logiciels adaptés, en passant par la constitution et l'animation de l'équipe informatique.

Au-delà de vos qualités techniques, vous êtes un organisateur, homme de dialogue et de négociation. Votre connaissance de l'entreprise vous permettra d'établir une bonne collaboration avec les utilisateurs, les constructeurs, les prestataires de services et les autres sociétés du Groupe. Informations de formation supérieure, ce poste, basé à Paris, vous ouvrira de multiples possibilités d'évolution au sein d'un Groupe dynamique.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.



laboratoire cerba

Dans le cadre de notre expansion, nous créons un poste de :

Directeur de la Logistique

HF

Réf. 09.732 M

Rattaché au Directeur Général et membre de la Direction, vous aurez la responsabilité de l'informatique, des Archives, des Transports et des Services Généraux.

Vous aurez pour mission :

- la participation à la définition de la Politique de Développement de ces services,
- la détermination des objectifs,
- l'élaboration des plans d'action,
- la coordination et supervision des activités de ces services.

Vous avez 40 ans minimum, votre formation supérieure, votre connaissance approfondie des contraintes internes et externes de l'entreprise, vos qualités personnelles vous permettront de participer activement à la stratégie de notre expansion. Vous maîtrisez l'anglais et l'informatique.

et recherches

Directeur du Service Informatique

Réf. 10.736 M

Rattaché au Directeur de la Logistique :

- vous aurez la responsabilité de la mise en place, du fonctionnement et de l'évolution des systèmes informatiques,
- vous proposerez les moyens budgétaires, techniques, matériels et humains à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des utilisateurs,
- vous animerez une équipe de 10 personnes.

Vous avez 30 ans minimum. Vous êtes de formation supérieure (ingénieur, MIAGE...). Vous maîtrisez la langue anglaise. La connaissance du matériel BULL DPS 7 et des logiciels IDS, IDS, GCOS 7 et du milieu médical sont des atouts supplémentaires.

Postes basés à SAINT-QUEN-LAUDMONE (95).

Merci d'adresser votre dossier, CV, photo et prétentions, sous référence choisie, à Henry LANG.

Personnel conseil
85, rue de Lille 75007 PARIS

حکذا من الامم

« Informatisation de l'industrie »

Filiale d'un grand groupe industriel d'envergure internationale, nous sommes spécialisés dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'équipements moteurs (1 900 personnes - 4 établissements). Nous recherchons pour renforcer notre Direction Technique située au siège (proche banlieue ouest) :

Responsable du Laboratoire Etudes et Développement des Logiciels

Son rôle est :

- d'animer l'équipe chargée du développement des logiciels des systèmes de contrôle moteur (coordination des projets, élaboration des spécifications, réalisation des logiciels),
- de mettre en place un atelier logiciel répondant aux exigences de la qualité logiciel.

Le poste s'adresse à un diplômé d'une grande école ayant une expérience minimum de 5 ans en micro-informatique dans des applications temps réel.

Réf. 9882

Responsable de l'intégration Logiciel

Il a pour mission la création des moyens de validation de logiciels de contrôle moteur ainsi que l'encadrement des activités de recette de ces logiciels.

Diplômé d'une école d'électronique, avec option informatique, le candidat retenu devra posséder une expérience minimum de 3 ans dans le domaine de la validation des logiciels.

Réf. 9883

La taille de notre groupe et notre politique de gestion des carrières doivent permettre à des candidats de valeur une évolution en relation avec leurs aspirations et leurs compétences.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) en indiquant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

INGENIEURS INFORMATIENS

VOUS

- Vous recherchez le partenaire de votre évolution personnelle.
- Vous avez une fibre à être actif au sein d'une entreprise de dimension humaine, dans un secteur de pointe.
- Vous aimez vous dépasser sur des missions passionnantes et variées, et les faire aboutir.
- Vous vous reconnaissez dans le profil suivant :
 - diplômé de grande école (X, Mines, écoles d'ingénieurs... avec option informatique),
 - 2 à 5 ans dans une grande entreprise industrielle vous ont permis d'acquies de la rigueur au plan méthodologique et qualité,
 - vous maîtrisez un exécutif temps réel et/ou UNIX sur machine cible mono ou multi-processeurs 16/32 bits.

NOUS

- Nous sommes une équipe dynamique dont les compétences sont recherchées, dans le domaine de l'informatique temps réel : applications scientifiques et industrielles, et traitement de l'image.
- Dans le cadre d'une entreprise nouvelle (proche banlieue Ouest), nous voulons nous associer aux meilleurs éléments.

ENSEMBLE

Poursuivons notre épanouissement et, à l'aide de solutions technologiques performantes, assurons la satisfaction de nos clients et conquérons de nouveaux marchés.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre agence PLURAL - 42, rue C. Desnouettes, 94290 CACHAN en précisant sur l'enveloppe la référence 200 10/BE

SOFRIELOG



LE DEFI TECHNIQUE

NOTRE DIRECTION INFORMATIQUE (200 PERSONNES, 4 IBM 30 X00 DOIT SE RENFORCER POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX SYSTEMES D'INFORMATION.

Nous recherchons :

RESPONSABLE METHODES DE CONCEPTION DE SYSTEMES D'INFORMATION

connaissant bien la méthode AXIAL

Réf. 4/87

CHEFS DE PROJETS DE GESTION confirmés

Réf. 468/87

INGENIEURS EXPLOITATION débutants

Réf. 469/87

Ces postes sont à pourvoir à notre établissement de CORBEIL (91).

Merci d'adresser CV et prétentions en rappelant la référence choisie à SNECMA - Département Encadrement 2, bid Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

FUTUR RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

Notre société (1 200 personnes, 380 MF de CA) à forte notoriété produit et commercialise des articles de grande consommation "haut de gamme".

Leader sur le marché français, notre situation financière exceptionnelle nous conduit à investir durablement dans le développement de notre service informatique (IBM 38/CAP III).

Dans un premier temps, vous serez chargé de la mise en œuvre de nouvelles applications, dans les domaines de la gestion commerciale et de la gestion de production. A moyen terme, vos fonctions évolueront rapidement vers l'entière responsabilité du service informatique : exploitation, développement, responsabilité budgétaire.

Nous souhaitons rencontrer un candidat à fort potentiel (28/35 ans)

diplômé de l'enseignement supérieur (INGENIEUR, MIAGE...), ayant une première expérience de la gestion commerciale et de la CAO sur IBM 38 de préférence.

La connaissance éventuelle des réseaux Télécom, Transpac, des micro-ordinateurs, du système CPM, de la CAO serait un atout apprécié.

Par ailleurs, votre profil sera celui d'un homme de décision, d'organisation possédant un esprit créatif et le sens de la communication, la connaissance du matériel IBM 38 est impérative.

Les conditions offertes sont attractives pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans une ville agréable du Nord-Ouest, à 45 minutes de la mer.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence M 230 C, à notre Conseil : NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio-Télévision, Le Monde des Affaires... - la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne et les bénéfices en 1986, démontrent la réussite du redressement du journal. Pour maîtriser notre développement, nous recherchons

UN CHEF DE PROJETS - GESTION

Au sein de la Direction des Systèmes d'Information et d'Organisation, vous animerez une petite équipe d'Analystes Programmes dans la conduite des projets concernant la comptabilité, les finances, le personnel, la distribution, la publicité... De l'établissement des cahiers des charges en passant par la conception jusqu'à la réalisation, vous travaillerez avec méthode et le souci permanent des utilisateurs. Pour ce

poste, nous souhaitons rencontrer des Chefs de Projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dans un environnement IBM Gamme 43 sur des projets importants de même type et rompus à la méthode MERISE. De formation Ingénieur ou MIAGE nous vous demandons de nous parler de vos succès et de nous convaincre de vos qualités de rigueur et d'organisation ainsi que de votre sens de la communication et de la pédagogie.

Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions + lettre de motivation à : PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la réf. 346/3

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

SIEMENS

Nous sommes le leader européen en automates programmables avec notre gamme SIMATIC.

Nous poursuivons notre expansion en France et pour réaliser nos objectifs à moyen terme, nous recherchons des Ingénieurs Grandes Ecoles pour les secteurs suivants :

- **commercial** (PARIS-LILLE-NANTES) réf. SIM. C
- **assistance technique**
 - avant-vente (PARIS-BORDEAUX) réf. SIM. AV
 - après-vente (PARIS + DEPLACEMENTS) réf. SIM. SAV
 - conduite de projets (PARIS + DEPLACEMENTS) réf. SIM. CP
- **réalisation de logiciels d'application** (PARIS) réf. SIM. SEL

Si vous possédez :

- une solide formation technique en automatique/informatique industrielle accompagnée de préférence d'une première expérience dans l'industrie
- un bon niveau d'allemand pour les postes techniques
- un tempérament actif et volontaire doublé de qualités relationnelles et de communication.

Venez nous rejoindre.

Nous vous prions d'adresser votre dossier complet de candidature avec C.V. détaillé, en précisant bien la référence choisie à : Département du Personnel - BP 122 - 93204 ST-DENIS cedex 01 ou pour un premier contact téléphonez à : Patrick DUCOUDECO (1) 49.22.32.83 Françoise BERGAGLIA (1) 49.22.32.75.

Siemens S.A.



INGENIEUR COMMERCIAL

déterminés à...

Notre société, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, recherche un ingénieur commercial expérimenté pour développer notre activité dans la région de Paris. Le candidat idéal devra posséder une expérience minimum de 5 ans dans le domaine de la vente de logiciels et être capable de gérer un portefeuille de clients. Les conditions de travail sont très attractives et nous offrons une carrière à long terme.

2 ANALYSE PROGRAMME

Notre société, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, recherche un ingénieur commercial expérimenté pour développer notre activité dans la région de Paris. Le candidat idéal devra posséder une expérience minimum de 5 ans dans le domaine de la vente de logiciels et être capable de gérer un portefeuille de clients. Les conditions de travail sont très attractives et nous offrons une carrière à long terme.

UN INGENIEUR

Notre société, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, recherche un ingénieur commercial expérimenté pour développer notre activité dans la région de Paris. Le candidat idéal devra posséder une expérience minimum de 5 ans dans le domaine de la vente de logiciels et être capable de gérer un portefeuille de clients. Les conditions de travail sont très attractives et nous offrons une carrière à long terme.

« Informatisation de l'industrie »

PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS!INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(EMP, ECP, ENSAM, ENSIMAG...), rejoignez notre
DIRECTION INFORMATIQUE

Vous y recevrez une formation adaptée pour vous intégrer dans une équipe de développement. Vous évoluerez vers la fonction chef de projet ou des fonctions plus orientées vers les techniques des systèmes informatiques. Autonome et responsable, vous orienterez votre carrière comme généraliste ou comme spécialiste. La diversité de nos fonctions favorisera votre évolution rapide dans tous nos domaines d'activité. Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
Direction Générale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

la CFAO?...

Vous avez 10 bonnes raisons
de vendre pour IBM France

1. UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVÉE FRANÇAISE. Plus de 23.000 Françaises et Français travaillent à IBM France, dans des unités à taille humaine.
2. UN SECTEUR D'AVENIR. L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'économie ouvrent des perspectives illimitées.
3. L'AVANCE TECHNOLOGIQUE. À l'écoute des besoins des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux.
4. UNE ENTREPRISE PROFITABLE. Le résultat 86. 2.5 milliards de francs de bénéfice net après impôt, fait d'IBM le premier contribuable privé français.
5. DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL. Vivre et travailler dans une ambiance ouverte, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
6. DE REELLES RESPONSABILITÉS. Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre puis vendre une solution adaptée : voilà les responsabilités de commercialisation et développement de nos ingénieurs commerciaux.
7. UNE ÉVOLUTION OUVERTE. La vente mène à de brillantes carrières, tant professionnelles que hiérarchiques, et permet d'accéder à des niveaux élevés de responsabilités.
8. UNE FORMATION REPUTÉE. Elle apporte aux diplômés de Commerce et Gestion les connaissances techniques nécessaires. Elle permet aux ingénieurs d'utiliser ces connaissances techniques à des fins commerciales.
9. UNE GRANDE LIBERTÉ. Nous tenons à l'autonomie de nos ingénieurs commerciaux. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, des objectifs à atteindre.
10. LA DERNIÈRE RAISON... Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donneront. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômé(e)s de grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce (BAC + 4 minimum), si vous êtes débutant ou possédez une première expérience professionnelle, adressez-nous votre candidature. Des postes sont à pourvoir à PARIS ET EN PROVINCE.
IBM France - Département Recrutement (référence F 71)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM

Elipse SSII en fort développement recherche pour prendre la responsabilité de Centres de Profit

INGÉNIEURS COMMERCIAUX déterminés à réussir
PARIS - LYON - GRENOBLE

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience réussie auprès d'une SSII ou chez un constructeur.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous mènerez à bien des négociations de haut niveau auprès des grands comptes (secteurs industriel, tertiaire et administration). Vous bénéficierez du support logistique du siège.

Vous aurez la responsabilité de votre recrutement dans les secteurs technique et commercial.

Salaire motivant - évolution possible vers la fonction de Directeur Général pour éléments de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur MULLER, ELIPSE, 194 bis rue Garibaldi, 69003 Lyon.

THYSSEN ACIERS SPECIAUX SA recherche pour son service informatique situé à CHAVILLE

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS H/F
dont un sous contrat à durée déterminée d'un an.

Sur matériel ICL 2968, ils seront prioritairement chargés des développements et applications (écrites en Cobol) dans un environnement base de données DB2.

Au sein d'une petite équipe, ils pourront bénéficier d'une expérience acquise par la connaissance d'un système de gestion sophistiqué.

Les candidats auront :

- une formation supérieure (DUT, MIAGE...)
- une connaissance d'ICL, VME, TPMS, DMS, ou une expérience confirmée des bases de données et gestionnaire TP
- une maîtrise de l'anglais technique est indispensable
- une première expérience dans une fonction similaire.

Les personnes intéressées par ces postes devront adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à THYSSEN ACIERS SPECIAUX SA, Direction de Philippe SAGER, Direction du Personnel, avenue de la République, BP 52, 78318 MAUREPAS Cedex.

Notre entreprise, filiale d'un groupe français de premier plan, est leader sur le marché de l'équipement de bureau.

Notre réussite commerciale, avec une présence constante sur le marché étranger, et la solidité de nos résultats, nous permettent d'engager une politique ambitieuse de développement et de diversification. Dans le cadre de cette expansion et d'un vaste projet de restructuration des productions sur un site unique, nous recherchons :

UN INGENIEUR

qui prendra la responsabilité du Service Méthodes et des Services Clients.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (AM, INSA, ENIL...), le candidat devra posséder une première expérience réussie en milieu industriel, de solides compétences techniques et la capacité d'animer une équipe de jeunes techniciens. Nos moyens de production sont modernes (robot, CAO, GFAO) et les perspectives d'évolution de carrière sont excellentes.

L'anglais est indispensable.

Ce poste est à pourvoir dans une ville moyenne, agréable, au centre de la France.

Prière d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite sous référence 6363, à PIERRE LEBLANC, 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

SALOMON... UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

Leader mondial du marché des produits de sports d'hiver, nous poursuivons activement notre politique de développement, (2,4 Mds de F de CA dont 90 % à l'export, 1 700 personnes).

Nous cherchons un

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

Votre mission :
Dans le contexte particulièrement motivant d'une activité nouvelle, et en relation directe avec le responsable de la production, vous concevrez, mettrez en place et développerez le système de gestion de production. Vous serez assisté d'une équipe de 3 personnes.

Vos atouts :
Ingénieur de formation (ECP, ECL, AM, INSA...), vous avez une expérience opérationnelle de 3 à 5 ans acquise sur le terrain. Vous avez de bonnes connaissances en GPO, l'imagination et la rigueur nécessaires à la mise en place de solutions performantes.

Nous vous offrons en retour : l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, rémunération actuelle, C.V. et photo, à Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - Metz-Tessy - B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex, sous référence LM/GP.

هذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Une réponse aux défis de demain

Notre groupe a vocation de concevoir, fabriquer et adapter des COMPOSANTS (Electromécaniques, Electromagnétiques, Electroniques) pour des marchés d'Etat et Industriels (nationaux et internationaux). Il occupe actuellement 1 700 personnes sur 12 sites en France, ainsi qu'à l'étranger. Notre DIVISION AUTOMATISMES INDUSTRIELS (Relais, Electro-aimants, automates programmables) recherche son

DIRECTEUR RECHERCHE DEVELOPPEMENT INDUSTRIALISATION

Ingenieur d'une Ecole d'Ingenieurs en Electronique de préférence, vous êtes rompu, après 10 années d'expérience industrielle, aux problèmes de coûts, méthodes et qualité. Vous mettez vos capacités d'innovation et d'animation au service d'une équipe de 25 ingénieurs et techniciens chargés d'étudier et de mettre au point (jusqu'au prototype) des produits de haute technologie électronique où les incidences mécaniques et magnétiques ont aussi leur importance. Votre optique de technicien sera complétée par une approche marketing des produits. Poste à 60 km N.N.E. de Paris. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/3114/G (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

che CARRUT Henri PHILIPPE
75008 Paris

Responsable service R.D. "nontissés"

ACCESSOIRES MENAGERS - Notre entreprise, filiale d'un important groupe français, est le leader de son secteur d'activité, avec 1,3 milliard de francs de CA et une implantation internationale. Les développements des produits en cours et l'utilisation de la technologie du "nontissé" nous conduisent à recruter un ingénieur pour lui en confier le service R.D. Ce collaborateur, à partir des besoins identifiés par le marketing, conçoit et met au point techniquement les nouveaux produits, il propose lui-même des opportunités de produits résultant de l'évolution des technologies ou des matières premières ; enfin, il suit et gère les projets qui lui sont confiés. Rattaché au directeur de la recherche et des produits nouveaux, il encadre une équipe composée d'un ingénieur et de techniciens, il est basé dans un de nos établissements au nord de Paris. Ce poste s'adresse à un ingénieur textile ou à un ingénieur chimiste, pouvant se prévaloir d'une expérience R.D. ou fabrication réussie dans le secteur des nontissés. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements sont à prévoir en Europe.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A 735.87 M à notre conseil, 81 boulevard Hausmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

BESANCON



INGENIEUR en RECHERCHE et DEVELOPPEMENT particulièrement créatif

Notre société (CA 80 millions, + 15% progression annuelle en volume, 140 personnes) spécialisée du bagage en grande diffusion et haut de gamme recherche un

Il est vrai que nous vous demanderons toujours l'impossible : concevoir, sur le plan technique, des formes, des assemblages destinés par nos stylistes, et qui appartiennent au domaine du design.

Mais nous avons les pieds sur terre et saurons reconnaître vos contraintes comme vous saurez reconnaître celles de la création. Vous coordonnerez les problèmes de sous-traitance et de production à l'intérieur de l'entreprise. Vous travaillerez, sous l'autorité du P.D.G., en coopération avec une équipe jeune, extrêmement motivée, représentée par les Directions Technique, Commerciale, Marketing.

Vous avez une formation d'ingénieur généraliste - type Arts et Métiers - vous parlez couramment l'anglais, et surtout vous avez envie d'épouser un projet d'entreprise exigeant et passionnant.

Votre candidature : lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8797 M à

Marcet Raguenet

26, avenue de Montrapon

25000 BESANCON

Cabinet d'Etudes de Ressources Humaines

LAISSEZ VOTRE TALENT S'EXPRIMER LIBREMENT !

Société de services en ingénierie informatique spécialisée sur gros systèmes IBM (43 XX - 30 XX), nous offrons des "Informaticiens experts", l'opportunité de s'épanouir dans un contexte performant et évolutif.

INGENIEURS SYSTEME CONFIRMES

MVS - VM - VSE - Minimum 3 ans d'expérience (Réf.ISM)

CHEFS DE PROJET

GRANDS SYSTEMES IBM

Formation Miage ou Ecole d'Ingenieurs - Minimum 4 ans d'expérience (Réf.CPM)

ANALYSTES

GRANDS SYSTEMES IBM

Formation Miage - Minimum 2 ans d'expérience (Réf.AM)

Vous souhaitez être maître d'œuvre de grands projets ?

Faites-nous part de vos talents au 47.27.85.65

ou adressez-nous votre dossier de candidature sous référence choisie à :

Orchid Grands Systèmes

8, rue Copernic - 75116 PARIS

« Informatisation de l'industrie »

...General Electric Calma : la formule 1 de la CFAO

Entre General Electric Calma et Williams Honda : l'histoire d'une réussite, basée sur la CFAO. Relier d'autres défis, suivre la voie de l'excellence et préparer demain, tel est notre objectif.

Si vous aussi vous aimez relever les défis, vous vous "placerez" sur nos plus grands marchés : Mécanique, Robotique, Electronique, Micro-mécanique, Architecture, Ingénierie, Génie Civil...

Un dernier détail : chez General Electric Calma, l'anglais est souvent une langue de travail. Succès se dit succès.

Ecrivez alors à Nadine Chevalier, General Electric Calma, 42 Avenue Montaigne, 75008 Paris.



Ingenieurs d'Application

Vous allez assister les Ingenieurs Commerciaux dans le développement des ventes. Vous définissez le cahier des charges, proposez des solutions, réalisez des démonstrations et collaborez aux succès de nos clients. Ingenieur, vous avez 3 ans au moins d'expérience industrielle.

Ingenieurs Commerciaux

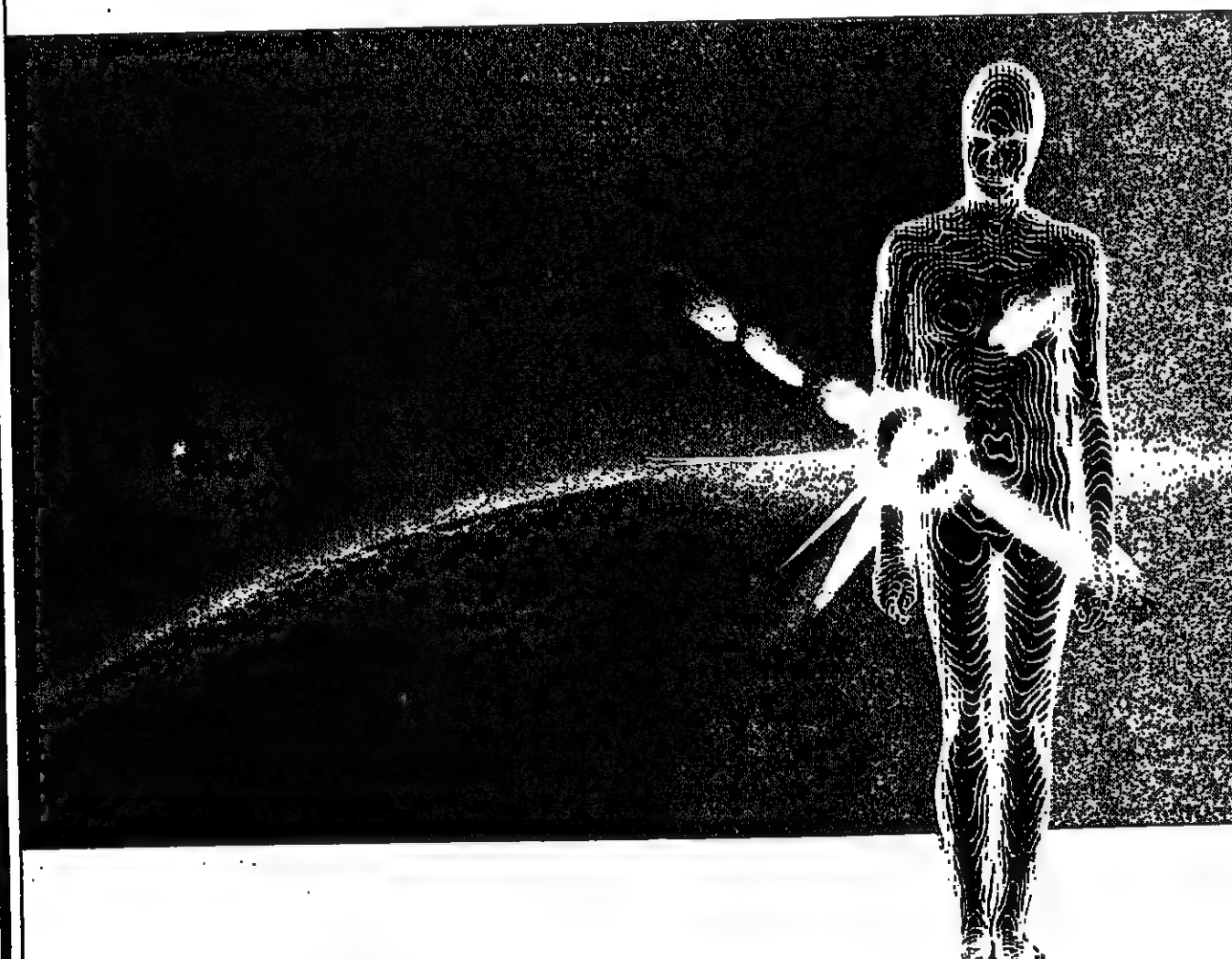
Vous élargissez notre clientèle. Les cahiers des charges analysés, vous proposez des solutions complètes aux clients (choix du matériel, des logiciels). Ingenieur, professionnel de la vente "high tech" depuis au moins 3 ans, un profil idéal.



calma

LA FORMULE DU SUCCES

Honeywell, la réussite tout simplement.



Honeywell, société internationale, est le premier constructeur mondial de produits et systèmes de régulation et d'automatisation dans les secteurs du Bâtiment, de l'Industrie et de l'Aéronautique. En France, elle emploie 700 collaborateurs dont plus de 300 ingénieurs et Techniciens Supérieurs et réalise un CA de 600 MF avec une des meilleures rentabilités dans son secteur.

Sa force : l'introduction de produits et systèmes sophistiqués sur des marchés diversifiés.

De nombreuses opportunités sont offertes à des Diplômés Grandes Ecoles et à des Techniciens Supérieurs dans les fonctions technique et production, commerciale, administrative et financière. Leur première expérience va leur donner les moyens de s'intégrer dans un contexte résolument tourné vers la haute technologie.

Plusieurs postes sont à pourvoir à son siège de St Quentin en Yvelines, dans ses agences et centres de développement et de production (Amiens et Grenoble).

Partagez, tout simplement, la réussite de Honeywell.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous la référence M20 au Directeur des Relations Humaines, Honeywell s.a., 4 avenue Ampère, BP 37, 78391 Bois d'Arcy Cédex.

Ensemble, nous trouverons la solution.

Honeywell

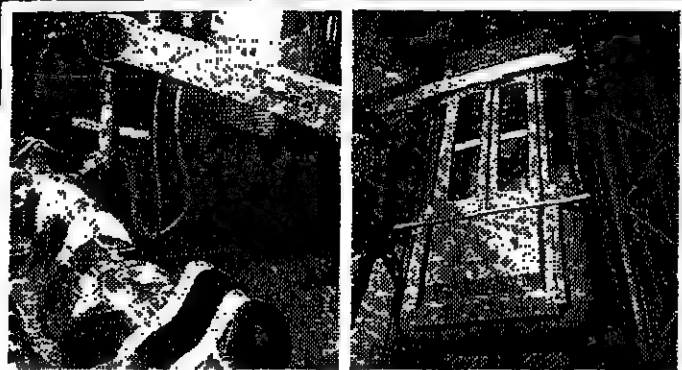
هكذا من الامل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Objectif: Développer fortement notre centre de Recherche Français. Nous renforçons notre potentiel humain, investissons dans des techniques de pointe (C.A.O.), et améliorons la communication entre la recherche et la production en transférant le Service Recherche et Développement près de notre unité de Gien. Participez à ce défi en intégrant OTIS, N° 1 Mondial et N° 1 Français de l'ascenseur.

OTIS L'ENGAGEMENT TECHNOLOGIQUE



Ingenieurs

Dessinateurs

• généraliste.
• généraliste spécialisé en C.A.O.
• généraliste option hydraulique.
Vous avez une première expérience industrielle en Bureau d'Etudes ou de Méthodes, du secteur mécanique, électromécanique ou hydraulique industrielle. Vous assurez la conception du produit, le lancement et la mise au point des prototypes européens, le suivi des Pré-Séries. Notre but: atteindre le "ZÉRO DÉFAUT".
Vous travaillez en équipe avec les techniciens et dessinateurs du bureau d'études, des services méthodes usine et chantier en vous appuyant sur la C.A.O. Parler anglais est indispensable, posséder une deuxième langue étrangère est souhaitable, car vous assurez la responsabilité d'un projet en liaison avec les BE des sociétés du groupe (Italie, Espagne, Allemagne, USA, Japon...).

• dessinateur-électricien pour réalisation de schéma d'automatisme, niveau CAP;
• dessinateur-projeteur niveau BTS/DUT ayant une connaissance de l'application des microprocesseurs - anglais demandé;
• dessinateurs-projeteurs niveau BTS/DUT bureau d'études mécaniques (constructions métalliques);
• "designer" niveau BTS ayant une bonne connaissance des matériaux décoratifs;
• dessinateurs niveau CAP bureau d'études mécaniques utilisant la tôle pliée ou les fers marchands. D'esprit curieux et ouvert, vous êtes prêt à vous former aux nouvelles technologies et souhaitez travailler dans une équipe tournée vers la qualité.

OTIS
L'ASCENSEUR

NOTRE NUMERO
48 78 99 88

Venez participer à cette ascension! Vous travaillerez dans ce cadre agréable à 150 km de Paris, et vous bénéficierez des possibilités d'évolution de carrière du groupe. Pour en savoir plus, contactez vite "Notre Numéro" du mardi au vendredi de 9h à 19h et le samedi de 10h à 13h ou adressez votre candidature à la Direction des Relations Humaines à l'attention de Véronique PARAGES - OTIS - 141 rue de Saussure, 75017 PARIS sous réf. IN/712 (postes d'Ingenieurs) ou DE/712 (poste de Dessinateurs).

ALCATEL ESPACE Spécialiste Electronique et Télécommunications Spatiales

Dans le cadre du développement de ses activités de recherche pour TOULOUSE

DES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités ayant une expérience de plusieurs années pour intervenir dans les domaines suivants :

ELECTRONIQUE (Réf. 22)

- Hyperfréquences.
- Electronique numérique.
- Traitement du signal.
- Radar.
- Antennes.

TELECOMMUNICATIONS (Réf. 23)

- Conception.
- Etude.
- Réalisation.
- Mise en service.
- Suivi de contrats de réalisation.

FIABILITE/QUALITE (Réf. 24)

- Assurance produit.
- Composants.

MECANIQUE (Réf. 25)

- Thermique.
- Analyse de structure.

Vous pouvez exercer votre métier dans un secteur de pointe, évoluer dans l'une des filiales d'un groupe d'envergure internationale.

Faites-nous parvenir un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en rappelant la référence à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.

ALCATEL
ESPACE



Chercheurs
que mettez-vous dans nos
assiettes de demain ?

BSN
GROUPE

M.E.G.

CHOISISSEZ D'EVOLUER DANS UN CADRE AGREABLE

Filiale d'un groupe américain, nous sommes spécialisés dans la construction de matériels auxiliaires pour rotatives offset, nous recherchons pour compléter nos équipes

2 INGENIEURS A & M ou EQUIVALENT DEBUTANTS ou CONFIRMES

Un esprit vif et créatif, de bonnes connaissances en automatismes, le goût des calculs et du dessin industriel, toutes qualités qui vous offrent l'opportunité de prendre en charge l'un de ces postes à potentiel qui allient la conception, la réalisation et les essais de produits nouveaux à l'étude de l'amélioration des produits existants. Nous vous offrons 2 orientations de carrière :

- notre service Recherche et Développement Mécanique
- notre service Recherche et Développement Thermique

Réf. RDM / LM
Réf. RDT / LM

1 INGENIEUR CONFIRME

Vous êtes un bon généraliste ou mieux encore un spécialiste de la thermique industrielle. Vous prendrez en charge le suivi des affaires depuis l'établissement du projet jusqu'à sa réalisation et sa mise en route.

Réf. IC / LM

1 CADRE TECHNIQUE

CHEF DU SERVICE PIECES DE RECHANGE

A 30 ans minimum, vous êtes de formation technique et votre expérience professionnelle d'au moins 5 ans vous a permis de vous familiariser avec les méthodes de gestion d'une unité en milieu industriel. Sous la responsabilité du Directeur du S.A.V. et avec le soutien d'une équipe de 5 personnes que vous animerez, vous prendrez en charge la responsabilité du service pièces de rechange et entretiendrez donc une étroite collaboration avec notre clientèle et nos filiales à l'étranger. Homme de terrain, vous n'hésitez pas, le cas échéant, à vous investir totalement dans votre tâche.

Réf. CPR / LM

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DE HAUT NIVEAU

Avec un diplôme ISI, EPSI ou équivalent, vous avez, durant 5 années d'expérience, acquis la pratique de la micro-informatique industrielle et la maîtrise des langages Assembleur, Pascal et "C".

Réf. AP / LM

DESSINATEURS-PROJETEURS BTS ou DUT

POUR NOTRE RE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT THERMIQUE
Vous connaissez le travail des métaux en feuille, si possible dans les domaines aéronautique et thermique, ainsi que le conditionnement d'air pour fours de séchage. Formation DAO souhaitée.

Réf. RDP / LM

Bien-sûr, notre vocation à l'export donne à tous ces postes une dimension internationale vous permettant, à terme, car vous parlez l'anglais, de devenir l'interlocuteur privilégié de nos clients étrangers. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Venez nous rejoindre à EVRY, vous y découvrirez un cadre agréable, nous y avons tout prévu... même un court de tennis.

Adressez lettre manuscrite et CV, en précisant la référence du poste choisi, M.E.G. - Service du Personnel - ZI des Malines - CE 2717 - 91027 EVRY Cédex, nous traiterons avec discrétion votre candidature.

Ingenieurs Conseils Banque

DIEBOLD est un cabinet de conseil international. Son siège est à New-York. En Europe, il est présent dans les principales capitales... et à PARIS avec Diebold France.

La vocation de Diebold est d'aider les entreprises à maîtriser, au profit de leur gestion, les différentes technologies de l'information.

Les organismes bancaires et financiers représentent une part importante de notre clientèle.

Nous intervenons auprès de leur direction pour des missions variées :

- CHOIX STRATEGIQUES INFORMATIQUES
- DIRECTION DE GRANDS PROJETS
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES D'INFORMATION
- EXPERTISE : QUALITE, SECURITE...

De formation Grandes Ecoles, vous possédez une expérience d'environ 10 ans à des postes de responsabilités dans des banques, institutions financières, cabinet de conseil...

Vous apportez des compétences concrètes en organisation bancaire, systèmes d'information financiers, applications sectorielles (titres, engagements, ...).

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel auprès d'une clientèle de haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence MSP 2010 à :

Diebold France

56, rue de Londres - 75008 PARIS

Notre Métier, une Vocation : le Conseil

Nixdorf prépare l'avenir et le prouve :
Nous sommes les premiers en France à appliquer une nouvelle méthode destinée à faire évoluer, vers un partenariat actif, la relation constructeur/utilisateur.
Pour assurer sa mise en place, nous recherchons un

Project manager

Maître d'œuvre du projet, c'est sur vous que repose sa réussite en France. A vous, en bon coordinateur, de savoir introduire ce nouveau concept dans tous les rouages de notre société.

A 30/35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une bonne connaissance du monde informatique et si possible de l'ingénierie "logiciel". Vous êtes l'animateur que nous attendons avec le

charisme, la créativité, la rigueur, les qualités relationnelles qui en découlent. L'homme qui demain prendra un poste de management.

Nous vous proposons de partager dès maintenant notre challenge de 1990 : devenir le premier constructeur européen de communication. Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à Jacques Lefebvre, DRH-2 avenue Georges Pompidou, 69003 Lyon. Réf. PJ.

NIXDORF
COMPUTER

ALSTHOM

DÉPARTEMENT APPAREILLAGE
BASSE TENSION A THERMO-STAT

INGENIEUR MARKETING
PRODUITS

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

ALSTHOM est un groupe international de premier ordre.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SEGIME INDUSTRIE



Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE
VIDEOTEX

recherche en création de postes
1) des ingénieurs CONFORMES (2 à 5 ans d'expérience)
Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.
2) des analystes applications dans le domaine de la GESTION et du VIDEOTEX.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence M 16, à JEAN TASSON - SEGIME INDUSTRIE - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

Microbiologie alimentaire industrielle

Ingénieur de recherche



Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Epicerie ; une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits alimentaires : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, montages, condiments, confiserie, pâtisseries.

L'évolution des techniques de fabrication sur lesquelles nous travaillons nous incite à étoffer le potentiel humain de notre unité de microbiologie.

Dotée d'un solide bagage scientifique en écologie microbienne (niveau Doctorat), la personne que nous recherchons aura si possible une première expérience professionnelle. Son action s'inscrit dans le

cadre de notre politique d'assurance qualité. Elle aura à concevoir, planifier et réaliser les expérimentations indispensables pour renforcer la sécurité des produits fabriqués.

Basé à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, le poste implique des déplacements en France et à l'étranger et demande une bonne maîtrise de l'anglais.



Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence 23 74 M, BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 PARIS.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

PRO RESEARCH
23 & 24 OCTOBRE

Telesystemes

Ingénieurs d'Affaires et Commerciaux - Ingénieurs Systèmes et Réseaux - Chefs de Projet, Ingénieurs Analystes et Analystes - Programmeurs
(Environnement IBM DEC BULL)

Si vous souhaitez valoriser votre expérience sur des projets de Haute Technologie, rencontrons-nous !
Rendez-vous sur le Stand D3, Salon Prosearch à l'Hôtel Nikko 61 Quai de Grenelle 75015 PARIS (métro Bir-Hakeim)

Telesystemes 115 rue du Bac, 75007 PARIS, 45.44.38.98

Gagnons ensemble.

ALSTHOM

LE DEPARTEMENT APPAREILLAGE ELECTRIQUE
BASSE TENSION A SAINT-QUENTIN
recherche

INGENIEUR MARKETING PRODUITS

Rattaché au Chef du Service Marketing, assisté de 2 Techniciens, il a pour mission :

- d'orienter la création des produits nouveaux dont il définit les cahiers des charges et d'en surveiller l'évolution,
- de conseiller techniquement les services commerciaux, le réseau de vente, les clients, s'assurant en permanence de la qualité des services rendus à ces derniers.

De formation Electrotechnicien ou Electronicien, cet ingénieur a de préférence une première expérience. Il est mobile et il pratique l'Anglais.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, sous réf. 6070-M à Mamrègès, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Architectes
de systèmes
informatiques

BANQUE PARIBAS

PARIBAS exerce des métiers multiples, de haute technicité et exige de ses informaticiens une constante intégration des évolutions technologiques dans son architecture informatique.

Vous serez intégré à la petite équipe autonome qui définit cette architecture sur le plan national et international et veille à sa cohérence ainsi qu'à son efficacité : conception et réalisation des projets d'infrastructure technique (réseaux, systèmes de messagerie...), choix des moyens, évaluation des nouvelles techniques (C.P.A.O., systèmes experts...) et assistance aux équipes de conception des applications bancaires et financières.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience technique de 2 à 5 ans dans un ou plusieurs domaines fondamentaux (systèmes, réseaux, répartition d'applications...) en environnement IBM et/ou DIGITAL.

Créatif et pragmatique, communicant et réaliste, vous saurez mettre en avant vos qualités de rigueur, d'autonomie et d'esprit d'équipe ainsi que votre sens des responsabilités.

Si vous souhaitez prendre part aux défis ambitieux de PARIBAS, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence AS/MLM, à la Direction des Relations Humaines - Banque PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS Cedex 02.

Une importante société de biens d'équipements industriels recherche pour son département ingénierie spécialisée dans le domaine des centrales électriques de puissance.

UN INGENIEUR MECANICIEN

pour lui confier la responsabilité de la section mécanique du service dév et proj.

- Il aura pour mission :
- l'analyse des cahiers des charges des clients,
- la conception et la définition technique des équipements,
- la rédaction des appels d'offre de sous-traitance,
- l'élaboration des spécifications techniques,
- l'établissement du prix de revient technique de l'affaire.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, justifiant d'une expérience de l'ingénierie. L'anglais est indispensable.

UN ACHETEUR

Il sera chargé de l'ensemble des achats nécessaires à la réalisation de centrales électriques diesel, à savoir :

- le lancement et le suivi des appels d'offres d'équipements mécaniques et électriques, de génie civil, de prestations de montage,
- l'analyse commerciale des offres,
- la négociation des commandes et des contrats de prestations.

Ce poste convient à un acheteur confirmé de formation DUT ou BTS dans les domaines de la mécanique et/ou de l'électricité. L'anglais est indispensable.

Les postes à pourvoir se situent en proche banlieue parisienne.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à Contasse Publicité s/réf. 30885, 20 avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

UN AGENT TECHNIQUE DE SERVICE TRANSPORT

Il sera chargé :

- de la préparation en liaison avec les transporteurs des expéditions de matériel, du suivi de leurs coûts,
- de la négociation des contrats d'emballage et de stockage,
- des formalités douanières.

Ce poste s'adresse à un technicien titulaire du DUT "transport logistique" ou équivalent ayant déjà une première expérience professionnelle acquise dans le domaine des transports internationaux. L'anglais est indispensable.

DES CHEFS DE GROUPE DE BUREAU D'ETUDES

Ils se verront confier :

- la conduite et la supervision des études de réalisation des projets d'installation de centrales électriques diesel cde en mains,
- le contrôle des études sous-traitées,
- l'encadrement d'équipes de moyenne importance.

Des connaissances techniques approfondies en installation d'usine, en électromécanique, en thermodynamique, en chaudronnerie, en génie civil et VFD sont indispensables. La maîtrise du dessin isométrique, la pratique de l'anglais sont nécessaires.

PARIS - ORLEANS

IBSI, société de services et d'ingénierie en informatique qui connaît depuis 1978 un développement rapide et constant (800 personnes) recrute de nouveaux collaborateurs à des postes de responsabilité :

3 Directeurs Techniques

Adjoint du Directeur d'Agence, il assure la responsabilité du management technique et participe à l'action commerciale pour les agences : Paris Industrie (Réf. : PID), Paris Tertiaire (Réf. : PTR), Orléans (Réf. : ORL).

Consultants Banque et Assurances

10 à 15 ans d'expérience et compétences méthodes souhaitées. Pour l'Agence Paris Tertiaire (Réf. : PTR), spécialisée en organisation et conception de systèmes d'informations dans ces deux domaines.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature et CV à :

Δ Réf. PTR : IBSI/PARIS-TERCIAIRE, 365 rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

Δ Réf. PID et ORL : à l'attention de Christian Maillard, IBSI/PARIS-INDUSTRIE, 365 rue de Vaugirard, 75015 PARIS.



هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR GENERAL

La Société fait partie d'un petit groupe à vocation nationale en forte croissance bien implanté dans le Nord et l'Est de la France. L'établissement qui emploie 50 personnes est situé à Calais.

Le Directeur Général que nous recherchons assurera, sous l'autorité du Président, la direction commerciale et financière de l'entreprise, ainsi que la direction de la fabrication. Il participera à la stratégie de développement et veillera à poursuivre la politique de formation du personnel pour faire évoluer l'activité, de la chaudronnerie et de la charpente métallique vers le métier de la maintenance industrielle.

Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur mécanicien ou généraliste ayant si possible une expérience de la maintenance et disposant d'au moins dix ans d'expérience industrielle dans les domaines de la conception, de la fabrication et du montage. Accoutumé à l'encadrement d'équipes ou d'ateliers, il a également le sens du service à la clientèle et des compétences en gestion.

Pour ce poste, évolutif, la rémunération proposée - fonction de l'expérience - pourra atteindre 350 000 Francs plus une participation au capital.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. photo et rémunération actuelle sous référence M 34/2386 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

COMPOSANTS ELECTRONIQUES PROFESSIONNELLES

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables sous-systèmes et moteurs technologiques des équipements électroniques professionnels, les composants haut de gamme que nous concevons et fabriquons sont destinés principalement aux marchés aéronautique, spatial, Télécoms militaires ou civils.

Ingénieur de formation, encore jeune, vous commencez à vous lasser d'une fonction trop technique ou de responsabilités commerciales routinières. Nous vous offrons l'opportunité d'exprimer pleinement votre dynamisme au sein d'une PME de près de 400 personnes dont les parts de marché sont encore en-deçà du savoir-faire technique.

Au sein d'une petite équipe commerciale basée en région parisienne, nous vous proposons soit de vendre nos produits sur le marché des Télécoms, soit d'assurer la recherche et la vente de composants directement importés sur un marché plus large composé des industriels français de l'électronique.

L'un de ces challenges vous intéresse !

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2391 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

INGENIEURS

MECANIQUE

ELECTRONIQUE

Au sein du GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres) l'AMX-APX (1 700 personnes) étudie et assure la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes faisant appel aux technologies de pointe.

Plusieurs opportunités dans le domaine des ETUDES ou du DEVELOPPEMENT et des ESSAIS sont offertes. Particulièrement pour :

- un INGENIEUR CALCUL SCIENTIFIQUE
- un INGENIEUR ELECTRONICIEN, mesures, essais
- un INGENIEUR ARCHITECTURE MECANIQUE

Le sens des contacts, le goût pour l'innovation et le travail d'équipe seront appréciés.

Envoyer lettre, C.V., photo à : **Etablissement d'Armement AMX-APX**
Service PRS - 13, route de la Minière - SATORY - 78013 VERSAILLES Cedex.

GIAT

Express Europe

Filiale de INFORMATION RESOURCES, Inc. (USA)
leader dans le domaine du support de Décision
proposé à un

Jeune diplômé grande école

SCIENTIFIQUE OU GESTION
le poste de

ingénieur consultant

Après une première période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous évoluez rapidement vers la responsabilité de plusieurs grandes entreprises. Vous assurez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications spécifiques financières, marketing et industrielles. Tirant ainsi profit de votre acquis, vous étendez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert :

- le goût des contacts,
- un penchant pour les outils informatiques évolués,
- la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements de courte durée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 989 à :

EXPRESS EUROPE - Le Courcelleur 2, rue Camille 75854 PARIS Cedex 17

Microbiologiste confirmé

Universitaire (Doctorat - PhD) ou Grande Ecole

Centre International de Recherche
Nutritionnelle

La branche produits frais de BSN représente 10 milliards de francs de CA (yaourts, fromages frais, desserts).
Le CIRDC en le sein de recherche de produits frais, 30 chercheurs y mettent en œuvre créativité et moyens technologiques puissants au service de nos produits.

Au sein de notre Centre International de Recherche produits frais, nous nous proposons de vous confier la responsabilité de projets.

En liaison fréquente avec les autres centres de recherche du groupe, les usines, les laboratoires, les universités, votre tâche sera multiforme : participation à l'élaboration et la réalisation de programmes, à la définition de nouvelles méthodes, synthèses, communications. Vous assurerez le suivi industriel des recherches menées.

Au-delà de vos diplômes, vous bénéficiez d'une expérience significative en recherche et développement acquise si possible en milieu industriel.

Vous savez mettre en valeur vos qualités d'initiative et de rigueur.

Votre anglais courant, votre aisance dans l'échange vous permettront de vous affirmer rapidement au sein d'un groupe international qui prépare les aliments de demain.

Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence CT 39 M à BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Tolbiac, 75008 PARIS.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Ministère de la Défense

Sologne

Jeune Ingénieur

Le GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres) recherche pour les Ateliers de Chariement de Solbais (700 pers.) un jeune ingénieur. Adjoint au chef de service, il participera à la conception et à la maintenance de l'outil industriel de production.

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence T 3240

CORT

65, Avenue Kléber, 75113 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

jeune ingénieur informaticien HF

SORTEZ DES SENTIERS BATTUS

devenez journaliste à **INFORMATIQUE**

premier journal français dans son domaine professionnel et publication de CEP COMMUNICATION (plus de trois milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986).

Au sein de l'équipe de rédaction de cette revue hebdomadaire, vous contribuez à accroître l'influence que nous exerçons auprès de nos lecteurs par la qualité et la pertinence des informations que vous leur fournissez. En relation permanente avec les personnalités du monde de l'informatique et, bien sûr, toujours au fait de l'actualité, vous réalisez des études ainsi que des dossiers techniques concernant les applications et les orientations en matière de grands systèmes. Nous comptons également sur vous pour effectuer les enquêtes et reportages, tant en France qu'à l'étranger.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent et vous possédez, de préférence, une première expérience professionnelle en informatique technique, industrielle ou de gestion.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4055, à notre conseil Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Pontieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

250 KF

Chef du service Qualité

GLAENZER SPICER

Centre Ouest - Nous sommes la filiale française réputée d'un grand groupe mécanique international (2000 personnes), à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, PL, TGV, VAL). Nous investissons beaucoup dans les techniques et dans les hommes et sommes clairement décidés à soutenir les projets de notre futur chef du service Qualité.

Chargé d'animer un service de 45 personnes, vous devrez également développer l'usage des techniques de pointe en matière de gestion et de promotion de la qualité (cercles de qualité, SPC...).

Vous aurez à prendre des initiatives vis-à-vis des autres services de l'usine, des clients et des fournisseurs, ce qui vous conduira à vous déplacer régulièrement. Ingénieur mécanicien d'origine 30 ans, vous devrez démontrer une première expérience réussie en production ou au sein d'un service Qualité.

Rémunération : 250 KF, selon expérience.

Merci d'écrire, sous référence R 34, à : Cabinet de Gestions, 34, Bd Haussmann 75008 Paris. Votre dossier sera traité confidentiellement.

Ch. A. de Gastines

Conseil en recrutement

LE-DE-FRANCE - PRIS DE LOIRE - BRETAGNE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Mesurez vous à l'univers de la high-tech.

INSTRUMENTS SA

est la première société française d'instrumentation scientifique. Notre division RIBER, spécialiste de l'Ultra-Vide, est leader mondial des équipements de recherche pour la micro-électronique. En effet notre haute technologie nous permet d'exporter 80 % de notre chiffre d'affaires. Le Japon et les Etats-Unis comptent parmi nos meilleurs clients.

En 5 ans, nous avons doublé nos effectifs, quadruplé notre chiffre d'affaires. Ce succès, nous le devons en très grande partie à la qualité et à la formation de notre Personnel.

Notre expansion commerciale nous amène à recruter plusieurs candidats pour des postes à haute responsabilité. Nous pouvons leur apporter beaucoup et nous leur demandons beaucoup.

L'enthousiasme, le sens de la communication, le dynamisme, la disponibilité, l'esprit d'initiative, l'anglais courant et une formation scientifique poussée sont des qualités indispensables pour réussir chez ISA RIBER. Le sens des réalités, l'implication, et la tenue des objectifs, seront de réels atouts pour une vraie carrière au sein de nos équipes.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) en précisant la référence à :

ISA RIBER, Service du personnel, 133/137 boulevard National, 92500 Rueil-Malmaison.

Aujourd'hui, les postes à pourvoir sont les suivants :

Chef de produit équipements pour semi-conducteurs

Mission : Promouvoir les produits existants, élaborer le cahier des charges de nouveaux produits, et assurer le lancement.

Profil : Physicien ou ingénieur ayant une expérience en croissance cristalline de semi-conducteurs, et ayant une expérience industrielle ou tout au moins l'y acquise.

Particularités : Nombreux déplacements dans le monde entier (USA et Japon principalement). Réf. : RK 10

Technico-commercial à l'exportation

Mission : Animer un réseau d'Agents. Réaliser les objectifs de vente et de profits sur sa zone géographique en suivant et développant la clientèle.

Profil : Physicien (Ingénieur ou Universitaire), avec formation commerciale (type INSEAD). Expérience souhaitée dans la vente de biens d'équipement de haute technologie.

Particularités : Nombreux déplacements. Réf. : RK 11

Un responsable du service achats

Mission : Rattaché au Département Logistique, il définit la politique d'achat, ses moyens, ses procédures. Il dirige les négociations. Il encadre et anime ses collaborateurs.

Profil : Connaissances en mécanique et en gestion de production industrialisée (GPAO) nécessaires. Expérience dans une fonction similaire souhaitée.

Particularités : Il sera fonctionnaire ou négociateur international et aura des contacts d'achats. Il sera sensible à la recherche de nouveaux partenaires, à la qualité, aux coûts. Anglais courant nécessaire. Réf. : RK 12

Ingénieur Informaticien

Mission : Assurer au sein d'une équipe, le développement de logiciels pour appareils scientifiques. Réaliser les objectifs fixés dans les délais et coûts prévus.

Profil : Ingénieur connaissant les langages structures Pascal ou C sous divers systèmes d'exploitation mini/micro. Expérience de 3 à 5 ans. Anglais indispensable. Réf. : RK 13

Responsable du bureau d'études électroniques

Mission : Assurer la conception et l'industrialisation de sous-ensembles électroniques complexes. Encadrer une équipe de 3 à 4 maquettistes. Assurer la liaison avec la Production et les fournisseurs.

Profil : Formation Ingénieur ou BTS Electronique, avec 5 années d'expérience de BE. Réf. : RK 14

Jeunes ingénieurs électroniciens

Mission : Assurer l'installation, la mise au point, et la maintenance de nos systèmes composés de sous-ensembles mécaniques, électroniques, informatiques.

Profil : Ingénieur ouvrier aux techniques de pointe, avec une première expérience.

Particularités : Nombreux déplacements, très bonne pratique de l'anglais. Connaissance des techniques de l'ultra-vide et de l'analyse de surface appréciée. Réf. : RK 15

Ingénieur en études mécaniques

Mission : Responsable des projets concernant des appareils fabriqués en petite série, et faisant appel à des sous-ensembles mécaniques, électroniques et informatiques.

Profil : Ingénieur en mécanique ou micro-mécanique, prenant directement en charge la réalisation de projets. Expérience en automatisme. Connaissance du CAO. Réf. : RK 16

Ingénieur qualité

Mission : Rattaché au Directeur de la Qualité appelé à prendre de nouvelles responsabilités dans 2 ans, il devra participer à la création du Service Qualité afin de :

- compléter l'analyse en cours,
- mettre en place un plan d'action, prenant en compte toutes les fonctions de l'entreprise,
- former le Personnel, rédiger un manuel Qualité.

Profil : Ingénieur de formation électromécanique bien formé à la qualité. Première expérience industrielle dans un Service Qualité nécessaire. Réf. : RK 17

Technicien supérieur physicien

Mission : Assurer l'installation, la mise au point, et la maintenance de nos systèmes composés de sous-ensembles mécaniques, électroniques, informatiques.

Profil : Formation : DUT Mécatronique/Physique/Électronique.

Particularités : Nombreux déplacements, très bonne pratique de l'anglais. Connaissance des techniques de l'ultra-vide et de l'analyse de surface appréciée. Réf. : RK 18

ISA RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

Notre société est un GROUPE BANCAIRE de taille humaine (600 personnes) dont l'activité diversifiée (Dépôts, Crédits immobiliers, Crédits d'équipement, Crédit-Bail) connaît une forte expansion. Dans le cadre d'un NOUVEAU SCHEMA DIRECTEUR qui prévoit la reconstruction totale de l'application central sur matériel DEC, notre DIRECTION INFORMATIQUE recherche :

Un Chef de groupe opérations bancaires

Réf. GB/C/G/AM

Sa mission : Responsable du secteur "gestion de comptes", il assure, en relation avec les prestataires concernés et assisté d'une petite équipe qu'il encadre, la mise en place d'un nouvel applicatif bancaire (gestion de comptes clients, portefeuille offerts, comptes à terme, étrangers...) en s'appuyant sur l'offre "projets" d'une société de services tout en supervisant des développements spécifiques complémentaires.

Son profil : Agé de 30-35 ans, de formation supérieure (Ingénieur, 3^e cycle universitaire), il peut justifier d'une expérience réussie de 5 ans au moins en tant que chef de projet sur des applications bancaires diversifiées, dans un organisme financier de moyenne importance.

Outre ses excellentes qualités d'organisateur et de concepteur, il possède de par sa personnalité dynamique, volontaire et adaptable, une autorité naturelle et un très bon sens relationnel. La connaissance de l'environnement VAX, sans être impérative, serait un plus.

Les deux postes sont à pourvoir à PARIS 8^e. Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à notre conseil : AXIAL Département Ressources Humaines 47, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

Un Administrateur de données

Réf. GB/AD/AM

Sa mission : Adjoint au responsable de l'administration des données, il participe à la cohérence du système d'information en effectuant, en liaison avec les utilisateurs et les concepteurs de l'informaticien, la normalisation des données et de leur utilisation. Il assure, pendant une période transitoire, l'interface entre les anciens et les nouveaux fichiers de base résidant sur la nouvelle configuration DEC.

Son profil : Jeune diplômé d'une école d'ingénieur ou d'université (3^e cycle informatique), maîtrise de sciences économiques complétée d'une formation informatique de haut niveau. Il est DÉBUTANT mais il s'est déjà familiarisé avec l'univers professionnel en effectuant quelques stages significatifs.

Possédant de très bonnes qualités d'analyse et de synthèse, qu'il met au service de son esprit de conception, mais aussi de son sens des réalités pratiques, il est curieux, inventif mais également rigoureux et organisé. Sociable et communicatif, il s'intègre facilement dans une équipe.

AXIAL
INFORMATIQUE

Société produisant matériel de haute technologie au sein d'un Groupe performant sur le marché mondial recherche pour sa Direction des Achats :

INGENIEUR ou CADRE COMMERCIAL pour Négocier et Gérer des Contrats de Coopération Industrielle

A partir d'un marché de maîtrise d'œuvre de matériel aéronautique, vous prenez en charge la consultation des fournisseurs et la négociation contractuelle et technique des contrats avec des coopérateurs industriels.

Vous êtes responsable de la rédaction et de la gestion des contrats, du suivi des évolutions en liaison avec les différentes Directions de la Société (Commerciale, Recherche et Développement, Qualité, Production...).

Diplômé d'une grande école généraliste (ECP, Arts et Métiers, HEC, ESSEC...), vous avez une compétence éprouvée pour négocier, évaluer les propositions, gérer rigoureusement les affaires, acquise par une expérience de plusieurs années en milieu industriel ou d'engineering.

Vos qualités d'organisation et de rigueur et votre affirmation personnelle seront des atouts pour votre Candidature à ce poste et votre évolution ultérieure dans notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée, photo sous la référence 9878 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

Société du Groupe ELF AQUITAINE
(100 personnes, CA 2 Milliards)
offre à un

JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES

débutant ou pourvu d'une courte expérience industrielle, le poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES.

Il aura pour missions d'animer et former les techniciens de l'entreprise, promouvoir et coordonner le développement d'un matériel de pointe, négocier avec les fournisseurs et prestataires de service.

Avantages du poste :

- complément de formation assuré dans l'entreprise
- large autonomie d'action dans une structure légère et souple
- variété des tâches
- ouvertures de carrière.

Adresser CV, sous réf. 1704 à notre conseil CEPIAD, 135 avenue de Wagram 75017 PARIS.

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Vous souhaitez affirmer et développer vos compétences techniques, humaines et commerciales dans les domaines de la Télématique, des Télécommunications, de la Défense, de l'Industrie et de l'Espace.

Nous recherchons des ingénieurs de formation grande école ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Venez collaborer à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

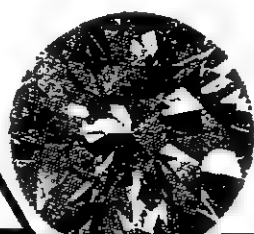
Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le

domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, pages de mémo, systèmes de commandement pour les forces armées, l'imagerie... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA - Direction
des Ressources
Humaines
30, Quai de Dion
Bouton 92806
Puteaux Cedex
Raf 94LM

SESA



Responsable de la Recherche Nutrition

POUR LES LABORATOIRES SOPHARGA (Uaine de Creully à 18 km de Caen - 14)

Roussel-Uclaf Nutrition élabore et fabrique des produits de nutrition thérapeutique à partir de matières premières brutes ou transformées provenant essentiellement de l'Agro-Industrie.

Chercheur confirmé, vous animerez l'unité (8 personnes) chargée de la mise au point de matières premières originales comme de la recherche sur ces substances, c'est-à-dire protéines et lipides d'origine laitière ou végétale, destinées à l'élaboration de produits de nutrition médicale.

Ingénieur ou titulaire d'une maîtrise, vous vous êtes spécialisé grâce à un DEA et/ou un doctorat, puis au cours de votre expérience industrielle (minimum 5 ans) dans ce domaine qui exige la maîtrise du génie enzymatique (hydrolyse, recombinaison, transfert...), la pratique des techniques de séparation (centrifugation, résine, chromatographie...) et de méthodes d'analyse ainsi que la connaissance des émulsions.

Votre goût des contacts fera de vous l'interlocuteur privilégié, non seulement des différents départements du Groupe (Recherche et Développement, Direction Médicale), mais aussi des organismes publics (CNRS, INRA...).

Le poste implique en outre la pratique courante de l'anglais et une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous réf. 113/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation, 35, bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



Les Caisses d'Épargne Soutient viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992. Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENPEP, Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, chef du Réseau Soutient recherche pour le secteur architecture informatique de sa Direction Générale, deux ingénieurs pour participer, en collaboration avec les organismes concernés, à la conception et à la mise en place du SYSTÈME COMMUN D'INFORMATION.

INGENIEUR CONCEPTEUR

Missions : Elaboration du schéma Directeur Opérationnel et des études préliminaires, rédaction des cahiers des charges, animation des travaux des filières techniques, coordination des réalisations et de la maintenance. (Raf. IC/LM)

ADMINISTRATEUR DES DONNEES DE L'ENTREPRISE

Missions : Construire la structure d'implémentation conceptionnelle et logique et rendre possible son exploitation dans les meilleures conditions (définition des données, établissement des normes, contrôles...), faire évoluer et maintenir la cohérence des données, apporter une assistance technique aux utilisateurs, participer à la définition des procédures de sécurité et suivre sa mise en œuvre. (Raf. ADM/LM)

La trentaine, de formation supérieure BAC + 5, vous avez une expérience de quelques années en milieu bancaire dans une fonction de chef de projet ou d'analyste. Vous connaissez le matériel BULL ou IBM ou NCR et, si possible, MERISE. Vous êtes, bien entendu, rigoureux et organisé, et vous avez le sens des contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie au CENPEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

jeune chef de projet informatique et ingénieur débutant

DANS UNE CHARGE D'AGENTS DE CHANGE

qui compte parmi les plus performantes de la profession à Paris et qui fait de l'informatique un facteur majeur de sa réussite.

Rattachés au Responsable Organisation et Informatique, vous contribuez à l'essor très important de notre système de gestion automatisé. Vous vous formez d'abord aux différents métiers de la charge et prenez connaissance du site (VAX 8500, MICROVAX et micro-ordinateurs). Si vous êtes débutant, vous participez à la réalisation d'applications et vous vous préparez à devenir Chef de Projet. Si votre expérience professionnelle le permet, vous exercerez d'emblée ces fonctions : établissement des cahiers des charges, coordination, pilotage et contrôle des développements effectués, en particulier, par les sous-traitants. Progressivement, vous vous orientez vers le secteur des applications de back-office ou vers celui de l'informatique de marché pour en assumer la responsabilité. Vous affirmez ainsi vos compétences dans un domaine de pointe : emploi de moyens techniques nouveaux en matière de télécommunications et intégration d'outils d'aide à la décision.

Pour l'un des deux postes à pourvoir, il convient que vous soyez âgé de 25 ans minimum et que, appartenant de préférence à une SSL, vous ayez pendant au moins deux ans, participé à la conception et à la réalisation de projets de gestion. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4075, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Pontchâteau 75008 PARIS.

SERTI
SELECTION

Le Monde CADRES

Important organisme financier
PARIS recrute

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF DES OPERATIONS DE TRESORERIE FRANCS ET MATIF

Sous l'autorité du responsable de ce service, vous animerez une équipe de 4 personnes et participerez activement à la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des opérations de marché.

Ce poste s'adresse à un candidat :

- possédant une formation de type BTS comptable ou B.P. Banque,
- justifiant de 2 années d'expérience professionnelle dans ce secteur et ayant le sens des relations humaines.

POSTE GRADE CLASSE IV avec possibilités d'évolution.

Adresser votre dossier, en indiquant vos prétentions
s/réf. 3955, qui seront transmis par :



Pierre Lichau s.a.
111, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

GROUPE BANCAIRE

(1200 salariés - 35 agences)

recherche dans le cadre de son développement pour son réseau
Province - Paris

Des Jeunes Diplômés (H/F)

Etudes supérieures, dynamiques, et voulant se réaliser
dans des postes de chargés de clientèle.

LES PROFILS RECHERCHES SONT LES SUIVANTS :

- BAC + 4 (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Po, option Eco-Fi) etc...
- De bonnes connaissances d'analyse financière sont indispensables.
- Un intérêt prononcé pour les produits financiers et informatiques sera largement apprécié.
- Mobilité géographique indispensable.

MISSION : après un stage de formation action de 6 mois au siège et dans le réseau, une affectation en agence sera effectuée pour participer au développement de nos clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à M. 6181
PUBLICITES REUNIES - 112, Boulevard Voltaire
75544 PARIS Cedex 11 qui transmettra.

Testez vos idées, concrétisez vos projets

CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENT

Au sein de la Direction Développement, nous créons et mettons au point les produits qui font notre succès.

Vous prendrez en charge une gamme complète de produits concrets : vous optimiserez et développerez de nouvelles recettes ainsi que les technologies nécessaires à leur industrialisation. Par ailleurs, vous serez au point de nouveaux emballages.

Cette mission requiert une ouverture d'esprit et des qualités de généraliste qui vous permettront de bien appréhender les interactions entre les différents départements : marketing, achats, production.

De formation AGRO, vous avez au moins 2 ans d'expérience en développement de produits et une bonne connaissance du milieu industriel. Vous savez animer des groupes de travail pluridisciplinaires et parlez l'anglais. Ce poste est basé à 25 km Paris-Est. Nous vous offrons des opportunités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 276, à Agnès GIRAULT, LESIEUR, Direction du Développement Social Groupe, Recrutement Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

LESIEUR

POUR QUE VIVE LA TRADITION

Directeur des Ressources Humaines

Un groupe français leader sur son marché recherche son
Directeur des Ressources Humaines.

De formation supérieure, vous avez une expérience significative de la fonction acquise au sein d'unités de production industrielle. Responsable d'un effectif de 2000 personnes dans des unités décentralisées, vous participerez à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise et entretiendrez des relations constructives avec l'administration et l'ensemble des partenaires sociaux. Vos solides compétences juridiques en droit social, votre excellent contact, votre réelle capacité d'animateur et votre goût pour le terrain vous permettront d'assurer l'ensemble de la gestion des ressources humaines.

Ce poste est basé dans l'est de la France.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 2687 à Léo-Thierry ASSOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Le Monde CADRES

ESSOR FORMATION (CONSULTANT)

ESSOR FORMATION est une entreprise spécialisée dans la formation et le développement des ressources humaines. Elle propose des programmes de formation adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

ESSOR FORMATION propose des programmes de formation en management, en marketing, en vente, en gestion des ressources humaines, etc. Ces programmes sont adaptés aux besoins des entreprises et des particuliers.

ESSOR FORMATION recherche des consultants expérimentés pour accompagner les entreprises dans leur développement. Les candidats doivent posséder une solide expérience en matière de formation et de gestion des ressources humaines.

EGOR FORMATION CONSULTANT HF

Le Département FORMATION du groupe EGOR a pour vocation de former l'encadrement des Entreprises aux méthodes les plus modernes de Recrutement, d'Appréciation et d'Évaluation des potentiels.

Aujourd'hui, la confiance répétée de nos clients et l'intérêt de plus en plus grand que suscitent nos techniques nous conduisent à enrichir notre équipe d'un nouveau consultant.

Agé(e) d'au moins 30 ans, vous êtes Psychologue et avez acquis une expérience significative de la commercialisation des produits Formation, de l'organisation des séminaires et de l'animation des groupes. Comme nous, vous pensez que la formation aux Relations Humaines est un souci constant des Dirigeants d'Entreprise et qu'il faut répondre en Spécialistes à leur demande.

Si en plus vous savez réfléchir et concevoir tout en privilégiant l'action, nous vous proposons :

- la notoriété de notre Groupe,
- la qualité de nos produits,
- nos perspectives de développement,
- la richesse de la mission proposée au sein d'une équipe créative et dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 28 EF 88 à Michel GULLANNEUF.

EGOR FORMATION
65, rue de Portefeu - 75008 PARIS

egor

JEUNES CADRES FINANCIERS

LILLE - METZ - TOULOUSE - RENNES

Groupe financier de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements des entreprises.

Les cadres que nous recrutons devront sur leurs secteurs, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins en financement des entreprises, monter les dossiers de crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires (banques, organismes professionnels, administrations, etc.).

Une mission passionnante mais difficile, que nous souhaitons confier à des jeunes diplômés (École de Commerce ou équivalent) justifiant si possible d'une première expérience financière et attirés par une carrière commerciale.

La mobilité géographique est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser candidature motivée en précisant l'affectation de votre choix au CCME - Serge DELETRY, 128 rue de la Boétie 75008 PARIS.

GROUPE CCME

CADRE JURIDIQUE

Assistant du Responsable du Service Juridique, vous intervenez dans tous les domaines de la fonction juridique. Véritable force de propositions, vous concevez votre travail comme celui d'un conseil d'entreprise.

Par votre professionnalisme et vos recommandations vous contribuez aux décisions de notre Société et êtes interlocuteur reconnu auprès de nos responsables de haut niveau.

Intégré au sein des Sociétés affiliées d'un important groupe international chimique et pharmaceutique, vous développerez votre pragmatisme dans un contexte constructif et participatif.

Agé de 28 ans environ, de formation juridique supérieure (Maîtrise de droit des affaires), complétée de préférence par une formation en gestion, vous maîtrisez l'anglais et disposez d'une première expérience de 3 ans minimum au sein du service juridique d'une entreprise.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 3995 à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

ETRE VU POUR ETRE LU

ADICOM
Conseil en communication
de recrutement
19, Av. George V - Paris 75008
Tél. : 4720.91.16 - Fax 4720.85.53
**L'IMPACT MAXIMUM
DE VOS ANNONCES**

Ingénieurs chimistes ! Au-delà de la formulation...

un rôle opérationnel d'interface...

Fille de l'un des tout premiers Groupes Industriels Français, notre Société LEADER MONDIAL pour un produit naturel, recherche, pour son usine d'Angoulême (250 M de F, 250 personnes) un Ingénieur Chimiste, véritable PATRON d'un ensemble d'activités centrées sur

Echantillonnage - logistique - qualité

A partir de produits semi-finis délivrés par la Production de l'Unité, vous devrez, en liaison étroite avec nos Services Commerciaux, concevoir, faire réaliser, conditionner et diffuser nos produits finis, à destination d'industries variées telles : l'Agro-alimentaire, la Pharmacie, la Photographie... « Détenteur » de notre savoir-faire en la matière, votre action « d'aval » aura un effet « rétro-actif » sur l'ensemble de notre activité, ce qui vous prédestine au rôle de responsable de notre Qualité.

Un rôle de concepteur, de « metteur au point », de réalisateur et de « contrôleur ». Un véritable PATRON donc, pour le présent... et l'avenir ! A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/ELO/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

La Qualité ...

l'Atout de votre Réussite.

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise, 5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A., 1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques et leader en radiotéléphonie, notre diversification nous a permis d'occuper une place de premier plan dans tous les domaines de la communication : communication, télématique, radio-communications.

Nous recherchons pour notre Direction de la Qualité, (H/F)

Chef de Service Qualité-Conception

Vous êtes responsable de la qualification de l'ensemble des nouveaux produits que nous développons.

Vous serez directement impliqué pour : définir la politique qualité, coordonner et mettre en œuvre les actions qualité relatives à la conception et au développement et à l'industrialisation des nouveaux produits - participer à l'élaboration des cahiers des charges et assurer la qualification des produits sur les aspects matériel, logiciel et fiabilité - animer et organiser l'activité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Ingénieur Electronicien de formation, votre compétence s'appuie sur une expérience de l'ordre de 7 à 10 ans dans des fonctions d'études et développement sur des produits complexes et si possible dans l'environnement télécommunication.

Vous souhaitez, par ailleurs, élargir votre champ d'action dans l'entreprise et valoriser vos qualités de relation, d'organisation et d'animation d'équipe.

Anglais souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3090 à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

BAGAGE TECHNIQUE
ET TEMPERAMENT
DE MANAGER

Au sein de THOMSON GRAND PUBLIC 6ème groupe mondial d'électronique grand public, COFADEL SERVICES assure un Marketing de Services pointu, appliqué aux produits audio-vidéo, micro-informatique et domotique (marques : BRANDT, SABA, TELEFUNKEN, THOMSON).

Nous souhaitons conforter notre position de leader dans un contexte de vive compétition internationale et de technologies avancées. La mise en place d'une nouvelle organisation, basée sur des moyens informatiques sophistiqués, et animée par des professionnels à fort potentiel, doit nous permettre de devancer la révolution technologique de ces 10 prochaines années.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

SUDRIA, ISEP, ENSI, ICAM ou équivalent
(connaissances numérique)

Vous avez approché la réalité concrète de l'entreprise (1ère expérience professionnelle de préférence ou encore stages, junior entreprise...).

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos connaissances techniques dans un environnement marketing de pointe, pour mettre en œuvre votre tempérament de battant, votre créativité et vos qualités de futur manager.

En rejoignant l'une de nos équipes produit, vous participerez à la définition, à la mise en place des stratégies de service, au suivi qualité, en relation avec les forces industrielles et commerciales du Groupe. Vous êtes bilingue anglais, et peut-être même trilingue allemand.

Des possibilités d'évolution vers des responsabilités variées vous seront offertes au sein de la société ou du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous réf. 87613/LM à SELECOM, 226, rue du Ft St Honoré, 75008 PARIS.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

cisigraph



Spécialiste de la CFAO, notre réussite nous la devons à la performance de notre système STRIM 100 et au dynamisme de nos équipes jeunes et de très haut niveau.

Notre évolution rapide nous permet d'offrir à des ingénieurs des postes variés et évolutifs dans un cadre agréable : La Provence et nos équipes vous attendent.

Ingénieurs systèmes

Vous avez une solide expérience sur au moins un des systèmes suivants : VAX/VMS ; IBM VM/CMS ; BULL ROS OU UNIX.

Ingénieurs informaticiens

Vous avez une pratique du FORTRAN 77 et vous connaissez les matériels DEC (VAX), BULL (SPS 9) et IBM.

Votre expérience vous a permis d'acquies de bonnes compétences dans un des domaines suivants :

Graphique

- Terminaux (TEKTRONIX, IBM 5080, GDX)
- Logiciels (GKS, PHIGS, CORE).

Robotique/Cinématique

- Modélisation
- Commandes

Bases de données

- SGDB de type relationnel
- Langages de requêtes
- Standard d'échanges (IGES, SET, VDA).

Génie logiciel

- Méthodes
- Qualité

Intelligence artificielle

- Théorie des langages, compilateurs
- Systèmes experts

Mathématiques

- Analyse numérique
- Géométrie différentielle

Si vous êtes de formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou universitaire (option informatique) et si vous souhaitez intégrer un groupe innovateur, merci d'adresser votre dossier de candidature, à CISIGRAPH, Direction Recherche et Développement, 336 route de la Seda, Les Parcs du Griffon, 13127 VITROLLES.

Société de Dermo-Cosmétique
C.A. : 150 millions de francs, 130 personnes
Filiale d'un groupe pharmaceutique
international au C.A. supérieur à 10 milliards de francs

DIRECTEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

pour faire face à sa croissance rapide de 25 % par an et assurer le succès de plus de 10 lancements annuels.

Sa mission : couvrir les opérations de bout en bout depuis la recherche de concepts innovants jusqu'à la mise sur le marché de produits nouveaux.

Son profil :

- homme ou femme ;
- 35 ans minimum ;
- ingénieur chimiste ou pharmacien ;
- 5 à 10 ans d'expérience de formulation cosmétique ;
- familier des tests de toxicologie et pharmacologie ;
- connaissant l'anglais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous n° 8101
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS,
qui transmettra avec la discrétion voulue.

DIAGNOSTICS Pastent

Dans le cadre de son expansion
et pour accroître les capacités de son service
Recherche & Développement
situé à STEINVOORDE (59410)
recherche

CADRE DÉVELOPPEMENT MICROBIOLOGIE

- Formation : Ingénieur DEA, Médecin des Sciences, BAC + 4/5 ou équivalent dans le domaine de la MICROBIOLOGIE, (la bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire).
- Expérience : 3 à 4 ans en Laboratoire d'Analyse ou de Recherche.
- Mission : sera chargé, sous la responsabilité du Chef de Service Recherche & Développement et assisté par une équipe de techniciens, de l'étude, de la mise au point et de la mise en fabrication de méthodes de diagnostic microbiologique.

Merci d'adresser (réf. 59410/01) votre candidature
C.V., photo, rémunération souhaitée à
la Direction du Personnel - 3, bd Pasteur
59430 MARAIS-LA-CROIXE

AÉRODYNAMIQUE COMBUSTION

SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche

INGÉNIEUR

- Grande Ecole.
- Pour développements de logiciels.
- Lieu de travail : Marais Sud de Paris.

Tél. : 48-30-24-88, poste 458,
pour informations réciproques.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
REVUES SCIENTIFIQUES
recherche

JEUNE COLLABORATEUR(ICE)

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
ou formation universitaire équivalente pour recherche information, rédaction, mise en page.
- Angles indifférents.
- Libre rapidement.

Adresser C.V., photo et lettre
à l'adresse : 30, rue de la
75001 PARIS,
qui transmettra.

CRÉER LE SERVICE DOCUMENTATION à Saint-Martin (Seine)

Nous recherchons haut de gamme,
dynamique, à l'initiative, capable
de plus en plus de technologies
nouvelles et se plaçant sur
un marché en expansion de
plus en plus décalé.

Nous offrons ce poste essentiel
pour favoriser la documentation
interne et la recherche à la
Direction générale. Il comporte
de multiples fonctions : gestion
des informations techniques,
commerciales et économiques,
mise en place des banques de
données en liaison avec la
groupe, réponse à des
demandes spécifiques, etc.

Nous offrons ce challenge à une
jeune diplômée diplômée
d'une école spécialisée, possédant
bien l'anglais (ou l'allemand)
et ayant 2 ou 3 ans
d'expérience d'un poste similaire.
Ce poste implique de définir les outils et les moyens
nécessaires au fonctionnement
du service.

Nous vous remercions d'adresser
votre dossier de candidature
sous réf. 27.238 M à
notre Conseil,
C.P.
8, rue de la
75008 PARIS.

LE CLAP
recherche pour le département
Normandie-Picardie implantée à
ROUEN

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

La mission :
Animation du Comité au niveau
régional :

- mise en œuvre de nos décisions ;
- promotion d'une dynamique inter-associative ;
- déplacements dans les régions.

Direction de la Délégation Régionale
aux instances nationales.
Il est demandé :
- une bonne connaissance
des problèmes posés aux
publics dévotés et des
mécanismes institutionnels
d'association ;
- une expérience de l'immigration et de la vie associative,
ainsi que des aptitudes
à l'écoute du terrain, à la
relation et au travail
d'équipe ;
- une capacité à débiter des
projets et à conduire et
développer des actions ;
- une expérience pédagogique et une
connaissance du champ de
la formation ;
- une disponibilité en soirée
et week-end.

Conditions pratiques :
- possibilité d'être domicilié à
ROUEN ou environs ;
- Date de prise en fonction :
septembre 1988 ;
- Sal. annuel brut 146.535 F.

Merci d'adresser votre candidature
avant le 6 novembre au
CLAP, 25, rue Gandon,
76013 PARIS,
à l'attention de M. le Président.

Importante société pétrochimique
recherche pour ROUEN

UN ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

(25 ans minimum)
D.E.C.S., anglais et parité.
Pour son service comptable informatisé.
Bonne perspective d'évolution.

Envoyer lettre man., photo et présent. sous n° 8085 M.
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Ingénieur agro-alimentaire : objectif qualité

La qualité est notre objectif n°1. C'est
pourquoi nous accordons une très
grande importance à votre mission.

Responsable du Service Qualité de la
principale de nos unités de fabrication
de plats cuisinés, vous êtes le garant
du niveau de qualité des produits,
assisté dans cette mission par le laboratoire
de contrôle (10 personnes).

En relation avec le Marketing et la
Recherche vous participez aux mises

au point industrielles des nouveaux
produits. Homme de conseil et de
conviction, votre souci est de promouvoir
un "esprit qualité" par toute action
appropriée.

Votre fort potentiel allié à votre
expérience de 3 à 5 ans dans un poste
similaire ou en production vous
permettra d'évoluer vers des responsabilités
élargies au sein du groupe. Ce
poste est basé à proximité de Laon
(02).



23 Mds de C.A., 1700 personnes, 9 usines,
6 directions régionales de ventes. Sur des
marchés en croissance sensible, des marques
en position de leader, PANZANI bien sûr,
mais aussi GABRI, PETITJEAN, MAC'AN.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PC 13 M, en
précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement
Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Des consultants immobiliers internationaux renforcent
leur organisation commerciale sur la région parisienne :
ils recherchent

4 négociateurs juniors

- Si votre formation universitaire vous a préparé à des négociations au plus haut niveau des Entreprises.
- Si vous êtes un homme de contact, un "gagneur" qui veut réaliser ses ambitions, un "battant" qui se plaît dans l'action...
- Si vous avez déjà eu l'occasion d'une petite expérience dans l'immobilier qui vous a donné le goût de ce métier passionnant (elle sera appréciée mais n'est pas indispensable...).
- Si vous avez l'enthousiasme communicatif, si vous êtes capable de vous intégrer rapidement dans une équipe jeune et dynamique.
- Si vous avez envie de faire carrière chez le leader mondial de l'Immobilier d'Entreprise.

Envoyez votre candidature avec lettre manuscrite,
C.V. détaillé et photo à
PARAPHE (réf. Md 7100) - 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.

Jones Lang
Wootton



"Monsieur automatismes"

Premier producteur mondial de flacons en verre, pour la Pharmacie et la Parfumerie, nous sommes rattachés à la Branche Conditionnement du groupe Saint-Gobain. Nos deux unités de production de Mers les Bains en Picardie (1800 personnes) et de Sucy-en-Brie (800 personnes) sont constamment modernisées et nos investissements largement autofinancés.

C'est dans ce contexte que nous vous proposons de prendre en charge, chez nous, la responsabilité de l'ensemble des automatismes. Traduisant la stratégie industrielle de notre société, vous déterminerez et concrétiserez les projets d'automatisation de nos processus de fabrication, de contrôle ou d'emballage. Rattaché au Directeur Recherche et Développement, basé à Mers les Bains, vous interviendrez sur les deux sites industriels.

Ingénieur Grande Ecole, passionné par les problèmes d'automatisation, racontez aux consultants de Sirca, qui nous assistent dans cette recherche, les gains de productivité que vous avez obtenus lors de votre première expérience similaire. Adressez-leur un dossier complet sous référence 768 751 M au 64 rue La Boétie - 75008 PARIS.



Membre de Syntec

ASSOCIATION NATIONALE

RECONNUE D'UTILITÉ
PUBLIQUE
à vocation d'aide sociale
auprès des populations
agées en difficulté
recherche pour
PARIS et BANLIEUE

ANIMATEURS/TRICES

Les tâches seront chargées de :

- De la coordination du groupe de bénévoles, du suivi de l'action auprès des personnes assistées (majorité personnes âgées).
- De la mise en place d'actions sociales aux nouvelles formes de "solidarité".
- Des relations extérieures et contacts avec les services sociaux.
- Travail d'équipe dans le cadre de l'association nationale.

Une expérience antérieure de travail social des personnes âgées et de la vie associative sera très appréciée.

Adresser lettre man., C.V. et photo à ORSIS (serv. 120), 28, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS, qui transmettra. NE PAS TÉLÉPHONER.

RESPONSABLE SERVICE ETUDES ET TRAVAUX NEUFS

Au sein de notre département maintenance, études et travaux neufs, vous encadrez 25 chefs de projets et techniciens motivés et compétents qui traitent avec une large délégation leurs dossiers (études, appels d'offres, suivi de chantiers, mise en route et réception). Vous définissez les priorités et veillez au strict respect des engagements de délais et de prix et coordonnez les actions des divers intervenants.

Ingénieur généraliste, diplômé d'une Grande Ecole (Mines, ECP, ENSAM, ENSI, etc.), une expérience acquise dans une industrie lourde ou à feu continu (sidérurgie, chimie, pétrole, mines, etc.)

Merci d'adresser votre dossier, sous référence 402.1Y.064 M, à notre conseil JOËL BERNARD qui le traitera en toute confidentialité.



17, rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

سكزا من الاميل

L'effondrement des marchés financiers

Wall Street : du doute à l'électrochoc

SOMMAIRE

■ Après la baisse record de Wall Street, du lundi 19 octobre, les marchés financiers de Tokyo et de Londres ont connu, le 20 octobre, une nouvelle chute des cours. Par contre, en milieu d'après-midi, la Bourse de Paris se représsait, le MATIF s'étant notamment redressé. ■ Les taux d'intérêts à moyen et à long terme ont amorcé, lundi, une baisse, les investisseurs s'étant tournés, à New-York, vers le marché obligataire. ■ Dans un marché qui reste extrêmement nerveux, le dollar s'est raffermi dans l'attente des résultats des entretiens Stoltzenberg-Baker, à Francfort. ■ Avec le raffermissement du billet vert, on constate un certain repli de l'or. ■ En France, le débat sur les privatisations se poursuit, M. Badier estimant qu'elles ne doivent pas être menées « à toutes forces ». Sous le titre *Eloge des privatisations*, M. Renaud de La Genière plaide en leur faveur.

Une formidable « correction technique » à l'américaine, dans un climat de défiance vis-à-vis du gouvernement, le tout sur un socle économique encore solide mais qui pourrait se dégrader à l'avenir : tel est, pour les observateurs, le caractère de la baisse record de 22 % qu'a connue Wall Street le lundi 19 octobre 1987, aussitôt qualifiée de « lundi noir ». Correction technique, l'indice Dow Jones, parti de 1 200 au début de 1985, était passé de 1 500 à 1 800 dans les premiers mois de 1986 pour plafonner à ce niveau, dans un climat d'incertitude. Puis, à partir du début janvier 1987, une fois mise en vigueur la réforme fiscale, dont l'attente avait déprimé les marchés, ce fut l'envolée, plus de 40 % de hausse, l'indice Dow Jones passant de 1 900 à 2 722, record historique, battu le 25 août. Cette envolée était alimentée par une série de « bonnes nouvelles » : maintien de la croissance économique à un niveau satisfaisant, diminution du chômage et, surtout, augmentation moyenne de 30 % pour les résultats des sociétés, grâce à une baisse du dollar qui gonflait les dividendes reçus des filiales étrangères et dopait les exportations.

Dès le début de septembre, néanmoins, le doute commençait à gagner le marché. La remontée des taux d'intérêt à long terme, engagée dès la fin mars 1987, résonnait comme un signal d'alarme, traduisant la crainte d'une reprise de l'inflation réelle ou supposée. Cette remontée, la plus rapide jamais observée, s'était, naturellement, accompagnée d'une baisse sensible

des cours sur le marché des obligations. Or, par un pécuniaisme très rare dans l'histoire de Wall Street, le marché des actions n'avait pas suivi le marché obligataire, et, en s'envolant, « divergeait » de manière étonnante, se trouvant ainsi en porte à faux technique. De plus, les opérateurs affectaient de tenir pour non significatif le maintien de déficits énormes sur le budget et sur le commerce extérieur, et sur l'augmentation cumulative de l'endettement correspondant, véritable épée de Damoclès suspendue sur l'économie américaine, comme ne cessait de le clamer, depuis trois ans, M. Paul

Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis.

Le détonateur fut constitué par l'annonce, mercredi 14 octobre, d'un déficit commercial américain plus important que prévu. Immédiatement, la crainte d'un repli supplémentaire du dollar, susceptible d'accroître le rythme de l'inflation et de faire monter encore davantage les taux d'intérêt, envahit les marchés à New-York comme ailleurs. Le coup de grâce fut donné, avant et pendant le week-end, par les petites phrases incendiaires du secrétaire au Trésor, M. James Baker, menaçant l'Allemagne, coupable de rele-

ver ses taux d'intérêt, de représailles immédiates, à savoir une baisse supplémentaire du dollar, insigne maladresse : plus qu'un crime, une faute.

Immédiatement, la crainte et la méfiance se manifestèrent ouvertement, sans oublier l'escalade du conflit irano-américain dans le golfe Persique. Comme le remarque notre correspondant à New-York, à Wall Street on ne connaît que deux sentiments, l'euphorie ou la panique, d'où la violence des variations des cours. Outre les « exagérations » américaines, il faut noter que l'interconnexion mondiale des marchés, le

jeu des programmes d'ordinateurs qui, automatiquement, envoient les ordres, ont pour conséquence d'accroître démesurément les mouvements : il faudra s'y habituer.

Il n'en reste pas moins que, à New-York, les opérateurs sont littéralement victimes d'un électrochoc, que les plaies seront longues à panser et qu'un avertissement solennel vient d'être adressé au gouvernement américain : il n'est pas possible aux États-Unis de vivre au-dessus de leurs moyens, sinon l'inflation et la récession sont inévitables. C'est ce qui fait si peur aux marchés.

FRANÇOIS RENARD.

Sur les autres places

Le lundi noir sur les places européennes s'est traduit par un repli de l'ensemble des principales Bourses de près de 10 %.

■ A Londres, le Stock Exchange a connu une baisse sans précédent, l'indice FT a chuté de 10,1 % à 1 629,3 par rapport à jeudi, la City ayant été perturbée, vendredi, par une tempête.

■ A Paris, l'indice instantané a perdu 9,7 % et l'indice de la Compagnie des agents de change est tombé à 152,4, revenant à son niveau du 19 septembre 1986.

■ A Francfort, la Bourse a enregistré la plus forte baisse de son histoire, perdant près de 13 %, l'indice de la Commerzbank est revenu à 1 744,10.

■ A Zurich, la place a accusé une perte de 15 %, la plus forte en-

registrée depuis 1962 lors de la crise des missiles de Cuba. L'indice de la Société des banques suisses a perdu 76,4 points à 2 629,7.

■ A Bruxelles, le marché des actions a enregistré une chute spectaculaire, l'indice des valeurs à terme régressant de 13,6 % à 3 648,53.

■ A Amsterdam, l'indice général a connu une chute jamais égalée depuis sa création en 1970. La baisse a été de 22,7 %, ramenant l'indice à 268.

■ A Milan, la Bourse a accusé un recul de 6,26 %, l'indice BCI a reculé à 658,86.

■ A Madrid, dès l'ouverture de la séance, la cote ne s'est dépréciée que d'environ 2 %, l'indice clôture à 302,51.

Dans cette ambiance, seule l'Afrique du Sud se distinguait lundi 19. La Bourse de Johannesburg a connu ce jour-là une très forte hausse. L'indice des actions de sociétés propriétaires de mines d'or a fait un bon de 5,3 % à 2 429.

Dans le sillage de Wall Street, les Bourses canadiennes ont connu de fortes baisses lundi. L'indice composite de celle de Toronto a perdu plus de 9 % pour terminer à 3 269,58. A Montréal, l'indice composite a régressé de 9,4 % à 1 594,15 à la clôture.

A Mexico, la place a enregistré lundi une chute record de 16,5 % qui a provoqué des pertes évaluées à 7 milliards de dollars.

Sur les places d'Asie et d'Australie, la chute du lundi s'est amplifiée mardi. A l'exception de Hongkong

NEW-YORK : chaos « technique »

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

« There we have a zoo » (c'est un vrai zoo). L'agent de change, en l'air de chimiste, craquant de trépidations et machant des oreilles collées par la sueur, sort dans le hall monumental du Stock-Exchange visiblement aussi surpris qu'irrité par le tournure franchement catastrophique que prennent les événements dès le premier quart d'heure de la séance. La chute de 108 points enregistrée vendredi avait fait dire à beaucoup qu'une journée historique venait d'être vécue. Comment qualifier donc ce lundi 19 octobre, noir parmi les plus noirs ?

Bâti à coups d'espoir de profits spéculatifs rapides, l'indice Dow Jones errait comme la flèche dans le viseur d'une balance déréglée : malgré des pauses ou de légères reprises, bien éphémères, la tendance était indubitablement à la baisse, et les heures de la journée l'ont transformée en dégringolade la plus franche. A 15 heures, la perte était de 320 points : à 15 h 15, de 351 points ; à 15 h 25, de 370.

Avant de s'écrouler contre le botoir de 16 heures, la folle machine du rêve américain avait perdu, en six heures, tout ce qu'elle avait gagné en six mois. Il faudrait attendre encore quelques instants pour que les ordres, déferlés par l'afflux des ordres, figent les derniers mouvements, parmi les plus meurtriers : le Dow Jones avait perdu 508 points, pour finir à 1 738 : une chute de 22,4 %.

En moins de deux mois, depuis le 25 août dernier, jour de gloire inscrit désormais dans l'histoire, l'indice le plus respecté a perdu 980 points, c'est-à-dire 37 %. Comparé à cela, le « massacre d'octobre », celui de 1929, ressemble à une « correction technique ».

Dans une proportion de 50 à 1, les baisses ont touché pratiquement toute la cote, mais surtout, les « Blue Chip Stocks », les meilleures affaires : IBM a perdu 33 dollars (26 %), Digital Equipment 42,25 dollars (25 %), Eastman Kodak 27,25 dollars (30 %) et Citicorp, 16,20 dollars (28 %). Les actions hi-tech de sociétés comme

Genentech ont également été très touchées, bien davantage en tout cas que les valeurs plus « banales ».

Je suis heureux

Imperturbable, John Phelan, le président du Stock Exchange, convoque une conférence de presse, une demi-heure après la clôture. « Je suis heureux », commence-t-il par dire devant une salle archicomble et survoltée, que la machine ait bien fonctionné. Malgré un retard compréhensible. Nous avons réussi à faire face à la demande (604 millions de transactions, le triple de la moyenne journalière). Nous n'avons pas suspendu les cotations et nous nous sommes normalement démis de nos fonctions. La Bourse a fonctionné mieux que quiconque l'aurait pensé. Refusant obstinément toute analyse des événements, M. Phelan s'en tient à son rôle technique. Il rappelle néanmoins que « l'état de l'économie américaine est bon, puisque le PNB des douze derniers mois accuse une augmentation de 2,5 % et que le niveau du chômage - 6 % - est plus bas que jamais ». M. Phelan finit par admettre que la crainte de l'inflation, alimentée par la récente augmentation des taux d'intérêt, constitue « une partie de l'explication de la pire journée de l'histoire ». Il insiste sur la bonne santé des principales entreprises-phares, et conseille à tout le monde d'acheter des actions « dès demain », car les prix sont devenus intéressants.

Pour le président de la Bourse, la chute n'est rien d'autre qu'une correction, brutale et historique, certes, mais rien d'autre : « Cinq ans de progression ininterrompue, sans correction, cela ne pouvait pas durer éternellement », affirme-t-il, rappelant, à juste titre, que le marché de New-York se trouve, désormais, au niveau qui était le sien il y a un an. Et M. Phelan de se montrer rassurant : « Bien qu'une baisse similaire rende le marché relativement imprévisible, je ne pense pas que l'on puisse descendre beaucoup plus bas, c'est donc le creux de la vague », décroche-t-il devant un parterre sceptique. Les baisses constatées sur les places étrangères ? « Elles constituent la preuve que les

marchés boursiers sont intimement interconnectés ».

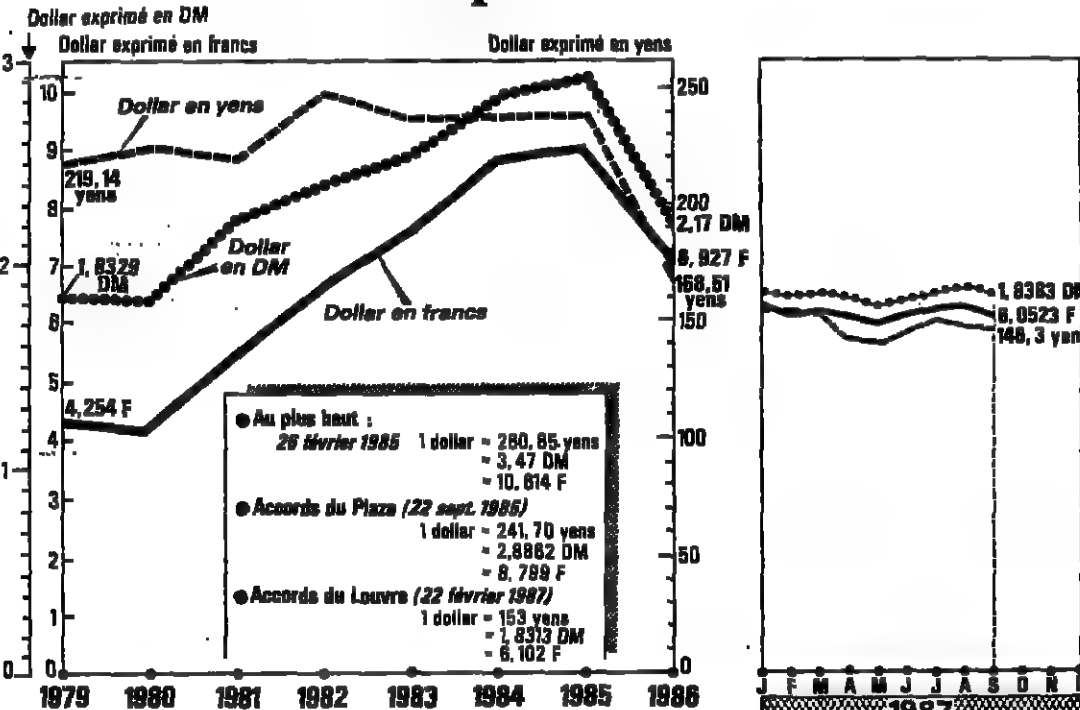
Si les autorités fédérales observent un mutisme qui cache mal leur extrême irritation devant ce que certains responsables de la Bourse qualifient, en privé, d'« enflure des mille milliards », les spécialistes, une fois sortis du coma de 16 heures, sont intraitables. « Acheter et vendre du papier ne peut que mal finir et nous sommes en train de mal finir », affirme Steven Leeb, président de Money Growth Institute. « Ce n'est pas encore la fin, c'est le début d'une grande correction du marché », ajoute Louis Ehenkrantz du groupe Ehenkrantz Funds, qui rappelle qu'il avait, pour sa part, prévu une baisse de 25 % à court terme. « Si la peur est désormais grande à travers le pays, elle est injustifiée, car je ne connais aucune entreprise importante qui fasse actuellement face à de graves problèmes structurels insurmontables », conclut-il, faisant remarquer que « Wall Street ne connaît que deux sentiments : l'euphorie et la panique ».

Vase clos

Malgré un démenti - timide - du président de la Bourse de New-York, il semble certain que plusieurs firmes de cotage éprouveront d'importantes difficultés à la suite de ce qui vient de se passer. Déjà, Salomon Brothers, l'un des fleurons de Wall Street, avait annoncé une réduction de ses effectifs de 12 % et un restructuration de ses moyens aussi bien à New-York qu'à l'étranger, notamment à Londres. Kidder Peabody, un autre fleuron, a immédiatement embêté le pas. Précurseurs illuminés ou analystes chevronnés, les dirigeants de ces deux firmes ont en la sagesse de reconnaître, avant le krach, que le luxe des agents de change et des investisseurs est allé trop loin. Vivant en vase clos, le petit milieu d'arbitragistes et de courtiers, outrageusement prétentieux, réussit à faire croire, pendant cinq ans, que le marché ressemblerait éternellement à ce tableau devenu le symbole de la Bourse de New-York. Si certains sont aujourd'hui en prison pour avoir perdu la tête, d'autres, licenciés ou réengagés à des salaires enfin raisonnables, retrouvent le sens des réalités. Comme le dit Félix Rohatyn, de Lazard Frères, « s'il s'agit d'une correction, elle concerne surtout ceux qui avaient besoin d'une tape sur les doigts », et maintenant reçoit un grand coup sur la tête.

CHARLES LESCAUT.

Le repli du dollar



De 1979 à l'automne 1987, le dollar a décrit une vaste parabole. Partant de ses plus bas cours de la période 1978-1979 (sous la présidence de Carter), il a bénéficié, dès le printemps 1980, de l'effet Reagan, anticipant les résultats de l'élection présidentielle de novembre 1980 et les effets de la nouvelle politique monétaire de M. Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, qui fit remonter volontairement les taux d'intérêt.

L'ascension du dollar a été continuée par la suite jusqu'au « pic » de février 1985, date à laquelle les milieux financiers internationaux ont jugé que trop c'était trop.

Le repli du billet vert avait déjà commencé lorsque, en septembre 1985, les grands pays industrialisés décidèrent, par l'accord du Plaza à New-York, d'accroître ce repli. Ce fut un succès ! Il faut dire que le dollar, miné par des déficits bud-

gétaires et commerciaux croissants, était « malade » pour un tel repli.

La baisse fut si rapide que, en février 1987, les pays industrialisés prirent peur et décidèrent, par l'accord du Louvre (22 février) de la stopper et de stabiliser les cours aux niveaux atteints. L'accord reposait sur un pari, celui d'une diminution significative des déficits américains. Dans la mesure où cette diminution ne s'est pas encore fait sentir, les banques centrales ont dû soutenir assez massivement les cours du billet vert.

On notera, enfin, que le cours du dollar à Tokyo, parti de très haut en 1979 et maintenant à des cours artificiellement élevés par la Banque du Japon, a fléchi vigoureusement à partir de l'accord du Plaza. Le cours du dollar à Paris n'est pas revenu, comme celui du dollar exprimé en deutschemarks, à son niveau initial : entre-temps, le franc a été dévalué de 50 % par rapport au deutschemark.

Paris : « Trop tard pour paniquer ? »

« Vous avez des tuyaux ? » L'homme nous a agrippé le bras, fébrilement, sur le trottoir de la place de la Bourse. L'angoisse rumeur du krach ne lui a pas laissé le temps de se rassembler. Il a un cas sur le fixing, l'autre sur les manchettes catastrophe de la presse économique au kiosque de la place. On s'attendrait plutôt à le rencontrer aux alentours des guichets de Longchamp ou de Chantilly. C'est le visage de la détresse éperdue.

« Vous avez des tuyaux ? » Et sans nous laisser le temps de répondre : « Hier, j'ai acheté des mines d'or très chères. Je voulais revendre aujourd'hui. Je ne sais plus quoi faire. » Son univers familier était balayé par un trio de divinités bienveillantes : Michelin, Peugeot et les mines d'or. Michelin et Peugeot ayant plongé, ne reste que l'or. « On m'a dit que

lorsque les actions baissent il fallait acheter de l'or ». « On ? » Un agent de change ? « Ah non, les agents de change ne donnent pas de tuyaux. Ils les réservent pour les gros. Moi, je suis trop petit, je ne les intéresse pas. » Magnétophone à la main, un reporter de radio s'approche : « Non, non, pas de photos ! » Même au fond du naufrage, le bas de laine reste tabou.

Devant les colonnes, pourtant, pas d'émeute de pères de famille, ni de « manif » des petits porteurs. Ni plus nombreuse, ni plus nerveuse qu'un jour ordinaire, une petite foule d'étudiants et de curieux attend sagement l'heure de la visite. Un photographe de France-Soir avise un petit groupe de personnes et leur fourne en main un exemplaire du journal. « Tenez, faites semblant de lire ça. Mais avec l'air grave, hein ? » Et les autres de pouffer.

Panique, quelle panique ? Sans savoir encore que le lundi noir de la veille serait suivi d'un mardi sombre, la « vox boursicote » était partagée entre acheteurs et... sceptiques. « C'est quand les cours sont au plus bas qu'il faut acheter », assure un monsieur. « De toute façon, il est déjà trop tard pour paniquer », renchérit un agent de change.

Finalement, le personnage le plus hâlé du microcosme est... l'attaché de presse de la compagnie des agents de change, écartelé entre les demandes de reportage des six chaînes de télévision, sans compter NBC News. Signe qui ne trompe pas, TDF souhaite installer un émetteur sur le toit du Palais Brongniart. « C'est lourd ? » demande l'attaché de presse. Il ne manquerait plus que le verrière s'écroule.

D. S.

Le Monde
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS**
au MONDE et aux publications annexes
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

حکذا من الامم

Economie

L'effondrement des

LONDRES : un calme trompeur

LONDRES
de notre correspondant

L'avantage du « big bang », cette réorganisation radicale de la Bourse de Londres effectuée il y a presque exactement un an, est que tout se passe en silence. On n'a donc pas entendu, le lundi 19 octobre, les commis crier frénétiquement des ordres de vente dans une atmosphère de panique. L'inconvénient est, que tout se passe également vite et quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les terminaux d'ordinateurs ont donc anticipé puis répété à une vitesse extraordinaire et dans un calme trompeur la chute de Wall Street.

Les opérateurs ne sont plus sur place, ils sont dans les banques et dans les grandes maisons d'agents de change. Ils tapent sur leurs consoles. La chute de la Bourse de Londres a été, lundi, un événement abstrait, sans bruit ni couleur.

Elle a également été massive. En une journée, la totalité des valeurs cotées a baissé de 40,6 milliards de livres (506 milliards de francs). La chute, selon l'indice du *Financial Times*, est de 10,6 %. C'est la plus forte baisse enregistrée à Londres depuis la seconde guerre mondiale. La précédente, due au retour des travaillistes au pouvoir, en 1974, n'avait été que de 7,4 %.

Dans la City, le spectacle était dans les cafés chics et les bars à vin qui se sont multipliés ces dernières années et ne ressemblent guère aux pubs d'autant. Les « yuppie » de la Bourse, ces jeunes professionnels parfois arrogants, qui ont énormément profité matériellement de la hausse continue de ces dernières années, se mettaient soudainement à aborder des sujets métaphysiques.

Il est exclu, pour eux, de sauter par la fenêtre comme cela se faisait à New-York en 1929. Les banques et les grandes maisons de courtage, où toute l'action est désormais

concentrée, sont climatisées, et il est impossible d'y ouvrir une quelconque fenêtre... Certains se posaient cependant des questions non seulement sur leur avenir professionnel mais sur le sens même de leur métier.

BP en chute libre

Le cabinet conservateur qui s'apprête à vendre la participation de l'Etat dans BP a eu la désagréable surprise de voir l'action de cette société tomber lundi au-dessous du prix pourtant annoncé... le jeudi 15 octobre. Cela est sans précédent dans l'histoire d'une privatisation. BP symbolise bien l'ampleur de la chute. Le gouvernement avait fixé à 330 pence (33 francs) le prix de vente au public des 31,5 % d'actions encore détenues par l'Etat dans cette entreprise, la première en Grande-Bretagne et la sixième du monde. Acheter des parts de BP était en apparence une aubaine pour le public puisque l'action cotait encore 347 pence le 14 octobre. Le « matelas » paraissait donc allé-

chant entre le prix offert et le cours du marché. L'action BP valait lundi 316 pence à la Bourse de Londres.

Le cabinet conservateur après avoir apparemment hésité, a décidé de vendre quand même ses 31,5 % de participation. Comment arrêter de toute façon une énorme opération soigneusement préparée depuis des mois et pour laquelle 6 millions de souscripteurs britanniques potentiels se sont déjà manifestés ?

La plupart des sociétés privatisées par M. Thatcher ces dernières années sont tombées très fortement. British Telecom perd 25 pence à 235, British Gas perd autant pour atteindre 142 pence. Une des chutes les plus spectaculaires qui n'est pas cependant uniquement liée au climat général mais à un scandale récurrent est celle de Guinness qui perd 42 pence à 319. Le gouvernement britannique s'efforce de rassurer l'opinion en laissant entendre qu'une reprise technique est inéluctable dans les prochains jours. Cet optimisme n'est pas partagé par la City.

DOMINIQUE D'HOMBRES.



Les réactions à l'étranger et en France

M. Reagan : « L'économie va bien »

A l'étranger, on notera que le président Reagan a exprimé sa préoccupation devant la baisse des cours de Wall Street. Il a surtout affirmé une sérénité à cette épreuve. Il a émis l'hypothèse que cette baisse historique a pu être provoquée par quelques spéculateurs.

« Je pense que tout le monde est un peu déçu... Je ne sais pas quelle signification cela peut avoir, parce que tous les indices économiques sont à la hausse. L'économie va bien, a-t-il dit en réponse à des questions de la presse.

« Peu-être certaines personnes ont-elles eu la chance de faire un profit, a-t-il ajouté. Je ne sais pas. Mais ce que je sais, c'est la chose suivante : plus de gens sont au travail aujourd'hui que jamais auparavant dans l'histoire. Notre productivité est en hausse, notre production de biens manufacturés aussi. Il n'y a pas d'inflation galopante comme par le passé. Je dis en conséquence que personne ne devrait céder à la panique, parce que tous les indicateurs sont solides ».

Cet optimisme est loin d'être partagé par M. Jacques Delors, président

de la Commission européenne, qui voit trois causes principales à la débâcle boursière actuelle : (1) la spéculation, (2) la surévaluation des marchés à court terme, et (3) la déréglation des marchés à long terme. Les instruments financiers à moyen terme sont utilisés d'une manière qui aggrave la tension ; (3) les données économiques mondiales, qui sont à la base du déséquilibre des marchés financiers et monétaires, à savoir en particulier le déficit du commerce extérieur et le déficit budgétaire américain, n'ont pas été corrigés.

M. Delors a critiqué les « propos aventureux » de M. James Baker, qui avait laissé entendre que les autorités américaines pourraient laisser filer le dollar. Le président de la Commission admet que « si les menaces de M. Baker ne sont pas vaines, le système monétaire européen (SME) va être mis à l'épreuve du feu ». Mais il se montre optimiste quant à sa capacité de résistance. « Il n'y a aucune raison que les nouveaux moyens de coopération mis en place récemment ne puissent fonctionner ».

En France, dans l'opposition, M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie, a demandé, sur France Inter, un « arrêt immédiat des privatisations » et s'est prononcé « pour une réunion d'urgence du groupe des sept pays les plus riches sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), préparé à l'échelle de l'Europe ».

Il a souhaité aussi que le gouvernement fasse voter un projet de loi qui vise à assurer l'information des petits actionnaires et leur permette d'être « démocratiquement » représentés dans les conseils d'administration.

A Nancy, M. Jean-Pierre Chéreau, député, a déclaré : « C'est le capitalisme qui est malade ; la chute de la Bourse le rappelle à ceux qui seraient tentés de l'oublier, en particulier certains socialistes, qui ne doivent pas penser que l'alignement sur le libéralisme est la seule solution de tous les problèmes ».

Autre partisan du réajustement du programme des privatisations, M. Antoine Pinay, l'ancien président

du Conseil, a déclaré à Europe 1, le mardi 20 octobre : « Je crois qu'il faut marquer une pause dans les privatisations. On ne prend pas d'initiative de ce genre dans les tournois, et il faut les laisser passer ».

M. Pinay a conseillé de « profiter » de la baisse de la Bourse pour acheter des valeurs qui ont baissé, car c'est une tournure qui offre les meilleures chances de réussite ».

Au sein de la majorité, Edouard Balladur a reçu le renfort de l'ancien premier ministre Raymond Barre qui a, lui aussi, lancé un appel au « sang-froid ». « Il s'agit de ne pas être pris de panique, il s'agit de saisir quelle est la valeur économique des actions et d'attendre que les choses se remettent en ordre », a-t-il souligné. Dans la tourmente, M. Barre a tenu à marquer sa solidarité avec le gouvernement. Ce dernier, a-t-il dit, a engagé depuis 1986, « une politique de redressement qui va dans la bonne direction, il ne faut donc pas manifester de pessimisme systématique ».

La stabilisation du dollar mardi

Consolidation des accords du Louvre ?

Américains et Allemands ont tenté de calmer le jeu après avoir déclenché la tempête. La rencontre surprise, le lundi 19 octobre à Francfort, entre le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, le ministre onest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, et le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a permis de mettre une sourdine à la querelle publique entre Bonn et Washington, à l'origine de la panique boursière et monétaire des derniers jours.

Lors d'une conférence de presse improvisée, en fin de matinée du 20 octobre, M. Stoltenberg a confirmé l'importance qu'attachent Bonn et Washington, comme leurs partenaires, « consultés par téléphone », aux accords du Louvre visant à une stabilisation du dollar. Encouragé par le fait que le dollar s'est quelque peu rétabli à Francfort à 1,80 deutschemark, M. Stoltenberg a par ailleurs déclaré que, si la baisse régulière de l'indice Dow Jones à Wall Street (-12,5 % depuis le 25 août) était justifiée par une surévaluation des valeurs, l'effon-

drement de ces derniers jours ne correspondait nullement à l'état réel de l'économie et aux perspectives attendues. M. Baker est resté ensuite d'urgence à Washington.

Alors que des rumeurs circulent sur une baisse des taux allemands alimentées par la légère diminution des taux d'intervention (de 3,85 % à 3,80 %) décidée le matin par la Bundesbank, les cambistes s'interrogeaient. Les accords du Louvre seraient-ils à nouveau menacés ? Il faudra bien tenir compte d'une conjoncture déstabilisée par la tension sur les taux d'intérêt et la malencontreuse remarque de M. Baker sur la décision de Washington de laisser filer le dollar si les Allemands n'approuvaient pas leurs engagements et continuaient de relever le loyer de l'argent.

C'est dans cet esprit d'une meilleure concertation que M. Jacques Delors a annoncé qu'il allait demander aux deux ministres des finances de la CEE de se réunir pour « définir une attitude commune » face à la crise financière.

Si les Européens et les Japonais sont proches de Bonn lorsqu'il s'agit de demander à Washington d'apporter une preuve plus nette de sa volonté de lutter contre les deux déficits — budget et balance des paiements courants — qui menacent les grands équilibres mondiaux, ils se retrouvent sur les rangs américains pour regretter la prudence allemande en matière budgétaire. Alléger les impôts, certes, mais pourquoi chercher à tout prix à trouver des financements équivalents alors que l'inflation, proche de zéro outre-Rhin, permettrait d'affronter, pour un temps provisoire, une plus large détérioration des comptes publics ?

La question reste ouverte et continue de préoccuper les cambistes, déjà inquiets de voir les Etats-Unis paralysés par l'année électorale.

Ce ne sont pas les contacts téléphoniques qu'ont eus ce 20 octobre M. Balladur et son homologue onest-allemand ou ceux qui devraient multiplier ces jours-ci entre les Cinq, voire les Sept, qui suffiront à apaiser les marchés des changes.

Le jeudi 24 octobre 1929...

Sinistre coïncidence : dans quatre jours, le 24 octobre, on célèbre l'anniversaire du fameux « jeudi noir », qui, en 1929, secoua la Bourse de New-York, déclenchant, de proche en proche dans le monde entier, une récession jamais égalée depuis. Bien que les premiers symptômes du krach soient apparus dès le 19 octobre, c'est le 24 à 11 h 30, que « le marché s'abandonne à une fraye aveugle et sans merci », raconte J. Kenneth Galbraith dans son ouvrage consacré à « la Crise économique de 1929 » (1).

Cette frayeur aveugle va durer jusqu'à la mi-novembre, faisant chuter l'indice des actions de 469 à 220, ce qui correspondait pour les épargnants et les spéculateurs à une perte de l'ordre de 30 milliards de dollars. Mais il faudra plusieurs mois pour qu'on réalise la gravité de la situation, et que se manifestent les premiers signes évidents de la grande dépression. « La prospérité vous attend au prochain coin de rue », déclare même le président Hoover quelques semaines après le jeudi noir.

Il est vrai que la situation économique des Etats-Unis présente, en cette année 1929 toutes les apparences de la prospérité. C'est l'époque, écrit André Philip dans son « Histoire des faits économiques et sociaux » (2), « où un grand nombre d'auteurs français allant aux Etats-Unis revenaient avec des livres sur le miracle américain, où ils exprimaient leur admiration devant le pays qui le premier avait lancé la production et la consommation de masse ».

L'automobile, la « TSF », l'acier, l'électricité, le gaz et le pétrole sont en plein décollage. A la Bourse, le cours des actions de la General Motors est passé de 1927 à 1929 de 18 à 92 dollars :

celui de la General Electric de 80 à 403 dollars. Que se passe-t-il donc pour transformer cette expansion en crise ? L'économie américaine est-elle si fragile qu'elle ne résiste pas à quelques semaines de tourments financiers ?

Elle l'est. Car en dépit des apparences la conjoncture est profondément malsaine. A côté des secteurs d'avenir, plusieurs grandes industries traditionnelles chancellent : les chemins de fer, concurrencés par l'automobile sont écorchés de frais généraux ; les mines de charbon et le textile souffrent d'une surcapacité chronique. Plus grave, l'agriculture connaît un marasme profond, du fait notamment de la baisse continue des prix, et de l'épuisement des sols.

« Orgie spéculative »

De 1920 à 1929, le pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers ne cesse de baisser, tandis que les profits des entreprises augmentent, faute d'un marché de consommation suffisant. Les profits s'investissent tout naturellement dans la spéculation à la Bourse de New-York.

Dès le début de 1928, une véritable « orgie spéculative » se développe. Elle est encouragée par la pratique des « ventes sur marges » : les acheteurs au lieu de verser la totalité de leurs achats ne payent au comptant que 10 % de la valeur acquise, et déposent des titres en garantie pour les 90 % restant, lesquels sont empruntés par les agents de change, « brokers », à des taux bien supérieurs à ceux du marché auprès des banques. Les prêts des brokers passent de 1,5 milliard de dollars au début des années 20 à 2,5 milliards en

1926 et à 7 milliards à la fin de 1928, témoins de l'ampleur prise par la spéculation.

Cette « bulle » spéculative, devenue une mode, va craver des premiers signes de récession, insupportables — bien qu'encombrés — dès l'été 1929. Après quelques accés de faiblesse, vite corrigés, le marché plonge à partir du 24 octobre, sans d'ailleurs qu'on en connaisse bien l'explication. Il semble que l'origine de la catastrophe soit la décision malencontreuse de la Banque d'Angleterre, qui, en relevant son taux d'escompte, provoque un retrait de fonds européens.

Une baisse se produit : les brokers, vérifiant la position de leurs clients, s'effrayent et réclament de l'argent frais comme garantie supplémentaire ; ils s'abstiennent en retour que des ordres de vente des titres cotés en dépôt, qui, lancés en même temps, transformèrent la baisse en effondrement.

Malgré l'importance du krach, la situation économique allait rester stationnaire pendant l'hiver, et c'est seulement au printemps suivant que, la reprise attendue ne venant pas, qu'on réalisa la gravité de la récession, qui allait pendant plus de deux ans provoquer une baisse continue des prix de la production, des faillites et des chômeurs en pagaille.

L'Europe, avec un léger décalage, suivra. On connaît la suite : protectionnisme renforcé et politique volontariste des Etats pour sauver la situation, du meilleur — le New-Deal de Roosevelt — au pire : la montée du nazisme en Allemagne...

VÉRONIQUE MAURUS.

- (1) B. Payot.
(2) Aubier, Ed. Montaigne.

Dans la presse étrangère

La politique des Etats-Unis sur la sellette

« L'effondrement des cours de Bourse (...) va changer le paysage », écrit le *Times* de Londres. La première conséquence est que, « à moins d'un redressement, la vente par le gouvernement de ses actions de British Petroleum pourrait être un flop ». « Si les gouvernements paniquent, il y a de nos jours plus grand danger : une brèche boursière peut conduire à une crise économique », poursuit le quotidien. Or le système politique américain « semble incapable » de réagir autrement que par une loi protectionniste qui rendra « la crise véritablement plus sûre encore ».

Le *Financial Times*, beaucoup moins alarmiste, titre de son côté son éditorial : « Retour sur terre ». Des millions d'actions nouvelles vont découvrir que « les cours de Bourse peuvent aussi baisser ». La place de Londres, réformée il y a un an, est « raisonnablement bien construite ». La chute a surtout des causes externes venues de Wall Street, analyse le quotidien financier. Le système financier mondial, avec « la peur qui se transmet d'une place à l'autre », est tel qu'« il n'y a pas de moyens pour des attentions en douceur ». « On devra vivre avec des lundis noirs ». Toutefois sur le fond, il se peut qu'un nombre suffisant d'investissements « ont conclu qu'une récession américaine majeure est devenue inévitable ».

Le *Wall Street Journal* américain considère que « certains parallèles avec la journée noire de 1929 sont à faire ». La grande dépression était « essentiellement une grave erreur protectionniste » ; or, « il y a des menaces protectionnistes aujourd'hui, la crise actuelle est, plutôt que d'un l'instabilité des taux de change et d'un possible effondrement du dollar ».

« Le monde a cruellement besoin d'une négociation américano-japonaise pour stabiliser les changes en utilisant les politiques monétaires et non en intervenant sur les marchés », poursuit le *Wall Street Journal*. Il faut penser à défendre le dollar, peut-être en utilisant les stocks d'or américains si cela est nécessaire. L'on a besoin d'une coopération internationale (...) comme M. Balladur, le ministre des finances français, le suggère, il faut renforcer les accords du Louvre : aller plus loin et essayer de forger, à partir de la crise, un régime plus permanent des taux de change ».

TOKYO : pas encore catastrophique

TOKYO
de notre correspondant

La Bourse de Tokyo a fermé, le mardi 20 octobre, enregistrant une chute des cours de 14,9 %. L'indice Nikkei a perdu 3 836 points et s'élevait à la clôture du marché à 21 910. Dès l'ouverture, mardi matin, un mouvement massif de vente se faisait sentir et l'on craignait une panique ; à midi, l'indice était déjà tombé de 1 873 points (contre 630 points au cours de la journée de lundi).

Selon M. Yoshio Yoshida, directeur adjoint de la Bourse, c'était la première fois en vingt-sept ans qu'il assistait à une telle baisse. Il s'agit de la première chute aussi importante du marché de Tokyo depuis la panique provoquée en 1953 par la mort de Starline. M. Yoshida estime cependant que le marché de Tokyo n'a fait que réagir à la baisse des cours à Wall Street et qu'il devrait se stabiliser, sinon repartir à la hausse.

Bien que la baisse de l'indice soit sensible, une grande différence est notable entre Tokyo et New-York : sur la première place, le volume des actions traitées est resté faible. En d'autres termes, le mouvement a été fort mais il n'a pas eu l'ampleur de celui de Wall Street. Si les ordres de ventes ont été nombreux, ils n'y avait pas d'acheteurs.

Afin de limiter la chute des cours, le ministère des finances a demandé aux principaux agents de change d'acheter une partie des titres sur le marché. En outre, les investisseurs institutionnels (banques, compagnies d'assurances) semblent ne pas avoir bougé.

Les observateurs se demandent si cette chute des cours à Tokyo est le prélude à un mouvement de panique, ou s'il s'agit finalement d'une correction après une période particulièrement forte de hausse des cours. « Les investisseurs sont certes inquiets, souligne un spécialiste, mais ils ont tellement gagné depuis des mois qu'avant qu'ils perdent il faudra plusieurs semaines comme celle-ci ». En juillet, au demeurant, l'indice Nikkei se situait aux alentours de 22 700. Le 15 octobre, il avait franchi un record historique à la hausse et une correction était prévisible. A 21 910, mardi, la perte n'est pas catastrophique. Un agent de change estime en outre que l'économie se portait relativement bien, compte tenu d'une reprise de la demande intérieure, il est peu probable que le mouvement atteigne des proportions alarmantes. Il reste que le marché japonais ayant eu tendance à flamber ces dernières années, il est potentiellement très vulnérable à une chute des cours.

PHILIPPE PONS.

Financiers

DE VUE

Elog

Le krach de la Bourse de New-York, le 24 octobre 1929, est considéré comme le début de la grande dépression. Cette page illustre l'effondrement des marchés financiers de cette époque. On voit des investisseurs en panique, des courbes de baisse, et des titres éparpillés. Le texte décrit les conséquences économiques et sociales de cette crise, notamment la perte de confiance, la chute des prix, et l'impact sur les millions de personnes qui dépendaient des marchés financiers.

Pour s'arrêter à New York

Cette section contient des analyses et des commentaires sur la situation financière mondiale, en particulier sur l'impact de la crise américaine sur l'Europe et le Japon. Elle évoque les tentatives de stabilisation des monnaies et les débats sur les politiques économiques à adopter.

Economie

marchés financiers

POINT DE VUE

Eloge des privatisations

par Renaud de La Genière
président de la Compagnie
financière de Suez

DANS notre pays, le vieux débat sur la primauté des entreprises publiques ou privées avait abouti entre 1936 et 1945 à un certain équilibre fait d'idéologie et de pragmatisme qui permettait au gré des circonstances la mise en œuvre de politiques plus ou moins libérales ou planificatrices. En fait, de grandes sociétés avaient été nationalisées dans la banque, l'assurance et l'industrie lourde; mais la plupart des entreprises (en nombre, évidemment, mais également en parts de marché) demeuraient privées.

Ce débat a été rouvert à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, et il s'est ensuivi une vague de nationalisations sans précédent dans l'histoire économique des grands pays occidentaux. Cette politique a été maladroite à plus d'un titre. Elle a, comme tout changement de contrôle (et dans ce cas-ci, quel changement il, perturbé le fonctionnement et la stratégie des entreprises concernées. Presque tous les dirigeants ont été remplacés d'un seul coup, par conséquent sans discernement. Elle a privé les entreprises de fonds propres, non seulement dans le cas des banques, qui, pendant cinq ans, n'en ont pas reçu de leur actionnaire unique (l'Etat), mais encore dans celui des entreprises industrielles, bien qu'elles aient bénéficié de dotations en capital; les fonds propres ne peuvent venir que de l'épargne, alors que l'Etat en décaissait au même moment par l'accroissement de son déficit budgétaire.

Mais, surtout, les nationalisations de 1982 ont eu pour but de permettre au gouvernement d'intervenir directement dans la gestion et la stratégie des entreprises, afin de renforcer les moyens de son programme général. Elles ont donc accru, dans le choix des entreprises, la part des critères non économiques (sociaux, politiques, culturels, idéologiques) au détriment de celui qui est le chef de la prospérité et de la croissance, le critère du profit. Si, à partir de 1984, la pratique a atténué la doctrine, les privatisations de 1986 ont été ratées inévitablement par les nationalisations de 1982, car il devenait urgent de rendre nos entreprises à la logique du marché.

Il est à souhaiter que, dans notre pays comme ailleurs, ces ingénieries soient désormais écartées des professionnels.

La sérénité dans ce domaine essentiel est d'autant plus nécessaire que depuis le premier choc pétrolier les marchés se sont internationalisés. Dans tous les grands

payes, le protectionnisme et le contrôle des changes ont régressé, à la mesure de la crainte sans cesse renouvelée de leur retour en force. Mais ce mouvement est irréversible, si les gouvernements sont lucides, car les progrès de la technologie conduisent les entreprises à envisager d'emblée la confrontation de leur production avec la demande mondiale, et c'est à cette échelle que leur taille, leurs résultats et leur compétitivité doivent être appréciés. Les marchés nationaux, surtout en Europe, sont devenus trop étroits; même les frontières extérieures de la Communauté économique européenne forment dans bien des cas un horizon trop proche. Par exemple en matière financière, le marché est d'ores et déjà celui du monde occidental, et, à cet égard, l'échec de 1992 n'est pas devant nous: les banques sont déjà dans le marché mondial.

Ainsi, pour les entreprises, c'est dans le cadre international qu'il faut être parmi les plus grands et les meilleurs, et gagner encore des parts de marché. Pour cela, la croissance interne ne suffit pas, il faut pouvoir lever des fonds propres sur le marché financier, former des groupes d'entreprises, ce qui est malaisé pour une entreprise nationalisée dont le capital est bloqué (au profit de l'Etat). La nationalisation protège les entreprises (contre les « rumeurs »), mais freine leur croissance; la privatisation est tout à la fois un défi (celui de la concurrence des meilleurs mondiaux), et une chance (la possibilité retrouvée de grandir selon ses mérites).

Les privatisations, devant être faites, pouvaient-elles être faites autrement? L'essentiel de la réponse tient en deux propositions: il fallait agir aussi vite que possible, établir clairement la séparation des entreprises et de l'Etat, développer l'actionnariat populaire, réintégrer les entreprises privées dans leur partenariat naturel.

Il fallait agir aussi vite que possible en raison du temps perdu depuis 1981. A cet égard la capacité du marché financier à absorber les actions vendues par l'Etat a été mise en doute: crainte injustifiée. D'abord, l'Etat doit de toute manière financer son déficit budgétaire, dont l'ampleur n'a rien à voir avec les privatisations; à concurrence de ce déficit, qu'il vende des obligations ou des actions (celles des sociétés privatisées) relève de modalités techniques, non de la taille du marché. Ensuite le marché, manquant d'actions depuis cinq ans, est disposé à absorber ce que lui offrent les entreprises privées ou privatisées. L'expérience confirme cette analyse: il y a eu en 1987 des actions, mais les entreprises privées n'ont pas été délaissées du marché primaire. Enfin, il y a lieu de constater autant que faire se peut les abondantes liquidités disponibles:

les actions des sociétés privatisées demeurent l'un des produits financiers longs les plus désirés, il est tout indiqué de répondre à l'attente du marché.

Il fallait assurer clairement la séparation des entreprises et de l'Etat, et pour ce faire, éviter la prolifération de sociétés d'économie mixte, c'est-à-dire dans lesquelles l'Etat conserverait une participation. Qu'en ferait-il en effet? Ou bien il en profiterait pour infécher les choix des entreprises selon une optique non marchande, affaiblissant en conséquence leur rentabilité; ou bien, il n'en ferait rien, ce qui valait mieux, immobilisant alors de l'argent public en vain. A cet égard, l'une des vertus des privatisations est d'exonérer l'Etat de toute responsabilité dans la composition de l'actionnariat des entreprises et dans la nomination de leurs dirigeants et des membres de leur conseil d'administration. Un heureux compromis entre économies d'Etat et de marché ne saurait émerger d'être ambigu.

OPA fécondes et OPA vides

La constitution d'un actionnariat populaire a été réussie sous sa double forme: celle de la petite épargne et celle des salariés de l'entreprise. Dans les deux cas, le succès témoigne de l'intérêt nouveau de catégories plus étendues de Français pour les entreprises. Et, dans le cas des salariés tout au moins, on peut les compter au nombre des actionnaires stables.

Enfin, s'il est aisé de nationaliser d'un seul coup, il est beaucoup plus délicat de réintégrer les entreprises dans leur partenariat naturel. L'une des caractéristiques de ce dernier est qu'il peut aller au-delà des relations d'affaires et de clientèle; l'habitude de travailler ensemble, la confiance réciproque entre les équipes ont conduit dans tous les pays les entreprises à nouer des relations en capital. C'est la condition d'une information complète sur la vie des entreprises, leurs choix particuliers et leur stratégie, et d'une participation effective aux décisions essentielles; c'est aussi la volonté affirmée d'une défense commune en cas d'attaques sur le contrôle de l'entreprise qui pourraient nuire à son développement, voire à sa survie.

Ce dernier point mérite d'être approfondi. Dans la sphère financière, l'économie de marché dynamise les entreprises et leurs regroupements éventuels par les diverses possibilités qu'elle offre à la mobilité du capital, alors que l'économie d'Etat solidifie les structures. Mais il faut se prémunir contre celles des tentatives qui ne visent qu'à démanteler l'entreprise pour réaliser des plus-values à court terme. Et il faut se donner les moyens de traiter différemment les offres publiques d'achat (OPA) fécondes et les OPA

létales. Au moment où l'Etat abandonne le contrôle exclusif des entreprises nationalisées, il doit donner aux dirigeants le temps nécessaire pour réorganiser et consolider leur partenariat, retrouver la tradition et anticiper l'avenir. Le groupe d'actionnaires stables apparaît ainsi comme un facteur de protection des petits actionnaires, des actionnaires salariés et des salariés eux-mêmes dans la phase suivant les privatisations; s'il protège aussi les bons dirigeants, tant mieux: on se demande pourquoi il protégerait les mauvais. Par la suite, il évoluera en fonction de la stratégie de l'entreprise et de son environnement.

Pour ces raisons, le choix initial des membres de ce groupe ne pouvait résulter de critères automatiques, comme il a été récemment suggéré: par exemple une mise au concours n'aboutirait pas à sélectionner les partenaires les plus naturels, mais les financiers français ou étrangers les plus riches, voire les plus hostiles (ce qui ne constitue pas des critères recommandables). Force était donc, pour sélectionner les candidats, de s'en remettre à la réflexion des plus qualifiés: le ministre des finances, dont la vision est la plus générale, et les présidents des entreprises concernées qui en sont les meilleurs experts et les responsables.

Pour moi, dans le cas que je connais, celui de Suez, vider ce que j'ai voulu proposer, et que le ministre d'Etat a bien voulu décider: il y avait à rechercher parmi les entreprises avec lesquelles Suez travaille celles qui sont assez proches pour qu'elles envisagent favorablement leur concours; il y avait à retrouver ceux de nos partenaires d'avant la nationalisation avec lesquels nous sommes restés liés; il y avait à rechercher la collaboration classique des financiers d'institutionnels (les assurances, les banques) dont la compétence permet de vérifier la nôtre; il y avait à élargir ce cercle à des sociétés industrielles, car Suez a besoin de leur expertise pour investir dans l'industrie et les services; il y avait à s'assurer la participation de sociétés étrangères pour intensifier notre action internationale; il y avait à combiner dans notre capital la place de quelques grands investisseurs (parce qu'une participation significative dans Suez coûte cher) et celle de plus nombreux petits parce que nos relations d'affaires ne se bornent pas aux plus grands; il y avait enfin à s'assurer que nos actionnaires stables ne présentent pas entre eux des incompatibilités relevant de leurs relations réciproques.

Si l'on tient compte de tous ces facteurs, le groupe d'actionnaires stables de Suez s'est imposé avec assez d'évidence, sous réserve d'une liberté de choix que je revendique dans l'intérêt de la compagnie financière elle-même.

La fin des illusions

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas seulement l'oubli de la nature montaignienne des marchés qui caractérise la myopie contemporaine. Celle-ci s'explique aussi par la volonté délibérée de ne pas appeler les choses par leur nom. Effet sournois de l'omniprésence du discours politique?

A la débâcle de Wall Street, on peut, sans risque d'erreur, assigner au moins deux causes immédiates. La première est l'effet retardé de la montée des taux d'intérêt. La seconde, la soudaine prise de conscience non seulement de la fragilité de l'accord du Louvre (22 février 1987), mais aussi de la tentation américaine de laisser à nouveau glisser le dollar.

Pour essayer de faire plier les Allemands, qui venaient de relever (modestement) leurs taux, M. James Baker a laissé entendre que le dollar pourrait baisser, et donc que le deutchmark allait encore monter. Si les hommes politiques ne veulent pas voir qu'une valorisation des monnaies japonaise et européennes condamnerait le Japon et le Vieux Continent à une croissance ralentie d'abord, puis peut-être à une dépression, enfouissent les marchés le comprennent. L'incohérence politique engendre le saut qui peut.

Le krach de Wall Street et des autres Bourses révèle au grand jour les dangers d'une situation dont les gouvernements, n'ont cessé d'encourager l'aggravation.

Si les taux d'intérêt ont recommencé à monter depuis l'été dernier, la raison essentielle ne peut en être que l'augmentation de l'endettement et la détérioration correspondante de la qualité des meilleures signatures. C'est à la lumière de ce phénomène général qu'il convient d'analyser les grandes évolutions en cours et dont on peut se demander, après le choc subi, si elles sont aussi « irréversibles » qu'on le dit: l'internationalisation des marchés et leur modernisation, qui a consisté, notamment, à lever tous les obstacles à ce qu'on appelle le mouvement de « mobilisation » ou en anglais « securitisation ». En un mot, il s'agit de l'accroissement des grandes entreprises au marché qui repousse un peu plus loin les limites de l'endettement.

Un frein aurait pu venir du fait que les banques, gravement touchées par l'orgie des prêts qu'elles avaient consentis pendant les années fastes, n'étaient plus disposées à multiplier à la même cadence les crédits. Le crédit bancaire s'est bien rétréci, mais il a trouvé un puissant relais. La généralisation de la pratique des titres flottants a fait que les institutions financières ont transféré les risques sur l'emprunteur.

Un exemple qui n'est pas étranger à la montée des taux à long terme en France est de nature à exciter que, sous prétexte de rénovation du marché de Paris, on a copié servilement les pratiques américaines les plus contestables. Ce qui fit longtemps la force et l'attrait du capitalisme américain était l'existence d'un marché obligataire et hypothécaire à très long terme (vingt-cinq ans) sur lequel les particuliers et les entreprises pouvaient se procurer des fonds à un taux modique. Dès le début des années 70, les besoins du Trésor ont accaparé ce marché désormais pratiquement fermé aux emprunteurs privés.

Les fonctionnaires de la Rue de Rivoli ont cru bon d'introduire en France, sous le gouvernement socialiste, la faculté pour le Trésor d'emprunter à très long terme. Le gouvernement suivant s'est emparé avec délices de cette possibilité « moderne ». Ce n'est pas demain que les jeunes ménages français pourront disposer d'une source de fonds liquides remboursables en une génération et bon marché. L'Etat a pris leur place. Il a dû récemment ralentir ses émissions, pour essayer de limiter la hausse des taux. Voilà ce qui s'appelle la « libéralisation » de l'économie financière: sa soumission quasi totale aux besoins du Trésor, en France et dans la plupart des grands pays.

Il aura suffi qu'une nouvelle menace pèse sur le dollar pour mettre le feu aux poudres. La contradiction de la politique suivie en matière de devises est masquée par le refus de voir la réalité en face. Autre présomption de toute réflexion sur une expérience historique pourtant récente. L'effondrement du système des taux de change fixes qui date de 1971-1973 a confirmé que le régime des changes flottants est celui des monnaies ayant rompu tout lien, si dénué soit-il, avec un étalon de valeur commun (l'or).

Toute tentative de rétablissement des taux de change stables entre devises inconvertibles n'a aucune chance de durer, à moins d'appeler « taux de change stables » la pseudo-fixité existant par exemple entre les monnaies du système monétaire européen, sujettes à de fréquents ajustements.

Les différents instituts d'émission n'ayant plus de point de référence commun (l'étalon) pour conduire leur politique, ils sont obligés de s'en remettre à une impossible « coordination ». Depuis le début de l'année, une chute beaucoup plus profonde du dollar n'a été empêchée que par ce que les banques centrales d'Europe occidentale et d'Asie ont acheté entre 80 et 100 milliards de dollars. C'est cette formidable injection de liquidités qui a favorisé la reprise des matières premières, alimenté la croissance des masses monétaires et nourri la spéculation boursière. La stabilité factice fait renaitre la menace d'inflation. L'absence d'intervention crédible des écarts de change insupportables se traduisant par le marasme économique dans les pays à monnaies surévaluées (Europe, Japon) et la surchauffe aux Etats-Unis.

La grande question qui se pose aujourd'hui est de savoir à quelle condition le désastre d'une grande dépression — comme celle qui suivit 1929 — peut être évité. En 1929, la crise monétaire n'avait pas encore eu lieu. Elle est en cours depuis quinze ans. L'aspiration vers un retour à la stabilité et l'illusion à l'œuvre récemment par le secrétaire américain au Trésor sont des facteurs encourageants mais fragiles. De même, alors, la crise bancaire allait suivre le krach de 1929, le réajustement a déjà eu lieu même s'il n'est pas terminé. L'effondrement du plus grand marché financier du monde et le cortège de faillites qu'il entraînera nécessairement devraient obliger les gouvernements à revoir le problème de l'endettement des pays pauvres. En-d'imaginable qu'on s'en tienne à la fiction que leurs dettes sont parmi les seules à ne pas être dévaluées?

PAUL FABRA

Pour aller aux Etats-Unis, mieux vaut s'arrêter à Londres que perdre du temps à New York.



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. Quand vous allez à Miami, Orlando ou Seattle, quel est l'intérêt de s'arrêter à New York? Vous connaissez le transit infernal à Kennedy Airport et les interminables embouteillages pour se rendre à La Guardia ou Newark, découvrez la rapidité et la simplicité du transit au Terminal 4 à Londres Heathrow. Nous savons que votre temps est trop précieux pour que vous le perdiez à l'aéroport de New York... sauf bien sûr si c'est votre destination finale.

BRITISH AIRWAYS

حکومت الامارات

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les négociations engagées entre Précision Mécanique Labinal et la société américaine TRW ont abouti le 15 octobre 1987 à la signature d'un accord qui prévoit le rachat par Labinal, avant la fin de l'année, de la division connecteurs Cincin et de la division moteurs Globe de TRW.

La première de ces divisions réalise un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de dollars. Elle dispose de quatre usines aux États-Unis (ELK Grove, Illinois; New Hope, Minnesota; Vinita, Oklahoma; Pocahontas, Arkansas), d'une usine au Mexique (Raysona) et d'une en Grande-Bretagne (Worktop). Elle emploie 1.700 personnes. Ses principaux produits sont les connecteurs et câblages associés pour l'aéronautique, l'armement, les télécommunications, l'informatique et l'instrumentation. Elle occupe le septième rang parmi les six cents fournisseurs dans le marché américain des connecteurs.

La deuxième de ces divisions réalise un chiffre d'affaires annuel de 50 millions de dollars. Elle dispose de deux usines aux États-Unis (Dayton, Ohio; Dothan, Alabama). Elle emploie 570 personnes. Ses principaux produits sont les moteurs électriques miniatures et systèmes associés pour missiles, véhicules militaires, hélicoptères, équipements et applications industrielles de haute technologie. Elle occupe une place de tout premier rang dans ce secteur sur le marché américain.

Cette acquisition majeure présente pour Labinal plusieurs avantages essentiels : — en ce qui concerne les connecteurs pour l'aéronautique et l'armement, elle permet de combler une lacune dans la gamme des produits du groupe, qui va pouvoir ainsi offrir à la clientèle du secteur aérospatial un système complet connecteurs plus câblages, comme c'est déjà le cas pour l'automobile, alors qu'il ne fournissait jusqu'à présent que la seule activité câblage ;

— en ce qui concerne les moteurs électriques miniatures et les servo-actionneurs associés — domaines où le groupe est déjà présent par ses divisions systèmes aéronautiques (servo-actionneurs) et microturbo (moteurs électriques RFB) — elle change radicalement sa position stratégique en positionnant ainsi le groupe sur le marché mondial ;

— sur un plan plus général, l'acquisition de ces deux divisions va apporter au groupe une introduction commerciale solide chez les grandes compagnies américaines de l'aéronautique, de l'armement, des télécommunications et de l'informatique. Cela constituera un atout décisif pour les divisions systèmes aéronautiques et microturbo de Labinal ainsi que pour la société Turboméca, dans les efforts qu'elles déploient actuellement pour développer de façon significative leurs positions sur le marché nord-américain ;

— enfin, elle change profondément la répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé du groupe Labinal qui est actuellement de 75 % par le marché français et de 25 % à l'étranger (principalement en Europe). Dès 1988, les ventes consolidées du groupe se partageront entre la France 50 %, l'Amérique du Nord 30 %, le reste du monde, essentiellement Europe, 20 %, justifiant ainsi l'ambition du groupe Précision Mécanique Labinal de devenir dans ses principales lignes de produits un équipementier de niveau mondial.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES
Premier semestre 1987

Au cours du premier semestre 1987, la Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR) a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 900 millions de francs, en progression de 5,3 % par rapport à la même période de 1986, du fait de l'entrée de la société Kerolan dans le périmètre de consolidation. A structure comparable, le chiffre d'affaires marque un léger recul (1,4 %) dû à l'évolution de la parité dollar/franc français, alors que l'activité se situe globalement à un niveau voisin de celui de 1986.

Le résultat net consolidé du premier semestre s'établit à 81 millions de francs, soit 9 % des ventes, légèrement inférieur aux 87 millions de francs du résultat particulièrement favorable de la même période de 1986, mais toujours proche des meilleures performances de ces dernières années.

Le deuxième semestre devrait marquer un progrès sur la période correspondante de 1986, tant au niveau des ventes que du résultat consolidé. Au total, pour l'ensemble de l'année, le résultat devrait encore augmenter par rapport aux 156 millions de francs de 1986.

Ainsi, il se confirme que la SEPR, malgré les variations monétaires caractéristiques de 1985, garde un haut niveau d'activité sur ses importants marchés à l'exportation et maintient un taux de résultat très satisfaisant.

Il faut rappeler que la SEPR, a acquis, en juillet de cette année, 88 % de Corhart Refractories Corporation, société fabricant une gamme complète de produits réfractaires spéciaux et électrofondus, qui constituera une base industrielle de développement sur le marché américain.

SOCIAL

Sécurité sociale : les « sages » remettent leur rapport

Le ralentissement des dépenses de retraites et de santé est inévitable

Les « sages » nommés par le gouvernement devaient remettre le mardi 20 octobre au premier ministre leur rapport sur les moyens d'assurer l'équilibre de la Sécurité sociale à long terme. Le ministre des affaires sociales recevra les partenaires sociaux dès la semaine prochaine, avant de faire connaître les orientations retenues par le gouvernement, qui donneront lieu à deux journées de débats les 12 et 13 novembre. L'enjeu n'est pas seulement la recherche de ressources nouvelles pour la Sécurité sociale dès 1988, mais aussi de ralentir à long terme l'évolution des dépenses, notamment en matière de retraites.

C'est à l'horizon 2000 que les « sages » nommés par le gouvernement ont choisi de se placer pour formuler leur diagnostic sur le système français de Sécurité sociale et les moyens d'assurer son équilibre et sa vitalité. Ce recul permet de mieux apprécier les contraintes qui pèsent sur lui.

A long terme, elles sont d'abord démographiques : le poids des personnes âgées va s'accroître de façon inéluctable, et, avec lui, les dépenses de retraites et de santé (une personne de plus de soixante-cinq ans consomme, estime-t-on, deux fois plus de soins médicaux que la moyenne). Or les plus de soixante ans seront douze millions, soit 20,4 % de la population, en l'an 2000, et plus de quatorze millions, soit 26 %, vers 2020, contre dix millions (soit 18 %) en 1985. Un tel vieillissement est particulièrement dans tous les pays développés. Il sera plus rapide encore en Allemagne fédérale ou au Japon.

Comment faire face ? On peut, sans doute, se tranquilliser en pensant que la montée du déficit à long terme est due, jusqu'à un certain point, et que, dans les prochaines années, l'activité économique compensera autant que la démographie. Mais les projections faites en 1985 par le Commissariat au plan ne laissent guère d'espoir d'une réduction rapide du chômage. Pour ramener en l'an 2000 celui-ci à son niveau de 1975, il faudrait créer chaque année deux fois plus d'emplois qu'on ne l'a fait au cours de la période faste 1959-1974 (1). On peut donc difficilement attendre la fin du siècle pour agir.

On ne peut pas non plus compter uniquement sur une augmentation des ressources. Certes, jusqu'à présent, les Français ont préféré payer davantage pour conserver leur couverture sociale : depuis 1974, rien que pour la retraite les cotisations salariales ont plus que doublé. Peut-on cependant continuer longtemps, même à un rythme un peu plus lent ? Toujours pour les seules retraites, il faudrait, à système inchangé, augmenter encore de 20 % les cotisations d'ici à l'an 2000. On peut sans doute contester la fiabilité de ces cotisations actuelles en recourant à une contribution sur tous les revenus : la suggestion figurera sans doute dans le rapport des « sages ».

TRAVAIL ET EMPLOI

4 numéros/an
Abonnement 1987 : Le n° 1 : 40 F

Des articles de référence indispensables :

- Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales
- L'individualisation des salaires
- la stratégie des entreprises
- Productivité et emploi.

Des bilans, des comparaisons internationales.

Le panorama complet du travail et de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion
MASSON / SPIFF
B.P. 22 - 41363 VINEUIL

Mais cela ne diminuera pas le poids global sur les actifs.

Il faut donc aussi freiner la croissance des dépenses. Pour les retraites, les moyens sont assez bien connus depuis les études menées sous l'égide du Plan et les différentes commissions qui les ont suivies. On peut jouer d'abord sur la durée de versement de la retraite en retardant l'âge de départ ou en allongeant la durée des cotisations nécessaires. Les États-Unis, par exemple, ont décidé de reculer l'âge de la retraite de deux mois par an à partir de 2003 et jusqu'à 2027, de façon à l'amener de soixante-cinq à soixante-sept ans. Les Japonais, eux, ont décidé de porter progressivement de vingt-cinq à quarante ans la durée des cotisations nécessaires pour la retraite à taux plein en commençant par la génération née en 1928... (2)

Retarder les départs

Et en France ? L'on admet assez largement, y compris à gauche, que le départ à la retraite à soixante ans ne sera pas toujours aussi justifié : les salariés qui partent maintenant ont généralement commencé à travailler à quatorze ou quinze ans ; aujourd'hui, la majorité des jeunes ne débute dans la vie active qu'après vingt ans. Et les tâches sont devenues moins épuisantes. Mais il est difficile de revenir, même si c'est à terme, sur un acquis social si récent et si longtemps réclamé par les syndicats.

Aussi, souhaite-t-on plutôt mettre en œuvre des incitations positives. D'abord, en augmentant la pension des salariés acceptant de retarder leur départ. Jusqu'à 4 % par an environ, l'opération restera à l'avantage pour le régime de retraite (3). Autre possibilité : permettre une cessation progressive d'activité. L'aspiration est assez largement répandue, on l'a vu encore lors des réunions départementales des « sages » : il suffirait de permettre de ne liquider que partiellement la retraite ; d'ores et déjà, contraignant un salarié à prendre sa retraite à soixante ans est pratiquement assimilé à un licenciement.

Ces deux idées vont sans doute se retrouver dans le rapport des « sages ». L'obstacle majeur est, comme pour le recul de l'âge de la retraite, la situation de l'emploi : la préretraite, qui reste la solution la moins douloureuse aux suppressions d'emplois, continue d'amener en retraite à soixante ans des dizaines de milliers de salariés chaque année. En 1986, 43 % seulement des hommes partant à la retraite étaient encore en activité.

Reste à jouer aussi sur le montant de départ. Le calcul de la pension sur les dix meilleures années, combiné avec les conditions actuelles de validation des cotisations, accroît sensiblement le montant moyen des pensions (de 20 % environ pour les femmes) : cela explique les réticences des syndicats à modifier le système. Mais le caractère inéquitable de celui-ci, qui favorise à l'excès les carrières courtes ou fortement ascendantes, justifierait une telle modification. Il s'est sans doute pas impossible de l'effectuer tout en maintenant le niveau moyen des retraites. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne — où la réforme s'appliquera progressivement à partir de l'an 2001 —, l'Autriche, l'Espagne ou la Suède ont entrepris de rapprocher le montant de la retraite des cotisations versées.

Offre et demande

La situation de l'assurance-maladie est plus complexe. D'autres facteurs entrent en jeu dans l'évolution des dépenses : l'aspiration des

Français à être mieux — plus — soignés, le comportement même des fournisseurs de soins — les médecins libéraux et les établissements hospitaliers, essentiellement. De fait, depuis dix ans, on a agi sur l'offre, comme sur la demande, de façon très empirique, si l'on excepte la création du budget global hospitalier. Il s'agissait de limiter les recettes des médecins et la prise de médicaments, ou de réduire certains remboursements, sans trop de douleur. L'assurance-maladie ne s'est que faiblement désengagée, au moins jusqu'au plan Ségur de 1987, qui a cherché à modérer la consommation, en augmentant son prix. Sur l'offre, les possibilités de freinage résident aujourd'hui surtout dans une action persévérante et tous azimuts de réduction des coûts.

Pour l'hospitalisation, qui représente la moitié des dépenses, celle-ci peut s'exercer d'abord par la diminution du nombre de lits de soins aigus : l'excédent global, déjà évalué à 30 %, risque de s'accroître avec les possibilités nouvelles que réalisent de plus en plus d'opérations sans hospitalisation. Ensuite, par l'automatisation de certaines opérations de gestion ou d'analyses ou par la recours à la sous-traitance pour certaines tâches non médicales, comme cela se fait dans d'autres pays : par exemple en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas. Cela exige sans doute une aide à la conversion du personnel, comme dans l'industrie, et le passage du secteur privé sous la même toise.

Pour la médecine de ville, l'augmentation du nombre de médecins amène à des choix plus drastiques : chaque acte s'accompagne de prescriptions, elles-mêmes croissantes. Même si les praticiens n'en sont pas responsables, il paraît difficile de rémunérer cent vingt mille médecins — chiffre auquel on parviendra dans six ou sept ans — de la même façon que l'on en rémunérait soixante mille il y a une dizaine d'années. Même si l'on réduit fortement les promotions annuelles, on n'échappera sans doute pas à une forme de limitation de l'activité des médecins, soit à une limitation du nombre de praticiens conventionnés par les caisses d'assurance-maladie.

Un contrôle plus strict des caisses d'assurance-maladie sur l'activité médicale, notamment en matière de prescriptions, semble aussi inévitable. Mais pour que ces mesures soient acceptables par les médecins, il faudra sans doute connaître et faire connaître le coût des traitements et en mieux évaluer l'efficacité. (4).

Cette action sur l'offre peut-elle éviter sinon un nouveau désengagement de l'assurance-maladie, du moins un certain plafonnement de son intervention ? Les projections faites par l'INSEE sur l'évolution des dépenses de santé, qui passeraient de 13,6 % à 20 % de la consommation totale en l'an 2000, amènent à se poser la question : jusqu'à quel point l'assurance-maladie pourra-t-elle suivre la demande de soins et la médicalisation ? Mais comment éviter que le partage remette en cause l'égalisation progressive de la consommation médicale entre les différentes catégories sociales constatée jusqu'ici ?

GUY HERZLICH.

(1) *Faire gagner la France*, Hachette, 1985, collection « Pluriel » (Le Monde du 23 septembre 1985).

(2) Jean-Pierre Dumont, *Les Systèmes étrangers de sécurité sociale*, Economica, 1987, à paraître.

(3) Pour un travailleur au salaire médian de 6 600 F par mois, la pension, la première année, augmenterait de 130 F par mois ; et de 630 F la cinquième année.

(4) Sur l'évolution des dépenses et l'évaluation des techniques, voir *Santé, non cher souci*, par Bernard Majonni d'Intignano, Economica 1987.

Les Sicav du Groupe des Banques Populaires
1842 agences à votre service.

| Situation au 30.9.1987 | | | | Répartition de l'actif (en %) | | |
|--|-----------------------------------|---|---------------------------------|-------------------------------|--------------------|----------------|
| | Actif net (en millions de francs) | Valeur liquidative de l'actif net (en francs) | Données consolidées (en francs) | Valeurs françaises | Valeurs étrangères | Autres emplois |
| Sicav actions | | | | | | |
| Valeurs françaises | | | | | | |
| FRUCTIFRANCE | 4.224,02 | 815,38 | 19,81 (1987) | 88,71 | 5,77 | 5,82 |
| AAA. Actions Agro-Alimentaire | 470,11 | 807,97 | 10,55 (1987) | 90,26 | 6,62 | 3,12 |
| FRUCTIMMO** | 181,44 | 248,55 | - | 64,98 | 4,59 | 30,43 |
| Valeurs diversifiées | | | | | | |
| PLANINTER | 575,91 | 1.030,75 | 20,92 (1987) | 46,90 | 46,53 | 7,57 |
| VALOREM | 670,36 | 548,82 | 10,63 (1987) | 46,99 | 45,04 | 7,97 |
| FRUCTIVALOR | 632,50 | 548,46 | 13,12 (17.12.86) | 50,38 | 46,00 | 3,82 |
| Sicav obligations | | | | | | |
| Revenus trimestriels | | | | | | |
| FRUCTIDOR | 1.063,11 | 243,19 | 5,00* (1987 acompté) | 99,88 | - | 0,32 |
| SICASOEN (Casden Banque Populaire) | 373,00 | 722,46 | 15,00* (1987 acompté) | 97,81 | - | 2,19 |
| Valorisation du capital | | | | | | |
| FRUCTI-CAPI (Obligations françaises) | 674,04 | 299,60 | 9,14 (1987) | 50,72 | 0,32 | 48,96 |
| FRUCTI-ECU (Obligations en monnaies composant l'Ecu) | 516,89 | 557,67 | 16,73 (1987) | 25,41 | 18,01 | 56,58 |
| Obligations de première catégorie | | | | | | |
| FRUCTI-PREMIERE | 766,68 | 10.802,54 | 958,10 (1987) | 97,93 | - | 2,07 |
| Sicav court terme | | | | | | |
| FRUCTIVAR | 2.238,75 | 82.189,07 | 1814,54 (5.5.87) | 79,97 | - | 20,03 |
| FRUCTI-ASSOCIATIONS | 3.752,63 | 1.341,23 | 30,45 (16.7.87) | 52,40 | - | 47,60 |
| VALORG (Casden Banque Populaire) | 1.040,67 | 1.526,48 | 10,76 (1987) | 60,41 | - | 39,59 |
| PARNASSE VALOR (Casden Banque Populaire) | 109,43 | 1.085,21 | 86,83 (1987) | 58,24 | - | 40,76 |
| FRUCTI-COURT | 7.290,27 | 105.880,11 | 1.812,99 (7.7.87) | 41,64 | - | 58,36 |

* Dernier coupon trimestriel versé

** ouverte le 4.8.1987.

*** Bords du Trésor, créances négociables, Sicav CT et liquidités

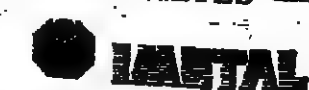
BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALEO - SEV

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de VALEO, FEA et SEV, convoquées le 16 octobre aux fins, notamment, d'approuver le projet de fusion de SEV, Société pour l'équipement des véhicules, et de la Société financière d'équipements automobiles, FEA, par VALEO n'ont pu débiter, faute de quorum requis.

Ces mêmes assemblées seront réunies sur deuxième convocation, le 26 octobre, au Palais des congrès, porte Maillot, Paris, à 10 heures pour SEV, et à 14 h 30 pour VALEO.



A la suite des modifications intervenues dans l'administration d'IMETAL et du retrait consécutif de certains administrateurs, le Conseil d'administration d'IMETAL a, en remplacement, désigné en qualité d'administrateur : M. Aimery Langlois-Mourine, directeur général de Parifrance, M. Pierre Schrier, administrateur directeur général de Parifrance, M. David de Rothschild, associé-commanditaire et gérant de Rothschild et C^e Banque, M. Jean-Charles Naouri, président du directoire d'Euris et associé-gérant de Rothschild et C^e Banque.

Écon

des dockers... pertes au port de

UNION

La France modifie son... réforme de la politique

PAR
AIR FRAN
AU COEU

Air France



... des dépenses de retraite
... est inévitable

SOCIAL

La grève des dockers occasionne de très importantes pertes au port de Marseille

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Après deux semaines de conflit, les négociations ont repris le 15 octobre entre les dockers CGT et les entreprises de manutention (accorci) du port de Marseille en vue d'aboutir à la signature d'une nouvelle convention collective. Les deux parties sont convenues de rechercher une base d'accord minimum pour favoriser une reprise rapide du travail. Depuis l'arrivée à échéance, le 1^{er} octobre dernier, de l'ancienne convention collective de 1947, dénoncée par le patronat le 1^{er} juillet 1986, les dockers ont refusé de se soumettre aux nouvelles règles d'embauche fixées unilatéralement par les armateurs dans les bassins du port sauf ceux de Fos. Informés du conflit, les armateurs ont préféré, par prudence, détourner leurs navires vers d'autres ports méditerranéens. Ainsi, selon la direction du port, une cinquantaine d'escales ont déjà été annulées, représentant une

perte de cent cinquante mille tonnes de marchandises. Les trafics sur la Corse et l'Algérie se sont cependant poursuivis avec le concours de dockers employés dans deux sociétés de manutention appliquant les anciens accords.

Les négociations qui ont repris jeudi 15 octobre portent essentiellement sur une réduction du nombre des dockers de l'ordre de six cent cinquante à huit cents, sur un total de deux mille huit cents dans les deux bassins du port, à l'est et à l'ouest, et une meilleure flexibilité de la main-d'œuvre.

Armateurs et dockers sont d'autant plus contraints de trouver un terrain d'entente que le trafic général de Marseille a diminué de 7 % au cours du premier semestre de 1987, alors que celui du port du Havre — où de nouveaux accords sont entrés en vigueur — a enregistré dans le même temps une augmentation de 15 %.

GUY PORTE.

AFFAIRES

Le Club Méditerranée gèrera Mirapolis

Le premier grand parc d'attraction français, Mirapolis, qui avait ouvert ses portes en 1981, à Cergy-Pontoise, dans la banlieue parisienne, sera dirigé par le Club Méditerranée. La première saison d'exploitation du parc, qui a fermé ses portes à la mi-octobre, a, en effet, été décevante. Malgré un investissement de 500 millions de francs, l'équipement, conçu sur le modèle américain, n'a pas atteint les objectifs qui avaient été fixés par l'ancienne direction. Deux et demi millions de visiteurs étaient attendus, or moins de sept cent cinquante mille personnes se sont rendues à Mirapolis.

Pour la prochaine saison, de nouvelles attractions, notamment pour les adolescents, seront mises en place. Une augmentation de capital de 92,5 millions de francs sera nécessaire. Les principaux actionnaires de Mirapolis sont le financier saoudien Gauthier Pharaon, le Club Méditerranée, la Caisse des dépôts, le Club Méditerranée confirme ainsi sa diversification dans les loisirs.

ÉTRANGER

La réunion des ministres des Douze à Luxembourg
La France modifie son attitude sur la réforme de la politique agricole

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le Conseil européen, qui se tiendra en décembre à Copenhague, devrait décider une augmentation sensible des ressources mises à la disposition de la CEE. Cette augmentation est nécessaire pour faire face à la progression des dépenses qui résulte de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ainsi que de la volonté des Douze d'établir d'ici à 1993 un grand marché sans frontières. Mais la décision ne sera prise — le débat des ministres des affaires étrangères des Douze, qui a eu lieu lundi 19 octobre à Luxembourg, l'a confirmé — sans la mise en place préalable d'une stricte discipline budgétaire agricole.

C'est la principale condition posée par les Britanniques. Les Français, c'est là l'événement le plus notable, souscrivent à cette condition et pour l'essentiel aux propositions présentées à cette fin par la Commission de Bruxelles, alors que les Allemands y sont opposés. « Nous sommes favorables à une maîtrise des dépenses agricoles et elle passera par la mise en place de stabilisateurs », a déclaré, le lundi 19 octobre, M. Bor-

nard Besson, le ministre des affaires européennes. Il s'agit là d'objectifs de production fixés pour chacun des produits avec baisse automatique en cas de dépassement.

Tout en réclamant des modalités d'application spécifiques, la France donne ainsi son aval pour que la réforme de la PAC soit poursuivie dans le sens de la rigueur. Elle tourne ainsi le dos à l'attitude défensive qui fut longtemps la sienne. Pourquoi cette sorte de révolution culturelle ? Paris est certainement désireux de faire sauter le plus vite possible le verrou budgétaire qui interdit la relance de la Communauté. Sur le plan agricole, il veut surtout éviter les quotas de production.

Souvent plus compétitive que ses voisins, la France croit qu'elle pourra mieux supporter qu'elles la baisse des prix qu'implique le mécanisme de stabilisateurs. Elle rêve parfois de prendre leur place. Elle sait aussi que c'est la seule voie pour aborder avec des chances de succès la négociation agricole internationale, notamment avec les États-Unis. Il reste à voir comment réagiront les paysans à cette potion qu'ils devineront plus amère que magique.

PHILIPPE LEMAITRE.

REPÈRES

Caisses d'épargne
Redressement au troisième trimestre

Les caisses d'épargne Ecuirel ont enregistré une progression de 7,5 milliards de francs de leurs encours (différence entre dépôts et retraits) sur l'année A durant le troisième trimestre, alors que ce solde avait été négatif durant les deux premiers trimestres, a annoncé, lundi 19 octobre, le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

Au 30 septembre, l'encours total (428,7 milliards de francs) était toutefois en léger retrait (- 0,4 %) par rapport à la situation au 31 décembre 1986.

La CENCEP attribue le regain d'intérêt pour le livret A à l'augmentation du plafond de dépôt (de 72 000 F à 80 000 F) et à une évolution du taux d'épargne des ménages.

Production industrielle
Baisse en France durant l'été

L'Indice mensuel de la production industrielle (hors bâtiment et travaux publics) a baissé de 1 % en juillet-août, s'inscrivant après correction des variations saisonnières à 104 sur la base 100 en 1980 contre 105 en juin. C'est l'automobile et les biens d'équipement ménager qui ont le plus reculé en juillet-août, et d'une façon générale — quoique dans une moindre mesure, — les biens de consommation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CARBONE-LORRAINE

LE CARBONE-LORRAINE EN S'ASSOCIANT AVEC CÉFILAÇ VEUT ÉTENDRE ET RENFORCER SON ACTION DANS LE DOMAINE DE L'ÉTANCHÉITÉ POUR L'INDUSTRIE.

Les conseils d'administration des sociétés Le Carbone-Lorraine et Céfilaç ont décidé lors de leur séance du 16 octobre 1987 le principe d'un rapprochement entre les deux sociétés, qui exerceraient des activités complémentaires dans le domaine de l'étanchéité industrielle.

L'opération, qui serait réalisée en décembre 1987 à la décision d'une assemblée générale consisterait en une fusion-absorption de la société Céfilaç par Le Carbone-Lorraine.

Afin d'assurer le développement du nouvel ensemble, le Conseil d'administration de Le Carbone-Lorraine a arrêté le principe d'une augmentation de capital dont le montant et les modalités seront définies ultérieurement.

A l'issue de ces opérations, la participation de Pechiney dans le capital de Le Carbone-Lorraine demeurerait inférieure à 50 %.

Céfilaç, dont le chiffre d'affaires dépasse 150 millions de francs, et dont le résultat net après impôts représente 5 % du chiffre d'affaires, jouit d'une réputation mondiale dans le domaine de la haute étanchéité. Ses systèmes équipent les centrales nucléaires, les réacteurs expérimentaux destinés à la fusion thermonucléaire et sont utilisés dans les industries spatiales, informatiques, chimiques, etc. — Insérait au hors-cote de la Bourse de Paris, la société Céfilaç est cotée à hauteur de 99,5 % par Pechiney.

Chiffre d'affaires

L'ensemble des sociétés du groupe Le Carbone-Lorraine a consolidé ses positions commerciales au cours du 1^{er} semestre 1987. La légère réduction du chiffre d'affaires est due, essentiellement, à l'évolution des parités monétaires et pour l'activité de génie chimique au ralentissement des investissements de l'industrie chimique.

| Millions de francs | 1 ^{er} semestre 1987 | 1 ^{er} semestre 1986 | % |
|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------|
| Groupe Le Carbone-Lorraine | 693 | 709 | - 2,3 |
| Société mère française | 298 | 309 | - 3,6 |

Dans l'ensemble du groupe, les activités de génie électrique (applications électriques et Ferraz) confortent leurs positions sur les marchés étrangers, notamment en Europe et en Amérique du Sud.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,30 % - 1978

Les intérêts courus du 6 novembre 1986 au 5 novembre 1987 seront payables à partir du 6 novembre 1987 à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source d'impôt de 20,60 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 35 F, soit un net de 150,40 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 243 856 à 247 550 et 273 361 sortis au tirage au sort du 1^{er} octobre 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 10 au 6 novembre 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des Finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, 75007 Paris, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

— enfin que les titres compris dans les séries de numéros 132 945 à 142 236, 215 715 à 225 963, 295 459 à 308 763, 225 964 à 228 150 et 232 151 à 243 855, sont respectivement remboursables depuis le 6 novembre 1983, le 6 novembre 1984, le 6 novembre 1985 et le 6 novembre 1986.

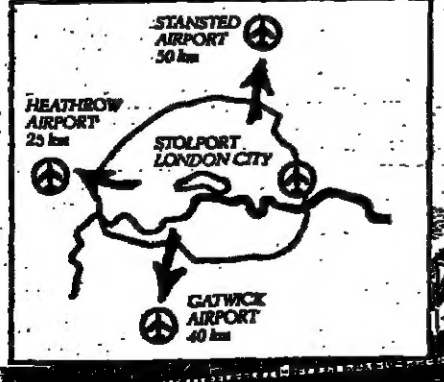
Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél: 48 06 84 01

PARIS - LA CITY
AIR FRANCE OUVRE UN 4^e AÉROPORT
AU COEUR DE LONDRES: STOLPORT

A partir du 26 octobre Air France propose aux passagers de la Classe Affaires d'atterrir plus près de la City à l'aéroport de Stolport : London City Airport. Six vols quotidiens en semaine ; un le samedi plus un le dimanche.



AIR FRANCE
INNOVÉ

هكذا من الاصل

BOURSE DU 20 OCTOBRE

| Règlement mensuel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|----------------|-----------------|---------------|---------------|--------|--------------|---------|-----------------|---------------|---------------|--------|--------------|---------|-----------------|---------------|---------------|---------|
| Compensation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % + - | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % + - | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % + - |
| 1892 | A.S. 95 1973 | 1821 | 1818 | 1876 | - 2,29 | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % + - | 1180 | Bayar | 1020 | 900 | 1010 | - 0,98 |
| 1216 | C.R.E. 7% | 1180 | 1180 | 1180 | - 4,68 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1410 | B.R.P.T. 7% | 1182 | 1181 | 1178 | - 3,10 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1212 | C.C.F. 7% | 1124 | 1113 | 1118 | - 0,97 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1271 | Ch. Lyon, T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1610 | Ch. Lyon, T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1210 | Ch. Lyon, T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 2043 | Phone-P.T. | 1830 | 1750 | 1750 | - 4,36 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1210 | St-Gobain T.P. | 1186 | 1140 | 1140 | - 1,28 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1238 | Thomson T.P. | 1186 | 1186 | 1186 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 460 | Agences Havas | 486 | 486 | 486 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Agences Havas | 486 | 486 | 486 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 400 | A.L. Liquide | 803 | 803 | 803 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 2400 | Alcedo | 2500 | 2500 | 2500 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 2070 | A.S.P.A. | 230 | 230 | 230 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 385 | Alcedo | 230 | 230 | 230 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1910 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 1340 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | 0,00 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | 1170 | - 2,29 | 1180 | Banque | 145 | 10 | 110 | - 20,05 |
| 580 | Ag. P. J. J. | 1830 | 1830 | 1830 | | | | | | | | | | | | | |

Comptant (selection)

SICAV (selection)

19/10

| VALEURS | % de titre | % de coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Emission | Rachet net | VALEURS | Emission | Rachet net |
|--------------------|------------|-------------|--------------|-------------|---------------|-------------------|-------------|---------------|---------------------------|----------|------------|----------------|----------|------------|
| Obligations | | | | | | Étrangères | | | | | | VALEURS | | |
| Emp. 7.75 % 1994 | 92.48 | | Comptant (B) | 135 | | A.E.R. | 520 | | A.A.A. | 746.00 | 728.92 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| Emp. 8.00 % 77 | 122 | 3.631 | Comptant (B) | 130 | 122.20 | Alcatel | 1040 | 1040 | Action | 202.42 | 157 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| Emp. 8.00 % 77 | 98 | 2.704 | Comptant (B) | 130 | 792 | Alcatel | 1580 | 1580 | Action France | 446.18 | 431.86 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.00 % 79/84 | 97.40 | 1.367 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 905 | 905 | Action Invest. | 380.07 | 351.38 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 13.00 % 81/82 | 99.80 | 6.088 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 502 | 502 | Action Invest. | 380.07 | 351.38 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 14.50 % 82/80 | 112 | 8.859 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 703 | 703 | Action Invest. | 380.07 | 351.38 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 16 % juin 82 | 112 | 8.859 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 364 | 362 | Action Invest. | 380.07 | 351.38 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 14.00 % oct. 83 | 108.90 | 9.880 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1300 | 1322 | A.E.R. (ancienn. Ind. P.) | 1161.72 | 1159.30 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 12.00 % oct. 84 | 104.10 | 0.423 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1222 | 1240 | A.E.R. 5000 | 655.26 | 641.72 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 11 % oct. 85 | 102 | 7.290 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1400 | 1375 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1885 | 1747 | A.E.R. 5000 | 425.21 | 421.86 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1500 | 1290.70 | A.E.R. 5000 | 425.21 | 421.86 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 621 | 621 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 1020.26 | 1020.26 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 615.00 | 601.81 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 200 | 201 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | Comptant (B) | 130 | | Alcatel | 100 | 100 | A.E.R. 5000 | 1004.14 | 1004.14 | Forciq-Niglon | 1056.70 | 1045.88 |
| 10.50 % oct. 85 | 104.10 | 6.291 | | | | | | | | | | | | |

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاعمال

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|--|---|---|--|---|---|--|
| 2 La bataille du Golfe. 3 La visite de M. Mitterrand en RFA. 4 M. Takeshita nouveau président du Parti libéral démocrate japonais. | 7 M. Lajoinie se définit comme un « candidat révolutionnaire ». 8 M. Le Pen et les « brébis égarés » de M. Chirac. | 9 Les relations entre Chirac et M. Chandon : la chancellerie a imposé une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire. 20 Echecs : le défi de Kasparov dans la troisième partie. | 12 Exposition : Fontana au Centre Georges-Pompidou. 12-13 Théâtre : « L'Hurlu », de Jean Anouilh ; « La petite chatte est morte », d'André Roussin. 14 Communication. — Digressions, par Bernard Frank. | 37 à 39 L'effondrement des marchés financiers. 40 Avant le rapport de la commission des « sages » sur la Sécurité sociale. 41 La grève des dockers de Marseille. 42-43 Marchés financiers. | Abonnements 3 Météorologie 16 Mots croisés 20 Camet 20 Radio-télévision 16 Annonces classées 21 à 36 Loto sportif 20 Spectacles 15 | ● Chalandon-Chaumont : rebondissement EXC ● 8 h : Tokyo, 10 h : Paris, 15 h : BOURSE ● Concours des vins : les indices : VINS Actualité Sports International Bourse, Culture, Jeux 3615 Tapez LEMONDE |

A l'Assemblée nationale

M. Jean-Pierre Michel (PS) interpelle M. Chandon

M. Albion Chalandon a été amené à s'expliquer, le mardi 20 octobre, à l'Assemblée nationale, sur sa situation dans l'affaire Chandon.

A la fin de son intervention sur le budget de la justice alors discuté, M. Jean-Pierre Michel, député PS de la Haute-Saône, a en effet déclaré : « Je ne peux pas descendre de cette tribune sans évoquer votre situation personnelle. Comme garde des sceaux, vous n'êtes pas un ministre comme les autres. Vous êtes le gardien de la loi. Vous ne pouvez échapper aux obligations qu'impose votre charge. (...) Vous ne pouvez pas prétendre que, dans telle ou telle affaire, vous ne donnez pas d'instruction au parquet. » M. Michel a ajouté : « Il est une règle élémentaire de morale politique que celui qui est impliqué, fût-ce comme victime, dans une affaire judiciaire ne peut être celui à qui le parquet doit rendre des comptes. Il y a du bon fonctionnement de notre démocratie, de nos institutions. »

Le garde des sceaux lui a immédiatement répondu en lui reprochant de reprendre « une campagne politique menée contre moi, qui vise à me déstabiliser (...). Après avoir tenté de mettre en cause mon honneur (...), on m'attaque sur le fait que je suis juge et partie ». M. Chalandon a répondu qu'il n'était que la victime dans une affaire commerciale qui avait des prolongements au pénal. Il a ajouté : « J'ai fait faire des recherches, il y a des précédents à la chancellerie, j'ai la même attitude que mes prédécesseurs. »

M. Chalandon a précisé qu'il avait donné comme consigne au procureur général d'intervenir librement, sans attendre de directive de sa part. « Je ne serais pas intervenu de toute façon dans une telle affaire (...). Ma conscience est tout à fait tranquille, voilà pourquoi je reste là où je suis », a conclu le ministre de la justice.

(Lire page 9 nos informations).

(Publicité)

Votre micro compatible PC
Amstrad ou Sanyo ? c'est mieux chez Duriez
C'est le moment !

NON SEULEMENT pour le même prix vous avez chez Duriez 3 logiciels de base : « Traitement de Texte (pour vos messages s'imposent) », « Fichier (pour trier et relancer vos clients) », « Tableaux (pour voir clair, avec "quel, quel, quel") ». Mais Duriez vous offre en plus gratuitement 1/2 journée de mise au courant, des conseils de poids et une aide au choix parmi les seules meilleures marques.

• De 5900 à 17900 F TTC.
Duriez n'est pas un débutant ni un marchand de gadgets. Il tient à vous rendre service, pour longtemps.

11 Médias d'Impression de 1890 à 1980 F TTC • 108 logiciels pour faire au bureau d'un coup de bouton • Catalogue gratuit sur place ou 3 timbres à 220 F.

3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-132 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)

Les socialistes parisiens partent en campagne contre le Front national et le RPR

Les socialistes parisiens vont lancer, dans la capitale, une campagne contre M. Jean-Marie Le Pen et contre le fait qu'au conseil de Paris, deux proches du FN exercent des responsabilités. Depuis les déclarations de M. Le Pen sur les chambres à gaz et les incidents à l'Assemblée nationale, le PS dénonce, avec une vigueur renouvelée, les alliances locales entre la droite classique et le FN.

Les socialistes restent, malgré tout, dans une position ambiguë vis-à-vis du FN. M. André Laignel, trésorier du PS, a affirmé, le lundi 19 octobre, qu'il est souhaitable que M. Le Pen ne parvienne pas à réunir les 500 signatures qui lui permettraient de se présenter en 1988. Telle est aussi la position de M. Louis Mermaz au forum RMC-FR 3.

Des caractères bleus sur un fond blanc. Deux photos. Une légende, en capitales grasses : « Appel à révoltes. Connaissiez-vous ces hommes ? ». Ces hommes, ce sont M. Edouard Frédéric-Dupont, adjoint de M. Jacques Chirac à la mairie de Paris et M. Serge Jeanneret, conseiller de Paris et président de commission au conseil de Paris. L'affiche continue : « Membres du Front national, élus sur les listes RPR-UDF. Chirac en a fait ses adjoints à la mairie de Paris. Ce n'est pas un « détail ». On ne peut combattre les amis de Le Pen et faire alliance avec eux ! »

Cette affiche-choix, prudemment signée, non du PS parisien, mais du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) de la capitale, constitue l'élément le plus spectaculaire de la campagne contre le FN que veut lancer la fédération de Paris du PS, et qu'a présentée, le lundi 19 octobre, M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de cette fédération. Cette affiche sera tirée à quelques milliers d'exemplaires (80 cm x 60 cm) et apposée sur les murs de Paris.

Pour M. Le Guen, il s'agit, tout en dénonçant le « populisme », de M. Jean-Marie Le Pen, de procéder à une « démythification » et de souligner « le fait qu'on ne peut pas avoir deux discours ». Pourquoi, a demandé M. Le Guen, M. Chirac, qui n'en a aucunement besoin à Paris, a-t-il pris ou gardé deux équipes ? (1)

Cette opération de « bonne clarification politique » se double de la parution d'une brochure intitulée « Comment lutter contre le Front national ». Enfin, le PS parisien veut aussi « essayer d'envoyer les gens dans les HLM », à partir de la fin novembre, afin que les élus soient présents sur le terrain des cités les plus défavorisées.

« L'opposition à sa majesté »

M. Le Guen a évoqué le livre d'Anne Tristan sur le FN marseillais (Le Monde du 13 octobre), pour juger, contrairement à l'auteur, qu'il ne s'agit pas, dans ces milieux, de « recréer des associations de quartier », tout simplement parce que « la société a changé », mais de trouver « de nouvelles formes de sociabilité ». Dans la mesure où M. Le Pen représente une « rupture avec le discours technocratique dominant à droite et à gauche depuis vingt ans », les socialistes, juge M. Le Guen, doivent « aussi

(1) M. Frédéric-Dupont a été élu, en mars 1986, sur la liste législative du FN à Paris.

En revanche, bien que M. Laignel ait affirmé qu'il exprimait la position officielle du PS, M. Lionel Jospin — tout comme M. Jack Lang — a refusé d'exprimer un tel souhait. M. Jospin avait affirmé que cela ne le « regarde en rien » (à « l'heure de vérité » d'A 2) et M. Lang avait dit qu'il n'avait ni à « souhaiter » ni à « récuser » l'obtention de ces signatures (au « Grand Jury RTL-Le Monde »).

Cette prudence s'explique par l'intérêt tactique qu'ont les socialistes à voir M. Le Pen causer le maximum de difficultés à la droite, et, aussi, par l'idée qu'il vaut mieux que ce courant s'exprime dans les urnes que dans la rue. Mais elle peut placer le PS en porte à faux vis-à-vis de ceux, notamment les jeunes, qui, face à M. Le Pen, privilégient la condamnation morale plutôt que le calcul politique.

comait « une situation particulière et qui risque de le rester longtemps », avec un PS représentant « un potentiel de 40 % », mais qui ne peut espérer être majoritaire à lui tout seul. L'idée est de parvenir à « peser sur les choix politiques » et non de « se laisser marginaliser un peu dans l'opposition à sa majesté ».

J.-L. A.

URSS
Mort du journaliste ukrainien
maltraité par le KGB

D'après le journal médical soviétique Meditsinskaya Gazeta cité par The Guardian du lundi 19 octobre, le journaliste, qui avait été emprisonné et torturé par des membres du KGB pour avoir révélé un scandale en Ukraine, est mort en juillet dernier des suites des mauvais traitements qu'il avait eus infligés.

La presse soviétique avait révélé en janvier 1987 que M. Victor Berkine, âgé de cinquante-sept ans, journaliste du Miroir soviétique avait été arrêté et détenu en juillet 1986, pour « avoir été en simple maillot de corps » dans un hôtel de la ville de Vorochilovgrad. En fait parce qu'il avait révélé les conditions de vie déplorables des mineurs de cette région d'Ukraine.

La révélation de ces pratiques avait entraîné la démission du responsable du KGB local, M. Dichenko, celle de M. Moukha, chef du KGB de la république, ainsi que de M. Gontcharenko, premier secrétaire du parti pour la région de Vorochilovgrad. Selon le journal, M. Berkine ne se serait pas remis des coups, puis des injections qui lui avaient été administrées pour le réanimer.

● Le Front national et le deuxième tour de l'élection présidentielle. — M. Pascal Arrighi, député FN des Bouches-du-Rhône, a demandé, le mardi 20 octobre, aux chefs de file de la majorité « d'être gentils et de faire des mariages » au Front national « s'ils veulent ses voix au second tour » en 1988. « On ne saurait, a-t-il ajouté, notamment à propos de M. Chirac, injurier ni diffamer impunément le Front national et son président et attendre au second tour d'une élection locale, présidentielle ou municipale les voix du FN. »

● INDONÉSIE : cent cinquante-deux morts dans une collision ferroviaire. — Une collision entre deux trains de voyageurs qui s'est produite dans la banlieue de Djakarta a fait cent cinquante-deux morts et deux cent soixante-dix blessés, a annoncé la police mardi 20 octobre. — (AP.)

Sur le vif

Le Pen ? Absent !

Vous avez vu ce qu'il lui a fait, Frédéric-Dupont à Le Pen ? Il l'a fait cocu ! Quand j'ai vu ça samedi dans le Monde, j'ai éclaté de rire. Ça se passait au Palais-Bourbon. Vote du budget. Jean-Marie était contre. A distance, il se baladait. Il a entré un nouveau tour de France. Absentéisme, lui ? Non, mais ça va pas la tête ! Il n'y était pas, peut-être, l'autre nuit, au Parlement avec son commando démagogique pour bien montrer, justement, que les autres n'y étaient pas ?

Bon, là, ils y étaient, les autres. Du coup, lui, il est allé se faire voir ailleurs. Et Frédéric-Dupont s'est retrouvé seul, libre de galoper le long des travées désertées par ses amis du FN. Il a tourné toutes leurs clés. C'était plutôt gentil de sa part. L'ennui, c'est que c'était pas dans le bon sens. C'était dans le sens de mon Jacques.

Pourquoi ? Parce qu'il est d'accord avec Juppé sur les recettes de l'Etat. Il en a même profité pour lui rendre un hommage appuyé. C'est un vieux briscard. Le doyen de l'Assem-

bée. Il a son franc-parler et il s'est amusé à illustrer la force de l'arroseur-arrosé. Vexé, Le Pen furibard ! Il a piqué une de ces colères pendant le week-end, parait que c'était gratuit.

Moi, je suis ravi. Ça lui fait les pieds. Non, c'est vrai, il finissait par me haïr le poil, tous, tant qu'ils sont, à force de nous prendre pour des crétins. Témoin ce dialogue cynique et complexe rapporté par le Point : mercredi dernier, un de nos ministres croise Le Pen dans les couloirs du Palais-Bourbon et lui lance en faisant allusion à la folie nuit de la semaine passée : « J'ai l'impression que tu t'es planté. » Il se tait, oui. Et l'autre de rétorquer : « Je le croyais aussi, mais, finalement, ça marche ! »

Treize, ils marchent, ils galopent, les cochons de votants. On la même où on veut, cette bande de somnambules. Attention, quand même ! Faites gaffe. N'y allez pas trop fort. Ça risquerait de nous réveiller. En sursaut.

CLAUDE SARRAUTE.

A la cour d'assises de Nouméa

Des « responsables » discrets

NOUMÉA
de notre correspondant

Les avocats de la défense faisaient grise mine, le lundi 19 octobre, aux assises de Nouméa, à l'ouverture du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène (Le Monde du 20 octobre). Les bancs où ils auraient aimé voir siéger certains « responsables » étaient singulièrement dépourvus. M. Chatenay était même uclé : « Il serait trop beau de l'avoir vu semer le désordre comme il l'a semé sur le territoire et se défilait maintenant », tonait-il en constatant l'absence, pour des raisons médicales, de M. Jacques Royette, haut commissaire de la République au moment où éclataient, en

novembre 1984, les troubles sur l'archipel.

Mais les avocats ne désespèrent pas : considérant que le motif officiel était une « histoire inventée », selon l'expression de M. Lergemuller, — ils proposent à la cour que soit délivré un mandat d'amener contre le fonctionnaire défilant. Les magistrats rejettent la requête, se contentant de demander au tribunal de grande instance de Châteaufort de vérifier l'état de santé de M. Royette, actuellement hospitalisé à Pont-l'Abbé, en Bretagne.

Les avocats des inculpés sont d'autant plus irrités que d'autres « responsables » se sont « défilés ». Ainsi, M. Jean-Pierre Hughes, ancien directeur de cabinet du Haut commissaire — rasé par la préfecture de la Manche, où il est actuellement en poste, — et M. Philippe Marland, ancien secrétaire général du territoire et aujourd'hui chef de cabinet adjoint du ministre du budget, M. Alain Juppé. M. Chatenay et Lergemuller souhaitent « passer au grill » ces hauts fonctionnaires, « coupables » d'avoir laissé dégénérer une situation insurrectionnelle, et donc directement responsables, selon eux, des réactions d'« auto-défense » de leurs clients. Ils demandent, pour commencer, d'écarter verbalement les protections assurées par la... collaboration !

Le cri du cœur

En dépit de ce premier éclat, le procès a débuté dans des conditions plutôt sereines. Le président Gaudet se montre intransigeant vis-à-vis du moindre intervenant au verbe un peu haut. Ainsi, M. Raoul Lapetite, lors de l'audition des sept inculpés, mardi, s'est fait rappeler à l'ordre lorsque il s'est exclamé : « C'est Jean-Marie Le Pen qui est responsable ! » Il ne put prolonger plus longtemps son réquisitoire. Mais ce cri du cœur donnait le ton.

Comment expliquer, aux yeux de ce groupe de mépris enracinés dans le terroir de Hienghène, « l'état de guerre » régnant fin 1984 autrement que par le jeu personnel de ce chef « marxiste » ? Tout, pourtant, les rapproche des Canaques : des origines ethniques communes, l'usage courant du *hwa* (la langue vernaculaire), des conditions sociales modestes, et même, à une époque, une complicité politique, puisque M. Raoul Lapetite fut un responsable local de l'Union calédonnienne (UC) — aujourd'hui dirigée par M. Tjibaou — et puisque son fils, Jean-Claude, fita brièvement avec le Parti de libération kanak (PALIKA), la branche dure du mouvement indépendantiste. Alors pourquoi ? Sur quel obstacle a donc pu adosser un si long compagnonnage ? La réponse tombe dans un lourd silence : « On a du sang canaque, mais on se sent français ».

FRÉDÉRIC BOBIN.

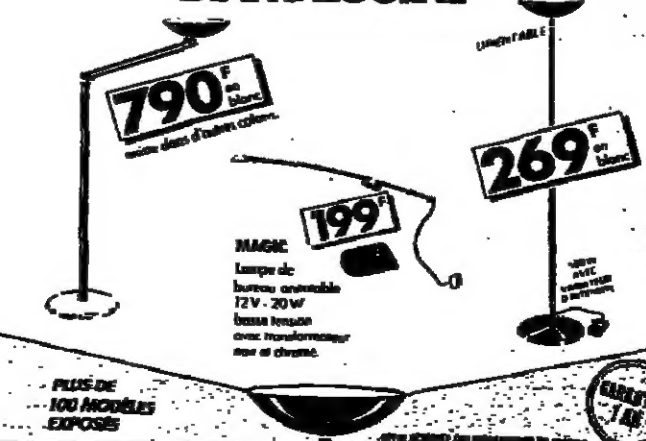
Le numéro du « Monde »
daté 20 octobre 1987
a été tiré à 594 634 exemplaires

Ordinateurs

est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE
EN SUPPLÉMENT
UN MAGAZINE

VAX

1^{er} SALON FRANÇAIS
DE L'HALOGÈNE

REGALI

PARIS :
3^e : 44, bd Sébastopol.
4^e : 88, rue St-Antoine.
6^e : 180, bd St-Germain.
8^e : 97, bd Hausmann.
9^e : 83, bd Hausmann.
10^e : 11, av. de Wagram.
11^e : 57, rue Pierre-Charron.
12^e : C.C. Galaxie, niv. 2.
14^e : 127, rue d'Alsace.
15^e : C.C. Beaugrenelle, niv. 2.
16^e : 45, av. Victor-Hugo.
18^e : 85, rue de Passy.
17^e : 56, av. des Ternes.

ASNIÈRES :
82, rue des Boulogneux.
BOULOGNE :
125, bd Jean-Jaurès.
CRÉTIL :
C.C. Créteil Soleil, niv. 2.
EVRY : C.C. Evry II, niv. 2.
GARCHES : 18, av. Joffre.
ST-GERMAIN-EN-LAYE :
24, rue du Viel-Abravoir.
SARCELLES :
C.C. Les Flamands.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.
LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus
et un disque dur
20 M.O. compatible
17990 F HT



INTERNATIONAL
COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 14 • 42.72.26.26
54, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03